entile.m.

diplomatique

L'électronucléaire

(Pages 13 à 18)

Publication mensuelle 5, me des Haliens, 75427 Paris Codex 00

Par CLAUDE JULIEN

parallèlement à la décomposition d'une bureaucratie politique et syndicale : aucun appareil policier ou militaire ne contiendra durable catte double poussée. Massive ou sélective, aucune répression ne parviendra à rendre inoffensif un mélange aussi explosif. Audacieuse ou sent accordée, aucune concession purement économique n'apaisem les mécontentements, na désamorcera les espoirs, n'effecera la sclérosa burecucratique. Seule la liberté possède ce triple pouvoir. Peut-on le comprandre à Varsovie, à Moscou et aussi dans les capitales occidentales qui, en 1956 et en 1968, étaient restées paralysées ?

Pour M. Edward Gierek, la réponse est déjà connue. Elle n'a surpris personne et surtout pas les ouvriers polonais. Est-elle pour autant définitive ? Contrairement à certains commentateurs accidentaux, les responsables du mouvement de grèves ne semblent pas le penser : leur cohésion, le colme et la prudence dont ils font preuve ne sont pas la signe d'une détermination spérée; ils croient possible d'obtenir non seulement une atténuation de leurs difficultés matérielles, négociable avec le pouvoir communiste, mais cussi et surtout la reconnaissance de ces droits que, ou nom d'une illusoire défense du régime, on hésite à leur accorder. Illusoire, our ainsi le régime ne peut qu'aggraver son propre discrédit et, à terme, se condamner.

TNE attitude jugée trop conciliante des autorités polonaises serviruit-elle de prétexte à une intervention soviétique? M. Gierek n'est certes pas seul à le craindre et à le laisser entendre. Il est cariousement rejoint par les croisés de l'anticommunisme qu'une telle « normalisation » confirme dans leurs certitudes. Mais les grévistes polonois, que rien n'incite à négliger le poids de l'U.R.S.S., n'en ont cure. Nourris d'une longue histoire nationale et des tragiques déconvennes de 1956 et de 1970, ils ne cèdent à angune pulsion suicidaire : avec méthode, ils consolident leur mouvement, offinent leur stratégie, évitent toute proyocation.

Pareille maîtrise ne sagrait évidemment suffire à dissuader Mascon de recourir à la monière forte. Présentes déjà sur le terroin, ses troupes pèsent très lourd dans la balance — et elles peuvent à tout instant recevoir des renforts. Les ouvriers en grève ne l'ignorent pas. Peut-être sous-estiment-ils le danger ? Ne sont-îls pas en train de jouer avec le fen ?

est estre les mains de dirigeants occidentaux d'abord préoccupés de leurs difficultés économiques et - en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, en France — de leur procheine réélection, Peuvent-ils faire clairement endre que la politique de « défente » n'est pas un chèque en blanc, autorisant une superpuissance à agir à sa guise dans sa zone d'influence? A quelques jours de la conférence de Modrid, souront-ils rappeler que les accords d'Helsinki forment un tout et que sul se peut, ou nom du respect du « stutu que » territorial en Europe, violer impunément les principes énoncés dans la « traisième corbeille »?

Avec les résultots que l'on soit, les alliés occidentant out tiré à bue et à dia devant les crises d'Iran et d'Afghanistan, Rien, jusqu'à présent, n'autorise à attendre d'eux une plus grande harmonie et une meille coordination alors même qu'il s'agit de l'Europe. De l'Europe et pas de la Pologne seule. Car si la «détente» n'a pas empêché la multiplication et l'intensification des conflits à la périphérie (Proche-Orient, Afrique, Asie du d'Helsinki en Europe même. Et si, devant la passivité de l'Ouest, le glas ner pour les ouvriers de Gáansk, un pas de plus seruit franchi ction des blocs et vers leur probable affrontement. La prudence ne consiste pas à faisser faire. La fermeté ne suppose pas néci dent de montrer sons ambiguïté que la politique des droits de l'homme n'est pas un accessoire mineur de la confrontation diplomatique. Et cette estration sere d'autant plus convaincante que, pour les Occidentaux, elle trouvera son application non saulement à propos de la Pologne mais dans leur propre zone d'influence, et, notamment, en Amérique latine.

TERRORISMES «NOIR» ET «ROUGE»

Avec le monstrueux attentat de la gare de Bologne, le terrorisme « de droite », qui avait précédé le terrorisme « de gauche », a fait sa réapparition en Italie au moment où les Brigades rouges et divers autres groupes armés étaient pratiquement démantelés. On n'a pas fini de s'interroger sur les causes profondes de ces recours à la violence par des gens, jeunes pour la plupart, qui, se réclamant d'idéologies contradictoires, finissent pas se rejoindre dans le choix des moyens.

Si les dossiers de justice et les «confessions»

d'anciens membres des Brigades rouges permettent maintenant de mieux cerner les évolutions d'un terrorisme « de gauche », on possède pour le moment moins d'indications en ce qui concerne le terrorisme « de droite ». Indispensable, la répression seule ne saurait en venir à bout. Dans les deux cas, il faudra pourtant parvenir à comprendre le phénomène, si l'on veut être en mesure de trouver les réponses politiques, sociales, culturelles sans lesquelles une riposte purement policière et judiciaire restera tragiouement insuffisante.

L'aventurisme de la lutte armée en Italie

Par MARCO BOATO *

Prima Linea ou d'organisations secon-

rima Linea ou d'organisations secon-daires — a permis de mettre à jour d'imposants dossiers judiciaires (bon nombre de procès-verbaux de « confes-sions » ont été publiés dans la presse, en dépit du secret d'instruction). L'analyse de ces documents montre que la formule du « parti armé » est une métaphore : on constate qu'il existe en réalité une pluralité de partis armés et de différents groupes terroristes souvent en contact entre

ES conditions minimales pour déclencher une « guerre civile » n'ont jamsis existé dans l'hisn'ent jamais existe dans l'ins-toire récente de l'Italie et elles n'exis-tent toujours pas. Point de cause religieuse, ethnique, raciale ou natio-nale, comme celies qui, en d'autres pays, sont la raison d'être du terro-risme ou qui du moins peuvent lui fournir une occasion historique.

fournir une occasion historique.

Et pourtant, depuis une dizaine d'années, le terrorisme — d'ahord de droite avec la complicité directe de l'Etat, puis, essentiellement, de gauche — est devenu une sorte de phénomène endémique dans la société italienne : un phénomène qui met en cause des facteurs politiques, économiques, sociaux, institutionnels, idéologiques (et même psychologiques), militaires et même internationaux.

Le amplituite des témoires est

La multiplication des témoignages

terroristes, souvent en contact entre eux et tout aussi souvent en concurrence, et qui ne sont jamais, en tout cas, rattachés à un « cerveau » unique, à une seule « centrale » opérationnelle. a mie seule « centrale » opérationnelle. à une seule « direction stratégique » comme le crurent d'abord de nom-neux observateurs et même quelques magistrats, surtout à Padone et à Rome.

de « terroristes repentis » — venant aussi bien des Brigades rouges que de

Un système bloqué Ce qu'on appelle le « saut qualita-tif » (extension et radicalisation) du terrorisme de gauche s'est produit au lendemain de la phase culminante du terrorisme de droite en 1974 : mas-sacres de Brescia et de Bologne, projet de coup d'Etat de Borghese et de la Rosa dei venti (Rose des vents) ; il décordait aussi de l'apprantation de la

S ANS doute le terrorisme de gauche S ANS doute le terrorisme de gauche aurait-il en ume incidence politique moins considérable si, pendant cinq ans, de 1969 à 1974 la «stratégie de la tension», du massacre et du coup d'Etat ne s'était pas développée presque impunément, impliquant non seulement les organisations paramilitaires d'extrême droite, mais aussi, directement, certains secteurs sensibles des corps de l'armée, de la police et des services secrets de l'Etat.

De 1969 à 1974, les massacres, les provocations terroristes et les tentatives de coup d'Etat ont été surtout

provocations terrorises et les tenta-tives de coup d'Etat ont été surtout veincus par une mobilisation populaire croissante, devenue même imposante. Grâce aussi à l'extraordinaire engage-Grâce aussi à l'extraordinaire engagement de certains journalistes démocrates et de gauche auxquels le journalisme italien doit peut-être sa plus florissante «saison» depuis la fin de la guerre. Mais l'impunité presque absolue dont ont bénéficié les principaux responsables de la « stratégie de la tension » fut sans doute la première et la principale « légitimation » pour tous ceux qui avaient ainsi perdu confiance dans les luttes démocratiques et qui en vinrent à juger que la seule voie praticable était celle de la clandestinité, de la lutte armée, du terrorisme.

économique et sociale, de puissants mouvements politiques de masse composés de jeunes et de moins jeunes ont su développer des pratiques d'opposi-tion au système actuel du pouvoir, sans pour autant adopter le moins du monde une stratégie de lutte armée, ni les formes de combat sangiant du Ces mouvements et ces nouveaux protagonistes sociatix représentaient pour la société italienne un énorme potentiel pour renouveler le dialogue démocratique et la participation conflictuelle. Ils se sont heurtés à un comincuene. Ils se sont heurtes a un système politique bloqué (1), à une barrière institutionneile de plus en plus rigide et infranchissable. La seule réponse qui leur fut opposée fut celle de la « démonisation » idéologique et

découlait aussi de l'aggravation de la crise économique dont on ressentait les conséquences sur le marché du travail avec la réduction de la pro-duction et la marginalisation d'impor-

tantes couches de la population, sur-tout parmi les jeunes. Certes, durant ces années d'aggravation de la crise

de la criminalisation judiciaire. Une sorte de « court-circuit » s'est produit, surtout après 1977. Bezucoup de jeunes, et même de très jeunes, qui avaient d'abord misé sur le Mouvement et la participation directe aux luttes sociales et de masse, ont opté

* Député du parti radical italien.

pour la clandestinité. Ils ont choisi de s'armer, individuellement et col-lectivement, d'entrer dans l'une ou l'autre des formations armées déjà existantes qui pratiquaient le terro-risme, ou bien de se livrer au fameux « terrorisme diffus », en particulier dans les grands centres urbairs.

La logique du désespoir et de l'aven-turisme de la lutte armée s'est nourrie et renforcée, dans de nombreux cas, grâce aux théorisations idéologiques et aux activités plus concrètes de recrutement des différentes organisa-tions terroristes souvent en concurrecrutement des différentes organisa-tions terroristes, souvent en concur-rence entre elles. Le pouvoir, quant à lui, s'est contenté d'appliquer me politique de la terre bruiée pour isoler des mouvements de radicalisa-tion politique qui, pourtant, s'étalen; jusque-la développés au grand jour de manière légale, bien que pas tou-jours légaliste.

Il y avait bien eu, juste à la fin de is guerre, une escalade du terrorisme dans la Sicile « aéparatiste »; puls dans la région du Haut-Adige (Sud-Tyrol) à la fin des années 50 et jusqu'à la moitié des années 60. Mais ce n'est que dans la décennie 70 que la terrorisme est decennie 70 que le terrorisme est devenu en Italie un phénomène d'envergure nationale. gagnant tous les principaux centres du pays. Ce qui ne veut pas dire — comme on l'a souvent affirmé ces dermers temps — que le terrorisme soit un produit des mouvements de 1968 en Italie.

(Live la suite page 20.)

(1) Voir le dossier sur l'Italie paru dans le Monde diplomatique de juil-let 1980 sons le titre : « L'Italie des miracles et des crises. »

Dans ce numéro:

Aux Etats-Unis: le grand débat sur la résistance à l'U.R.S.S

La poudrière kurde

Une nouvelle d'Ana Vasquez LE VOL

(Pages 22 et 23.)

UNE DICTATURE ENTRE WASHINGTON, MOSCOU ET PÉKIN

Le «parapluie chinois» du général Videla

DOURQUOI le général Videla s'est-il rendu en Chine du 6 au 11 juin dernier à l'invitation du gouvernement chinois (1)? Parce que Pèkin s'inquiète de la dégradation de la conjoncture internationale, de l'ac-croissement des risques de guerre, de l'influence croissante de l'Union sovié-tione sur le continent and américa in tique sur le continent sud-américain.

certes l'Amérique latine demeure partie intégrante de la sphère d'influence des États-Unis. Mais le temps est révolu où ils dictalent sans partage leur loi à la région. L'hégemonie a été progressivement érodée par le développement des mouvements nationaux et démocratiques, mouvements qui jouèrent un rôle essentiel dans le développement des forces anti-impérialistes, certains depuis le début du siècle. Si, à ce titre, l'Amérique latine constitue un cadre exemplaire de lutte constitue un cadre exemplaire de lutte constitue in cadre exemplaire de intre populaire, elle l'est aussi au niveau des Etats, par la prise de conscience d'une identité commune susceptible de conduire à des accords régionaux. Or la Chine accorde une grande impor-tance à ce type de relations, dans les-quelles elle voit un facteur propre à séduire la sonce d'emprise des guierquenes ene with in lacteur prophe a réduire la sone d'emprise des super-puissances. Ainsi appule-t-elle des organisations comme l'OPEP ou la C.E.E., et, localement, le pacte andin, la communauté des Caralbes, le Système économique latino-américain (SELA), l'Association latino-américaine de librePar XAVIER LUCCIONI

commerce, etc., qui, peu ou prou, ren-forcent, la capacité de négociation régionale face aux centres mondiaux de décisions économiques (2).

Dans le même temps, l'Union sovié-Dans le même temps, l'Umon sovietique, pourtant marginale dans cette région, confortait sensiblement ses positions : elle a multiplié par 13 son commerce avec le continent sud-américain entre 1970 et 1975, et acquis des points d'ancrage non négligeables. Avec 2 milliards de dollars prêtés — en majeure partie pour l'achat d'armement — n'est-elle pas devenue le second créditeur du Pérou ?

Or une tendance analogue est désor-Or une tendance analogue est désor-mais perceptible en Argentine, dont les échanges économiques avec l'U.R.S.S. sont passés de 30 millions de dollars en 1973 à 460 millions en 1978. A eux seuls, ces chiffres montrent l'impor-tance acquise par le régime du général Videla comme partenaire du Kremlin. L'Argentine exporte, du blé et de la viande vers le hloc soviétique et en reçoit des produits manufacturés, des armes et de la technologie. Un accord igné en avril dernier porte sur la signé en avril dernier porte sur la livraison d'urantum enricht, un autre sur la fourniture de turbines pour le complexe hydro-électrique de Salto-Grande (3), un troislème sur l'adjudication des travaux pour le barrage sur le fieuve Parana. Comment expliquer une telle évolution? En partie par les intérêts spécifiques de l'oligarchie dont la junte est l'instrument, intérêts qu'elle focalise sur les exportations agro-alimentaires. Ce choix s'est heurté aux lobbles céréaliers des Etats-Unis, qui ferment leur marché, et à la C.E.E., protégée par le tarif douanier commun. Les dirigeants argentins se sont alors intéresses au débouché soviétique, sans hésiter à contrarier la politique américaine, comme en témoignent leurs récentes ventes de grains aux pays de l'Est, malgré la décision d'embargo arrêtée par la Malson Bianche (4).

De la part de l'oligarchie, cette attitude ressemble à une manifestation d'indépendance pour le maintien de son pouvoir et la conservation d'in-

de son pouvoir et la conservation d'in-tèrêts qu'elle estime plus essentiels que ses relations avec Washington. Elle conduit à des accords avec Mos-

(Live la suite page 3.)

(1) Chins nouselle du 6 juin 1980.
(2) Voir notamment Pélsin information, no 32, 1979, « Du pétrole à une économie diversifiée ».
(3) Situé sur le fleuve Uruguay, entre l'Argentine et l'Uruguay, c'est le deurième barrage du continent.
(4) Le Monde du 12 juillet 1980, « Accord soviéto-argentin pour la livraison de cérèales ».



Un sommaire prestigieux: découvrez-le en page 3.

Dennis le début de la crise économique, les efforts pour limiter l'exercice du droit de grève se multiplient dans la plupart des sociétés occidentales. En Grande-Bretagne, par exemple, Mme Thatcher fait voter la « loi sur l'emploi » qui réduit l'emprise syndicale sur l'embauche et comporte une codification restrictive de l'exercice du droit de grève. En France, la jurisprudence prend, au fü des conflits, un tour défavorable aux travallieurs et les propositions de loi visant à régiementer le droit de grève, notamment dans le secteur public, deviennent légion. Cette évolution, d'ordre institutionnel ou réglementaire, s'inscrit dans le vaste, mouvement de redéploiement du capital qui entraîne un sous-emploi généralisé. Dans ce réaménagement, la politique antigrevo deviendralt ainsi une variable stratégique de première importance.

ES confédérations syndicales des pays européens, en particulier de lgique, d'Italie, des Pays-Bas et de France s'inquiètent de plus en plus des effets produits par la « nouvelle vague sociale » qui affecte les condions d'emploi dans les pays industrialisés : travail clandestin, partage des emplois, travall à la tâche à domicite, travall temporaire, sous-traitance, individualisation des politiques salariales et sociales des entreprises.

Alors que l'Europe compte déjà près de dix millions de chômeurs et autant de travailleurs à temps partiel, ces nouvelles formes d'emploi faconnent un cadre d'insécurité sociale qui va singulièrement conditionner l'exercice du droit de grève. Il ne s'egit pas seulement d'essayer de timiter le droit d'en réduire la portée, voire d'en rendre l'exercice totalement inefficace qu'offre la « nouvelle vague sociale », et adantés nour randre neu à neu inntlensives les tècles en viqueur, sans paraître .. écrit Gérard Lyon-Caen (1). La crise a accéléré cette évolution.

Les mutations actuelles du système productif entrainent d'importants changements dans l'organisation et le fonctionnement des entreprises. Pour rester compétitives et répondre aux aléas d'une demande de plus en plus à s'assurer une plus grande liberté de gestion tant de leur personnel que

Polyvalence, le maître-mot

I A souplesse recherchée par les entreprises ne se limite pas aux aspects fundiques de la gestion du subit l'organisation de la production sous l'effet de la crise se traduisent par une plus grande latitude dans la gestion des équipements. C'est ains que, pour compenser la lourdeur des une politique de recherche de la polyvalence, plus efficace sur le plan limiter le risque de prève. Le développement de la polyvalence indivila forme de l' « enrichlesement des tâches - - peut faciliter, le cas échéant, le remplacement des grévistes à leurs postes de travail. Ce n'est pas hèse d'école que d'imagine une équipe de réserve volante, composée de travailleurs à statut précalre, dues à l'absentéisme, mais aussi aux de leurs équipements. Et la division, le cloisonnement qui en résultent sont l'efficacité des mouvements acciaux. Le tait, par exemple, que des salariés qui appartiennant à des sociétés juridiquement distinctes concourent, eur un même lieu de travail, à une production unique rend très difficile tout recours à la grève pour faire valoir des revendications communes. De même, et. notamment, celul des sociétés de services - permet souvent à l'entreprise utilisatrice de cette maind'œuvre, dont elle est de fait le véritable employeur, d'écarter tout risque

Ce développement est naturellement un élément d'affalblissement des

d'usines-tiroirs, souples et légères, permettant des transferts de produc-Comme le souligne Hughes Blassel : a II est rare, en France, que les projets soient dits evec autent outil de production qui ne puisse pas être bloqué par la grève d'un atelier — les usines-tiroirs doivent pouvoir passer rapidement d'un type de tabrication à l'autre. » (5).

Le développement des ententes entre des entreprises juridiquement distinctes peut aboutir au même résultat. Au sein d'un groupe, le développement de la polyvalence produit les mêmes effets que dans une entreprise à étanents multiples. Mals il faut signaler aussi l'existence d'accords de suppléance entre entreprises concur-

travall en continu, polyvalence, filia-

écartent les salariés de la maîtrise

de leur outil, au moment même où

leur nouvelle politique de gestion de

la main-d'œuvre — intérim, contrate

à durée déterminée, travail à temps

partiel, voire - partage du travail -,

dispersion des horaires de travali -

en diminue la cohésion. L'image du

tourneur débrayant et arrêtant sa

machine semble relever de l'antiquité.

Les transformations structurelles des

entreprises apparaissent ainsi comme

sous-estimé - d'enlever de leur effi-

cacité aux grèves. Ce n'est pas le

seul puleque, paralièlement, le patro-

nat affirme sa volonté de riposter su

les plans juridique et judiciaire à

tout mouvement de grève, qu'il se pro-

duise dans le secteur privé ou le

dence exceptionnelle et limite considérablement leur capacité d'initiative. Au total, « l'arrêt de travail perd le sens traditionnel qu'il avait d'arrêt de is production » (7). En transformant l'organisation de la production --

les - grèves thrombose -, limitées à

quelques atellers, mals qui bioquent

parfois un groupe entier. La licéité

de ce type de grève est une consé

quence logique, et pour une fois

favorable aux travallieurs, de l'absence

de réglementation légale du droit de

montrée fort sévère à l'égard des

grèves qui se sont produites dans les

secteurs « en continu - des entre-

prises, ce qui contraînt les grévistes

éventuels à faire preuve d'une pru-

mais il risque alors d'Impressionner défavorablement les tribunaux. Quand il se produit, c'est donc souvent manu militari ou eous le couvert de l'exécution d'une décision d'expuis

Malgré des décisions de fond favorables aux grévistes. la Cour de cassation maintient que existence de la voie de fait qui résulte d'une atteinte au droit de propriété implique « l'urgence de la mesure d'expulsion sollicitée ». Ce n'est cependant pas une nouveauté. Les conséquences de l'arrêt Ferodo. elles, semblent plus novatrices. La Cour de cassation a, en effet, ouvert à cette occasion sux employeurs une voie de droit imprévue : celle de l'ordonnance sur requête, pour obtenir l'expuision des grévistes. Certes ce n'est qu'en cas d' « Impossibilité » de procéder contredictoirement qu'il pourra y être fait recours, mais de tels cas peuvent se rencontrer : si les occupants refusent de décliner leurs noms aux huissiers, ou encore si l'occupation bénéficie du soutien de l'enl'ordonnance sur requête peut permettre d'étendre à l'égard de tous les effets de l'expuision. Bref, elle constitue un complément limité, mais utile au patronat, dans le cadre d'une stratégle d'ensemble.

Mais il n'est guère de meilleur moyen pour le chef d'entreprise de contrer un mouvement de grève que de procéder à la suppléance des travailleurs grévistes. Certes, aux termes de la loi de 1972, l'employeur ne peut embaucher d'intérimaires en cas de grève - l'Etat lui-même ne le peut, à nelles » l'empêchant de recourir à un recrutement îmmédiat d'agents publics ». Toutefois, des juges du fond ont admis que des intérimaires préslablement embauchés soient affectés par la suite au secteur touché par la grève. Il semble donc que la jurisprution restrictiva de la loi de 1972.

D'autre part l'affirmation par la Cour de cassation du droit d'une société de transport de recourir, face à une grève de ses chauffeurs - sinon à du personnel d'entreprises de travail temporaire (...), du moins à tout autre salarié ou à d'autres entreprises de transport » confirme cette ap-

La gamme des possibilités qui s'offrent alors à l'employeur est très vaste. Rien ne semble interdire, par exemple, l'embauche de travailleurs sous contrat à durée déterminée ; la grève perd ainsi toute son efficacité, sauf dans le ces de salarlés techniquement

C'est à la grève offensive, celle qui tente de forcer le destin, la crise, que la récente jurisprudence porte les coups les plus sensibles : en effet. l'occupation d'usine, les grèves « tournante », « bouchon », « thrombose », ne sont qu'une manifestation d' « intelligence ouvrière organisée » (14) face à l'évolution structurelle des entreprises et à la détérioration du marché du travall. En s'en prenant à la grève offensive, les juridictions facilitent le détermination du prix du travail par le simple leu de l'offre et de la demande, c'est-à-dire, dans les circonstances présentes, l'abaissement des salaires réels. Il est donc tentant de comparer l'évolution jurisprudentielle à une sorte de « plan Barre judiclaire ».

Peut-Il cependant exister un système de droit du travail démocratique sans un droit de grève réel ? Aucune jurisprudence ne supprimera les causes de tension dans les entreprises. Rien ne pourra les empêcher de se

Ce ne sont donc pas seulement les travailleurs, mais aussi les juges et, d'une facon générale, tous les démocrates qui devraient se montrer précocupés des tendances actuelles à la limitation du droit de grève.

reux = (12). La C.F.D.T. estime, en outre (13), que l'on pourrait bientôt voir compagnies d'assurance garantir les dommages subis par les entreprises

la caisse de grève instituée par l'Union des industries métallurgiques. Sur cette base, le patronat peut parer à toute éventualité. La riposte à l'occupation de l'entreprise prend diverses formes : le déménagement des

(1) Gérard Lyon-Caen, Introduction à l'ébranisment par la crise économique du régime juridique de l'emploi, Centre de recherche de droit social, Paris-II, 1979.

(2) Le Vie outrière, n° 26, 30 décembre 1979. Voir aussi C.F.D.T.-Syndicatisme-Hebdo, novembre 1979.

(3) C.F.D.T.-Syndicatisme, 25 octobre 1979.

(4) Le Monde, 21 sout 1979.

(8) Bapport de la chambre de com-merce et d'industrie de Paris rédigé par M. Bayard, adopté le 25 octobre 1879.

d'expulsion des grévistes en assignant les seuls délégués, sans individualiser chacun des grévistes, et en procédant par simple ordonnancs sur requête, La Cour de essettion a justifié le recours Cour de casation a justifié le recours à cette procédure excaptionnelle par e la difficulté pratique d'appeler indi-viduellement en cause tous les occu-pants et (...) la possibilité pour les dirigeants de fait du mouvement de grève de présenter les moyens de dé-fense communs à tout le personnel » (rapport de la Cour de casation, 1976-1977).

(12). Document du CARP.F. : e Mo-stres à prendre suite au plan Berre en cas de grève ». (12) T. Grumbach, « Insécurité judi-ciaire pour les grévistes, ou la grève comma exercice des libertés publi-ques ». Droit ourrier, janvier 1890. Yoir aussi Action furdique, ne 16, juillet-acht 1979, p. 88. (13) C.F.D.T.-Syndicalisme, 3 mars 1977. (14) T. Tipen et D. Salerni, Sindi-cato comme Soggeto di equilibrio, Peltrinelli, 1975.

La grève en question

grèves engagées par le personnel per manent des entreprises et s'ajoute aux effets de la multiplication des statuts - et des hors-statuts - au sein d'une même entreprise. Les grèves qui se sont produltes en 1979 chez le constructeur séronautique français Dassault ont illustré l'affaiblissement de la situation du personnel fixe avec la multiplication dea hors-statuts, Les evadicats C.G.T. at C.F.D.T. ont ainsi dénoncé l'accrolssement des travailleurs à statut fragile : - Dassault, qui personnel pour un an, s'adressant à une société intérimaire de « sa » prélérence où il a des intérêts, et celle-ci crée une société fictive aous-traitante de construction aéronautique. Dans ce cas, fini le statut social et les salaires décents, finie la possibilité pour les zalariés d'être défendus par les syndicata des entreprises utilisatrices, ment. = (2). Il est, par alleurs, à poine besoin de souligner que le droit de grève dont disposent, en principe, les contrat à durée déterminée est pure-

Line grève étant rarement suivie de façon unanima, quelle devient sa portée si aux 20 à 30 % de non-gren s'ajoutent les 20, 30, voire 40 % de personnel en situation précaîre pour

Dès son origine, le mouvement risque fort d'être minoritaire. Et si l'on prend en compte également le personnel à horaires variables, mai întégré à la vie sociale de l'entreprise, on mesure salariés fait évoluer le rapport de forces en faveur de l'employeur.

grèves. Une équipe de ce type a, de fait, été en activité à Alathom-Atlantique (entre autres) (3). La polyvalence des unités de pro-

duction peut, elle aussi, être utilisée pour atténuer les effets d'une grève : dans une entreprise à établissements multiples, par exemple, l'outil de travail polyvalent d'un établissement non gréviste pourra être rapidement adapté. Ces considérations ne sont pas ignorées par ceux qui font les choix Peugeot des filiales européennes de Chrysler, M. Parayre, président du directoire de Peugeot SA, n'a-t-il pas exorimé, de facon très claire, comment Paugeot, grâce à la polyvalence des unités de production, prévoyait aussi la possibilité de digérer de futures personnes pour nous c'est un peu un minimum, male les petites unités ne la mesure où le groupe aura basoin

Par LUCIO GARZON MACEDA et FRANÇOIS GAUDU *

rentes qui traduisent la solidarité patronale et concourent à atténuer les conséquences d'un mouvement de grève. Ce fut le cas lors de la grève des salariés des Ardolsières d'Angers, l'entreprise demandant l'aide d'une société espagnole pour couvrir ses besoins et pouvoir honorer les com-

par l'automatisation et l'intégration de la production qu'elle suppose, comporte cependant un risque avec roque.
obligé de compter le patronat ; celul de rendre certaines grèves trop efficaces. Ce sont les « grèves bouchon ».

La modernisation des techniques,

La stratégie patronale

secteur public.

TTSAGER de services publice, le patronat cherche, tout d'abord, à obtenir systématiquement réparation des dommages subis à l'occasion de grèves touchant l'activité de ce secteur. Plusieurs circulaires du Centre national du patronat français (C.N.P.F.) ont récemment tenté de coordonner les actions visant à mettre en cause la responsabilité contractuelle des entreprises publiques qui avaient ainsi suspendu leurs prestations. Si « Firresponsabilité de principe de l'administration [des P.T.T.] à l'égard des action « extrêmement douteuse ». Il n'en est pas de même en ce qui cerne E.D.F. et la S.N.C.F., société qui doivent prouver la force majeure — irréversibilité et imprévisibilité pour dégager feur responsabilité. Et la grève n'est pas, à elle seule, un cas de force maleur, selon les tri-

Le C.N.P.F. Incite donc les entreorises à intenter de nombreuses actions. Outre le caractère « exploratoire » de cette campagna, on escomp ainsi faire pression sur les entreprises publiques pour qu'elles raidissent leur attitude face aux grévistes. « E.D.F. si les procès se multiplient, sere obligatofrement conduite à prendre plus de précautions », souligne, dans un rapport récent la Chambre de com-

merca et d'industrie de Paris (8).

Cecendant, comme ce type d'action n'a jusqu'à présent rencontré que peu de succès, une tendance à deman une intervention du Parlement pour élargir le champ d'application du « service minimum » se manifesta dans les milieux patronaux. Tel qu'il est jurisprudence, la + service minim que doivent respecter les grévistes de certaines entreprises publiques ne vise que le maintien des emplois indisnensables à l'action gouvernementale. à la sécurité physique des personnes, à celle des biens ». Le rapport précité de la Chambre de commerce de Faris falt, à cet égard, des propo-sitions nouvelles. Déplorant que le - plan Crobx-Rouge - qui définit la service minimum à E.D.F. reste étranger aux préoccupations économiques, il justifie la création d'un - service économique minimum - par les - nouveaux impératifs de compéti-

L'auteur constate que ce nouveau service minimum seralt incompatible avec - les règles actuelles du droit de grève -, et appelle donc de ses vœux des mesures nouvelles notamment - une réglementation du droit de grève ».

Mêmes préoccupations dans la proposition de loi Voisin, qui, en inter-* Lucio Garzon Maceda est avocat argantin ; Prançois Gaudu est agrégé d'històire.

nement des services publics, vise à creer un «service minimum (qui) ne seralt plus exigé par des nécesaités techniques ou de sécurité = (B).

Plus feutré que le terrain législatif, Il semble que le terrain judicialre ait permis au patronat de marquer récemment des points plus notables dans

Un rapport du C.N.P.F., vraisemble blement postérieur à l'arrêt Ferodo (10) décrit de façon synthétique, « les mesures à prendre suite au plan Barre en cas de grève ». Mesures qui comprennent une liste de précautions évoquant un dossier d'opération militaire (mise à l'abri des documents ntiels, organisation des liaisons, double des clés, des programmes, formation de personnels de remplacement stockage à l'extérieur, répartition des responsabilités entre cadres, etc. (11). Le déclenchement de la grève doit. d'autre part, entraîner une riposte immédiate en direction de l'opinion et la constitution d'un « dossier · de preuves - à l'aide de constats d'huissiers, de témoignages écrits, de tracts, etc. T. Grumbach, avocat à Versailles a attiré l'attention sur les effets de sence des huisslers « alourdit » le climat de la grève. Le moindre incident transforme le descriptif d'une journée calme en représentation dramatique d'un affrontement violent et dange-

pour fait de grève, garanties somme toute similaires à celles offertes pa

machines est rarement tenté, sout dans

(4) Le Monde, 21 août 1979, (4) Le Moule, 21 sout 1979.
(5) C.P.D.T.-Aujourd'hui, no 40.
(6) La Nouvelle République, 22 novembre 1979.
(7) N. Commund, le Droit du travail comme outil de la stratégie sociale des entreprises, I.A.E., Grenoble.
(8) Barrourt de la chembre de seure

1979.

(9) Proposition n° 276 adoptés le 6 décembre 1979 par la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale.

(10) Arrêt du 17 mai 1977 de la Cour de cassation, qui innove en magière

**

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE - GREC

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale,

contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours. Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisife dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions grales à Levallois (92).

Cours tons niveaux (même débutant) Service Orientation, Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 16-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Ensei-

Documentation gratuite à :
LANGUES & AFFAIRES, n° de juin, service 2244
35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, Tél. : 270-81-88

L'Amérique latine, principal client de l'industrie d'armement israélienne

Le contrat pour l'entratien des Mirage boliviers signé au début d'août entre taraéi et la nouveau régime militaire installé à La Paz a attiré l'attention sur l'effort particuller que font les kraéllens pour vendre leur matériei militaire à l'étranger. En fait, depuis plusieurs an-néus, l'Amérique latine est leur principal

DEPUIS que, en 1973, le ministère teraction de la défense se mit à encourager activement les ventes d'armes à l'étranger, le continent latino-américain est devenu son principal ofient. «Décormais, la valeur économique des exportations de matériel militaire israéllen en Amérique latine dépasse de loin celle des autres articles plus « conventionnels -, écrivait en 1976 M. Edy Kaufman, cheroheur à l'université hébraïque. De fait, le quotidien de la Histodrout. Davar, a révélé dans une enquête en 1979 que les exportations d'armes et de blens liés aux activités de défense attelunaient vers l'ensemble du tiers-monde près d'un militard de dollars amuellement tandis que, l'an dernier, vere l'Amérique latine, les exportations d'articles non militaires — principalement des produits chimiques destinés à l'agri-culture — s'élevaient à 75 millione de

C'est après la guerre de 1987 qu'Israél entreprit d'activer la construction de son industrie d'armement. Ses capacités à l'exportation se trouverant bientôt amé-Horées per la conclusion d'accords avec Hétés étrangères (1). Par exemple, l'entreprise publique industries aéronau-tiques d'Israèl (I.A.L.) s'est associée avec la firme américaine Chromalloy pour rénover les moteurs d'avion, tandis qu'industries militaires d'israél (1.M.l.) nationale beige Herstal et à la firme néerlandelse N.W.M. Kruithom pour la tette Uzi et de son fusil d'assaut Gaill qui équipent les forces armées de plusieurs pays d'Amérique latine. Toute-fois, la pénétration des sociétés multinationales américaines est surtout sensible dans le secteur de l'électronique liée à la défense, où s'affirment des géants comme Motorola et G.T.E. — dont a Milaie Israélienne, Tadiran, s'est tailié une grande part dans le domaine des

Quand, en 1968, les Etats-Unis décidèrent de euspendre leurs l'ivraleons d'armes sophietiquées aux forces armées latino-eméricaines afin de concentres leurs efforts sur la préparation à la lutte ele, l'Europe et Israë tirèment avantage des oréneaux ainsi ouverts. Israél, pour ce qui le concerne — esfon les informations publiées par l'institut d'études stratégiques de Londres et par le SIPRI (Institut international de recherche sur la palx de Stockholm). recrute principalement sa clientèle dans des pays impliqués dans des conflits territoriaux, ou parmi les dictatures de

S'afrontant dans la «guerre du footbell», en 1969, El Salvador et le Honduras furent parmi les premiers achateurs d'avions leraéllene d'occasion rénovés par les soins d'i.A.I. Un autre cas se présenta avec les revendications territoriales du Guatemala sur Belize : en dépit des assurances de Jérusalem niant toute aide aux forces armées guatámakèques en vue d'un affrontement avec Belize, la Berbade saisit en 1977 un bateau israélien qui transportait du peut matériel d'armement à destination du Guametala. Le conflit entre l'Argentine et le Chili au sujet du canal de Beagle devalt aussi fackiter les ventes israéilennes en 1978 — mais à l'un et à l'autre pays en même temps, cette fois, au nom de l'impartialité...

A la suite d'un marché conclu en 1973 evec El Salvador, à l'occasion

Par IGNACIO F. KLICH

duquel furent d'ailleurs ouvertes des ambassades à San-Salvador et à Jérusalem, les Israéliens s'efforcèrent d'apaiser la rencœur qu'ils avalent cru déceler chez les Honduriens en acceptant de leur vendre douze avions français en 1976. Les avions étalent équipés de moteurs Pratt & Whitney, ce qui déciencha la première controverse avec les Etats-Unis au sujet de la nécessité pour les Washington afin de pouvoir réexporter certains composante d'origine américaine. Leur rôle comme fournisseurs de matériel militaire américanisé aliait être quelque peu compromis par les décisions

bloquer la vente à l'Equateur des avions de combat israéllens Kfir, équipés du moteur américain JA-79. Prévoyant la fourniture d'armements contre du pétrole, le contrat put néanmoins être honoré grâce à la livraison aux Squatoriene d'avions de combat de fabrication fran-çaise. En juillet 1979, le magazine Aviation et Marine évoquait l'intérêt que ient à leur tour les Guatémaitèques pour les avions Kfir; il n'était pas exclu, si Washington devait les dissuader de cette option, que les d'occasion provenant des stocks de leur armée de l'air. Plus récemment, le Pérou envisegealt d'acquérir, lui aussi, des Miraga israéllens.

Du Chili au Nicaragua de Somoza

A la fin de 1978, Israël a vendu vingt-six Mirage aux Argentins. Alora que le conflit entre le Chill et l'Argentine en Autre facteur avec lequel II faudra compter dorênavant : lea efforts que font désormais huît États d'Amérique était à son point culminant, la radio israélatina pour se doter d'une industrie natiopriété du député Samuel Flatto-Sharon, avait servi d'Intermédiaire dans une opél'Argentine ont des productions assez sophistiquées pour chercher à les commercialiser en Amérique latine. Les deux principaux pillers de l'Industria des armeration consistant à expédier en Argentine des obus anti-sériens de provenance pakistanaise. Dans un apparent souci d'équi-libre, M. Mordechei Zippori, ministre ments au Brésil, grâce auxquels ce pays s'est affirmé comme l'arsenal de l'hén adjoint de la défense, offrit aux Chiliens, sphère Sud, sont l'usine d'aviation en janvier 1979, de renfiouer en matériel Embraer, qui appartient à l'Etat, et la société Engesa, qui produit, avec le sou-tien de l'Etat, toute une gamme de véhi-cules blindés. Les aviens d'Embraer voyage à Santiago, un accord fut conclu pour la livraison de pièces détachées et emplètent d'allieurs sur les marchés d'industries aéronautiques d'israél pour la des avions de transport américains C-130. vente de son avion à décollage et à Les Etate-Unis avaient alors pris parti pour atternissage courts Arava (short take-off and landing, STOL), apparell assez souple Beagle. Précédemment une commande chillienne de missiles Shafir - engin que pour être utilisé à la fois dans des opérales experts décrivent comme une copie du tions de combat antiguérilla et comme Raytheon AIM-9 DYG américain — avait été ambulance. Les forces armées latino américaines ont, au total, pris livralson de particulièrement mai accueille à Washington, en raison de l'opposition des Américains à la vente d'armes équipées de quelques autres ayant été aussi fournis à des gouvernements locaux ou à des entreprises publiques. Le périodique systèmes à infrarouge à l'Amérique latine dans son ensemble et, plus particulière-ment, au régime du général Augusto Pino-Aviation Week & Space Technology admet cependant que la société laraélienne

Cependant, les Israéliens sont surtout

connus pour avoir livré des armes au

devrait exporter deux cents Aravas pour equilibrer ses comptes. Quant aux exportations de l'Argentine en matériel militaire, à peu près de même valeur que celles du Brésil, elles attei-

gnaient 300 millions de dollars en 1979 : 70 % des elforta portent sur la vente du tank léger TAM, que le Pakistan et la Mauritanie ont dějá acheté. Néanmoins, ce sont les contrats passés par le Brésil avec les pays du Proche-Orient - des armes contre du pétrole - qui illustrent le mieux la situation actuelle pour ce qui concerne les livraisons d'armes latino américaines au monde arabe.

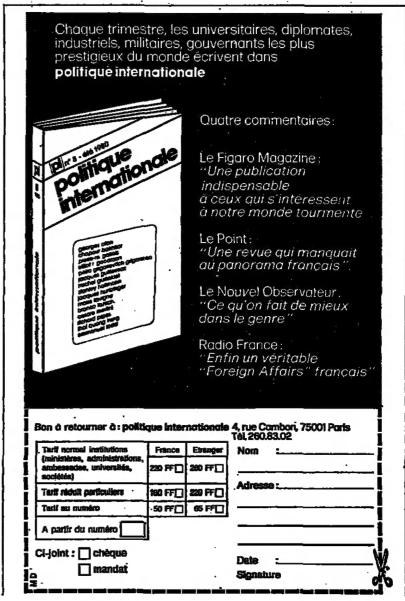
Selon le SIPRI et l'organe spécialisé Defense & Foreign Affairs, des véhicules blindés de transport de troupes (Cascavel, Urutu et Sucurul) fabriqués par la société Engesa ont été vendus à la Libys (quatre cents unités), à Abou-Dhabl (deux cents), à Katar (vingt) et à l'Irak (deux mille). été vendus au Soudan à la fin de 1977, et l'Arabie Saoudite pourrait acheter des EMB-111 et des EMB-312 pour des opérations de surveillance côtière et pour la société argentine Fabrica Militar de Aviones charche actuellement des débouchés pour son avion Pucara, conçu pour la lutte anti-insurrectionnelle lui aussi, at envisage de s'associer avec Embraer pour produira en commun deux nouveaux avions de combat destinés à l'équipement des forces aériennes du tiers-monde.

Alnsi, lentement, mais avec persévérance, le Brésil et l'Argentine poursuivent leurs efforts pour s'assurer une part du marché lucratif des armements dans le monde arabe. Quant à l'Etat d'Israel, il semblerait qu'il cherche maintenant à développer ses ventes de hiens non militaires à l'Amérique latine, concurremment à ses fournitures d'annements - ce fut l'objet d'un symposium sur le développement et la coopération en Amérique latine organisé au début du mois de mal dernier à l'université de Bar-llan (Israël). ricains de dévaloppement. Ce pays, en effet, ne peut renoncer à exporter du matériel de défense à cause, notamment, de l'Importance des Industries aéronautiques et militaires dans l'économie nationale et de la nécessité, pour lui, de se procurer les devises qui lui permettront de payer le service d'une dette étrangère qui atteint 16 milliards de dollars. En Amérique latine, en outre, il lui faut aussi compenser le déficit de ses échanges avec des partenaires tels que l'Argentine,

LES VENTES D'INDUSTRIES AERONAUTIQUES D'ISRAEL (I.A.I.)

DE 1973 A 1979 PAYS DE DESTINATION TYPES D'EQUIPRMENT . 15 missiles Gabriel Mk II : 26 avions de combat Mirage. 6 avions de transport tactique Arava. Bolivie Chili 150 missiles Shafir. 15 Arava ; 12 avions de combat Super-Mystère ; 3 missiles Gabriel Mk IL El Salvador 18 avions Ouragan ; 6 avions d'entraînement Fouga ; 5 Arava. 8 Arava. Honduras

o Arava. 12 Super-Mystère ; 3 Arava ; 1 transport Westwind. 25 Arava. 14 Arava. Defense & Foreign Affairs.



Le « parapluie chinois » du général Videla

Moscou : démon par l'Idéologie mais partensire qui sait se montrer préve-nant (5), comme il sut l'être à l'ONU en aidant à différer le débat sur la violation des droits de l'homme en Argentine, tandis que le président Carter s'inquiétait des méthodes du général Videls. Les bounes relations s'étendent déjà aux forces armées : au cours de l'été de 1979, le directeur des écoles de guerre soviétique était décoré des mains mêmes du général Viola — alors chef d'état-major de Viola — alors cher d'étal-major de l'armée de terre — de l'ordre de San Martin, la plus haute distinction en Argentine. Puis le général Montues se rendait en U.R.S.B. afin d'y parapher un accord entre le Collegio militar de la nacion et l'École militaire de Leningrad, sur la formation d'élèves officiers aventires.

grad, sur it interest d'access d'inciers argentins.
Cette évolution, qui inquête
Washington et Pékin possède cepen-dant ses propres limites. Il existe un seuil au-dehi duquel le renforcement d'engagement avec l'Union soviétique susciterait d'importants conflits internes, surtout au sein de l'apparell mili-taire, entre l'armée de terre et la marine. Récemment, le journal Convic-cion — contrôlé par la marine — pré-sentait le général Viola (ex-commandant de l'armée de terre et candidat à la succession du général Videla) comme l'« homme de Moscou ». L'in-vitation officielle du général Videla en vitation officielle du général Videla en Chine offrait l'occasion de marquer des distances sans paraître s'aligner sur Washington. N'est-ce pas la raison pour laquelle le général Videla expliquait dans une déclaration à la presse qu'il se rendait à Pékin « afin de se placer sous le paraphule chinois »? Boutade qui montre comblen la Chine peut apparaître utile à certains Etats du tieus-monde face aux Super-Grands. Le voyage à Pékin est pour les diridu tiens-monde face sur super-Grands.
Le voyage à Pékin est pour les dirigeants ergentins, d'une manière ou
d'une autre, une façon de se démarquer de Moscon, de dorer le blason du
chef de l'Etat, et de rassurer Washington. Opération payante lorsque le
régime réduit ainsi son isolement et
amélière l'image de marque de son
numéro un. Opération électorale, puisque selon les rèries que s'est dirées que selon les règies que s'est fixées la junte en 1976, une « alternance » la junte en 1976, une «alternance» doit intervenir au sommet tous les cinq ans. Dans quelques mois, le général Videla devra abandonner sa charge mais il entend préparer le terrain pour un successeur qui pourrait bien être le général Viola; le voyage à Pékin apparaître alors comme un démenti aux accusations de prosoviétisme dont celui-ci fait l'objet.

Les dirigeants chinois semblant conscients de ces «inconvénients», et l'invitation n'impliquait de leur part aucune appréciation sur la politique intérieure du gouvernement argentin. Il apparaît cependant que certaines déclarations du général Videla sur la situation interne de son pays aient succité la réserve de ses

Videla sur la simiation inverne de son pays alent suscité la réserve de ses hôtes. D'après le journal argentin la Nacion, la place accordée dans la presse chinoise aux propos de la délégation argentine se réduisit alors en importance, et les drapeaux nationers functifété des hétiments publics. naux furent ôtés des bâtiments publics. Le presse de Buenos-Aires évoqua Le presse de Buenos-Aires evoqua également une divergence sur une clause du communiqué sino-argentin, clause qui, visant à condamner l' « hégémonisme » (c'est - à - dire l'Union soviétique), aurait emharrassé le général Videla, qui ne souhaitait pas, de Pékin, donner l'impression de défine Hosser. Note dès son priour à delle Bosser. Note dès son priour à défier Moscou, Mais, dès son retour à

Buenos-Afres, le général argentin affirmait la détermination de son gouvernement à s'opposer aux super-puissances, à l'hégémonisme, et à œuvrer pour la paix du monde — langage que sait apprécier Pékin, Car c'est essentiellement de politique internationale qu'il fut question durant est éch a nea an expent.

durant cet échange au sommet : c Aucun grand pays, si puissant qu'il soit, n'est en mesure de sauceparder tout seul la paix et l'ordre interna-tionaux; on en déduit que la coopénomina; on en actual que la coopé-nation internationale est très néces-saire », devait déclarer le général Videla. Ce constat rejoint la conviction chinoise qu'il est nécessaire de pro-mouvoir un « front uni de tous les facteurs susceptibles d'être unis » afin disoler les internationses de la mad'isoler les superpulssances et de re-pousser ainsi l'échéance de la guerre. d'spier les superpussances et de rerous les pays et les peuples épris
de paix dottent transiller d'un même
cœur, prendre des mesures efficaces
pour déjouer effectivement l'agression
et maintenir la paix, c'est une tâche
des plus urgentes à avait déclaré le
président Hua Guoleng en accueillant
le général argentin (6). Mais les mots
ne suffisent pas, il faut des actes.
Ri, pour atténuer les causes favorables
à la pénétration soviétique en Amérique latine, offrir à l'Argentine un
autre débouché. Comme la Chine dispose de blé argentin, l'opération est
avantageuse aux deux partenaires et
constitue pour Pékin une parade à
l'influence soviétique. Le point d'appui
argentin peut être important pour la
politique châncise en Amérique latine,
et il n'est nullement fortuit que le
président Hua Guofeng ait présenté
la visite du président argentin comme

président Hue Guoreng ait présenté la visite du président argentin comme
« le point de départ, et non le point d'arrivée, de nos relations bilatérales en expansion » (7).

Le régime argentin est sangiant. Les dirigeants chinois ont souvent affirmé leur souci de réalisme dans les rapports entre Etats, rapports qu'ils entendent distinguer des relations de parti à parti ou de peuple à peuple. Dans les faits, suivant des informateurs dignes de foi, les contacts n'ont jamais cessé avec les représentents d'organisations démocratiques, informateurs dignes de foi, les contacts n'ont jamais cessé avec les représentants d'organisations démocratiques, au cours des années précédentes. Mais, pour d'évidentes questions de sécurité, ces liens, et éventuellement une aide, sont demourés secrets. Il est néanmoins réveisteur que, cinq semaines avant la visit e du général Videla, Pékin ait accueilli une délégation de représentants du Mouvement des soixante-deux organisations, marqué par la tendance péroniste. Et qu'en un autre temps la presse d'Argentine se soit fait l'écho d'un d'in er privé auquel participait l'ambassadeur chinois à Buenos-Aires, à la même table que plusieurs dirigeants « officieusement » commis comme animateurs du mouvement fondé par Juan Peron. Il n'empèche que cette autre relation, par définition moins spectaculaire, devra être confirmée si Pékin entend effacer toute ambiguité sur la visite en Chine du leader de l'un des régimes les plus d'urs d'Amérique latine.

XAVIER LUCCIONI.

(5) Le Monde du 29 février 1980, c A la commission des druits de l'homme de l'ONU, l'U.R.S.S. vient au secours de l'Argantine pour ampêcher le débat sur les disparitions s.

(6) China nouvelle du 5 juin 1980.
(7) China nouvelle du 9 juin 1980. c Signature à Pékin de quatre documents sur la coopération économique, estentique et technique, et l'échange culturel entre la Chine et la République Argantine s.

Nicerague de Somoza, l'une des dictatures d'extrême droite les plus répressives qui alt compté parmi leurs clients latino-américalna. En 1978, les Américains avaient arraché à M. Menahem Begin, premier ministre lerséllen, l'engagement de ne pas fournir d'armements à ce pays déchiré par la guerre civile : la livraison de deux navires lance-missiles Dvora et de véhicargo israéllen Yatto venaît tout juste de décharger une cargaison d'armes. Cependant, au cours de leurs opérations de aurvellance du trafic d'armes à destination du Nicaragua, les services de renseigne-ment américains constatèrent qu'israel viclait cet engagement : le représentant d'industries militaires d'Israel pour l'Amérique centrale, M. David Marços Katz, avait, en effet, été chargé d'arranger une importante fivralson de fusils Galil. Or M. Katz est, d'après le journal indépendant Hearetz, très lié au Parti national religieux (P.N.R.) et il finance le mouvement ultranationsliste du Gouch Emounim. Un début de controverse entre le général Moshe Dayan et un membre du cebinet appartenant au P.N.R., M. Zevulun Hammer, au sujet des activités jugées illégales de M. Katz incita l'opposition travaliliste à demander une enquête parlementaire et aboutit, finalement. à l'intervention du ministre de la défense. le général Ezer Weizman, qui décida de mettre fin au contrat de représentation. L'activité des bureaux de M. Katz. établis à Mexico, avait, du reste, déjà été mise en cause par M. Rafael Fernandes, chef du petit parti socialiste mexi-

Une telle stratégie d'exportation sans complexe suscite évidemment bien des critiques que les Israéliens écartent en seuls exportateurs d'armes parmi les Occidentaux. Mais, selon l'agence de presse espagnole Ele, certains diplomates israéliens commenceralent à éprouver de l'in-quiétude devant la détérioration de l'image de marque de leur pays dans certains caln de l'American Jewish Committee, pour sa part, évoquait implicitement un de ventes d'armes en falsant référence au départ de la totalité de la communauté julve du Nicaragua — trois cent cinquants personnes environ — et de deux cent cinquante des trois cents juifs que comptait Jewish Committee estimait que l'antisémitisme n'était pas seul en cause, mais qu'il fallait aussi tenir compte du fait que ceux qui étalent partis se rangealent parmi le

Amérique latine plus de vingt délégués larabilens charges de vandre des arme-

petit nombre des possédants. Il reste que l'évolution de la politique israélienne d'exportations militaires dans la région va demeurer aurtout tributaire de sidérations autrement plus concrè telles que la probable persistance du veto américain à la vente de matériel équipé de composants d'origine américaine, ou encore l'apreté de la concurrence euro-

.(1) Sur «La multiplication des indus-ries de guerre», voir l'article de Michas C. Klarr dans lo Monde diplomatique le tévrier 1977.

AP	19/1	11.5	NE
1	4/1	UN PE	لماله
111			-

processing to high day the hos-large in-redite in highland a lease or diving to bigging an beginn processed to bear 44.7 Can't

in the special of the surveyor

and specific arrange has the

A The State Organical

19 to in artifluction ---

** * * :

wee.

politique de Carter I. Aux Estas-Onis, il n'est plus un seul responsable qui, en public ou en privé, esquisse une défense de l'actuel président. Pourtent, chacun reconnaît qu'il a hérité d'une situation impossible. Et d'abord des effets du traumatisme victuades entets du traumatame vienna-mien, handicap qui paralyse par avance toute volonté d'intervention militaire hors du territoire natio-nal. Et puis, héritage aussi grave, les effets de l'impossible pontique de l'ineffable Kissinger. Son règne act inté encorre plus sérbèrement que est jugé encore plus sévèrement que celui de Lyndon Johnson: car «il caut de lyndid Johnson: car un a commis le crime politique d'anesthésier le peuple américain en lui faisant croire que tout pouvait se négocier ». Ce jugement de M. Richard Pipes, le véritable conseiller de M. Reagan en politique étrangère tous les experts le partagent; à la dernière convention républi-caine, il était dair que la majorité des délègués n'étalent pas disposés se laisser prendre aux artifices de

Paralysé, anesthésié, tel semble bien être l'état actuel du «Gulliver» américain, et Stanley Hoffmann, qui déciare se situer « hors politique », déciare se situer «hors politique», n'est pas le dernier à juger qu'était totalement «illusoire» la conception Kissinger-Nixon de la détente. Il reste que, si chacun s'accorde à juger absolument négatif le bilan de ces dernières années, il existe un telécart entre les solutions préconisées pour modifier la ligne de conduite adoptée à l'égad de l'URSS, qu'on voit mal comment l' «indécis M. Carter» l'«inconsistant M. Carter» l'«inconsistant M. Carter» ett été à même de se faire une opinion — pour autant qu'il est été d'humeur à agir. Car s'il ne correspond pas à ce qu'i sépare, en France, les chantres du è paradis soviétique des bolcheviks» de l'antisoviétique des bolcheviks» de l'antisoviétisme, cet écart n'en est pas moins infranchissable.

ce magicien

Mais d'abord, quelques points sur lesquels une certaine unanimité règne. Ce bilan négatif, bien sûr, qu'il n'est pas besoin d'être compta-ble pour en dresser l'inventaire. Pourtant, disent certains, l'U.R.S.S., elle aussi, a subi des échecs depuis dix ans et plus. Sensible aux événements d'Afghanistan, d'Angola ou d'Ethiopie, l'opinion est peut-être un peu manipulée, qui croît à une extension démesurée de la puissance soviétique. Parallèlement à cette expansion, réelle, et à cette consolidation de son hégémonie qu'elle cherche à acquérir sur les océans, l'URSS. n'a-t-elle pas « perdu ». cherche à acquerir sur les océans, l'URSS. n'a-t-elle pas a perdu , après l'Indonésie, à la fois son emprise sur le monde arabe et surtout celle qu'elle exerçait sur la Chine communiste? Au Proche-Orient, n'en est-elle pas réduite à un rôle mineur, depuis qu'il apparait que les soulèvements antimonarchiques ne bénéficient pas aux révolutionnaires mais aux mouvements traditionslèses, voire aux progressistes modérés. En Chine, surtout, la dérive de ce pays, jointe à une méfiance réciproque et millénaire, apparaît décidément irréversible. Car la Chine est le seul pays sible. Car la Chine est le seul pays qui persiste à mettre en cause la légitimité des frontières de l'U.R.S.S., légitimité des frontières de l'URSS, des conquètes militaires de l'URSS, de l' « hégémonisme soviétique ». Elle seule stigmatise, et avec quelle constance, la mainmise soviétique sur des territoires asiatiques, sur Sakhaline, sur les « démocraties populaires », sur les trois pays baltes annexés depuis le pacte germano-soviétique, sans parier de l'appui donné à l'expansionnisme vietnamien. Ce que seuls osent rappeler. mien. Ce que seuls osent rappeler, en Occident, les croisés de l'anti-soviétisme, mais aucun gouvernement. Pékin le dit, le répète, le remémore. Pékin le dit, le répète, le remémore. «Voilà pourquoi», estime A da m Ulam — le «Sage» de Harvard, et sans doute le plus serein des meilleurs spécialistes en politique soviétique — «il faut considérer que rURSS. est à la fois plus forte tout en se sentant moins en sécurité que jumais». Plus forte que so us Staline, elle craint plus pour son avenir: qu'il s'agisse de la hantise des Chinois, — d'où son obsession à l'endroit du Pakistan, allié de Pékin, — ou de son «ventre mou», Pékin — ou de son « ventre mou ». Pèkin, — ou de son «ventre mou», les «démocraties populaires», qui, sauf la Bulgarie, menacent sa «sécu-rité» à l'Ouest par cette autre han-tise d'un Prague 1968 ou Budapest 1956 qui demain pourrait s'appeler Poznan ou Varsovie.

Calculs et désillusions

L'A puissance et la peur, a voilà l'association qui est particulièrement dangereuse pour la paixa, juge Adam Ulam. Surtout si, faute de défi-nir une politique, les Américains continuent à pratiquer le « coup par coup » d'un trotte-menu sans vision globale, our sainst aux soutenques de e meroeilleuses possibilités»; car, pour leur part, ceux-cl ont une vision historique et stratégique cohérente qui leur permet d'exploiter la situa-tion internationale au mieux de leurs

Jusque-là à peu près d'accord, meilleurs experts américains diver-gent précisément des qu'il s'agit d'analyser la politique soviétique, et, par conséquent, de définir la réponse a lui apporter.

Pour les uns, que symbolis enemple les propos de Marshall Schulman, et qu'approuvent, peu ou prou, des hommes comme Cyrus Vance, voire Connaly, sinon l'an-cien ambassadeur Kennan. la peur, en U.R.S.S., l'emporte sur la volonté de puissance. Avec les dancers que puissance. Avec les dangers que cels implique. Il ne s'agit pas de minimiser la volonté d'hégémonie des minimiser (a. volonte d'hegemonie des Soviétiques, mais d'observer que, souvent, c'est la maladresse de la politique américaine qui l'alimente, alors que la peur est une maladie chronique — et aussi périlieuse. L'U.R.S.S., explique-t-on, hérite du passé dramatique de la Russie une histoire où se sont sucrèdé envahisseurs et conquérants, Tatars, Polonais, Suédois, Allemands, Ainsi marquée dans sa chair. Sainte-Russie vit une dois, Aliemands. Ainsi marquée dans sa chair, Sainte-Russie vit une psychose d'enterclement qui peut apparaître une dérision. une mystification puisque cette craînte à légitimé toutes les annexions, toutes les enquêtes (on pense à la « défense » de la route des Indes qui a permis à l'Angleterre de se constituer un Empire mondial); elle n'en est pas moins une psychose, que l'intervention étrangère en 1919, la peur d'une double invasion germano-nippone en 1941 ou l'alliance sino-américaine aujourd'hui font renaftre au moinaujourd'hul font renattre au moin-dre incident. Par conséquent, disent les partisans de cette interprétation, il faut montrer aux Soviétiques que le: Elais-Unis n'ont pas d'intention aggressive à leur égard; il faut leur prouver que l'Amérique ne veut pas la guerre. Il convient de ne pas irriter les Russes, mais au contraire de négocier avec eux voire de les cajoler, sans pour autant constamment surestimer leurs forces. Après tout, disent-ils, athe Russians are not ten feet tall a (les Russes ne sont pas des géants), on peut s'en-tendre avec eux, les mettre en conflance, les décontracter, multipiler les gestes de conniveme et d'amitié. Les aider même à surmon-ter les échecs de leur système éco-nomique, à la limite collaborer à la réconciliation du régime avec les

Pendant longtemps, et jusqu'à il a une dizaine d'années, certains milieux d'affaires americains avaient approuvé cette manière de voir. car approuve cette mamere de voir, car cette politique pouvait valoir en prime un boom des exportations en direction de l'U.R.S.S. qui eut pré-venu les effets prévisibles de la crise. Bien qu'aujourd'hul ils n'aient plus cette illuston, beaucoup de libé-raus américains demeurent en partie rang américains demeurent en partie favorables à cette politique parce qu'ils pensent que les pratiques du totalitatisme sont contagieuses, qu'à force de «combattre le feu par le feu», les Elate-Unis verront un jour

leurs propres libertés menacées: les crimes commis « au nom de la défense des libertés », en Amérique latine par exemple, ne corrodent-lis pas le système américain tout entier? Et puis, pensent ces libéraux mieur greffée sur l'économie mondiale, l'URSS sera ainsi mieur stantes. Enfin. jugent-ils, économiquement pius à l'aise, le régime se détendra. Pour que l'URS.S. ne soit plus un régime totalitaire, pour qu'elle se libéralise, il est plus efficace se libéralise, il est plus efficace d'imaginer que le pays se transformera ainsi du dedans que de croire qu'on réussira à le transformer de l'extérieur. Ainsi, grâce à une politique de confiance, le pays se metamorphosera peu à peu, l'U.R.S.S. ne sera plus l'U.R.S.S. en quelque sorte, et la paix sera sauvée.

Ces positions, à vrai dire, ne sont pas aussi insolites et nouvelles qu'on pourrait le croire; dès les années 20, à l'époque de la NEP, des adversaires du régime soviétique avaient cru que la nouvelle politique économique signait la fin de l'expérience soviétique, qu'avec la mise à mort du « communisme de guerre », le régime prenaît les voles d'un retour vers un prenait les voles d'un retour vers un déroulement « normal » du dévelop-pement historique. Les socialistes de toutes tendances pavoisaient : pour s'être détournés de la voie irréversible de l'histoire, les bolcheviks mordaient ne l'instoire, les noicheviss mornaient la poussière; Rautski et les menche-viks avaient eu raison. Les !... En guise de « retour » au développement capitaliste « noumai », le régime soviétique institus, après la NEP, la collectivisation forcée. L'URSS. demeurait. L'URSS sa parsoncollectivisation forcée. L'U.R.S.S. demeurait l'U.R.S.S., sa e personnaité » était de plus en plus marquée... Nouveile litusion, trente ans plus tard, lorsqu'avec Ehrouchtchev et les projets de réforme de Liberman, l'Occident a cru, une nouveile fois, que le régime allait renier ses origines, rénabiliter les notions occidentaies d'intéressement et de léberté d'entre-nrise. La secousse qui sulvit le ranont d'interessement et de moerte d'entre-prise. La secousse qui suivit le rapport Khrouchtchev fut assez forte, durant les années 60, pour que même les partis communistes d'Occident s'interrogent sur les avantages et désavan-tages du modéle stalinien, en point de songer à mestre en cause leur identité même. Toutefois, en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, ce ne fut qu'un feu de paille, et le sort fait aux diesidents témoigna que l'U.R.S.S. demeurait toujours l'U.R.S.S., et le régime, totalitaire. Pourtant, une fois encore depuis leur échec au Vietnam, les Américains ont cru, en se fondant sur le comportement soviétique pen-dant la guerre de Six jours, et la guerre d'oriobre 1973, que Moscou affait pratiquer, en politique extèrieure, une sonte d'équivalent de la NEP, ce qu'Uiam appelait la « New Foreign Policy ». La modération de l'U.R.S.S. au Proche - Orient et le succès des prémières pérsolations sur succès des premières négociations sur la limitation des armements stratéla limitation des armements agrave-giques (SALIT) permirent d'inaugurer une politaque des « balsers sur la bouche » qui enivra les milieux libé-raux prompts à croire à l'irréversibilité de la détente. Les acrobaties de M. Kissinger Ekusionnèrent l'opinion a Alors que, jusque-là, les Etais-Unis anaient une politique en relief, échau-dés par le Vietnam, ils n'eurent plus, désormats, qu'une politique en creux s Incontinent, I'U.R.S. s'y enguiffra, exploitant la situation par Cubains interposés : ce fut l'affaire d'Angola, la pénétration soviétaque en Afrique de l'Est, « la plus grande défaite des Amèricains ». Car chacun est blen

d'accord sur ce point également, outre-Atlantique, que la reprise de l'expansionnisme actif date de l'Angola, l'affaire du Cambodge puis l'invasion de l'Afghanistan confirmant seulement ia *e permanence d'un*

Précisément, c'est le cri d'alarme poussé en 1977 dans Commentary qui vaint sa fortune politique à Richard Pipes, un de ces experts passé dans le camp républicain et devenu aujourd'hui le conseiller et devenu aujourd'hui le conseiller écouté de M. Richard Allen que le Boston Magnaine de juillet 1980 surnomme le « Kissinger de Reagan ». Nommé naguère membre du comité B., qui est, en quelque sorte, un consei de politique étrangère qui double la C.L.A., Richard Pipes avait écrit, dès 1972, un premier rapport qui avait attiré l'attention du département d'Etat. Dans ce texte, portant sur les « principes opérationnels de la politique sopiétique », il montrait, en tique soviétique », il montrait en accord à cette date avec M. Brzexinski, que, contrairement aux vues des libéraux, et aliant contre la « politique des dominos », à la Kissinger, la politique étrangère soviétique, en liaison étroite avec la science militaire, si démonétisée aux Etais-Unis, était entièrement tournée vers l'offensive. Pour autant que les dirigeants soviétiques posalent implicitement que l'histoire a un sens, et qu'ils jugent que leur politique incarne son mouvement. la pratique « militante » de la zinski, que, contrairement aux vues ment, la pratique « militante » de la politique extérieure soviétique do i t seulement s'accommoder d'une évalua-tion rigoureuse et minutieuse du rap-port des forces avant d'agir, ce qui ne signifie pas pour autant que cette action prenne nécessairement la forme d'une action militaire, puisque, pour ces dirigeants, la lutte des classes à l'intérieur de chaque nation est la prolongation de la lutte des classes à l'écheme internationale. En tout état l'échèle internationale. En tout état de cause, comme en témoignent, dans le passé, à la fois l'invasion allemande de 1941, la riposte de Kennedy aux fusées soviétiques à Cuba, la dynamique des conflits entre Israël et l'Egypte depuis 1967, l'U.R.S.B. est toujours à la fois surprise par une initiative en politique étrangère qu'elle n'a pass suscritée alle-mème, mois auscritée. pas suscitée elle-même, mais aussi extremement attentive à l'évolution du système des rapports de forces. Elle ne « joue » pas, et ne pratique pas d'imprudences de caractère « aventu-

d'improdences de caractère a aventu-riste ».

Le militantisme actif de la politique extérieure soviétique, explique Richard Pipes, son refus théorique de main-tenir une séparation entre l'état de paix et l'état de guerre, de dissocier la politique intérieure de la politique extérieure, sa caractit à les faire interférer au travers de l'action des pation active (ce qui n'est pas le cas en Occident) de plusieurs ministères à l'élaboration de la politique étrangère, vollà qui suscite une sorte d'état de mobilisation permanent où, tantôt les diplomates, tantôt les militaires, tantôt le K.G.B., tantôt les doctrinaires, se donnent la main, repérant les « failles » chez l' « ennemi capitaliste ». Sans cesse ces organismes testent la capacité de résistance de l'adversaire. Par exemple, lorsque Dean Acheson, en 1949, déclara que « la Corée ne se trouvait pas à l'intérieur du périmètre de déjense des États-Unis », lorsque, à Cuba, Kennedy distingua soigneusement « armes déjensives et armes offensives ». l'un et l'autre donnèrent à l'U.R.S.s. un signal précis : « Celle-ci interprète l'ambiguité comme une équivoque, l'équivoque comme une preuve de jaiblesse, cette jaiblesse comme le signal qu'on peut agit. »

signal qu'on peut agir. »

Mais surtout, montrant aux libéraux et à Vance que, par nature, l'U.R.S.S. a une politique extérieure et militaire offensive, que seule change sa tactique qui lui fait adopter des moments de pause, de « recueillement», de « coexistence pacifique », alternant avec des offensives brutales en vue de la réduction de l'emnemi (féodal, capitaliste ou impérialiste selon les lieux, les périodes et les continents), Richard Pipes s'est fait entendre lorsqu'il a étayé cette conviction sur une analyse minutieuse de la politique militaire soviétique, affirtion sur une analyse minutique de la politique militaire soviétique, affirmant que, contrairement à ce qu'on imagine aux Etats-Unis. !'U.R.S.S. « pense qu'elle peut vaincre et gagner dans une guerre nucléaire ». Il ne dit pas que l'U.R.S.S. veut la déclencher, mais qu'elle met tout en place pour pouvoir, en quelque sorte, la gagner sans avoir à la faire.

Or, montre-t-il, cette conception va complètement à l'encontre de toute la vision occidentale d'une guerre future. Aux Etats-Unis comme en Europe, l'idée dominante est qu'une guerre atomique est quasi impossible les deux adversaires principaux s'aules deux adversaires principaux s'autodétruisant réciproquement. Depuis le
coup d'alarme du Spouinik, en 1957, il
s'est donc agi, pour les Américains,
d'être capables de prévenir une attaque, quitte à laisser les Soviétiques
s'armer pour autant qu'on estime que
l'U.R.S.S. forge, elle aussi, ses hombes
à des fins de prévention; l'Amérique
laisse donc l'U.R.S.S. s'armer , elle l'y
aurait même popssée, espérant ruiper aurait même poussée, espérant ruiner ainsi son économie. C'est contre cette conception que Richard Pipes est parti en guerre, jugeant ce postulat absurde.

Ce postulat puise au tréfonds de

Ce postuat puise au tréfonds de nos conceptions occidentales, explique-t-il. Héritant d'une vision capitaliste du monde (tout se négocie), protestante aussi (quelles ne sont pas nos fautes l), nous avons tendance à croire, nous Américains, qu'un conflit est toujours le résultat d'une maladresse, d'un malentendu, qu'une concession peut aisément le résoudre, qu'on peut toujours éviter l'utilisation de la force. Dans cette perspective, la pensée politique éviter l'utilisation de la force. Dans cette perspective, la pensée politique des militaires est tenue pour nulle; non avenues sont leurs conceptions stratégiques. En Amérique, écrit Richard Pipes, «les forces armées sont, pour ainsi dire, employées de façon intermittente, quand l'occasion se présente pour détruire une menace en provenance d'une puissance hostile».

Deux conceptions de l'arme nucléaire

C ETTE façon de mépriser la pensée militaire, de la subordonner aux vues stratégiques des politiques, a prédeterminé toute la façon de voir prédéterminé toute la façon de voir des dirigeants américains. L'arme atomique étatt, pour eux, un instrument qui offrait l'avantage de ne pas faire appel au contingent, de rempiir seule une fonction de défense, d'être une aume absolue. En U.R.S.S., note Richard Pipes, les dirigeants ont une autre vision des relations internationales; ils ne sont « ni capitalistes ni protestants » et ils ont en outre proprotestants » et ils ont, en outre, une protestants à et lis ont, en outre, une vision unhinéaire de l'histoire qui leur fait juger que toute acquisition est progrès et, par conséquent, irréversible, que seulement ce qui n'est pas acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborant étroitement à l'étaboration d'une stratégie le les militaires collaborant étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des professionnels mettent sur le tapis. De fait, dans une société a paysanne », comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel a bourgeois », de formation humaniste, a été éliminé depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres ou'elle est madmissible sous d'autres sation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes qui jugent exceptionnel et grossier le recours à la violence armée. Ayant procédé à une étude des écrits militaires des Soviétiques, Richard Pipes s'est aperçu que ceux-ci cherchent non, comme les Occidentaux le croient, à atteindre l'équilibre d'autodestruction avec les Etats-Unis, mais bien à retourner cet équilibre en leur faveur afin de pouvoir appliquer leurs propres conceptions stratégiques et militaires, d'avoir l'initiative (présume. militaires, d'avoir l'initiative (préemp-tion), la supériorité quantitative, la capacité de détruire les forces enne-mies, une utilisation combinée des forces nucléaires et des armes traditionnelles afin d'occuper le terrain après la destruction des forces enne-mies. Ils ne visent pas à l'arientisse-ment des populations adverses, ce qui est la hantise occidentale, et rassurent ainsi en donnant des gages sur ce point; car ils n'ent pas, là-dessus, la même appréhension que les Améri-cains : d'ahord, ils sont moins vulné-rables vu la plus grande dispersion de leur population ensuite ils sant, en leur population, ensuite ils sont, en quelque sorte, prédisposés à mieux s'adapter aux grands massacres collectifs, ayant perdu près du douzième de leur population entre 1917 et 1950 ;

et y ayant survécu.

Ainsi, les Soviétiques ne raisonnent
pas en termes de mutual deterrence
(dissuasion mutuelle), les destructions importantes de population ne leur faisant pas peur outre mesure; ils rejettent la notion d'« arme absolue » et accordent un intérêt égal à tous les niveaux de la lutte armée, notamment

aux forces classiques, garantes de la cohésion de l'empire soviétique d'Europe orientale ; en outre, à l'inté-rieur, l'armée joue le rôle d'un instrurieur, l'armée joue le rôle d'un instru-ment de répression politique. Dans ces conditions, juge Richard Pipes, « alors que nous [Américains] voyons les armes nucléaires comme un « deter-rent », comme un bouclier, les Sovié-tiques les conçoivent essentiellement comme un mogen de pression, comme une arme. offensive, comme une épée, avec tout ce que cela timplique ». Or les accords SALT ne tiennent compte que du nombre des armes stratégiques; il faudrait faire entrer en ligne de compte tous les niveaux et tous les types d'armement, tels que forces navales, armées de terre, etc.; les Soviétiques cherchent à l'emporter les Soviétiques cherchent à l'emporter à chacun de ces niveaux, ce qui leur permet de jouer, à leur avantage, des rapports de force par niveaux diffé-renciés, tout en ne négociant que sur les armes utimes. « Ainsi, bandis que les Soviétiques disposent d'armes conventionnelles considérables, nous, traumatisés par la guerre du Vietnam, n'apons plus, en ce domaine covince raumatises par la guerre du Vietnam, n'avons plus, en ce domaine, qu'une épée brisée. » Or sur tous ces points la CLA induit en erreur, juge l'auteur: «Elle sous-estime la quantité d'armes stratégiques des Soviétiques et, en même temps, n'apprécie pas la politique à long terme de l'U.R.S.S., qui arme, à tous les niveaux et de façon consiante, continue, alors que les Riats-Unis proprédent na estate. et de jaçon consuante, continue, alors que les Etats-Unis procèdent par a-coups. En ce sens, la C.I.A., comme souvent les experis, est atteinte de myopie technologique, ne s'occupant que des armes de pointe, ne comprenant pas la fonction des autres forces, le feu de leur jonctionnement et de leur viviliantem réciences. leur utilisation réciproques, lié à des modalités politiques et stratégiques qui ne sont pas nécessairement le quitte ou double d'une guerre atomique

Créer à la fois les conditions d'une victoire nucléaire totale et celles d'une victoire militaire particulière à chacun des niveaux d'armement grace à une supériorité numérique, sans pour cela avoir à employer ces armes; utiliser ainsi les armes nucléalres comme une menace offensive tout en montrant que les populations ne sont pas concernées telle serait la triple approche du Kremin, selon Richard

Son analyse a suffisamment convaince les républicains pour que, dans une interview à F.O. Gresbert, du Nouvel Observateur (12-13 juillet 1980). M. Richard Allen, conseiller de M. Reagan pour la défense, ait pu faire une déclaration qui la reprend, terme pour terme. « Le problème n'est

pas de savoir si nous pouvons gagne-une guerre nucléaire; il est de prendre en compte le fait que la doctrine mili-taire de notre adversaire est jondée sur la supposition qu'une guerre nucléaire est gagnable. Comme vous le savez, notre doctrine s'appuie sur le principe de la destruction mutuelle : en clair, la population et l'économie de chaque la population et l'économie de chaque camp sont les otages de l'autre. Or c'est une conception que les Soviétiques n'acceptent plus. Oh! je ne dis pas que nous detons nous rallier à la leur. Il faut simplement que nous soyons prêts à utiliser notre dissuasion le cas échéant. Son objet reste toujours d'empêcher la guerre. Mais il doit être aussi de la gagner si elle survient quand même. si elle survient quand même. »

A partir de ces prémisses d'en-semble, avec lesquelles M. Brze-zinski n'était pas nécessairement en désaccord (mais pas M. Vance, ni sans doute son successeur). Il existe une divergence, potirtant — et fon-damentale — entre les conseillers de M. Bracen et ceuv de M. Carter de M. Reagan et ceux de M. Carter.
Ceux-ci, soucieux de «moraliser» la
vie internationale, avalent axé leur
action sur des concessions soviétiques dans le domaine des droits ques dans le domaine des thous civiques des facilités à accorder en U.R.S.S. aux juifs qui veulent émigrer en Israël, etc. Or les ultra-libéraux, du type Schulmann, critiqualent le deal entre armements et droits civi-ques, faisant valoir qu'aucune pres-sion extérieure sur l'U.R.S.S. ne changerait véritablement le régime. Adam Ulam pense aussi que cette adam Ulam pense aussi que cette politique était absurde, qui demande en quelque sorte à l'UR.S.6. de se nier elle-même, de négocier sur ce qui est la substance de son être, la nature totalitaire du régime; un peu comme si l'UR.S.S. demandait aux Américains de démanteler les multiretteneles. Ches M. Resgan P. tinationales... Chez M. Reagan, Ri-chard Pipes propose des solutions différentes qui l'ont fait classer parmi les « durs », les hancks.

D'abord, ne plus jouer les coupables et ne plus croire qu'en étant actifs ressusciteront les manes du Vietnam. fit, par exemple, commencer par aider les Afghans, qui ne sont pas des «rebelles» mais bien des patrio-tes. Donc, les aider ouvertement, en leur envoyant, ainon des troupes, au moins des armes, des encouragements de toute sorte; en ne pratiquant plus la politique de la làcheté. Et puis le proclamer hautement, en en appelant du droit des Afghans à appelant du droit des Afgnans a l'ONU qui a déjà condamné l'U.R.S., en rappelant chaque fois qu'il est nécessaire que celle-ci a englouti un certain nombre de pays depuis 1941, qu'elle est intervenue à Prague et à Budapest contre la liberté, etc. Ensuite, réarmer, mais à tous les réarmer que l'IT S.S. ne depose plus de sa capacité offensive aux niveaux autres que stratégiques comme elle commence subrepticement à le faire avec ses SS-20 pointés sur l'Europe occidentale, sans contrepartie, et avec le danger de chan-tage ou de «finlandisation» que tage ou de cela implique.

Les républicains jugent également que seule cette politique incitera l'U.R.S.S. à faire des concessions au plan des libertés, car ils refusent de mettre au crédit de M. Carter les mettre au credit de M. Carter les facilités de départ accordées en Israël depuis cinq ans aux juits soviétiques. « Chasser les mécontents est la nouvelle politique décidée par les dirigeants communistes, juge Richard Pipes. Elle ne doit rien à nos demandes. Regardez à Cuba et au Vietnam: ils expulsent les contestataires, nous laissant le soin de nous en encombrer. Cela n'a rien à noir de nous en encombrer. Cela n'a rien à noir en encombrer. Cela n'a rien à voir avec des « bons gestes ». C'est un

Cette façon de voir inquiète pas mai d'Américains, d'Européens aussi. Le surarmement comme arme de paix ou d'équilibre n's jamais été une procédure bien convaincante. En outre, on observe que, une fois de paus, dans ces analyses, il est bien des absents. Certes, Adam Ulam fait intervenir un tiers, la Chine, jugeant que l'aide à ce pays peut faire réliféchir l'Union soviétique. La Chine est ainsi reléguée au rang d'instrument, comme est absente l'Europe, ou l'OPEP, qui n'est pas même prise en compte. Le fait qu'une partie du monde arabo-ieizmique se constitue en modèle de société différent de l'Ouest et de l'Est n'est pas mis en charge, l'équilibre à deux semblant bien être, en définitive, l'horizon indépassable des stratèges. Ils n'imaginent pas non plus qu'un désaccond entre les Soviétiques, ou entre l'U.R.S.8. et les démocraties populaires, constituent des réalités peut-être moins illusoires qu'ils ne le crotent. Une donnée qui, sans doute, mérite d'être considérée de plus mès. croient. Une donnée qui, sans doute, mérite d'être considérée de plus près.

SOURCES :

Sources:

Stanley Hoffmann, ¿Diplomatis américaine, vices et vertus», ¿Politique internationale, nº 8, p. 8-22.

Marshall D. Schulman, «On learning to live with authoritarian regimes», Foreign Ajjairs, 1971, p. 325-339.

Elchard Pipes, «Some Operationnal Principles of Soviet Foreign Policy», Memorandum prepared at the request of the Subcommittee of National Secutive and International Operations of the Committee on Government Operations, U.S. Senate, 1972.

Elchard Pipes, «Why the Soviet Union Richard Pipes, cWhy the Soviet Union thinks it could right and win a Nuclear War 2, Commentary, juillet 1977.

«Resgan's Kissinger 3, par Carl Oglesby, daus Boston Megazine, juillet 1980.

Richard Pipes, cia Strategie globels de l'Union soviétique 3. Politique Internationale, no 8. Cet article, sans mention d'origine, est la traduction de «Soviet Global Strategy» paru dans Commentary d'ayril 1980.

Interview de R. Pipes The Roston.

d'ayril 1980.

Interview de R. Pipes, The Boxton
G'obe Magazine du 13 juillet 1980.

Adam Ulam, The Soviet Foreign Policy,
Expansion and Coexistence, Harvard,
1077.

Entretiens de l'auteur avec Adam Ulam et Bichard Pipes, pour le Monde Diplo-

DEOLOGIE

Souple articulation des structures tribales et religieuses

L'IDÉOLOGIE ET L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE AFGHANE

UELLES sont les structures sociales qui permettent aux paysans afghans de lutter contre la puissante Armée rouge? comere la puissante Armée rouge? Quelles considérations idéologiques inspirent les combattants? Quelles sont les visions politiques des chefs de la rébellion afghane? Ecoutons le témoignage d'un homme d'Uruzgan, province située dans la partie centrale du pays:

« Quand en avril 1978 on annonça à la radio le changement de gou-vernement, on le fit comme d'an s une langué nouvelle et différente vernement, on le jit comme dans une langue nouvelle et dijjérente qu'on ne comprenait pas, nous étions angoissés. Nous les villageois, nous connaissions l'existence de Taraki et de son groupe socialiste, les khalkis. Nous savions aussi que les instituteurs dans nos villages étaient pour Taraki. Dès l'arrivée du nouveau régime, ils sont sortis de leurs cacheties pour être nommés au gouvernement local et à la direction des écoles d'où ils ont organisé la propagande contre les mollahs, les chejs de tribu, les propriétaires terriens, les vieilles coutumes, l'organisation tribale, etc. Ils étaient durs pour l'islam, ils disaient: le Coran est imprimé sur du papier comme les journaux, quelle différence y a-t-il entre les deux? Et pour les jemmes: pourquoi les jemmes, q u i sont égales aux hommes, doivent-elles rester enjermées dans les maisons? Qu'elles sortent travailler dans les champs! Pourquoi la terre dott-elle être la propriété d'un petit nombre de féodaux alors que les paysans crèvent de juim?

Les khalkis organisèrent des

crèvent de jain?

Les khalkis organisèrent des assemblées publiques où les chejs de tribus et les propriétaires terriens étuient accusés de toutes sortes d'ignominies et d'extorsions, ûs étaien tridiculisés et humiliés. A Pécole, la propagande était intense, on introduisait de nouveaux manuels imprimés en Union soviétique. Be au cou p de jeunes crurent à l'enseignement nouveaux et deviurent des esplons. On amena de force les jemmes à Pécole pour leur apprendre à lire et à écrire. Ou commença la réforme agraire. Selon la loi, le propriétaire pouvait garder 30 jiribs (me sure locale èquivalant à 1/5 d'hectare) et devait céder le reste à ses métayers et employés selon un ordre préstabli. On privilégia les métayers et employés selon un ordre préstabli. On privilégia les métayers khalkis, ceux qui avaient témolgné contre les propriétaires. Beaucoup de métayers n'avaient ni antinaux de trait ni empreses On en part de frait nu semences On en part de frait n'intermetes On en part de frait n'intermete.

propriétaires, mais beaucoup de champs resièrent incultes. La réforme agraire jut appliquée seulement dans les campagnes autour des villes, car le gouvernement n'avait pas les moyens d'atteindre les villages éloignés dans les vallées. Stupéfaits au début et enragés ensuite, les gens organisèrent secrètement la résistance. Nous primes le maquis. »

L'action révolutionnaire ûn gouvernement socialiste à la campagne
s'attaquait à des éléments fondamentaux de l'organisation sociale et de
la culture idéologique des villageois :
lea formes de propriété immobilière,
le pouvoir local, les solidarités tribales,
la position sociale des femmes, les
relations contractuelles avec les
métayers, etc. Un bon nombre de ces
éléments traditionnels sont codifiés
dans la loi islamique, d'autres font
partie intégrante du Pachtounwait,
le droit coutumier des Pachtouns Une
attaque frontale contre les éléments
essentiels de l'organisation sociale
traditionnelle et de ses fondements
religieux et coutumiers devait nécessairement provoquer des réactions
dures. Les villageois comprirent qu'on
leur faisait violence, ils déciderent de
répondre également par la violence,
Le cri de raillement contre la révolution socialiste a jailli spontanément :
« C'est Dieu qui a donné la terre aux
musulmans, il n'est pas permis de
prendre la propriété d'un autre
musulman / » Ce slogan exprime blen
l'essentiel de l'enjeu politique, à savoir
la teure immobilière. Il soulignait
également avec force l'aspect idéologique de la lutte.

Les d'ivers groupes ethniques et

les divers groupes ethniques et unités sociales réagirent différemment à l'action révolutionnaire et à la lutte des classes. Dans plusieurs régions pachtounes, la solidarité des lignages céda la première à la pression communiste. Un propriétaire terrien recrutant souvent ses métayers parmi les membres pauvres de son lignage, qu'il exploitait durement, on vit la haine accumulée depuis des générations éclater avec violence. La lutte des classes passe tonjours par les haines entre individus. Cela surtout dans les régions proches des centres urbaines et sous contrôle du gouvernement. Il y eut également des changements d'allégeance : avec l'intensification de la lutte armée et de la guerre idéologique, de nombreux métayers qui bénéficièrent de la réforme agraire ont rejoint les moudiahidin. Toutefois, le lignage constitualt l'unité sociale à l'intérieur de laquelle la lutte des classes avait été directement vécue.

garnisons, exécution de notables khal-kis, etc.). Le groupe d'action est com-posé de membres du même lignage ou de lignages apparentés.

Par ASEN BALIKCI *

Cette forme d'organisation possède de très grands avantages. La tribu rebelle commaît à fond son propre ter-ritoire ainsi que les régions voisines. Collines, vallons rochers, crevasses, peuvent être transformés en abris. La tribu connaît ses ennemis, essaye de

les surveiller. Un changement dans le dispositif de l'ennemi est vite remar-qué. Le choix des cibles est effectué en tenant compte d'une multiplicité de facteurs locaux, dont l'armement de la facteurs locaux, dont l'armement de la tribu. Très souvent les guerriers attaquent en dehors du territoire tribal. Dans ce cas, ils ont une base arrière pour se retirer. Le solidarité du groupe d'action est assurée du fait qu'il s'agit de membres de la même tribu. Cette forme d'organisation conserve à la résistance son caractère de soulèvement populaire, la tribu entière est en mouvement, les hommes se battent en mouvement, les hommes se battent pour la libération de leur pays.

Rejet de l'athéisme socialiste et du modernisme occidental

et du modern

L astructure de la direction est
parfaitement conforme au principe d'opposition segmeniaire qu'i
régit l'organisation sociale des Pachtouns. Selon ce principe, les c'hefs
d'une tribu entretiennent entre eux
des relations de rivalité continue,
relations qui s'exacerbent en période
de crise. Dans le cadre de c'ette
structure sociale, il est impossible de
voir émerger un seul chef suprème
qui aura autorité sur les autres. Les
chefs pachtouns, d'an se les limites
d'une région tribale, sont certainement capables d'action concertée
mais poursuivent cependant le ur's
querelles intestines.

Le principe d'opposition segmentaire est à l'origine de la multiplicité
des organisations politiques afghanes
en exil à Peshawar. Chaque organisation a été créée par un chef charismatique qui groupe autour de lui
ses principaux clients politiques, à
leur tour en to ur és de leur propre
clientèle. La raison d'ètre de l'organisation n'est pas de défendre un
programme politique pràcis ma is
d'exprimer l'allégeance à un chef.
C'est la relation entre le chef politique et sa clientèle qui est essentielle,
de même que la relation de rivalité
entre chefs politiques d'importance
présumés égale.

La structure du pouvoir tribal à
l'intérieur du pays. Dans un même
secteur tribal les différents chefs
tribaux peuvent être affiliés à différentes organisations politiques à
Peshawar. Ainsi, chaque chef tribal

Département d'anthropologia, université de Montréal.

peut agir de façon autonome et en rivalité avec les autres chefs de tribu. Auprès de la puissante tribu adran, par exemple, trois organisations politiques sont représentées ce qui n'empèche pas la collaboration locale quand elle s'impose. La crise afghane constitue un exemple clair de l'adaptation d'une activité militaire complexe à des structures tribales d'opposition segmentaire.

ribales d'opposition segmentaire.

Il existe en Afghanistan piusieurs catégories de religieux. Certains sont responsables d'une mosquée, d'autres pratiquent la mendicité, et nombreux sont ceux qui se consacrent à l'enseignement et à l'administration de la justice. La campagne afghane est riche en lieux sacrès associés à la vie ou à la mort d'hommes saints. Un petit nombre d'hommes avec des titres divers, se trouvent à la tête d'importantes confrères religieuses. Souvent, ce sont des richissimes propriétaires terriens, qui exercent une influence extrêmement forte sur leurs vastes congrégations. La majorité des ratieure extremement forte sur leurs vastes congrégations. La majorité des chefs politiques afghans en exil à Peshawar proviennent précisément de cette élite religieuse.

Les ordres donnés prônent un retour aux symboles de la tradition islamique, avec la notion importante de pureté primordiale à retrouver dans un mouvement de confrontation avec le monde matériel. Le message soufi demeure essentiellement réformiste. L'organisation des mouvements soufi repose sur la relation entre le chef religieux et ses disciples, structure autocéphale qui peut s'adapter à des objectifs changeants, y compris des visées politiques nouvelles. Sous l'ancien régime en Afghanistan, les

pouvoirs spirituels et temporels des chefs religieux sur les populations tribales et rurales étaient largement tolèrés. L'action révolutionnaire socialists créait un contexte particulièrement favorable à l'intensification de l'idéologie réformiste et à l'émergence des chefs de la guerre sainte. Celle-ci, vue d'en haut, se déroute dans une atmosphère mystique et millénariste, ce qui explique le pen de précision des programmes politiques proposés par les organisations afghanes en exil et leur silence concernant le sujet fondamental de l'éducation moderne. Comme le disait récemment M. Sayaf, président de l'union des cinq organisations islamiques, lors d'un important discours à Peshawar: s. Les Arabes n'ont pas terminé leur d'un important discours a Pesnawar : « Les Árabes n'ont pas terminé leur tâche au huitième siècle. Notre objectif maintenant est de continuer leur travail, de pourfendre la poitrine de l'infidèle et de hisser le drapeau du Prophète sur la tour la plus haute du Travailin »

A la base, la résistance afghane demeure essentiellement tribale, surtout du point de vue organisationnel, alors que la direction exprime de puissantes ambitions charismatiques et millénaristes. La lutte contre l'occupant soviétique est une guerre sainte qui vise à l'établissement d'une société islamique purifiée qui va exclure à la fois l'athéisme socialiste et les corruptions modernistes occidentales. Idéologiquement, la rébellion afghane d'aujourd'hui peut être apparentée aux grandes révoltes islamiques de la fin du siècle dernier, celle du Mahdi au Soudan contre les Anglais, celle de Al-Sanusi en Libyé contre l'envahisseur italien, celle des saints de l'Atlas marocain contre le colonisateur français. Dans chaque cas, des mouvements religieux d'inspiration nisateur français. Dans chaque cas, des mouvements religieux d'inspiration soufique, fondamentalement pacifiques dans le cadre de la société traditionnelle, sont devenus militairement ectifs face au conquérant étranger. Par rapport à la situation contemporaine, l'exemple de Khomeiny semble également très important. Lui aussi prone le retour à un état de pureté ancien et l'adoption d'un mode de vie qui serait totalement islamique. Située entre l'Iran et le Pakistan, la rébellion afghane suit un cheminement semblable au miliénarisme mahdiste en lutte. Dans l'avenir, deux voies idéologiques semblent lui être ouvertes, celle indiquée par l'imam Khomeiny ou le modèle plus stable, plus ouvert et plus intégrateur du Pakistan moderne.

Terreur et contre-terreur

L ES tribus dans les régions isolées LES tribus dans les régions isolées réagirent en bloc en tant qu'unités politiques en optant pour la « guerre sainte ». Dans le cadre de la lutte actuelle, la tribu est l'unité sociale dotée de cohésion et ayant des responsabilités militaires La rébellion est la plus active dans les régions où les structures tribales prédominent : les contrées pachtounes, le Nuristan et le Hazarajat. Les régions détribalisées particlent moins à la résistance et cèdent plus factlement à la pression communiste.

Dans les régions des plaines septen-trionales où prédominent les groupes persanophones et turcophones, l'oppo-sition est faible. Il s'agit de groupes sui out fait historiement dominés par le gouvernement central et les Pachtouns. La tradition de soumission politique rend les persanophones plus facilement malléables par les autorités gouvernementales. Cela ne veut pas dire qu'ils soient nécessairement ouverts au socialisme, mais plutôt que leur opposition éventuelle n'est pas

Devant la résistance croissante de la population, le parti et le gouverne-ment ont intensifié leur action en éta-blissant la terreur liée aux « 14 points ». Chaque point représente un élément Chaqué point represente un element antiprogressiste (appartenir aux Frères musulmans, ê tre mollah, éduqué à l'ouest, être membre d'un parti de droite, fils de propriétaire terrien avoir appartenu à la bureaucratie supérieure sous l'ancien régime, refuser un poste dans l'administration actuelle, interdire à ses enfents d'adhéver aux un poste dans l'administration actuelle, interdire à ses enfants d'adhérer aux jeunesses socialistes, entretenir des relations avec les moudiahidin, etc.). Se lon une arithmétique variable, l'accumulation d'un certain nombre de points menait le « coupable » en prison ou devant le peloton d'exécution. A la terreur rouge, la résistance répond par la terreur blanche et prociame sa propre liste de « 10 points ». Les exécutions ont lieu la nuit, au domicile des victimes. Le gouvernement Amin multiplie les interventions de l'armée, à laquelle il confie le premier rôle dans l'action révolutionnaire. mier rôle dans l'action révolutionnaire. Le situation se dégrade rapidement, et les forces soviétiques interviennent.

Vers la mi-avril il y avait au Pakistan près de 736 000 réfugiés afghans, presque tous d'origine pachtoune. Ou pourrait apparemment ajouter encore 100 000 persanophone d'origine afghane réfugiés en Irai

renseigné. Il s'agit d'un mouvement de masse qui représente près de 10% de la population pachtoune d'Afgha-nistan. On est loin des allégations soviétiques qui ne voient dans les réfugiés que des mollahs à la solde des Anglals, des féodaux corrompus et des agents de l'impérialisme accom-namés de qualques hrebis égarées. pagnés de qualques brebis égarées.

Dans les camps de réfuglés le long de la frontière, on parle guerre sainte, on exprime à haute voix sa haine pour l'occupant soviétique, on raconte de grands faits d'armes : chaque réfudire de la fait d'armes : chaque réfudire sainte de l'armes : chaque réfudire sainte sainte de l'armes : chaque réfudire sainte sai gié a tué son Russe, toujours blond; quant aux khalkis exécutés, on les cite

L'organisation locale de l'action L'organisation locale de l'action militaire rebelle revêt une grande, flexibilité, de même qu'une capacité considérable d'adaptation à des conditions changeantes. À la tête d'un secteur tribal donné, on trouve un « commandant », qui est le représentant d'un e organisation politique afghane en exil. Ce commandant peut être un civil ou un officier déserteur de l'armée afghane et il est assisté par un conseil militaire local composé essentiellement d'anciens officiers. Ce essentiellement d'anciens officiers. Ce dos. C'est ce groupe qui est chargé de la planification et de l'exécution des actions militaires, et cela de façon entièrement autonome. Les offi-ciers servent de conseillers aux chefs de commandos, qui sont tous des hommes de la tribu et qui ont l'en-tière responsabilité des opérations

militaires.

La tribu possède son matériel de guerre qui provient en grande partie du butin pris aux armées afghane et soviétique. Un supplément d'équipement est acheminé par des caravanes de mulets qui voyagent la nuit, sur le flenc des montagnes, évitant ainsi les garnisons de l'armée afghane. Les armes sont livrées au chef de tribu qui les distribue aux lignages. En général, les armes demeurent la propriété des paysans-guerriers. Mê me les pièces d'artillerie sont confiées aux sections tribales qui sont chargées de les entretenir. Armes et munitions, de provenances diverses, sont bien cachées dans les montagnes difficilement accessibles. Chaque dépôt dessert en moyenne un groupe de 250 moudjahdin. Les unités d'attaque comprenent en général moins de 25 guerriers et opèrent de préférence la nuit dementiage. riers et opèrent de préférence la nuit (dynamitage des ponts, attaque des

DIPLOMATES



les taxes en moins Peugeot en plus!

Le "plus" PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le "plus" PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing – chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le "plus" PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.

PEUGEOT

8.000 points de vente et de service dans le monde.

SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacères 75008 Paris.



9. RUE VICTOR-CONSIDÉRANT - PARIS-14

LA POUDRIÈRE KURDE

Faiblesses d'une résistance divisée

La vieille nation démantelée s'achame face aux Etats, à affirmer son identité. Mais le rêve du "Grand Kurdistan" n'a pas été le ciment de la lutte.

Enquête de CHRIS KUTSCHERA

A création d'un Kurdistan Indépendant avait été prévue, en 1920, par le traité de Sèvres. Soixante ans plus tard, le peuple kurde reste écartelé entre cinq pays : Turquie (6 à 8 millions), Iran (5,5 millions), Irak (2,5 à 3 millions) et, dans une moindre proportion, Syrle et U.R.S.S. (respectivement 500 000 à 800 000 et 300 000) (1). Les Kurdes n'ont pas cessé, depuis lors, de lutter pour affirmer leur identité nationale. Mais,

comme leur territoire, leur mouvement nationa

La révolution islamique à Téhéran avait fait naître de grands espoirs — bientôt noyés dans le sang --- au Kurdistan ironien où l'affrontement armé a repris. Mais, apparemment, rien de nouveau en Turquie ou en Irak, Victime d'une répression qui frappe systématiquement les intellectuels, le mouvement kurde est privé de dirigeants de stature et en proie à un factionnalisme extrême. Dresser un bilan de san action, en 1980, c'est d'abord esquisser un tableau de ses

Cependant, il existe aujourd'hui une sorte de quartier général de la résistance kurde, en un lieu de la frontière irano-irakienne que dominent des sommets enneigés à plus de 3 500 mètres. Quelques huttes près d'une petite rivière - un torrent, plutôt — qui n'a même pas de nom. Mais, déjà, celui de « Vallée des partis » ence à être connu dans tout le monde

échappe totalement au contrôle des autorités iraniennes et irakiennes, que se trouvent les quar-tiers généraux des principales formations de la résistance kurde : Parti démograte du Kurdistan iranien (P.D.K.), d'Abdoul Rahman Ghassemlou ; Union patriotique du Kurdistan Irakien, de Jaial Talabani ; Parti socialiste unifié du Kurdistan Irakien, du Dr. Mahmoud Osman, et, depuis peu, Parti communiste irakien, qui, après avoir rompu avec le régime de Bagdad, a décidé de passer, lui aussi, à la lutte armé Chelkh Ezzedine Hussein, chef religieux kurde iranien proche du Kornala (Comité marxiste-léni-

La « Vallée des partis » est en même temps un immense comp d'entraînement militaire, une école de la révolution où de jeunes militants les plus de trente ans sont rares - confrontent leurs opinions sur les enseignements de Marx, Lénine, Mao, Guevara et... Enver Hodja. C'est enfin le symbole des divisions d'un mouvement nationaliste plus partagé que jamais, alors que la révolution iranienne, la grave crise politique et économique en Turquie et la reprise de la lutte armée au Kurdistan irakien pourraient offrir une occasion unique à ceux qui souhaitent reconsti-tuer le Kurdistan démembré par le traité de Lausanne il y a un peu moins de soixante ans.

Les mouvements kurdes irakiens et iraniens engagés dans une lutte armée sans merci, envisogent cependant la solution du problème kurde dans le seul cadre de leurs Etats respectifs et ne demandent que l'autonomie ; tandis que le mouvement kurde de Turquie, émergeant à peine de plusieurs dizaines d'années d'une répression sons pitié et encore incapable de soutenir une lutte armée, ne demande, lui, rien moins que l'indé-pendance.

Kurdistan de Turquie, le KUK envisage dans une première étape sa fédération avec un Etat turc socialiste. Mais il juge sévèrement les organisations actuelles de la gauche (T.I.P., T.S.I.P., T.K.P.), considérées comma « révisionnistes » et mise sur la « véritable classe ouvrière de Turquie », encore inorganisée.

En marge de ces formations, un d'intellectuels regroupés autour d'un avocat, Ruchen Asian (emprisonné à la fin de 1979), fondèrent une revue qui devoit donner son nom à leur groupe : Rizgani. Dans cette publication bilinque (en kurde et en turc), ils voulaient étudier « l'histoire du mouvement nation et interdite dès la sortie du premier numéro, le 21 mars 1976. Dans les neuf numéros et les huit brochures publiés clandestinement depuis lors, les militants de Rizgari se font, eux aussi, les avocats de l'indépendance des quatre régions du Kurdistan. En outre, tirant les leçons de l'échec du mouvement palestinien, dû, selon eux, au fait que les Palestiniens circonscrivent leur lutte au seul territoire palestinien, ils soutiennent au'il faut tout d'abord construire un mouvement révolutionnaire au Kurdistan, puis rassembler tous les Kurdes dans un seul « front national »; enfin, « faire la révolution au Proche-Orient avec la participation des ouvriers arabes, tures et persons ».

Ce qui distingue Rizgari des autres mouvem est son attitude très critique à l'égard de l'U.R.S.S. « Jamais le P.C. saviétique n'a fait de déclaration sur le droit des Kurdes à disposer d'eux-mêmes », déclare l'un de ses dirigeants encore en liberté, constatant « que l'U.R.S.S. ne fournit eucune aide la lutte da P.D.K. en Iran, mais qu'elle aide le Baus, qui opprime les Kurdes d'Irak ». Ce qui n'empêche pas Rizgari de miser sur l'alde de 'Union soviétique « le jour où le mouvement devra tenir compte en tant que grande puissance ».

En Turquie : le réveil



Pour venir à bout du « terrorisme », le gouvemement turc a proclamá la loi martiale dans la plupart des provinces du Kurdistan, au mois de moi de l'anmillers de person-nes ont été arrêtées - plus de 5 800 pour la seule région de Diarbekir. L'armée multiplie les barrages sur les rou-

tes et aux portes des villes, fouillant les passagers et les coffres des véhicules. A l'improviste, elle ceme un cofé et en fouille tous les clients. Mais le dirigeant d'une organisation kurde illégale, condamné à plus de quarante ans de prison, peut discuter à la terrasse d'un café pendant plus de quatre heures avec un journaliste.

Le secrétaire général d'une autre organisation peut exposer en toute quiétude le programme de son parti dans une masure d'un petit village, à moins de 50 mètres d'un soldat qui surveille attentivement la frontière — une frontière à travers laquelle passent des tonnes d'armes. Les membres du comité central d'une traisième organisation peuvent se réunir dans un autre village, à quelques kilomètres d'une grande ville où l'armée fait une nouvelle démonstration de force. Car l'armée et la police ne voient rien, ne peuvent rien voir.

C'est toute une population qui est entrée en dissidence. En Iran et en Irak, les Kurdes se considérent comme des minorités et entretiennent quec le gouvernement central des relations ambivalentes. En Turquie, ils se considérent comme une nation colonisée et occupée. Et ils veulent l'indépendance. Bien que résolus à passer le plus rapidement possible à la lutte armée, ils en sont encore, pour la plupart, au stade de la prise de conscience et de l'organisation -- phénomènes que les polices du monde entier sont impuissantes

Une assimilation presque réussie

I A politique d'assimilation du gouvernement turc a bien failli réussir. Dans les gros bourgs, il avait construit des pensionnats dans lesquels les jeunes paysans kurdes passaient leurs cinq années d'Instruction primaire obligatoire. L'emploi de la langue kurde y était interdit, et les jeunes kurdes devaient apprendre, avec la langue turque, à devenir de bons citoyens turcs, de

Souvent, les familles se faisaient - pour des raisons économiques — les complices de cette campagne d'assimilation : « Mon père était un nationaliste qui avait participé au mouvement de Cheikh Soid (2), dit un instituteur militant aujourd'hul dans une des organisations kurdes illégales.

Mais nous étions dix frères et sœurs; mon père avait peu de terres, et il voulait en finir avec cette misère. Il voulait que je devienne instituteur. Au Kurdistan, avoir un diplôme d'institu-teur, c'est un rêve, c'est l'indépendance économique assurée. Pour ça, la langue kurde n'était pas utile, au contraire. Croyez-le si vous pouvez, mon père exigenit que nous pertions furc à la maison — et il y avait une petite boîte dans loquelle nous devions mettre une pièce de 25 kurus (centimes) chaque fois que nous employions un mot kunte.

» Après avoir passé ainsi cing ans à l'école primaire, et autant dans le secondaire, puis un stage à l'école normale d'instituteurs, j'étais completement conditionné : pour moi, j'étais un Turc, et tout ce qui était kurde était quelque chose de honteux. > Presque tous les militants de trente ons racontent la même histoire.

« Il y a en Turquie des milliers de Kurdes qui se prennent pour des Tures, et moi j'étois l'un d'eux », dit un outre militant.

C'est le plus souvent vers vingt ans, après avoir milité dans une des nombreuses organisations de la gauche turque, que les jeunes Kurdes prennent conscience de leur identité. Mais ils sont généralement incapables d'expliquer le mécanisme de cette prise de conscience qui débute dans les années 60 et s'exprima au sein du Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.) de Turquie, fortement influencé par le général Barzani, et du POT (Parti ouvrier du travail).

Comme en Iran et comme en Irak, le mouvement plonge ses racines dans un courant pure-ment nationaliste et dans un courant socialiste. Mais, très vite, le Parti communiste se révèle incapable de proposer une solution satisfaisante du problème, et, après avoir milité dans des organisations autonomes au sein du POT, les nationalistes kurdes fondent les D.D.K.O. -- foyers culturels révolutionnaires de l'Est.

A partir de 1971, le mouvement se radicalise : après le coup d'État militaire du 12 mars 1971, les militants kurdes jugés à Diarbekir posent le problème en termes politiques, affirmant que la Constitution traite les Kurdes comme des esclaves, comme des colonisés, et récusant en bloc le système politique du pays.

Quelques années plus tard, vers 1975, on assiste à la fondation d'un certain nombre d'organisations nationalistes kurdes qui ont toutes le même objectif - l'indépendance du Kurdistan. sans que l'on puisse toujours distinguer si ce factionnalisme extrême est dù à des raisons idéalogiques ou à des rivalités personnelles,

A droite, une seule organisation, le Parti démo-cratique du Kurdistan (P.D.K.) de Yurquie, est toujours solidement implantée dans le sud du Kurdistan, en particulier près de la frontière syrienne et irakienne. Lors de son congrès d'octabre 1977, le P.D.K. adopte à son tour l'objectif de l'indépendance, et se déclare « ouvert aux orincipes marxistes-léninistes », pour reprendre 'expression de son nouveau secrétaire général. En fait, le P.D.K. de Turquie reste fortement

le P.D.K. Irakien auquel il fournit une assistance déterminante en assurant l'acheminement des cargaisons d'armes infiltrées par la frontière syrienne. La plupart des militants de la gauche kurde de Turquie, tout en critiquant les positions « réactionnaires » du P.D.K., s'accordent à reconnaître qu'il est probablement le seul mouvement doté d'une implantation et d'une organisation suffisantes pour être qualifié de parti.

A gauche, la confusion est totale. Trois organisations — Ozgurluk, le D.D.K.D. et le KUK — ant cependant réussi à signer, en mars 1980, une déclaration commune, avec l'espoir de former ce qu'an pourrait appeler le parti communiste du Kurdistan de Turquie.

Animé par des intellectuels regroupés autour de deux revues, Ozguriak (« la Liberté ») et Roja Walat (« le Soleil du pays »), Ozguriuk préconise l'indépendance du Kurdistan de Turquie et sa fédération avec un État turc démocratique. Estimant que la division du Kurdistan est aujourd'hui une « réalité très claire », et rejetant le projet de Grand Kurdistan comme « utop Ozgurluk est sons doute l'organisation kurde qui entretient les meilleurs rapports avec la gauche turque, en particulier avec le T.K.P. communiste de Turquie). Elle est résolument prosoviétique et antichinoise. Mais sa scission, fin 1978, en deux organisations rivales, Ozgurluk et Ozgurluk Yolu (le Chemin de la liberté), devait considérablement affaiblir cette organisation dont plusieurs leaders ont été obligés de plonger dans une clandestinité totale.

Quant au D.D.K.D. (Association culturelle mocratique et révolutionnaire), fondé en 1974, il comportait à l'origine trois organisations autonomes à Istanbul, Ankara et Izmir. Par la suite, son activité devait s'étendre au Kurdistan proprement dit. Se définissant comme un « mouvement national démocrate fendé sur l'idéplogie marxiste», le D.D.K.D. dispose de deux rovues - Jina Na (« Temps nouveoux ») et Tirech (« l'Aube ») - pour diffuser ses idées. Pour lui, le peuple kurde forme un seul peuple, artificiellement divisé après la première guerre mondiale. Seule la libération et l'indépendance des quatre parties du Kurdistan (en Iran, en Irak, en Turquie et en Syrie) pauvent apporter une solution, il préconise à cette fin la création d'une organisation centrale pour les quatre régions et le recours à la lutte armée. Le D.D.K.D. entretient de médiocres relations avec les partis de la gauche turque (T.I.P., Parti auvrier du travail; T.S.I.P., Parti socialiste auvrier de Turquie; T.K.P., Parti communiste de Turquie) qui ne conçolvent pas de solution au problème kurde hors du cadre de la lurquie et le circonscrivent à un fait de sousdéveloppement régional sans aucun rapport avec la dépendance coloniale. Par ailleurs, le D.D.K.D. est, lui aussi, résolument prosoviétique et anti-

Le KUK (Partisans de la libération nationale du Kurdistan), issu d'une scission du P.D.K. de Turquie après le congrès de 1977, représente l'aile gauche, manasante, d'un parti qui n'a pas encore su se dégager de l'Influence des barzanistes. Partisan d'une indépendance d'abord limitée du

Le rôle des paysans

PLUS systématiquement antisoviétique, le mouvement maoiste Kawa (qui tire son nom de la mythologie kurde) lutte pour l'indépendance du Kurdistan, tout en mettant presque sur le même plan la lutte contre l'U.R.S.S.; ses militants affirment que Moscou fournit armes et argent à certaines organisations kurdes qu'il utilise pour sa politique « expansionniste ». Après la mort de son leader, Fehrit Ouzoun, un jeune ingénieur de Siverek, abattu le 22 novembre 1978 par les milices d'un grand féodal de la ville, le mouvement s'est scindé à son tour en deux organisations

rivales, l'une prochinoise et l'autre pro-albanaise. Enfin, le P.K.K. (Parti des travailleurs du an) est le mouvement le plus controversé. Créé en 1976 par un ancien étudiant en sciences politiques originaire d'Ourfa, d'abord connu sous le sigle d'APO (surnom en kurde de son chet, Abdulla Ogalan), il prit son nom actuel en 1978. Le P.K.K. se distingue de toutes les organisations précédentes en ce qu'il prône le recours immédiat à la lutte armée qui, seule, affirme-t-il, permet d'éveiller la conscience politique des paysons, en « leur montront que le pouvoir coloniel est faible, qu'il est possible d'agir contre lui ». Ses militants remportèrent d'abord un certain nombre de succès auprès des paysans qui les accueillirent et les aldèrent sans que l'on puisse pour autent parler de « zones libérées ».

Mais après la proclamation de l'état de siège, les dirigeants du parti se divisèrent sur l'opportunité de poursuivre la lutte armée, certains affirmant que cela ne ferait qu'accentuer la répression et aggraver le sort des paysons. Au cours d'une réunion à la fin de l'année demière, « Apo », le leader du P.K.K., aurait reconnu le bien-fondé de cette thèse. Mais les partisans

(1) En tout, 15 à 17 millions. En l'abgence de staistiques, ces chiffres ne sont que des estimations probablement en dessous de la résité. En Syrie, les Kurdes ne représentent, tout su plus, que 10 % de la population et sont regroupés essentiellement dans la Djeard, le Kurd-Dagh (e montagne des Eurdes)», près d'Alep et dans les grandes villes. Relativement peu nombreux, ils n'our jemais joué qu'un rôle marginel; ils ont cependant, traditionnellement, fait bénéficier les Eurdes de Turquie. d'Trak et d'Tran du e sanctuaire » syrien. Eur les Eurdes d'Union soviétique, voir la remarquiable étude de Kandal publiée dans l'ouvrage collecut, les Eurdes et le Eurdistan, paru chez Maspero (Paris, 1978).

(2) Toutes les citations reprennent des propos jul nous ont été tenus lors d'entretiens avec leurs unteurs en novembre 1979 et mai-juin 1980.

KURDE



· white in for - . . . 4 642 Da. Kingar. al Manday + 1 hope . AT WHAT A .. 2: m. : the property in Maria de Carres de la constante de la constant tio mad. 4 . .

11.11.12 Ca 🐝 👬 . 4 1942 . 1/10 1006 per mer 4. 1.1. 1 11 Beniffe were de eine bie bie bie 227 Burge warte er all ber all ber a Britiste.

٠. .

n'ant pas arrêté la lutte, en particulier dans la région de Siverek, où les affrontements ont fait plus de deux cents morts depuis le mois de mai 1979. Les odversaires du P.K.K., en porticulier le D.D.K.D., le KUK et Ozauduk, y voient la preuve que ce parti est infiltré par des provocateurs travaillant pour le compte des ser-vices spéciaux turcs.

LA POUDRIERE KURDE

On ne peut s'empêcher de ressentir un profond moiaise devant le factionnalisme extrême des organisations kurdes, qui n'hésitent pas à recourir aux armes pour régler leurs différends. Retranchés derrière un langage abstrait et théorique, les dirigeants de ces organisations n'hésitent pos à imputer le foisonnement des organisations kurdes de Turquie au fait que « les intellectuels kurdes de Turquie sont plus scientifiques » que les Kurdes d'Iran ou d'Irak. Quant aux règlements de comptes, il faut y voir, dira l'un d'eux, la preuve que « notre organisation est meilleire en Turquie; nous régions d'abord les problèmes entre nous, alors nous aurons seulement un ennemi; en fuce de nous : la colonialisme, l'impé-

Si toutes ces organisations s'inspirent du mandame, chacune affirme, de surcroit, être seule détentrice du « véritable » manziame.

A l'exception du P.K.K., toutes les organisations de la gauche kurde s'inspirent, effet, de schémos marxistes classiques. Pour elles, c'est la classe ouvrière kurde qui doit diriger le mouvement révolutionnaire, car « la prise de conscience d'un payson ne vo que jusqu'oux limites de la terre qu'il veut avoir ».

Cependant, la classe ouvrière est protiquemen inexistante au Kurdistan de Turquie, 99 % des industries étant implantées dans la région proprement turque du pays : si prolétariat kurde y a, il se trouve dans les couronnes des grandes villes: Ankara, Istanbul, Izmir et Izmit, où vivent plusieurs centaines de milliers de Kurdes. De loin le plus sous-développé de toutes les parties du Kurdistan, le Kurdistan de Turquie est un pays essentiellement rural : sans mobilisation paysanne, l'avenir du mouvement paraît mal assuré dans ce pays. A la limite de ia survie, les paysons du Kurdistan vivent le plus souvent sur des terres qui apportiennent à de grands propriétaires ou aghas, dont les propriétés s'étendent sur 10 000 dounams (1 000 hectares environ) ou plus. Pour une journée de travail, ils touchent environ 250 livres - de quol acheter 10 kilos de pain. Habitant le plus souvent dans des masures, que rien ne distingue des bauges qui abritant leur bétail, ils

ignorent souvent le turc : 75 % des Kurdes ne sovent ni lire ni écrire, selon un intellectuel pour qui « les Turcs ne sont même pas capables de nous donner leur culture ». Et s'ils doivent aller en ville pour une démarche administrative. ou pour voir un médecin, ils sont accompagnés d'un « interprète » qui leur est fourni por l'agha ou le chef de tribu — autre moyen de contrôler les paysons et de se créer une clientèle. Dans les villages, lors des élections, l'agha sait socialment comment vote chacun, et il faut beaucoup de courage pour voter contre son désir — au risque de perdre sa terre, son tra-

Les structures tribales sont encore intactes dans les campagnes. A Siverek, par exemple, Jala! Baujak, grand féodal, peut mobiliser une milice privée de deux mille hommes recrutés dans sa tribu. Et les militants du P.P.K. peuvent rallier à leur cause - en bloc - une autre

Le sous-développement économique et culturel des compagnes est évident, mais les organisations nationalistes kurdes n'ont encore rien fait pour exploiter cet immense potentiel de révolte. Comme la fait remarquer un ancien codre du P.P.K. : « Ankara ne nous donne rien pour nous

« nattoyer le Badinan » et chercher des armes en Syrie. Début juin, une bataille meurtrière oppose tolabanistes et barzanistes en territoire turc. Pour les premiers c'est la déroute : Ali Askari, le docteur Khaled et cheikh Hussein, chei yézidi, sont capturés et exécutés par les barzanistes ; tandis qu'une cinquantaine de pechmer-gas de l'U.P.K. sont tués, deux cents à trois cents autres sont faits prisonniers et une dizaine meurent de froid... A la suite de cette bataille, le Mouvement

socialiste du Kurdistan est décimé. Ses survivants abandonnent Jalal Talabani et rallient le Comité préparatoire du P.D.K. du Dr. Mahmoud Osman, ancien membre du politburo du général Barzoni qui avait cherché en vain à s'intégrer à l'U.P.K. En août 1979, le Dr. Mahmoud Osman fonde, avec Rossoul Marmand et Taher Ali Woli, le Parti socialiste unifié du Kurdistan irakien, s'efforçant de suivre une troisième voie, à gauche du P.D.K., mais sans se livrer aux compromissions de l'U.P.K. Sans moyens, avec de maigres effectifs, le Dr. Mahmoud Osman doit se bottre à la fois contre les soldats de l'armée irakienne et contre les partisans de Jalal Talabani, dont il avait pourtant partagé la tente d'octobre 1979, il va négocier à Bogdad avec M. Saddom Hussein pour demander une appli-cation loyale du statut d'autonomie. Mais en

La même année, deux événements plus importants allaient bouleverser l'échiquier irakien : la rupture du parti communiste irakien ovec le régime de M. Saddam Hussein et la révolution iranienne.

Longtemps gardée secrète par les communistes irakiens, qui s'efforçaient de sauvegarder les privilèges de leur parti — une existence légale, avec deux ministres au gouvernement, des bureaux, des journaux, — la dégradation des relations entre le P.C. et le Bos éclate ou grand jour oprès la publication d'un rapport du comité central du P.C.I. sur ces relations : en mai 1978, une trentaine de cadres du parti sont exécutes. Quelques mais plus tard, la rupture est totale : le 13 mai 1979, la police baasiste saisit les presses de Taria al Chaob, le journal du P.C., et ferme le siège du parti quelques Jours plus tard. En août 1979, Toriq al Chaeb reparaît dans la clandestinité, après une réunion du comité central du parti, qui décide de rompre toutes relations avec le Baos, refuse de négocier avec le régime de M. Saddam Hussein et Invite tous les membres du parti à lutter contre lui jusqu'à

Un ∢tront> contre le Baas

A la fin de l'année dernière, plusieurs membres du Politburo et du comité central du P.C.I. avaient installé leur quartier général dans la « Vallée des partis », près de celui de Jalal Talabani, d'où ils dirigeaient la lutte armée contre la régime boasiste. D'autre part, le P.C.I. invitait toutes les organisations irakiennes à constituer un « front démocratique ». L'isolement du Baas est désormais total.

Mais la réalisation du « front » pose de délicats problèmes politiques, le P.C. invitant, en effet, à se réunir, au sein d'une même orga-nisation, le P.S.U. du Dr. Mahmoud, l'U.P.K. de Jalal Talabani et le P.D.K. de Massood Barzani, qui se livrent toujours une lutte achamée.

La révolution iranienne allait cependant avoir des répercussions plus considérables. Jusqu'aux demiers jours du régime du chah, les pechmergas de l'U.P.K. avaient dû se battre sur deux fronts : lorsque, en novembre 1978. l'armée irakienne lance une offensive de grande enver-gure contre le quartier général de Jalal Talabani dans la « Vallée des partis », l'armée iranienne prend position de l'autre côté de la rivière, et le gouvernement de Téhéran autorise même un colonel irakien à se poster en territoire iranien, sur une des montagnes qui domine la vallée, pour diriger les opérations : la neige, qui se mit à tomber sans interruption, devait souver les maquisards kurdes, paralysant les hélicoptères de l'armée irakienne, tandis que plusieurs dizaines de soldats mouraient de froid... Depuis la révolution iranienne, le territoire iranien est devenu

Luttes fratricides en Irak

Le 6 mars 1975

à Alger, à l'occasion d'une réunion de l'OPEP, l'Iran et l'Irak signaient un accord de réconcilation, oux termes duquel le chah s'engogegit notamment à cesser son nomistes kurdes désorroi parmi des Kurdes irakiens réfugiés à Nagadeh

(kron) et l'on crut à l'effondrement du mouvement en Irak. Cependant, dès le 22 mai, un certain nombre de militants de la gauche du P.D.K. irakien, réunis dans un hôtel de Mahabad, fondalent le Mouvement social-démocrate du Kurdistan irakien, qui allait vite se transformer en Mouvement socialiste du Kurdistan. Parmi les fondateurs : Ali Askari, Ornar Dobaba et le Dr Kholed, liés depuis 1964 à la faction du P.D.K. animée par Jalal Talobani et Ibrahim Ahmed; et des personnalités moins connues, comme Taher Ali Wali et Rassoul Marmand.

A peu près au même moment des militants d'extrême gauche fondaient le Comité marxiste léniniste du Kurdistan ou « Komala », tandis que des « démocrates », tels Jalal Talabani, Kamal Khoshnao et Kamal Fouad, réunis dans une troisième organisation, la Ligne générale, mettalent sur pied le Comité préparatoire de l'Union patrio-tique du Kurdistan, chargé d'élaborer un programme et de réunir toutes les organisations démocrates et socialistes du Kurdistan irakien. Lorsque, le 1ª juin 1976, une quarantaine de militants du Kamala venus de Syrie pénêtrent dans le Badinan, dans le nord-ouest du Kurdistan irakien pour y reprendre la lutte. l'union de ces diverses organisations n'est pas encore réalisée. Manifestement l'expédition est prématurée : un mois après son entrée au Kurdistan, son chef, l'brohim Azou, est copturé et exécuté.

Quelques mois plus tard, les dirigeants du Mouvement socialiste du Kurdistan, Ali Askari et le Dr Khaled, pénètrent à leur tour au Kurdistan irakien; mais ils établissent leur base dans une région qu'ils connaissent bien, dans le secteur de Qala Diza Koi Sinjok, dans le sud-est. Très vite, un millier de pechmergas rallient Ali Askon. La situation est suffisamment favorable, sur plan militaire, pour permettre, un an après la reprise de la lutte armée, la réunion, du 30 août au 12 septembre 1977, du congrès constitutif de l'Union patriotique du Kurdistan (U.P.K.) auquel participent soixante - trois délégués, dont Jalal Talabani venu de Damas et qui va être alors désigné comme secrétaire général de la nouvelle formation.

Né en 1933 à Koi-Sinjak, diplômé de la faculté de droit de Bagdad, Jalai Talabani s'était vite fait connaître comme un des « jeunes loups radicaux » du P.D.K. irakien. En 1961, il fait partie du petit groupe de minoritaires de ce parti qui veulent déclencher la lutte armée sans plus attendre, à une époque où la plupart des diriceants du P.D.K. préféraient temporiser, probab sous l'influence du parti communiste irakien.

Jolal Talabani entretient alors des relations privilégiées avec le général Barzani — aujourd'hui disparu — qui l'appelait son € fils ». Mais après le cessez-le-feu du 10 février 1964, il est parmi les dirigeants du P.D.K. qui, avec Ibrahim Ahmed, Omar Dababa et Ali Askari, rompent avec Barzani qu'ils qualifient de « personnalité tribale » et considèrent même comme le « plus grand danger pour la révolution kurde ». Après une brève résistance, ils sont obligés de se réfugier en Iran. Aveuglés par leur haine de Barzani, les tolobanistes se railieront, au début de 1966, au régime du Boas, et formeront des unités regroupant environ deux mille mercenaires, les « Jash » qui, jusqu'à la signature de l'accord du 11 mars 1970, poursuivront la lutte contre les pechmergas du général Barzani.

Qualifié par ses amis de « brillant théoricien de meneur d'hommes », universellement apprécié pour sa jovialité et sa faconde, Jala! Talabani est une personnalité politique déroutante : en effet, après avoir reproché au général Barzani de s'être allié au chah d'iran, il devait, lui, s'allier à un autre oppresseur du peuple kurde, le général Hofez al Assad, premier ministre syrlen, qui volt en lui un instrument pour déstabiliser l'Irak, exactement comme le chah avoit utilisé Barzani. De fait, en 1976, Damos devient la capitale

de la résistance kurde irakienne, lui fournissant armes et argent. Le congrès de septembre 1977 de l'U.P.K. élira aussi un bureau politique et un comité central comprenant des représentants des trois mouvements constitutifs, et se donna pour slogan : « Autonomie pour le Kurdistan et cratie en irak », formule identique à celle du P.D.K. Iranien. Son secrétaire général nous a ainsi précisé la position de l'U.P.K. sur la question de l'autonomie : « ... Je n'ai pas peur d'être qualifié de zéparatiste. Le peuple kurde vit dans un pays divisé artificiellement. Nous ne sommes aujourd'hui, nous nous battons pour l'autonomie.
Ma génération ne verra probablement pas l'indé-pendance du Kurdistan. »

Son parti fonde sa stratégie sur la participation au « regroupement national irakien», comité de coordination de l'opposition irakienne dans lequel on trouve, aux côtés de l'U.P.K., des organisations politiques arabes comme le Mouvement socialiste arabe (issu du mouvement nationaliste arabe), le Baas de gauche (faction pro-syrierme du Baas irakien), la Commondement central du parti communiste Irakien (issu d'une scission de P.C.I.) et divers mouvements d'inspiration nassérienne : Parti du congrès d'Ayat Said Thabet, réfugié en Libye ; Parti socialiste de Rachid Mahsen, ancien chef des services de renseignement d'Aref réfugié au Caire, et Parti de l'unité.

« Ainzi, souligne Jala! Tolobani, personne ne peut nous occuser d'être pro-sionistes ou pro-impérialistes. » Malgré le scepticisme qu'inspire la caution apportée à l'U.P.K. par des organisations fantomatiques au sein du « regroupement >, il est certain que Jalal Talabani a pu nouer des liens très étroits avec les régimes de Damas (par l'intermédiaire du Baas de gauche) et d'Aden (par l'intermédiaire du Mouvement socialiste arabe), de telle sorte que l'armement de son mouvement est assuré.

L'U.P.K. contrôle de trois mille à trois mille cinq cents pechmergas placés sous le common-dement d'Ali Askari. Dès 1977, de violents affrontements les apposent aux unités héliportées de l'armée irakienne. Mais trois mois à peine après le congrès de cette année-là. l'U.P.K. engage des négoclations avec le régime de Bagdad à l'Instigation des Palestiniens qui, depuis le voyage du président Sadate à Jérusalem, souhaltent voir l'Irak se joindre au front de la fermeté. All Askari rencontre M. Saddam Hussein le 23 novembre 1977 à Bagdad. Les négociations portent sur trois points essentiels: application du statut d'autonomie ; légalisation des partis ; situation dans la bande frontalière de 20 km de large dans loquelle tous les villages ont été rasés et les habitants déplacés.

Le président irakien répond alors que toute application d'un statut a ses défauts, que la égalisation des partis ne peut se faire que dans codre du front national et que, en ce qu concerne la bande frontolière, il n'y a pas de discussion possible : les mêmes mesures sont oples opérations reprennent après le retour d'Al Askari au Kurdistan.

La reprise de la tutte armée au Kurdistan Irakien

les proches du général Barzani. Quelques semai-nes après l'accord d'Alger du 6 mars 1975, Sami, l'un des plus proches collaborateurs du général Barzani, le « premier ministre » du bastion kurde, avait reconnu que le « mouvement armé kurde est fini... Politiquement cette équipe de dirigeants est finie ». L'équipe du général Barzoni devait, en effet, se disperser, les uns restant en Iran, d'autres se réfugiant en Europe ou aux Etats-Unis, certains encore, comme Habib Karlm, ancien secrétaire général du P.D.K., allant même jusqu'à profiter de l'amnistie pour retourner à Bogdad. Mais le général lui-même ne devait pas tarder

imprévue la résurrection du P.D.K. animé par

à réogir à l'arrivé au Kurdistan des premiers commandos de l'U.P.K. Au printemps 1977, il demande à son fils Idriss d'envoyer au Kurdistan quatre ancieris chefs militaires en qui il a toute confiance : Arif Yacine, Hamid Effendi, Mullazem Younis et Moustafa Nerway, pour reprendre la

Au même moment, l'autre fils du généra Massood Barzani, crée une « direction provisoire » du P.D.K., dans laquelle on retrouve quelques anciens tels Somi, Ali Abdulla et Nouri Shawess, mais, surtout, des personnalités de se-cond plan et d'anciens codres du Parastin, les services spéciaux kurdes, dont Massood était le

Les partisans du général éprouvent de grandes difficultés pour relancer la lutte armée : la situation est très mauvaise pour les Kurdes vivant en Iron dans des camps de réfugiés, où ils sont sur-veillés de près par la SAVAK. S'ils réussissent à s'en évader et à pénétrer en Irak, les émissaires du général, pourchassés par l'armée irakienne, ne peuvent rester plus de vingt-quatre heures dans le même village... Mais le régime boasiste poursuit une politique systématique de répression, d'arabisation et de déplacement de populations, qui fait vite oublier à beaucoup de Kurdes les erreurs du général Barzani — en particulier dans le Badinan, région à population en majorité tribale. En outre, grâce à l'aide des tribus kurdes de Turquie et du P.D.K. de Turquie, les barzanistes peuvent bientôt disposer d'une force d'environ trois mille pechmergas opérant à partir de bases situées à la frontière turco-irakienne,

Le conflit entre talabanistes et barzanistes était inéluctable : contrôlant l'accès du Badinan, les partisans de Massood Barzani génalent considéraement les communications des talabanistes avec la Syrie et compromettaient l'acheminement de

Au printemps 1978, Jalal Talabani envoie plusieurs centaines de pechmergas, placés sous



A l'épreuve du pouvoir islamique en Iran

En Iron, la révolution devoit être, pour le P.D.K., l'occasion inespérée de réoliser les deux objectifs de son programme: autonomie au Kurdistan ironien et démocro tie en Iran. Mais

ses dirigeants ne cachent pas que les événements sont allés trop vite : du jour au lendemain, un parti clandestin qui s'étalt fixé pour objectif un adhérent par tranche de mille habitants (soit cinq mille membres pour l'ensemble du Kurdistan iranien), a dù prendre en main l'administration d'un territoire vaste comme environ le cinquième

En quelques mois, les dirigeonts kurdes ont dû se rendre à l'évidence : la chute du chah n'avait pas apporté à l'Iran la démocratie qu'ils souhaitaient et, dès le mois d'août 1979, il leur faillut faire face à une brutale offensive. Une fois de plus, ils furent pris de court : la plupart d'entre eux étoient encore au siège du P.D.K. à Mahabad quand l'armée langa son assaut, et c'est dans la plus grande improvisation qu'il leur fallut se replier dans les montognes et Installer leur quartier général dans la « Vallée des partis ». Pendant plusieurs semaines, M. Abdoul hman Ghassemlou, secrétaire général du P.D.K., eut pour tout abri un rocher en surplomb, qui ovait accueilli avant lui des générations de

Un an plus tard, après une trêve hivernale ponctuée de négociations, nouvelle offensive. A la surprise de beaucoup, les Kurdes iraniens ne sont pas écrasés par le matraquage de l'artillerie et de l'aviation iraniennes.

Les responsables sont très discrets sur leur organisation militaire, mais ils reconnaissent disser d'environ cinq mille soldats, répartis en huit hez, ou armées. Leur armement? Beaucour

de G-3 ; des armes automatiques de fabrication américaine ; des Kalachnikov ; quelques fusils Bmo ; des R.P.G.-7, redoutables armes antichars ; des mitraillettes Uzi (fabriquées en Iran sous licence israélienne). Presque toutes ces armes portent des inscriptions de l'armée iranienne, et beaucoup sont même gravées aux armes de

Très peu de temps après la révolution, les Kurdes s'étaient, en effet, emparés de la gamison de Mahabad; puis, fin août 1979, de celle de Sardacht, où ils trouvèrent un armement considérable. A Mahabad, plus de trois mille fusils, et beaucoup d'armes lourdes : des R.P.G.-7, des « douchkas » (mitrailleuses) mais aussi des canons de 86 millimètres et de 105 millimètres, et même des missiles TOW. Même chose à Sardacht, où les maquisards se sont approprié des dépôts considérables de vivres et de munitions.

« Nous evens dépensé des fortunes, nous confiera M. Ghossemiou, pour payer les camion-neurs qui ont transporté tout cet équipement en lieu sûr. » Si l'on sait qu'au marché noir, en Iran, Kolochnikov ne vaut pas moins de 15 000 francs et une balle 15 francs, on réalise gisément ce qu'a représenté pour les Kurdes la

Nos précédents articles

«Le Kurdistan : une nation déchirée », par Jean-Pierre (août 1971). a Regain de tension entre Bagdad et les Kurdes du général Barzani », par Chris Kutschera (avril 1974). — « La fiction de l'autonomie du Kurdistan irakien », par Chris Kutschera

(août 1977). — « Ls. lutte des Kurdes iraniens », par A. H. Kralich-Ghassemlou (juilcapture de ces deux garnisons iraniennes : « Cela nous suffit pour cinq ans », se plait à répéter M. Ghassemlou. Cependant, ils ont tout de même des problèmes de munitions, sont démunis d'armes anti-aériennes exception faite pour des « douchkas », et restent très vulnérables aux assauts des chasseurs bombardiers et, surtout, des hélicoptères

Le jeu de Bagdad

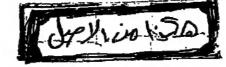
TE P.D.K. ironien est souvent soupçonné de recevoir une importante aide de l'Irak, en argent et en armes. Son secrétaire général affirme, que cette aide s'est limitée à l'accueil des réfugiés qui avaient évacué les villes kurdes au moment de l'assaut des forces iraniennes, pendant l'été 1979, et au traitement dans les hôpitaux irakiens des blessés graves qui ne pouvaient pas être soignés sur place.

- Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas reçu d'armes des trakiens », offirme-t-il. Et il ajoute : « Si dans le futur nous acceptons une aide irakienne, cela sera uniquement oux conditions

« Elle ne davra pas être donnée au détriment du peuple kurde d'Irak, ni du peuple irakien tout court — ce qui veut dire que nous n'accepterions pas de nous livrer en contrepertie à un action quelconque contre les talabanistes ou les

« Nous devrons toujours être en mesure de refuser cette aide ; à aucun prix nous ne devrions nous mettre dans une situation de dépendance. » e Pour l'instant, poursuit M. Ghassemlou, les trakiens nous proposent des « parachut », um modèle court du Brno ; nous n'en avons pas besoin ; nous voulons des SAM-7, des « douchkos » de febrication soviétique, pour pouvoir lutter contre les hálicoptères..., mais je ne crois pas que les Irakiens nous en donneront. >

(Lire la suite page 8.)



Si ses dirigeants ont pu se laisser surprendre par les événements, le P.D.K. est de loin, parmi toutes les organisations kurdes, celle qui nourrit le projet politique le plus élaboré. Les militants du komala iranien (organisation maoîste implantée surtout dans la région de Merivan et de Sonandoj) reprochent souvent aux leaders du parti d'être des démocrates », de s'être réfugiés à l'étranger, en Irak ou en Europe, pendant qu'ils luttalent eux, sur place contre l'oppression du chah.

Pourtant, M. Ghani. Boulourian, l'un des membres du politburo du P.D.K., a passé les vingt-cina années qui ont précédé la chute du chah dans les prisons iraniennes; tandis que le secrétaire général, M. Ghassemlou, fut en 1954 parmi les fondateurs du « comité de Mahabad » à l'origine de l'actuel parti, et contribua, en 1956, à la rédoction du premier programme du parti.

Dominant très nettement par sa personnalité et sa culture politique le mouvement kurde de ce dernier quart de siècle, M. Abdoul Rahman Ghassemiou, qui détient le poste de secrétaire général depuis 1971, est né en 1930 dans un des petits illages que son père, féodal kurde iranien, possédait à l'ouest du lac d'Ourmia. Il eut, très jeune, une « période mystique », dont il conserve une excellente connaissance du Coran et de la langue arabe. Mals, très vite, il devait line les ouvrages sur le marxisme qui circulaient alors sous le manteau en Iran, et Jorsqu'il arrive en France, en 1949, pour y commencer ses études universitaires, il est déjà acquis aux idées révolutionnaires. Pour avoir participé à des réunions contre le chah, il se voit privé de sa bourse par l'ambassade. Il poursuivra ses études en Tchécoslovaquie.

Dans une vie ponctuée d'exils, trois épisodes ant contribué à modeler sa pensée politique :

- En 1953, à l'époque de Mossadegh, M. Ghassemilou milite à Téhéran dans un P.D.K. qui est dans la mouvance du Toudeh. Il assiste, impuissant, à l'effondrement du mouvement de Mossadegh et rompt bientôt avec le Toudeh, qui avait renoncé à déclencher une insurrection :

- En 1968, il est à Progue, où, après avoir obtenu un doctorat de sciences économiques, il enseigne à l'université Saint-Charles. Le 20 août, il assiste à l'écrasement du « socialisme à visage humain » de Dubcek par les chars du pacte de

- Enfin, de 1970 à 1974, il se trouve à Bagdad comme expert au ministère du plan. Après la signature de l'accord du 11 mars 1970, accordant l'autonomie aux Kurdes irakiens, il observe la lente dégradation des relations entre le général Barzoni et le gouvernement de Bagdad ; il suit aussi de très près les ultimes négociations sur le statut de l'autonomie qui ont précédé la reprise de la guerre en mars 1974. Plus que tout autre dirigeant nationaliste, il sait que si les Kurdes savent faire la guerre, ils ne savent pas gagner les négociations.

A la même époque, il dirige de Bagdad la réorganisation de son parti en Iran, avec le soutien des Irakiens. Il connaît personnellement les dirigeants baasistes et ne se fait guère d'illusions sur les motivations. Lorsque, en 1974, M. Saddam Hussein lui demande de condamner Barzani dans le journal Kurdistan du P.D.K. iranien, M. Ghassemiou refuse; le Baas interdit alors la publication de ce journal. M. Ghassemiou

 Parlant couramment six ou sept langues, doté d'une mémoire colossale et d'un sens de l'humour à toute épreuve, M. Abdoul Rahman Ghassemlou aurait sans doute une expérience politique suffisante pour arracher à un grand pays comme l'Iran l'autonomie d'une de ses provinces. Resté marxiste, quoi qu'en dise ses adversaires, il veut instaurer au Kurdistan un « socialisme démocratique ». « Nous ne sommes pas, précise-t-il, des socioux-démocrates comme Kreisky, qui gâte le capitalisme. Nous vaulons le sociolisme, comme en Tchécoslovaquie, mais avec la démocratie ».

Autonomie et séparatisme

DES les premiers contacts au printemps 1979, les négociations entre le P.D.K. iranien et l'imam Khomeiny buttent sur le concept même de l'autonomie. Larsque, au mois de mars 1979, une délégation kurde lui remit un mémorandum détaillé sur les « revendications du peuple kurde », l'imam fit une longue péraraison, dans le style vague qui lui est propre, sur le thème : « Nous sommes tous des musulmens, il faut préserver notre unité ; dans ce cadre, nous aurons tous les

Les délégués kurdes souhaitant expliciter ces droits, l'imam Khomeiny ajouta : « Il a'y e pas de problème, vous aurez des routes, des écoles, des itaux. » Les délégués insistent encore : « Mais nous voulons nos droits politiques, nous voulons l'autonomie. » L'imam demande alors : « Cela n'est pas contre l'unité de l'Iran? Non? Bien, alors voyez cela avec Bazargan > (premier ministre à l'époque). Mais lorsque les délégués kurdes exposèrent au premier ministre leur conception de l'autonomie, M. Bazargan s'écria : « Mais

Que demandent les Kurdes iraniens? Le mars 1980, le P.D.K. remettait à un émissaire du président Bani Sadr un texte en six points

mant leurs revendications : 1) Les droits nationaux du peuple kurde, sous la forme de l'autonomie, doivent être inscrits dans

la Constitution;
2) Les limites géographiques du Kurdistan seront choisies en tenant compte des facteurs historiques et géographiques, et de la décision de la majorité des habitants des régions concernées; 3) Le Kurdistan autonome élira un conseil

général au suffrage universel; 4) Le conseil général du Kurdistan autonome élira une commission exécutive pour diriger les affaires économiques, culturelles et administra-

5) La langue kurde sera considérée comme langue officielle au Kurdistan, à côté du person ; 6) Toutes les affaires intérieures, y compris la sécurité, seront du ressort des organes autonomes

Ce que refuse le président Bani Sadr, comme avant lui M. Bazargan, c'est la création d'institutions autonomes propres au Kurdistan : la regroupement des quatre provinces kurdes dans seule entité, l'élection d'un conseil général (que les Kurdes appellent aussi « assemblée nationale du Kurdistan ») et la formation d'une sion exécutive (ou « gouvernement autonome du Kurdistan »). En revanche, il est prêt à accorder certaines concessions socio-économiques et une plus large décentralisation.

Car la mise en place d'une entité autonome kurde, pour les dirigeants actuels, ouvrirait la porte au séparatisme. Ils se montrent de surcraît convaincus que les chefs du mouvement nourrissent le rêve d'un Grand Kurdistan qui remettrait en cause les frontières de la région.

Pourtant, le secrétaire général du P.D.K. iranien a fait preuve, tout au long de sa carrière, d'une remarquable constance, s'obstinant à limiter sa revendication à l'autonomie du Kurdistan

En 1958, de retour de Bagdad, après la révolution irakienne, le général Barzani avait déclaré un jour à M. Ghassemlou : « Pour moi, les fron-

A POUDRIERE KURDE

créer un seul parti pour les Kurdes d'iran, d'Irak et de Turquie, dont son interlocuteur serait le secrétaire général. M. Ghassemlou refuse cette offre. Vingt ans plus tard, dans un essai sur le Kurdistan iranien (3), A. R. Ghassemiou devait écrire que , « s'il y a clairement des conditions économiques, politiques et sociales similaires » dans toutes les parties du Kurdiston qui leur donnent un « espect commun », « il ne faut pas exagérer ces caractéristiques communes », souli-gnant que « ce ne sont pas seulement les fron-tières qui séparent » les Kurdes de Turquie, d'Iran et d'Irak, car, pendant plusieurs dizaines d'années, ils ont aussi subi des influences différentes dans pays dans lesquels ils vivent — rejoignant si les thèses soutenues en Turquie par Ozgur-

Evoquant, dans son refuge de la « Vallée des partis », le fonctionnement des futures institutions autonomes du Kurdistan, le secrétaire général du P.D.K. devait dire : « Le gouvernement control gardera pour lui un cartuin pourcentage des revenus pétroliers : 30 à 40 %. Le reste doit être réporti au prorata de la population. S'ils refu-sent ? S'ils veulent que le Kurdistan resta dons le cadre de l'Iran, ils doivent nous donner une partie du revenu pétrolier. »

Une autre fois, envisageant l'hypothèse d'une lutte prolongée , il remorquera : « Si on se bat longtemps, on se battra pour plus que l'autonomie. Hani al Hassan (qui avoit transmis un message du P.D.K. à l'ayatollah) a averti : au début, nous, les Palestinions, nous nous battions pour restar chez nous. Puis le nombre des martyrs a augmenté, et nous nous serions contentés d'une décentra-lisation administrative. Après, nous avons voulu l'autonomie. Maintenent, nous voulons l'indé-pendance... » Cependant, le secrétaire général ajoutera aussitôt que « si le gouvernement nous accorde la statut d'autonomia irakien de 1974 — avec son exécutif et son législatif, nous l'acceptons tout de suite... Evidemment, pas de la façon dont il est appliqué en Irak ».

Contradictions exacerbées



c'est le séparatisme >

Occasion historique inespérée pour le mouvement national kurde, la révolution ironienne a encore accentué les controdictions entre les diverses organisations.

Cherchant à s'assurer des appuis au Kurdistan, M. Joloi Talabani a tout d'abord contribué à armer les militants du komala iraklen

avant de nouer des relations avec l'un des gendres de l'imam Khomeiny. Lorsque l'armée irales n Il se pose en médiateur. Le prix de cette médiation, que récuse le P.D.K. Iranien : il y avait au Liban et en Syrie d'importantes cargalsons d'armes — en particulier des armes lourdes contre les chars et les hélicoptères — qu'il étalt difficile de faire transiter par la Turquie. La solution idéale consistait à abtenir de l'imam Khomeiny l'autorisation de les faire livrer direc-Iran, par avion. Interrogé sur ce point, M. Jalai Talabani avoue avec un sourire désormont : « Pourquoi pas ? Cela pourrait être le

Les barzanistes se sont, eux aussi, empressés d'exploiter les possibilités que leur offrait la chute du chah : après avoir rencontré à deux reprises l'imam Khomeiny, M. Massood Barzani obtenait une totale liberté de mouvement pour les dizalnes de milliers de Kurdes iraklens encore réfugiés en Iran et se voyalt remettre l'équivalent

de 30 millions de francs, et deux mille armes — des armes que les pechmergos irakiens avalent dû remettre à l'armée iranienne en franchissant la frontière après l'accord du 6 mars 1975.

Mais le prix de ces nouvelles relations que M. Barzani venait d'établir avec l'imam étalt clair : ses partisans devaient être les « gendormes du Kurdistan ». Une série d'incidents illustrent cette situation. A Ouchnou, au cours d'une manifestation. I'an dernier, les pechmeraas irakiens tirent sur la faule, tuant six personnes. Lors de l'affensive de l'été 1979, un des chefs kurdes iraniens, Taher Khan, fils de Simko, doit attaquer Rezgieh (Oroumieh) avec sa tribu, pour réduire la pression de l'armée iranienne sur Mahabad. M. Massood Barzani pèse olors de toute son influence cour l'empêcher d'intervenir. A Poveh. enfin, les pechmergas du P.D.K. iranien ont encercié le ministre iranien de la défense et sont sur le oint de le capturer avand ils se de munitions : les partisans de M. Massood Bar-zani avalent bloqué la route par laquelle étaient ocheminés leurs renforts. Evoquant ces incidents, M: Ghassemlou ne máche pas ses mots : M. Mos sood Barzani et ses partisans sont des jash, des mercenaires travaillant pour l'imam Khomeiny. La réunion du 4 au 9 novembre demier, en territoire ironien, près de Ziwa, du congrès du P.D.K. irakien, au cours duquel M. Massaod Barzani devait être élu président du parti, confirmerait l'existence de relations particulières entre son. mouvement et le régime islamique.

Si les Kurdes iraniens ne peuvent espérer aucune gide des organisations irakiennes, celles de Turquie, favorables à l'indépendance, fournissent une certaine assistance ou P.D.K. ironien. Mais l'étroit corcan idéologique dans lequel ces organisations se meuvent les empêchant de saisir l'arnpleur des événements historiques qui se déroulent

à leur porte. Alarmé par les dissensions et le nombre des règlements de comptes, M. Ghassemlou a décliné l'offre de celles qui lui proposaient d'envoyer des combattants participer à la lutte contre

Le mouvement national kurde est-il pour autant condamné? Le soulèvement du Kurdistan iranien est-il condamné à être écrasé à son tour, comme le fut, il y a cinq ans, celui du général Barzani au Kurdistan irakien ? Et qu'en serait-il demain du Kurdistan turc si, à son tour, il prenaît les

On assiste en ce moment au Kurdistan turc à une prise de conscience que la gauche turque et le pouvoir à Ankara ignorent avec le même aveuglement. Et le refus des autorités de Téhéran d'accorder aux Kurdes iraniens l'autonomie anrisque, finalement, de jaillir l'étincelle qui déclenchera la marche vers l'unification du mou-

(Copyright Chris Kutschera

BIMERAGE

(3) A.E. Ghassemlou, Iranian Kurdisian, 1976, 5 pages, éditeur et lieu de publication non pré-less dans l'ouvrage).

vernent.

BIBLIOGRAPHIE

- Les Eurées et le Euréistan, ouvrage collectif réalisé avec la collaboration de Kandal, A.R. Chas-semlou, Ismet Chériff Vanly et Mustafa Nazdar. Masparo, Paris, 1978, 354 pages.
 Le Mouvement national Eurée, Chris Eutschera.
- Fianmarion, Paris, 1979, 393 pages.

 Aghas, Shaikh and State, M. M. van Bruinessen.

 Bijksunivamitte, Utrech, Hollande, 1978.

Recherches universitaires

U sein d'une Ecole trançaise des relations internationales qui affirme son dynamisme, le courant « tiers-mondiste », enimé par Pierre-François Gonidec, Edmond Jouve, Jean-Pierre Colin, s'est doté d'une tribune avec l'Annuaire du tiers-monde, dont les me et cinquième volumes sont consacrés à la « militarisation » des Étals du tiers-monde et au nouvel ordre de l'information (1). Une tribuna ouverta, pluralista, vivanta, mêma si des approches dogmatiques sont pariois privilégiées ; mais aussi un instrument de travail indispensable aux chercheurs et aux institutions universitaires spécielisées, par la richesse des faits recensés, de la documentation

Remettre en question l'image traditionnelle des « pronunciamien tos - sur les trois continents - la vieille habitude latino-américaine des coups d'Etat organisés par l'armée étant suivie désormais en Afrique et. dans une moindre mesure, en Asie, Interpréter, dans une perspective comparative, des faits souvent trompeurs : le mise en place de régimes militaires, qu'il conviendrait de délinir, de classer, d'opposer peut-être moins aux récimes civils que les uns aux autres Jouve a eu l'heureuse idée de reprendre, à partir de la trentaine de « putacha » airicains qui séparent l'assassinat du président Olympio, dans le Togo de janvier 1963, de l'arrestation de Mokter Ould Daddah, dans la Mauritanie de juillet 1978, le démontage de cette « technique du coup d'Etat », jadis théorisée par Mela-parte (2), et naguère mise à jour par l'Américain Edward Luttwak (3) : te un court essal brillant dont on retlendra le acénerio classique de la prise de pouvoir - l'investissement de la capitele eu petit matin, l'absence très fréquente du chef de l'Etat, - la présentation des acteurs, et surtout les réactions suscitées, ou, plutôt, l'absence de réaction, le « concert africain » se satisfaisant, le plus souvent, des assurances de « continuité » données par les nouveaux

Comment expliquer ces interventions de l'armée sur la scène politique ? Les théories abondent, depuis les analyses marxistes, fondése aur l'état des forces productives, les rapports de production jusqu'aux approches sociologiques anglo-saxonnes, qui procèdent d'une évaluation du poids politique de l'armée et du niveau de culture politique des sociétés concernées. Nicole Guez en dresse un fort riche panorama critique : elle relève, au passage, la distinction d'Huntington entre le « prétorianisme oligarchique » (« l'oligarchie. constituée par les militaires de haut rang llés aux classes supérieures, prend le pouvoir par une révolution de palais pour le compte de ces nêmes classes »), le « prétorianisme radical » (« l'Intervention est le fait d'officiers issus de classes moyennes et a pour but de permettre à calles-ci une participation élargie au pouvoir -) et le - prétorianisme de masse » (« les militaires se posent en représentants des classes populaires qu'ils dépossèdent en fait de toute participation au pouvoir sous le couvert de régimes populistes ») ; elle éclaire les thèses des auteurs français qui s'attachent à fétude de l'armée elle-même, celles de Michel Martin, qui introduit le concept de - culture militaire - et distingue six types d'armées (bandes, armées royales, armées de

Un «observatoire» du tiers-monde

libération, armées de quérille, armées coloniales, armées de nutch). de Lavroff, qui privilégie les données ethniques, de Plerre Dabezies,

PIERRE DABEZIES s'exprime directement, dans une remarqueble étude du même annuaire sur « l'armée, force politique ». Clefs du comportement de toute armée, ses quatre spécificités prin « subjective » (la priorité absolue accordée à l'impératif de détense), - organique - (la hiérarchisation, le principe du commandement), « juridique » (les contraintes que subit l'armée et qu'elle peut imposer, sous certaines conditions, aux citovens), - éthique valeurs telles que le petriotisme, le nationalisme qui donnent une dimension idéologique à l'irruption de l'armée sur la scène politique) — déterminent les lignes de force et les points de rupture qui structurent le champ militaire. N'existe-t-il pas une conception

Par CHARLES ZORGBIBE

du monde propre à toutes les armées, qu'on retrouverait, pariols sous forme de caricature, dans les pays en voie de dévelonn El Pierre Dabezies de poser la question tondamentale de la nature du pouvoir d'Etat à Cuba, en Guinée-Bissau, su Mozambique, en Angola, au Vistnam : est-on en présence de forces révolutionnaires armées qui se sont politisées ou de forces politiques qui se sont

Au-delà du phénomène essentiellement politique de la mise en place de régimes militaires, il convenait d'examiner la « militarisation - proprement dite, qui procède, dans tout pays, du polds croissant des armements - dont l'achet et maintenant, dans certains cas, la production sont une fonction assentialle du développement... ou du sous-développement ». Hugo Sada montre que le tiers-monde plus concerné par « l'impératif de sécurité » que par la course aux ermements au sens propre du terme ; il distingue les pays riches surarmás et les pays pauvres qu'on arme - les processus de militarisation étant déterminés, dans le premier cas; par les facteurs économiques et nationaux des pays concernés (Inde, Brésil, Taiwan, Irak... ou Etats membres de l'organisation arabe industrielle). dans le second, par les intérêts politiques et les impératifs stratégiques des grandes puissances. Souligner les tendances qui se font jour en matière de multi-

ation des industries de guerre, éclairer les motivations des parties contractantes, évaluer la part des dépenses militaires dans les budgets des pays sous-développés, examiner les modèles explicatifs de la « militerisation » dégagés par dittérents courants doctrinaux et les soumettre à l'épreuve des taits, tenter de dégager

les implications militaires des ventes d'armes : tel était l'ambitieux propos de Jean Kieln, dans une étude qui nous apparait comme la plus importante du volume. Se gardent de taute utople, se voulent, seion le mot de Valéry, « libre encore de douter de ce qui est douteux et de ne point rejeter ce qui ne l'est pas », Jean Klein met en question la réliexion lorsqu'elle prend trop de distance avec l'objet premier de la recherche... De ce type de réllexion, les animateurs de l'annuaire ont, peut-être, voulu er une illustration concrète en publiant l'easai du Suédois Jan Oberg, qui manifaste une conception ossiliée de la « recharche aur la paix », en établissant une correspondance stricte entre structuras civiles et militaires, un lien serré entre las struc économiques, sociales et politiques d'une société donnée et la manière dont elle assure sa propre détense ; et surtout l'analyse académique et tormelle du soviétique Tchirkine, qui ralève du pidgin-marxisme » — l'armée au pouvoir ayant un rôle de portsparole des classes exploiteuses ou une lonction historiquement positive, selon l'orientation du régime (elle-même délinie par ses liens evec l'Union soviétique ?).

D LUS récemment paru, le volume sur - l'information et le tiersmonde - reprend et développe un sujet traité par les organisations intergouvernementeles mais aussi, en France, par la Société fran-çaise de droit international (4) et par l'un des colloques du Monde diplomatique qui avait mis en avant le concept de - communication înégale » (5). On y trouvera une documentation de première main (des analyses de contenu de la presse française sur le tiere-monde, par exemple), des commentaires — qui cependant tiennent plus de la - défense et illustration - de la revendication du tiera-mo que de la réflexion critique (6). Les contributions soulignent les délauts du genre : l'inégale qualité des rapports (dont plusieurs sont, cette tois, rádigés en anglais — innovation contestable de la part de très, ranges en angrais — innovation contestants de la part de théoriciens de la dépendance...); le compte rendu des débats qui aurait gagné à être abrégé. Restant les chroniques régu-lières, qui sont l'intérêt majour de l'annuaire : le point régulièfait aur la vie politique interna et les relations internationales des Etats du tiers-monde. Avec une lacune capendant : les organisations internationales de l'Océanie sont totalement ignorées, comme les problèmes des Etats de cette région du monde.

(1) Volume IV. 1977-1978, Berger-Levrault, Paris. 1979, 645 pages.

Volume V. 1978, Berger-Levrault, Paris, 1980, 844 pages.

(2) Traduction française: Gramet, Paris, 1948.

(3) Goup d'Etzt, Panguin Press, Londres 1968, 2° édition, révisés,

(4) Colloque de Stranbourg, 1977, Information et droit interna-(4) Colloque de Strasbourg, 1971, Injornation et arout unserna-tional, Pedone, Paris, 1972.

(5) Colloque organisé par la faculté de droit de Paris-Sud, le 26 octobre 1973, publié par le Monde diplomatique, janvier 1979.

(6) Cf. à cet égard : L. R. Sussman, Mass News Media and the Third World Challenge. The Washington papers nº 46, Sage Publica-sions, Beverly-Hills 1976.

Le conflit américano-iranien

L'ARME MONÉTAIRE

E blocage des fonds appartenant à un pays ennemi n'est certes pas une nouveanté. Une telle mesure a été décidée par les Risis-Unis contre l'Allemagne nazie (1941). la Chine (1950), l'Egypte (1956), Cuba (1962) et le Vietnam, L'executive order du président Carter gelant les avoirs tranièns présente cependant un point particulier : il tend à étendre la souveraineté américaine en la matière au monde capitaliste tout entier. Plus précisément, il démontre que la domination monétaire actuelle se traduit par une double limitation de souveraineté au profit des Etats-Unis : la première s'exprime par la mise sous tutelle des pétrodollars ; la deuxième par un contrôle du mouvement des eurodollars.

Contrairement à ce que l'on pour-

contrairement à ce que l'on pourrait croire, le gel des avoirs traniens,
ordonné le 13 novembre 1979, n'est
pas officiellement motivé par l'affaire des otages. Bien sûr, à ce
moment-là, la crise est déjà très
grave: les diplomates américains à
Téhéran sont illégalement détenus
depuis une dizaine de jours, et le
président Carter a pris la décision
de boycotter le pétrole iranien. Mais,
ce 13 novembre, le président Bani
Sadr menace de transférer les avoirs
iraniens aux Etats-Unis dans le a
banques de pays « qui ne pourront
pas bloquer l'aryent par des moyens
légaux ». Le lendemain, M. Carter
s'appuie sur cette déclaration pour
bloquer les fonds iraniens afin de
protéger les créanciers américains »
de Téhéran.

L'émotion est aussitôt considérable.

L'émotion est aussitôt considérable L'émotion est aussitôt considérable. Trois jours seulement après la décision américaine, les dirigeants des pays du Golfe menacent, à la rénnion ministérielle de la Ligue arabe à Tunis, de réviser leur politique de dépôts de capitaux aux Etats-Unis. Le 10 décembra, c'est au tour des gouverneurs des Banques centrales européennes, réunis à Bâte, de critiquer la mesure de gel des

Des l'annonce du blocage de leurs avoirs, les autorités iraniennes se retournent contre les fillales euro-

retournent contre les males euro-péennes des banques américaines et leur enjoignent, devant les tribunaux, de restituer les fonds qu'elles ont reçus en dépôt. A Londres, ces avoirs sont évalués à 2 milliards de dollars et à 500 millions à Paris.

Dans la capitale française, le référé engagé le 11 décembre contre la City Bank-Paris ne porte que sur un dépôt de 50 millions de dollars. Il semble que le gouvernement iranien, par cette action, ait seulement voulu obtenir un jugement-test sur lequel il pourrait éventuellement s'appuyer par la suite.

L'argumentation des avocats de la

harque iranienne, Mes Bourguet, Cheron et Moreau, est simple : la loi du 13 juin 1941 n'établit aucune distinction entre une banque indépendante et la filiale d'une banque étran-

avoirs iraniens et de déplorer la crise de confiance qu'elle a provoquée. Le séquestre américain porte sur une aomine évaluée à 8 milliards de doilars. Or les avoirs des pays de l'OPEP représentant 42 milliards de dollars sur un ensemble de dépt s étrangers de 150 milliards de dollars.

Pour calmer les inquiétudes, le secrétaire américain au Trésor, M. Miller, entreprend dès la minovembre une tournée des principaux pays pétrollers du Goife. Il veut calmer les inquiétudes mais aussi expliquer aux intéressés qu'ils n'ont pas beaucoup de choix. Aucune mounaie au monde n'étant candidate à la succession du dollar, des retraits brutaux de fonds on des ordres de conversion massive, aboutiraient à une crise monétaire mondiale et à une chute catastrophique du cours de la monnais américaine. Une telle évolution serait un grave coup porté aux Etats-Unis, mais aussi à tous les pays détenteurs de dollars — à commencer par les producteurs de pétrole — et finalement au système monétaire international dans son ensemble. L'argument est effectivement de nature à décourager à court terme les mouvements trop brusques de capitaux. Mais il revient, pour chaque pays appartenant au système, de reconnaître une limitation de sa souveraineté monétaire au profit du président des Etats-Unis. Pour calmer les inquiétudes, le Etats-Unis.

Etats-Unis.

L'executive order ne se borne pas à geler les avoirs iranians dans les banques américaines aux Etats-Unis : la mesure s'étend à leurs succursales et filiales en Europe occidentale (1). Une décision politique américaine s'appliquera-t-elle sur le territoire de pays souverains ayant leur législation bancaire propre? La place qu'occupent les eurodollars dans les échanges mondiaux implique-t-elle en pratique que les pays occidentaux se dessaisissent, au profit des Etats-Unis, d'une partie de leur propre souveraineté monétaire?

françaises. (...) Il s'agirait d'un acte de coercition (...) intolérable pour notre ordre public » (2). Les filiales des banques étrangères sont sonmises à ces dispositions au point qu'il leur est en principe intendit de violer le secret bancaire en communiquant à leurs sociétés mères des renseignements sur les comptes qu'elles détiennent. En outre, elles sont responsables sur leurs actifs propres des fonds qui leur sont remis. Si la City Bank refuse de restituer les fonds, a plaidé en substance Me Cheron, c'est qu'elle obéit, en fatt, à l'executive order qui interdit à tout « sujet américain » d'effectuer des opérations sur des fonds officiels iraniens en sa possession.

Pour la défense de la banque, américaine, Mé Dubarry s'est appuyé sur deux arguments. l'un bancaire et monétaire, l'autre de droit interna-

Développant l'argument bancaire et monétaire, l'avocat a d'abord rejeté

La pratique et le droit

Par SELIM TURQUIÉ

en transitant par la place hancaire américaine, tombent sous le coup de l'executive order qui les bloque. Cet argiment de pratique bancaire est soutenu par un point de droit qui veut qu'une monnaie nationale n'ait veut qu'une monnaie nationale n'ait cours légal que dans le pays qui l'a émise. Les avoirs réclamés par la Banque Markasi Iran — monnaie acripturale, aimple jeu d'écritures dans des livres de comptes — ne peuvent donc, d'après Mª Dubarry, être disponibles à l'extérieur des Etals-Unis.

ponibles à l'extérieur des Etats-Unls.

L'essor exceptionnel du marché des eurodollars s'explique, entre autres, par cette raison que la devise internationale permet d'échapper, dans une large mesure, aux autorités monétaires nationales. Le marché des eurodevises (constitué pour les deux tiers de dollars) offre « une réserve de liquidités que les banques commerciales peuvent utiliser pour se sousiraire aux limitations des autorités de tutelle (...). Ainsi le contrôle du crédit échappe peu à peu aux autode tutelle (...). Ainsi le contrôle du crédit échappe peu à peu aux autorilés monétaires, et cela d'autant plus qu'elles auvent une politique restrictive, car plus les restrictions sont sévères, plus les circuits parallèles deviennent attrayants... » (3). L'importance des eurodevises est telle que eu cours des cinq dernières années, le marché international a permis de financer 75 % des déficits des halances de paigment (4). Les evocats de le de paiament (4). Les avocats de la banque américaine demandent en quelque sorte aux tribunaux de tirer

les conséquences pratiques du fonc-tionnement « normal » du marché des eurodevises. Sur le plan des prin-cipes. M° Dubarry fait remarquer, de plus, que la souveraineté, dont il est tellement question dans cette affaire tellement question dans cette affaire, n'est pas territoriale seulement.

« Personne ne niera, nous a-t-li déclaré, que, par exemple, une dévaluation du dollar est bien de la compétence du gouvernement des Etais-Unis...»

En Grande-Bretagne, la reprise des audiences est prévue pour le mois de novembre. En Allemagne, où la Mor-gan Bank a obtenu la mise en gage de la participation iranienne dans le capital de la société Krupp, elle dolt intervenir à la fin de l'année. Le 18 mai, les ministres des affai-

res étrangères des Neul, réunis à Naples, adoptent une série de sanc-Naples, adoptent une série de sanctions contre l'Iran. Dans la deuxième
mesure d'embargo décidée, il est
demande aux pays membres de
a s'abstenir (_) d'autoriser des
accroissements substantiels des dépôts
ernant en des monnaies autres que
le dollar ». Cette mesure aignifie que,
même s'il obtensit gain de cause
auprès des tribunaux européens,
l'Iran ne serait pas en mesure d'ordonner la conversion des fonds ainsi
libérés en d'autres devises que le
dollar. Les avolrs présents et à
venir dé l'Iran à l'étranger seraient
prisonniers de la devise auméricaine.
Ces entraves successives ont renforcé prisonniers de la devise américaine. Ces entraves successives ont renforce la résolution de l'Iran de s'éloigner autant que possible des places bancaires européennes. De toute façon, la décision des Neuf est politique : ils auraient pu aussi bien, s'ils avaient voulu être plus sévères, arrêter une mesure similaire à celle adoptée par l'executive order du président Carter et geler légalement les dépôts iraniens détenus dans leurs banques.

banques.

Les jugements qui seront rendus par les tribunaux français, britanniques et allemands auront une autre portée. Quelle que soit l'appréclation que l'on porte sur les tribulations de la révolution iranienne, il sera intéressant de savoir si les juridictions européennes s'inclinent ou non de vant la démonstration pratique de la suprématie monétaire américaine. En tout cas, jusqu'au moment du verdict des tribunaux saisis, les filiales européennes des banques américaines auront obei, en pratique, à l'executive order publié le 14 novembre par la Maison Blanche.

Si les magistrats devaient confirmer

par la Maison Bianche.

Si les magistrats devaient confirmer en droit le gel des avoirs iraniens dans les filiales européennes, le président américain conclurait a lors le deuxième volet de sa démonstration. Il aura prouvé que Washington qui garde les pétrodollars sous tutelle pe u t aussi réglementer jusqu'au point d'interdire le mouvement de seurodollars. Privé de la plus grande part de ses moyens internationaux de paiements, un pays récalcitrant verrait très vite ses échanges se paralyser.

mité avec les présents statuts, ne seront exécutoires sur le territoire d'aucun membre.
(7) L'executive order du président Carter modifie la crégulation » concernant les relations des États-Unis avec l'Iran (Iranian Assets Control Esquiations). Cette mesure peut donc être tenue pour une créglementation de contrôle des changes » ou, plus précisemment, de crestrictions de changes ».
(8) Article VI section 3 : «Aumun membre ne pourre appliquer lesdites mesures de contrôle d'une mantère qui avait pour ejet de restreindre les paicments pour transactions courantes. Ou de returder indiúment les transferis de jouds en réglement d'engagements pris.
(9) François Gianvitti, « Réflexions sur l'Article VIII section 2b », Repue critique de droit international privé, 1973 (page 861).
(10) Cl. Philippe Drakidis, « Du caractère non esécutoire de certains contraits de changes ». Remue critique de droit internation de contraits de changes ». Remue critique de droit internation de contraits de changes ». Remue critique de droit internation de droit internation de droit membres ». Remue critique de droit internation de droi (10) CL Philippe Drakidis, « Du caractère non exécutoire de certains contrais de changes ». Bevus critique de droit international prioé, numéro de juillet-septembre 1876. Ce dernier texte est plutôt utilisé par les avocats de la Bank Markazi Iran.

(11) La Gazette du Palais, 12-13 mara 1980 (page 8).

Choix politiques et décisions judiciaires

Choix politiques et APRES l'argument bancaire, l'argument de droit international. En 1944, en même temps qu'elle posait les bases du système monétaire international, la conférence de Bretton-Woods créait le Fonda monétaire international, l'a conférence de Bretton-Woods créait le Fonda monétaire international (FML). Au sortir de la guerre mondiale, l'objectif est de mettre sur pied une institution de stabilisation monétaire, qui veille à l'équilibre des balances de palements et apporte des crédits aux pays déficitaires dans les limites de certains quotas. D'après les statuts du FML, aucune restriction ne peut être apportée aux palements internationaux courants (5). Cépendant, l'article VIII 2b introduit une limitation autour de laquelle s'est noué, justement, l'un des éléments importants du conflit opposant la City Bank à la Banque centrale iranicane (6). D'après cet article, un contrat libellé en une certaine devise ne peut être exècuté s'il est controlte des changes s'introduites par le pays émetteur de la devisé. Le contrat entre la City-Bank et la banque Markazi était libellé en dollars et l'executive order étant assimilé à une « réglementation de contrôle des changes » (7), les tribunaux français ne pourraient, conformément à l'article VIII 2b, ordonner la restitution des fonds. Telle est du moins la thèse de M° Dubarry. L'avocat de la City Bank ajoute que le FML n'ayant pas réagi dans le déjal d'un mois à l'annonce officielle de « réglementation des changes » falte par M. Carter, un « aval tacite » aurait ainal. été donné à l'interprétation américaine des statuts.

Pour la défense de la Banque Markazi Iran, M° Moreau a fait valoir

Pour la défense de la Banque Markazi Iran, M° Moreau a fait valoir que l'article VIII des statuts ne con-cerne, dans son intitulé, que les paiements courants, alors qu'il s'agit en l'espèce, de mouvements de capitaux l'espece, de mouvements de capitaix qui ne sont soumis, eux, à aucune réglementation statutaire. En second lieu, l'avocat s'est appuyé sur d'autres dispositions des statuts (8) pour prouver que l'interprétation américaine était en contradiction flagrante avec les objectifs généraux du F.M.I., ins-titution créée pour faciliter les échanges et non les entraver.

Ce qui corse le débat, c'est que l'interprétation de l'article VIII 2 b l'interprétation de l'article VIII 2 b est, de toute façon, très controversée. Ainsi, dans un article paru dès 1973 dans la Retue critique de droit inter-national prisé (9), M. François Gian-vitti évoque les « multiples difficultés d'interprétation d'une disposition obscure ». La jurisprudence, quant a elle, de fournit aucun élément déci-sif eur permette de trapcher valable. elle, de fournit aucum élément déci-sif qui permette de trancher valable-ment, dans un sens ou dans l'autre. L'accusation et la défense ont donc pu trouver dans les revues spéciali-sées (10), des articles signés par des spécialistes de droit international, justifiant l'un ou l'autre point de vue.

Le 22 décembre, le tribunal de grande instance de Paris rend son jugement. Il arrête que les « difficultés sérieuses » soulevées par l' « exécution des obligations » departer les compétences du juge des passent la compétence du juge des réfères. Il renvoie donc l'alfaire au juge de fond qui dira et, « à la lumière des statuts du FMI., le rejus de restriction peut être assimilé à une restriction illégale des changes ». Dans la Gazette du Palais (11), Dans la Gazette du Palais (11).

M. Gavalda, professeur de droit commercial et hancaire à l'université
Paris I, critique la décision, estimant
que le juge des référés avait tous les
éléments pour trancher : « Le doute
n'est guère permis, écrit-il, sur les
grands principes applicables à ce
conflit de lois bancaires. La souverincié mométaire tranchise s'accomruineté monétaire française s'accom-mode mal d'un executive order du président des États-Unis. »

Quatre mois plus tard, le 23 avril, le juge de fond rend une première décision : il désigne trois experts financiers spécialistes des transactions internationales afin qu'ils « informent le tribunal sur les pratiques finan-cières ». Il est à noter que le ministère public, qui surait pu prendre des réquisitions, n'est intervenu publique-ment à aucun moment. L'affaire en est là et il faudra quelques mois

pour que les experts désignés rendent leur rapport et que le tribunal statue. En attendant, la partie iranienne a marque quelques points puisque les différents jugements ont reconnu le principe de l'obligation de restitution, « la réalisation effective de cette obligation » prêtant seule à difficultés. Le Banque Markazi Iran s'est fondée sur cet somis pour demander et cette servis pour demander et cette de la La Banque Markazi Iran s'est fondée sur cet acquis pour demander et obte-nir, le 16 janvier, une saisie-arrêt de l'équivalent de 50 millions de dollars sur les actifs de la City Bank-Paris. Mais cette mesure ne préjuge pas du verdict — forcément politique — que rendront finalement les magis-trats parisiens.

trats parisiens.

Dans les autres pays européens, les tribunaux ont abouti, après des péripéties plus on moins similaires, aux mêmes solutions d'attente qu'à Paris.

(1) Selon les termes de l'executire order, tout a sujet américain », où qu'il se trouve, est tenu de bloquer les avoirs officiels irantens en se possession.

(2) Christian Gevaida, « L'efficacité juridique en France de l'executive order du président Carter a pelent » les avoirs traniens, publié dans la Gazette du Palais, numéro du 16-18 décembre 1979.

(3) Extraits de la conférence prononcée par M. René Larre, directeur général de la Banque des réplements internationaux (B.R.L) et publiée dans le numéro de mars 1980 de la revue Banque.

(4) Il est intéressant de noter que le Ponds monétaire international, dont c'est officiellement la mission, n'a financé avec ses resources propres que 3 % de ces mémes déficits (cf. la conférence de M. Larre cités ci-dessus).

(5) Article VIII section 2 a : « Aucun membre n'imposera, sans l'approbation du Fonds, de restriction sur les paiements et transferts afférant à des transactions internationales courantes. »

(6) Article VIII section 2 b : « Les contrats de change, qui mettent en jeu la monate d'un membre et cui sont sont en pur sont en pur sont en present de change, qui mettent en jeu la monate d'un membre et cui sont sont en se les contrats de change, qui mettent en jeu la monate d'un membre et cui sont sont en les pares de la contrate de change, qui mettent en jeu la monate d'un membre et cui sont sont en les pares de la contrate de change, qui mettent en jeu la monate d'un membre et cui sont en les pares de la contrate de la contrate de change, qui mettent en jeu la monate d'un membre et cui sont en la contrate de la contrate de change, qui mettent en jeu la monate d'un membre et cui sont en la contrate de la contrate de la contrate de la contrate

contraits de change, qui mettent en jeu la monnais d'un membre et qui sont contraires aux réglementations de contrôle des changes que ce membre maintient en vigueur, ou qu'il a introduites en confor-

LEMONDE diplomatique



Présente chaque mois la vision la plus complète sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger. C'est le complément indispensable du quotidien pour tous ceux qui, par leurs fonctions ou par intérêt, s'attachent à mieux connaître ce qui se passe dans le monde.

vous ne paierez que 75 F et en plus nous vous offrons

en cadeau l'an de nos récents numéros

(OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31-10-1980)

LE MONDE diplomatique

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde iplomatique et vous ¡oins la me de 75 F (étranger : 101 F)

PRENOM ADRESSE

VILLE .

CODE POSTAL ...

us Crise.

305, novembre 1979. — La guerre des connés.

306, décembre 1979. — L'Implosion du social.

310, janvier 1980. — Nicaragua. Le sandinisme tace au poide des choses.

311, tévrer 1980. — L'Industrialisation du liers-mande.

□ 305, aoûr 1979. — Réfuglés du llers-monde. □ 306, saptembre 1079. — L'Espagna de demain. □ 307, octobre 1979. — Une culture pour gérer

□ 312, mars 1960. — La Vietnam exsangue, □ 313, avril 1960. — La accidió syrietne contre ☐ 314, mai 1980. — Les Sant écopon

Vous pouvez, si vous le nonhaites, com plus de voire numéro cadesu, ti'autr il suffit que vous rajouties à voire s somme de T F par casamplaire demandé

Je choisis en cadeau le n° ... Je commande les nº ...

Faites le total de votre commande et envoyez-nous voiré réglement à : · · LE MONDE, service Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Codex 09.

tions exacerbées

that they for a single

of select many to

Stone one inchite to good took

Statemen gener Statemen gener Statemen gener Statemen general

go 1974 and the same of the sa

Compared the

100 mg 10

101 750 that many

The same of the sa

2 ... 22.

..... beigi gfa The project &

laterges extends totals. Assures or translations of the 6 mars 1998. or warms of expressions Miller Supplement, but seems d'une the street, or the factor of the control of the con

the a court to progre

to forefulle des

to the substitute of

THE IS THE A

Comments & March grad to so estaged

dest, aucht is ofester tenate: 4-sit distort t Paus desi, te, test-

· 20 mar. PROPERTY . . . 4 . A O -

جنجه جنبه of section in

dante et la filiale d'une banque étran-gère installée en France. L'une et l'autre sont soumises, en principe, à la seule législation bancaire française. Or la principale obligation que cette législation impose aux banques est de restituer sans délai aux déposants qui le demandent — sauf engagements contractuels contraires (dépôts à terme) - les fonds qui lui sont confiés. « L'obligation de restituer les (...) être paralysée par une réglementation d'exception d'origine américaine. (...) La non-restitution, même limitée aux avoirs officiels trantens, (...) est une mesure très grave, de nature à ébranler singulièrement la confiance de tous les opérateurs du marché français et à provoquer une

ment comme à l'usage, en passant par la Réserve fédérale ou le clearing de New-York. « La pratique bancaire, nous a déclaré Me Dubarry, est la suivante : si un client installé à Sin-

moneraire, l'avocat a d'abord rejete l'accusation qui ferait de la City Bank-Paris un « sujet américain » obéissant à une loi d'exception adoptée par la Maison Blanche. Pour lui, la fillale est effectivement soumise au seul droit français. Elle ne refuse pas de metitiner les députs. Simplement de restituer les dépôts. Simplement, elle entend effectuer ce remboursegapour, par exemple, exécute une vente ou un achat libellé en francs français, sa transaction se traduira obligatoirement par un mouvement de francs à Paris. > La City Bank-Paris ne s'estime pas concernée si les fonds iraniens,

esptième siècle, à la c départemen-talisation ». L'auteur, ancien colla-borateur de l'Emmanité, rappelle sussi des sneedotes significatives de la vie locale. (Editions PHarmattan, Paris, 1979, 250 pages.)

ATLAS DU NIGEE: huitième de la collection des Atlas Jenna Afrique, cet ouvrage, consecré au Niger, en présente de façon pédagogique la géographie physique, humaine et économique au fil de chapitres spécialisés où cartes et graphiques illustrent les données essentielles. (Editions Jeuns Afrique, Paris, 1968, 64 pages.)

1988, 64 pages.)

THE UNITED STATES AND WORLD DEVELOPMENT, AGENDA 1979: le Comité pour le développement coursemer (Oversess Development Council), groupe de réflexion indépendant, critique les insuffissances de la politique américalne et plade en faveur de réformes qui rendroceraient le solidanté Nord-Sud. Nombreuses statistiques récentes sur l'économie, l'alimentation, les matières premières, l'énergie, le commerce, les dépenses d'armement et les flux financists dans le monde. (Oversess Development Council, 1717 Massachusetts Avenue, New-York, D.C. 2003. - 1979, 285 pages. 5,35 dellars.)

L'EUROPPE AUJOURD'HUI : STAT DE

BIBLIOGRAPHIE

légitime perte de confiance dans la

sécurité et la crédibilité des banques

- LE SECTEUR MULTINATIONAL AU ZAIRE, par Jean-Claude Williams : avant de présenter la fiche d'identité et l'activité des principales sociétés multinationales opérant dans le pays, l'auteur met en évidence l'effacement du capitalisme belga devant le capital international qui contribue désormais su maintien de l'extraversion économique. (Cahiers de CEDAF, n° 1, 1936, 66 pages. Centre d'études et de documentation africaines, 7, place Royale, 1886 Bruxelles.)
- MOZAMBIQUE, DE LA COLONISA-TION PORTUGAISE A LA LIBERA-TION NATIONALE: à l'occasion du divième anniversaire de son assausi-nat, ce livre rassemble des texten importants d'Éduardo Mondiane, fon-dateur et président du Freilmo jusqu'à sa mort en 1969. Ils marquent les étapes de la lutte de décoloni-sation et l'évolution politique du mouvement. (Editions l'Harmattan, Paris, 1979, 253 pages.)
- · HISTOIRE DE L'ILE DE LA REUNION. par Marcel Leguen. — Comme l'Indique le titre, il s'agit d'une sorte de manuel retraçant l'histoire de la Réunion et de ses rapports avec la France, depuis son pramier peuplement au dix-

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacuses Sauvagest.





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. ission paritaire des journaus

at mublications : nº 57438

L'EUROPE AUJOURD'HUI : STAT DE L'INTEGRATION EUROPEENNE 1979 : cinquieme édition du répertoire des institutions et des actes juridiques de la Communauté européenne qui dresse un tableau de la législation commu-nautaire. Aux robriques habituelles s'ajoute un nouveau chapitre consacré aux relations de la C.E.E. avec les pays tigns et associés. (Office des publica-tions officielles des Communautés euro-péennes, E.P. 1883, Luxembourg.)

LES ECONOMIES SOCIALISTES SOVIE-

LES ECONOMIES SOCIALISTES SOVIE-TIQUE ET EUROPEENNES, par Marie Lavigne : troisième édition, antière-ment mise à jour, d'une étude détaillée de l'organisation et du fonctionnement des économies des pays de l'Est, et de leurs liens avec le marché interna-tional. (Editions Armand Colin, coll. « U z, Paris, 1979, 497 pages.)

_ .._. v · ·

	Planton to Oppose have
-	
i> du di	ers-mon
	Market day of the
White Minter to have a	After teles
	and the
	p (t) 1
-	raigue)
	gan take take gje pak
	Mark Comments
	Marie 1
	Applie P
	processo -
	and an artist of
The same of the sa	ا منازان و المنازان و
- 	
	P. parks
	Marie and a second
	F digues :
	designation of the
	ine angelen.
	STATEMENT TO THE PERSON OF THE
	in juli-e.
	Cartes in
	i diam.
	22.4
314	September 1
	Annual Control of the
⊋ 34 €	
	9
	.•
	* .
	Control of the Contro
The second second	

Les mésaventures d'une entreprise de maraîchage au Sénégal

I liquidant le 3 septembre 1979
la société BUD, spécialiste du
maraîchage industriel, le Sénégal abandonnais, au moins provisoirement, l'ambition de se hisser au premier rang des exportateurs de produit agricoles de contre-saison. Audelà de cet épiec du produptione et du savoir-faire technologique importé, l'affaire met en lumière certaines contradictions dans la mainnise des multinationales agro-alimentaires sur

l'Afrique. La stratégie vise à implanter en Afrique la culture de légumes consomarrigue at currer de legames consum-més en Europe, au moindre risque pour des importateurs qui ne cher-chent que la baisse des prix par la diversification des producteurs L'his-toire de BUD et sa faillite sont exem-

toire de BUD et sa faillite sont exem-plaires à cet égard, Trois étapes ont marqué le dérou-lement de l'entreprise : 1971-1976 : Implantation bâclée d'une entreprise mivée de marai-chage industriel ; 1976-1979 : « Sénégalisation » et ef-forts de l'Etat pour sauver la culture industrielle :

industrielle;
Depuis septembre 1979 : retour à l'exploitation paysanne traditionnelle. Quand, en 1971, la société O.P.S.A., filiale hollandaise de la société BUD californienne, propose l'installation dans le Cap-Vert d'une plantation de contre-eaison, l'idée paraît d'autant plus séduisante que les succès d'Israël, de l'Afrique du Sud ou du Kenya dans ce domaine attestent la croissance de la demande du marché européen. Les promoteurs offrent la garantie de la maîtrise et de l'expérience des techniques culturales les plus sophistiquées. Une société est donc constituée en 1972, qui prend le nom de BUD-Bao-bab, avec l'apport de capitaux hollan-dais, américains, ouest-allemands et une participation importante, mais minoritaire, de l'Etat sénégalais (48 %). Après un an d'études sur la petite station de recherche de Schikotane, autour de l'ancienne école William-Ponty, la société jette son dévolu sur 800 hectares de terres du Can-Vert qui detent Cap-Vert qui doivent progressivement être mises en culture. Le proximité de etre mises en culture. La proximité de Dakar permet de réduire le coût du transport; l'Etat procède à l'expropriation des villageois et la société est exomérée d'impôt sur les profits et de droits de douene pour dix ans. La paix sociale est garantie: en janvier 1978, une grève spontanée des tâcherons et des journaliers sera brisée par l'armée evec l'exprobation du syndicat maison. L'exploitation peut dès lors com-

C ERTAINES sont inhérentes à l'exportation de légumes de contre-saison en provenance d'Afrique : il ne suffit pas de produire haricots, tomates, poivrons et melons entre décembre et mai ; encore faut-il les transporter jusqu'aux marchés euro-péens et les y vendre. Transport et commercialisation sont dominés par des entreprises jouissant d'un mono-pole de fait.

mencer et les difficultés s'amonceler

Calendrier des fêtes nationales

14-30 SEPTEMBRE 1 LIBYE
2 REP. SOCIAL.
DU VIETNAM
J SAINT-MARIN
3 QATAR
5 SWAZILAND
7 RRESU. Fête nationale

23 ARABIE

TREP. SOCIAL.

DU VIETNAM

3 SAINT-MARIN

3 QATAR

6 SWAZILAND

7 BRESIL

9 BULGARIE

12 ETHIOPIE

12 ETHIOPIE

13 EL SALVADOR

15 HONDURAS

15 HONDURAS

15 MICARAGUA

15 MEXIQUE

18 CHULI

18 CHULI

22 MALI

23 ARABIE

Fête hationale

Fête nationale

Fête nationale

Fête nationale

Fête de l'indépend.

Fête de l'indépend. 23 ARABIE SAOUDITE 26 REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN 30 BOTSWANA Fête nationale

Le 20 septembre 1979, était officiellement annoncés la liquidation de la société de maralchage industriel BUD-Sénégal. Fondée en 1972, elle employait en saison trois mille travailleurs et l'on estimait à dix-huit mille le nombre des personnes vivant de leurs salaires. Cette faillite apportait

Melons et haricots ne supportent pas un long voyage et doivent être transportés par avion. Air Afrique, au sein de laquelle les transporteurs français U.T.A. et la Société pour le développement du transport aérien en Afrique (SODETRAF) jouent un rôle essentiel, détient pratiquement l'ex-clusivité du fret sur Dakar, L'aug-mentation du tounage à destination

cusivité du l'et sur Dasar. L'aug-mentation du tonnage à destination de l'Europe n'étant pas accompagnée d'un accroissement équivalent dans le sens Nord-Sud, le prix du fret de-meure assez élevé. Les espoirs que mettait BUD dans un arbitrage fa-vorable de l'Etat sénégalais, égale-ment actionnaire d'Air Afrique, n'aboutiront ou'à retarder la conclu-

n'aboutiront qu'à retarder la conclusion de négociations pendant les-quelles un fort pourcentage de légumes est perdu (1).

Tomates et poivrons, en revanche, doivent être acheminés par mer car

doivent etre achemines par mer car leur prix de vente en Europe ne rem-bourse pas le coût du transport aérien. Là aussi, la compagnie maritime Fa-bre dispose d'une attuation privilégiée grâce à ses bananiers retour de Côte-d'Ivoire, Mals l'escale de Dakar ne représente qu'un appoint pour l'ar-mateur et elle n'est pas toujours respectée. Si les denrées n'en pâtissent pas trop, grâce aux installations fri-

pas trop, grace aux installations fri-gorifiques du port, la régularité de l'approvisionnement des marchés en-

l'approvisionement des marchés européens ne peut être assurée dans de
telles conditions. Le transport en
arrive ainsi à représenter près de
40 % du coût de production des légumes. Ce pourcentage élevé est largement imputable à des entreprises
etrangères et multinationales où dominent les intèrèts français.

Santagent de la comment les intères français.

S'agissant de la commercialisation, les importateurs de la Communauté européenne se sont regroupés en un Comité de liaison des fruits tropicaux

comité de liaison des fruits tropicaux et légumes de contre-saison originaires des pays A.C.P. (Coleacp) qui siège à Bruxelles et se trouve surtout implanté aux halles de Rungis, en Franca. La totalité des ventes se fait cà la commission », c'est-à-dire que le producteur supporte seul les consequences des fluctuations des cours sur le marché et les risques de détérioration de la marchandise pendant le transport : ne sont payées que les

le transport : ne sont payées que les denrées arrivées à destination en bon

état. Les commissions et courtages, très variables, dépassent largement les 8 % couramment admis en Europe occidentale: pour la campagne 1973-1974, ils s'élevaient à près de 20 % du produit de la vente (2).

A ces problèmes presque « classiques », s'ajoutent dans le cas de BUD les difficultés spécifiques provoquées par les erreurs de ses promoteurs. Au dire même des experts chargés en avril 1978 de diagnostiquer le mai dont souffrait l'entreprise, « les fondateurs de la BUD ont cru pouvoir transposes en Com-Vert des

pouvoir transposer au Cap-Vert des méthodes culturales américaines mal

(1) Pour plus de 300 millions de francs C.F.A. en 1978 (1 F C.F.A. = 2 centimes français). Air Afrique s'est pourtant fait une spécialité de ces transports de légumes qui représentent environ 25 % de son frei.

(2) 266 millions de francs C.F.A. pour un total de ventes à l'exportation de 1174 millions de francs C.F.A. (3) Mission diagnastique, avril 1978, effectuée par MM. de Haan, de 16 Chapelle, Le Gall (Document BUD).

(4) Société financière internationale (S.F.L.) : 14 %; F.M.O., société néeriandaise et promotrice du projet : 10 %; Société internationale financière pour les investissements et le développement en Afrique (S.F.F.D.A.) : 0.F.S.A., société néeriandaise et promotrice du projet : 10 %; Société internationale financière pour les investissements et le développement en Afrique (S.F.F.D.A.) : 0.F.S.A. société service (5) ONCAD : Office national de coopération et d'assistancs au développement, organisme public sénégalais chargée de la culture arachidière.

(6) Le Soleil, Dakar, 20 septembre 1979,

dans la tiers-monde, les opérations d'investissement agricole à grand spectocle qui prétendent brûler les étapes du progrès technique et auxquelles le zom de la Banque mondiale

Per CHRISTOPHE BATSCH

assimilées, et cela dans un contexte complètement différent, d'où l'obtentables > (3).

La seule eau disponible, trop chargée en sel, ne permet pas l'application de la très moderne technique de goutte-à-goutte retenue pour l'irrigation. Les achats de matériel sont menés de façon incohérente, au grédes démarches effectuées par les fournisseurs : l'entreprise possède un par de tracteurs et de machines fournisseurs: l'entreprise possède un parc de tracteurs et de machines agricoles d'une demi-doussine de mar-ques différentes dont certaines n'ont iéme pas de service après-vente à

Confrontée à une chute régulière des rendements, la direction de BUD se lance dans une fuite en avant dont les effets catastrophiques ne tardent les effets catastrophiques ne tardent pas à se faire sentir : pour maintenir les tonnages, les surfaces cultivées sont étendues au fur et à mesure que diminuent les rendements. Mais la quantité d'eau disponible reste limitée et le principal effet de cette extension est de réquire les possibilités d'irrigation sur l'ensemble de la plantation. Si l'espoir d'obtenir de meilleurs résultats epparaît dérisoire dans ces conditions, il reste que cette politique intétions, il reste que cette politique inté-grait davantage de terres au projet agro-industriel de BUD. D'autant que, des 1972, l'entreprise s'est orientée vers l'a encadrement » des paysans du Cap-Vert avoisinant, les incitant, avec l'aide de l'Etat, à développer les cultu-res maraichères.

L'objectif était de réduire progressi-vement la part de la plantation, ap-pelée « régie », dans les exportations de légumes, au profit d'une production directe des paysans sous le contrôle de BUD. Le régime, dans est esprit, aurait conservé un rôle d'expérimen-tation et de modèle. En 1978, un tiers déjà de la production était assurée par les paysans des nyayes sur des parcelles moyennes d'un demi à un hectare. Quatorse « centres d'encadre-ment » de l'enfreprise étaient chargés ment » de l'entreprise étalent charges de fournir les semences, l'apput technique et phytosanitaire ; ils achetaient la récoite au prix fixé en début de campagne et assuraient le ramassage et le transport des légumes régie pour le conditionnement.

EN 1976, l'accumulation des difficultés et l'incohérence de la gestion aboutissent à un déricit de 700 millions de france C.F.A. du fonds de roulement de l'entreprise et provode roulement de l'entreprise et provo-quent une première crise. Les action-naires privés de BUD refusent d'en-gager de nouveaux capitaux. L'Etat sénégalais, lui, ne peut se résoudre à perdre le bénéfice de plusieurs années d'efforts et du bouleversement social qu'il a décienché. Il reprend l'entre-prise à son compte : c'est la « sénéga-lisation ». L'Etat 'détient désormais 61 % des actions le reste étant réparid 61 % des actions, le reste étant réparti entre quatre participants étrangers (4).

Le nouveau patron de l'entreprise qui prend le nom de BUD-Sénégal, est M. Estor Diop, ancien directeur de l'ONCAD (5) devenu un important exploitant agricola. Quand, à l'heure de la faillite, il se verra accusé par les syndicats d'avoir détourné l'enfreprise à des fins personnelles, il répondra être resté à BUD-Sénégal « plus pour des considérations civiques que matérielles » en rappelant que, « au minimum, ce que lui rapports sa propre ferme d'une cinquantaine d'hectares oaut cinq fois au moins ce que lui donné BUD-Sénégal » (6).

Pendant trois ans, l'effort considérable de l'Etst, qui investit 2 milliards de francs C.F.A. pour renouveler le matériel, permet de hisser le Sénégal au premier rang des pays d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique (A.C.P.) exportateurs de légumes de contre-saison. Malgré la persistance des difficultés héritées de l'ancienne direction, ces exportations laissent ainsi un solde positif de 502 millions de francs C.F.A. en 1978. Les frais de courtage diminuent, la clientèle est de francs C.F.A. en 1978. Les frans de courtage diminuent, la clientèle est diversifiée, les excédents non calibrés sont revendus aux bana-bana (petits commerçants ambulants) de Datar et de ses environs : ce trafic marginal atteint pourtant un chiffre d'affaires de 123 millions de francs C.F.A.

Néanmoins, BUD-Sénégal ne par-vient jamais à équilibrer ses comptes et, plutôt que de continuer à financer un déficit permanent, l'Estat se résoud à la faillite le 3 septembre 1979.

On est fondé à s'interroger sur le sens d'une opération annoncée comme implantation d'une agriculture moimplantation d'une agriculture mo-derne, forte consommairlee d'intrants, mais à haute rentabilité : elle n'aura abouti, en fait, qu'à conforter, pour les cultivateurs non maraichers du Cap-Vert, le vieux modèle de l'exploita-tion arachidière dans lequel les ris-ques resteut à la charge du paysan, tandis que les entreprises de transport et de commercialisation se partagent les profits. Que l'Etat sénégalais ait largement contribué à financer cette évolution n'est pas le moindre para-doze.

«Modernisme» et réalités locales

UR 425 hectares aux portes de Dakar, BUD avait installé une entreprise de cufture maraîchère de très grandes parcelles en culture pure, labours, semis, épandages d'engrals et traitements étalent effectués avec des tracteurs. Le main-d'œuvre temporaire embauchée pour les binages et les récoltes travalitait manuelle L'irrigation, pratiquée seion le procédé du « goutte à goutte », qui apporte par un réseau de canalisations fines l'eau au pied de chaque plante, était automatisée. Aux environs, les petits maraichers des nisyes - dépressions côtières fertiles — exploitent, en culture entièrement manuelle, des surfaces de quelques ares découpées en parcelles lilliputiennes.

BUD - Sénégal : cumulait plusieurs avantages pour la culture d'exporta-

a) La gratuité du sol : la « loi sur le domaine national », sous couleur de socialisme : « La terre à celui qui la travaille », faisait la part baile à ceux qui, comme la BUD, disposaient de moyens mécaniques puissants pour la travailler, et d'abord pour la défricher ; b) Le coût de la main-d'œuvre blen que nettement supérieur aux revenus monétaires des paysans sénéga-lais, il restait très inférieur à ceux des paysans européens. En 1974, dans la presse française, dans des placards publicitaires à en-tête du gouverne-ment sénégalais, le prix de l'heure de travall : 58 F C.F.A. pour un manœuvre, 149 F C.F.A. pour un ouvrier qualifié, figurait en bonne place parmi les arguments économiques destinés à

étrangers : c) L'avantage commercial de la culture de contre-seison, grâce à l'irri-gation : c'est l'hiver qu'on voyait sur es marchés parisiens des arrivages de haricots verts, tomates, meions, etc., omés de l'étiquette BUD :

attirer l'attention des investisseurs

d) l'engagement matériel et financier important de 1'Etzt sénégalais : l'ONCAD, entreprise d'Etat qui monopolise la commercialisation de l'ara-chide, détenuit 48 % du capital à la fondation de la société et 61 % en 1978 (1). Une partie des travaux d'infrastructure, notamment routière et d'irrigation, fut gratuits, BUD était par ailleurs bien placée administrativement pour son approvisionnement en cette ressource rare : l'eau d'irrigation ;

a) l'alde financière Internationale : sous la forme de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt du Fonds européen de développement (FED), de la Calsse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), comme de l'inévitable Banque mondiale, première source de capitaux extérieurs du Sénégal en matière d'agriculture et de production allmentaire (2) et qui y pratique, notamment par le canal de l'Association internationale de développement, des prêts sur cinquante différé sur dix ans.

Lorsque, en 1978, le comité régional de développement de Diourbel, aiégeant sous la présidence du premier ministre et consacré à l'exécution du V^e plan, décide la réalisation du Par CLAUDE REBOUL*

Il est estimé qu'« un aménagement en particulier fait figure de modèle, ceiul de BUD-Sénégai, qui parvient exporter de très importantes quan-tités de légumes vers la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas (3) -.

La faillite de BUD-Sénégal met en lumière certains facteurs qui jouèrent également dans l'échec de précéculture industrielle au Sénégel :

a) Au premier rang l'insuffisante maîtrise du milleu physique. Une certaine foi dévoyée dans la technique moderne » conduit trop souvent à oublier que l'agriculture resie, dans une large meaure, un art de la localité, qui ne peut faire l'écono pour réussir, de longues périodes d'abservation et d'expérimentation. On n'installe pas une exploitation agricole comme on installe une usine « cié en main ». Mals la répétition à lon-

souvent dénoncées par René

Dumont, conduit naturellement à se demander à qui la faute profite. Il n'est pas douteux que la non-rentaantiphrase ?) de « développement » ne signifie pas qu'il n'y ait su des phases intermédiaires rentables pour les entracrises extérieures concerne Le problème n'ast pas particulier au

Cette insufficante maltrise s'est mantfestée notamment dans la lutte phytosanitaire. La politique de traitements préventife massifs, qui fut très tôt mise en œuvre, si elle est rentable à court terme, recelait un grand risque : celui d'entraîner la multiplication des insectes résistants au point de rendre en cing ou dix ens toute culture impossible. Il n'était pas sûr alors que le terrain puisse être réoccupé par la savane à baobaba préexistante dès lors, le sol livré sans défense sux pluies et au solell des tropiques aurait tôt fait d'être ruiné. Est-ca que la conscience du péril incitait les dirigeants de l'entreprise à une politique d'amortissement rapide des installations, dans laquelle les traitements massifs jouaient leur

Des difficultés croissantes

ON retrouve là une variante de l'exploitation minière des sols en parfaite contradiction avec la = lol sur le domaine national », si commode dans ce cas pour obtenir le droitl'exercice de celui-ci è une « protection efficace des blens agraires de toute nature = et prévoit la désaffectation « pour insuffisance de mise en valeur ou mauvais entretien = (5).

b) La production atlait connaître des problèmes plus immédiats avec les irrégularités de l'approvisionnement en eau. Dans une région où la population est particulièrement dense et en rapide augmentation, l'Installation de BUD constituait un véritable défi besoins en eau des habitants.

L'approvisionnement local rencontrait des difficultés croissantes dont BUD eut inévitablement sa part.

c) En raison de ces difficultés techniques de production, sur lesquelles se greffaient des difficultés de transport et de commercialisation, les charges d'exploitation et notamment de main-d'œuvre devalent peser particulièrement lourd sur les coûts de production, comparativement aux petites exploitations maralchères. En février 1974, un sarcieur gagnait 3 300 à 3 500 F C.F.A, par semaine, soit 70 F C.F.A. par heure; un trieur de polyrons : 50 F C.F.A. par heure. Le salaire d'une cuellieuse de haricots verts, payée à la têche, équivalait en moyenne à 35 F C.F.A. par heure. Le durée totale de la campagne s'étalait sur six à eapt mois. Mais les ouvriers salsonniers des niayes, embauchés pour les récoltes d'octobre à décembre, recevaient 3 000 F C.F.A.

Obertheur à l'institut national de la recherche agranomique, station d'économie et de sociologie rurales, Paris.

par mois, et un repas par jour, soit environ deux à quatre fois moins que les salaires précédents. On peut se demander une fois de plus si les responsables de la politique de développement agricole seuront tirer les leçons de cet échec. Deux mois plus tard était posés la première pierre du barrage de Diama, sur le delta du fleuve, dans une région où la faible densité d'habitants rend nécessaire l'appel à une main-d'œuvre extérieure pour développer une agriculture que la lourdeur des eols oblige par allieurs è motoriser, au moins partiellement.

La construction du barrage s'inscrit dans le projet de mise en valeur de la vallée du fleuve Sénégal, commun aux Etats riverains : Sénégal, Mauritanie et Mail, et qui comprend la construction simultanée d'un deuxième grand barrage au Mali, à Manantail (6). La Banque mondiale et différents pays, dont la France, participent au financement d'une opération qui prévoit une surface irriguée de plus de trois cent mille hectares. Une réalisation d'une telle ampleur constitue inévitablement une expérimentation dont on sait bien que les résultats économiques et eo-. ciaux, comme les conséquences écologiques, sont pour une large part dangerausement impréviaibles.

(1) Cette évolution témolgnait-alle des difficultés de rentabiliser le espitul entagé ? Marchés tropleaux et méditerranéens. n° 1768, 1978;
(2) Marchés tropleaux et méditerranéens, n° 1769, 5 octobre 1978.
(3) Marchés tropleaux et méditerranéens, n° 1728, 8 décembre 1978.
(4) Répoul C., 2 Sénégal. Le développement contra les paysans ? » detuel développement, n° 12, maranéent 1976. actual depeloppement, nº 12, mara-avril 1976. (5) Déuret nº 64-573 du 30 juillet 1964, J.O. du 23 août 1964. (6) CL à ce propos l'article de Claude Melliamour, e 700 000 paysons de la vallée du Sénégal. », le Monde diplo-matique, mai 1880.

Afrique

PHEN HA

La CX Prestige est une Berline dont les solutions techniques et le confort sont les plus avancés acusellement suspension hydropneumatique, direction assistée à rappel neservi, tenne de route légendaire des grandes Citroën. La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline racée, elle sait aussi se renir dans le monde. Le Département des Relations Internationales de Cittoen Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

Une Berline d'exception.

CITROEN CHAMP DE MARS FILIALE DE SA. CITROËN 6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Télex TT Citro 204.833 F - Tél.:567.55.62 Market S.

Part . Tar

take to

Merch &

making or 4mm A.f. .-

diesera. .

et réalités locales

Carre

Pretoria face à l'échéance namibienne

DEPUIS l'écrasante victoire des nationalistes noirs au Zim-babwe, la Namibie est deverue le principal champ d'essai de la résis-tance à la domination blanche en Afrique sustrale.

Afrique sustrale.

La décolonisation du territoire se fait directement sous la houlette de l'Afrique du Sud (1), qui a au moins deux bonnes raisons de contrôler son évolution politique : d'une part, c'est pour le gouvernement Botha la dernière chance qui s'offre à lui pour éviter l'encerclement complet de l'Afrique du Sud par des régimes voisins « radicaux », arrivés au pouvoir par la lutte année ; d'autre part, il lui faut à tout prix contrôler les conditions de l'accession à l'indépendance en raison des répercussions directes qu'elles pourront avoir, à l'intérieur de l'Afrique du Sud, sur la lutte de la majorité noire contre l'apartheid.

Dans les négociations avec les la majorité noire contre l'apartheid.

Dans les négociations avec les
Nations unles et les cinq membres du
« grotipe de contact » occidental —
Etats-Unis. Canada, Grande-Bretagne,
France et République fédérale d'Allemagne, — Pretoria a agi avec une
prudence extrême. Ces négociations
sont censées aboutir à l'organisation
d'élections sous le contrôle de la communauté internationale, en vue de
l'accession à l'indépendance de la
Namible. En fait, le gouvernement
Botha a choisi de mener une politique
à double face. Tout en voulant domer
l'impression qu'il prend sérieusement
en considération les propositions des
Nations unies en vue des élections,
telles que les définit la résolution 435
(1978) du Conseil de sécurité, il s'est
arrange pour gagner du temps et arrange pour gagner du temps et mettre en place un cadre institution-nel qui se prête à une éventuelle déclaration miliatérale d'indépendance.

pour porter à cinquante mille hommes environ les effectifs de l'armée envoyés dans le territoire et pour favorisar l'émergence de nouvelles favorisar l'emergence de nouvelles forces politiques — sinon les créer directement, — qui pourraient offrir une solution de rechange «démocratique» au mouvement de libération de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (South West African People's Organisation, SWAPO).

Ouest africain (South West African People's Organisation, SWAPO).

Dans ces mancauvres contre la SWAPO, la première place revient à l'Aliance démocratique de Turnhalle (Democratic Turnhalle Aliance, D.T.A.) que dirige le fermier blanc Dirk Modge. Rassemblant dans une fragile coalition des organisations noires fondées sur l'appartenance tribale et des Blancs « modérés ». la D.T.A. rappelle, par blen des côtés, l'association malhémeuse qui avait réuni au Zimbabwe les partisans de l'archevêque Abel Muzorewa et ceux du chef sécessionniste blanc Ian Smith. Malgré un soutien considérable de la part des milieux officiels sudairicains, la D.T.A. n'est pas parvenue à susciter une adhésion massive de la population noire, n' à trouver le moindre crédit sur le plan international. Ia SWAPO étant le plus solidément implantée dans le Nord, en territoire ovambo où vit la majorité de la population, d'autres tentatives ont été faites pour diviser les nationalistes en exploitant les différences tribales. En particulier, on s'est efforcé de favoriser une union entre le Front national nambien, groupement de petit es formations politiques régionales et nécocioniales, avec la SWAPO-D, aile sécessionniste de la SWAPO-D, aile sécessionniste aujourd'hui discrédité.

Nouvelles manœuvres dilatoires

A PRES trois années d'intenses négociations, l'équipe des Nations unies semble avoir perdu patience. La dernière série de discussions remonte au printemps dernier : un fonctionnaire de l'ONU fit alors remarquer que le moment était venu de contater que l'on avait « ératies remarquer que le moment était venu de constater que l'on avait « épuisé les ressources du processus de clarification » (2). Le groupe de contact occidental quant à lui, a systèmatiquement cherché, sous l'égide de Washington, à faire obstacle à l'imposition de sanctions qui obligeralent le gouvernement sud-africain à se conformer aux décisions des Nations unles. Leurs représentants ont fait valoir que ces mesures auvaient surtout pour effet de compliquer ancore davantage la recherche d'un règlement négocié : telle fut la thèse défendue, en particulier, par M. Donald McHenry, nouvel ambassadeur des Réats-Unis à l'ONU, sans cependant convaincre beaucoup de monde. La principale préoccupation des Occidenteux dans cette affaire est d'empêcher que ne se développe en Afrique australe une crise majeure qui permettrait à l'Onion soviétique d'y gagner encore de l'influence; tout en préservant, évidenment, leurs approvisionnements en matières premières, uranium namibien au premier def.

Il a mis également ce délai à profit

En juliet 1978, on put croire un moment que la plupart des obstacles à un règlement sous l'égide de l'ONU avaient été levés. Subitement, cependant, l'Afrique du Sud se retira des négociations et prétendit, dans

de nouvelles manosuvres dilatoires, que la présence de sept mille cinq cents soldats de l'ONU pour contrôler le cessez-le-feu et le déroulement des élections représenteraient une force beaucoup trop importante. Par la suite, elle affirma aussi que les Nations unies favorisaient la SWAPO en la reconnaissant comme la seule organisation représentative du peuple namblen, et demanda alors un statut égal pour les parils prostidairicains de Namible, telle la D.T.A. Pretoria tenta aussi de dresser les Esats de « première ligne » contre les Nations unies et demanda que l'UNITA de M. Jonas Savimbi (3) soit partie aux négociations. La SWAPO, pour ce qui la concerne, devait renoncer par tactique à exiger des bases en Namible durant la période transitoire tout en acceptant le principe d'une zone démilitarisée de 80 kilomètres environ le long de la frontière séparant la Namible de l'Angola et de la Zamble.

Depuis 1978. la guerre d'usure entre les guérilleros de la SWAPO et les forces armées sud-africaines a pris de l'intensité. l'organisation nationaliste, que dirige M. Sam Nujoma, ayant désormais accordé la priorité à la lutte armée — sans négliger pour autant la diplomatie. Dans le nord de la Namible, ses attaques militaires et ses activités politiques ont uris de l'ampleur, s'étendant peu ont pris de l'ampleur, s'étendant peu à peu à la région centrale où sont visés des voies de communication, des objectifs économiques et des fermes appartenant à des Blancs (4).

Par HOWARD SCHISSEL

Devant la détérioration de la situa-tion militaire et l'augmentation (dif-ficilement acceptable) des pertes dans ses rangs, l'Afrique du Sud s'est lenoée dans des attaques puni-tives contre les bases de la SWAPO au sud de l'Angola, dans un effort désespéré pour résoudre par la force des armes un problème assentielle-ment politique.

ment politique.

Sur le pian institutionnel, Pretorie organisa en décembre 1978 des
élections internes (boycottées par
l'opposition nationaliste) pour désigner une Assembléc constituante qui
céda la pisoe au milieu de 1979 à
une Assemblée nationale do tée
de pouvoirs législatifs limités. Ayant,
comme prévu, emporté la majorité
des sièges, la D.T.A. forma un gouvernement qui neut de Pretoria, en
mai 1980, de vastes pouvoirs exécutifs. A l'instar du bref gouvernemai 1980, de vastes pouvoirs exécutifs. A l'instar du pref gouvernement du premier ministre Muzorewa au Zimbabwe, ce gouvernement dominé par la D.T.A. a'est efforcé de modifier superficiellement la législation d'apartheid. Cependant, à défaut de véritables réformes et devant l'intensification de la guerre. l'impuissance de la D.T.A. est manifeste. pour la majorité des Namibiens. Pen d'observateurs doutent que, ai des élections libres et justes avaient lieu, ce serait la SWAPO qui emporterait la majorité absolue, comme il advint au Zimbabwe pour le parti de M. Mugabe.

Le présence coloniale sud-africaine maintient les un million trois cent mille Noirs de Namible dans une situation de pauvreté massive et d'exploitation. Comme toute écono-mie de type colonial classique, la Namible produit ce qu'elle ne consomme pas, et consomme ce qu'elle ne produit pas. L'activité écoconsomme pas, et consomme ce qu'elle ne produit pas. L'activité économique est presque totalement orientée vers l'extérieur, le poisson, le bétail et les minerais représentant 99 % des exportations. Le plus grosse partie du poisson est envoyée en Afrique du Sud et en Occident, tandis que le bétail, à plus de 90 %, est exporté à l'étranger (5). Quelque six mille fermiers blancs se partagent les meilleures terres, affectées à l'élevage, tandis que la population noire est cantonnée dans des réserves tribales de style bantoustans sud-africains, réserves surpeuplées et privées des moyens de développement qui leur permettraient de faire vivre leurs habitants. Dès lors, les Namibiens sont obligés d'aller vendre leur force de travail soit dans les mines ou sur les installations agro-industrielles des Blancs à l'intérieur de leur propre pays, soit en Afrique du Sud où lis vont rejoindre la masse des travalleurs immigrès venus des autres Et at sus voisins pour alimenter en maind'œuvre bon marché l'économie sud-africaine.

sud-africaine.

La Namible regorgeant de richesses minières, c'est dans ce secteur que le pillage des ressources naturelles est le plus manifeste. Par exemple, la société Consolidated Diamond Mines, contrôlée par des intérêts sud-africains, a le monopole de l'exploitation des gisements de diamant les plus riches du monde. le long de la côte méridionale de la Namible; et Tsumeb Corporation, principalement détenue par des intérêts américains, exploite quatre mines produisant du zinc, du plomb, du

culvre et du cadmium (6). La mine de Rossing, dont l'équipement a suscité un effort particulièrement spectaculaire ces dernières années, fournit maintenant 5 % environ de l'uranium produit dans le monde (7). Maigré les exhortations répétées des Nations unies, les investissements des sociétées multinationales dans les activités minières se sont fortement accrus cette dernière décennie : les investisseurs sont particulièrement intéressées par le taux élevé des profits et par la possibilité qui leur est offerte d'en rapatrier une part substantielle. Autant d'atouts qui permirent de renforcer la présence économique oocidentale et, du même

coup, de consolider la domination sud-africaine. Copendant, l'expansion minière a eu également pour effet de faire apparaître parmi les Africains une classe ouvrière dont la solidarité l'emporte désormais sur les divisions tribales — ce qui allait permettre à la SWAPO d'élargir son audience hors de son fief ovambo. Un journal britannique estimait ainsi récemment que « l'expérience vécue par des milliers de travailleurs namibiens, jetés dans les mines par le par des miniers de travalleurs nomi-biens, jetés dans les mines par le système du contrat de travail depuis deux générations, a affaibli les tiens tribaux. De sorte que la SWAPO pourrait emporter au moins 20 % des suffrages des non-ovambos » (8).

En attendant le nouveau président américain

CETTE écrasante présence des capitaux occidentaux et sudafricains dans les secteurs-clés de l'économie namibienne incite à se demander ce que pourrait faire, dans la phase immédiate de l'accession à l'indépendance, un gouvernement de la SWAPO installé à Windhoek. Aurait-il la possibilité de choisir une autre voie que celle du « pragmatisme » dans laquelle s'est engagé M. Mugabe au Zimbabwe? En Namibie aussi, les nouveaux dirigeants devront à la fois satisfaire les aspirations des populations noires qui veulent plus de terres et de mellieures conditions de vie, avec accès immédiat à l'éducation, au logement et au travail, tout en ménageant sux Blancs (9) des conditions qui leur permettent de rester en grand nombre pour faire fonctionner saus à-coups la machine économique. Il leur faudra aussi compter avec un autre atout diplomatique dont dispose Pretorie avec compter avec un autre atout diplo-matique dont dispose Pretoria avec sa revendication sur Walwis-Bay, seul port en eau profonde de Namibie, qu'elle considère comme partie intégrante du territoire sud-africain. Les négociations sur ce problème risquent alors d'être particulièrement ardues.

(1) Le mandat confié par la Société des nations à l'Afrique du Sud, en 1919, pour administrer l'ancienne colonie allemande du Sud-Ouest africain a été révoqué en 1966 par les Nations unies. Un Conseil de la Namibie s alors été institué, chargé d'administrer le territoire; cependant, Pretoria s'est toujours opposé à l'autorité internationale, et a maintenu depuis lors son occupation illégale du territoire.

(2) Southern Africa, New-York, juin 1980.

(3) UNITA: Union nationale pour la libération totale de l'Angole, dirigée par M. Jonas Savimbl. Ses guérilleros sont ravitailiés par l'Afrique du Sud à partir de la Namible. La fin de la présence sud-africaine dans ce territoire signifierait

ravitalités par l'Afrique du Sud à partir de la Namble. La fin de la présence sudatricaine dans ce territoire significratiévidemment la mort de ce mouvement,
dont la principale vocation consiste à
causer des difficultés au gouvernement
an gol ai a. Un retrait sud-africain de
Namble aurait aussi des conséquences
géopolitiques considérables : en particulier, avec son armée retranchée à 1 300 km
plus au sud, l'Afrique du Sud ne constituerait plus une menace militaire directe
pour l'Angola et la Zambie.

(4) Le Monde, 30 mai 1960.

(5) Sur le rôle de la France dans l'industrie du bétail en Namblie, voir le Journai de Genève. Is février 1980.

(6) Pour plus de précisions sur les intérêts occidentaux en Namble, voir le chapitre intitulé « Namble, voir le chapitre intitulé « Namble, voir le last
Colony » in C. Lanning et M. Mueller,
Africa Undermined, Penguin Booka, Londres, 1979.

(7) A la suite d'un avis de la Cour-

dres. 1979.

(7) A la suite d'un avis de la Cour internationale de justice en 1971, les Nations unies ont décidé d'annuier les

A la session de l'Assemblée géné-rale des Nations unies qui s'ouvre ce mois-ci à New-York, on s'attend rale des Nations unies qui s'ouvre ce mois-ci à New-York, on s'attend que de vives pressions s'exercent sur les Etats occidentaux pour leur faire accepter des sanctions contre l'Afrique du Sud. Décision qui se rait symbolique, certes, mais qui n'en témoignerait pas moins de l'isolement croissant du régime d'apartheid sur la scène internationale. Manifestement, le gouvernement Botha cherche toujours à gagner du temps, espérant qu'une victoire de M. Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis entrainerait un changement d'attitude de Washington dans la question de l'Afrique australe. De toute manière, quel que soit son choix — élections internes en Namibie ou acceptation du plan des Nations unies, — le gouvernement de Pretoria sait qu'il aura de plus en plus de mal à endiguer la marée du nationalisme noir qui, de puis 1975, a déjà éliminé dans les pays voisins les derniers vestiges de la domination coloniale directe. Il sait aussi que si la SWAPO arrivait au pouvoir en Namible, ce serait assurrèment une nouvelle brèche qui s'ouvrirait dans le régime d'apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud elle-même.

droits de prospection et d'exploitation des gisements miniers en Namibie. Mais cels n's pas dissuadé bon nombre de sociétés occidentales d'investir — avec les encouragements de leurs gouvarnements — dans la mine de Rossing, qui est entrés en production en 1978. Aux côtés de Rio Tinto Zinc, 2001 été britannique qui détient 45 % des parts, ses principaux actionnaires sont : pour l'Afrique du Sud : Industrial Development Corporation (13,2 %) et General Mining (6,5 %) ; pour le Canada : Rio Aigom Mines (10 %); pour le Canada : Rio Aigom Mines (10 %); pour la France : Total (10 %), le reste : (13,5 %) étant réparit entre divers petits actionnaires. En juillet dernier, des citiques ont été formulées devant les instances spécialisées de l'ONU quant au rôle des sociétés multinationales occidentales dans l'exploitation de l'uranium namiblen, mais ces firmes ne se laissent nullement désarconner par ces condamnations morales tant elles sont convaincues, pour la plupart, que cela ne porte nullement préjudice à leurs activités futures, une fois l'indépendance acquise. A cet égard, elles trouvent un encouragement direct dans l'évolution au Zimbabwe, ob le gouvernement de M. Mugabe s'est abstenu de pénsiber les sociétés étrangères. Pour pius de précisions sur l'exploitation de l'uranium namiblen, voir l'exploitation de l'uranium contractal.

(8) The Guardian, 14 juin 1880.

(9) Sur une population de 1,4 million environ, les Blancs établis en Namible sont à peu près 100 600. A titre de comparaison, il y a près de 200 600 Blancs au Zimbabwe, pour 7,5 millions d'Africains.

Histoire, politique et nationalisme en Afrique noire

I y a dix ans, l'étude géographique et politique de l'Afrique était encore largement entre les mains des spécialistes, mais, aujourd'hui, tout journaliste qui se respecte n'hésite pas à aborder ces sujets. Ce dernier ne se demande même pas s'il est parfaltement campétent. Ce jugement d'A.S. White (ancien secrétaire de la Royal Scottish Geographical Society) date de... 1885 (1) et il comporte encore une certaine part de vérité. L'unité du continent noir n'est qu'apparente et la compréhension des complexités de son évolution historique ne va pas sans mal. Depuis deux ou trois ans, le reneuveau d'intérêt pour l'Afrique noire s'est marqué dans l'édition française par des euvrages d'intentiens très différentes et de qualité inégale. Curiensement, ce sent les spécialistes des études africaines qui sembleut marquer le pas (2). Il est vrai que la volonié de 'vulgarisation ou d'intervention publique est mal vue dans l'africansime français, qui, par ailleurs, traverse une crise multiforme de dimension mondiale (3).

C'est pourquoi il fant accueillir avec intérêt le dernier livre du britannique Basil Davidson, l'Afrique au vingtième slècle - l'évell et les combats du nationalisme africain (4). Pionnier de la cause de l'indépendance africaine, cet auteur pense que s'l'histoire de l'épanouissement du nationalisme au cours du vingtième slècle » (page 11). Il brosse d'abord très rapidement un tableau des sociétés africaines avant la colonisation européenne. Malgré de chonnes » références historiques et éthnoleziques, il se laisse aller à vanter les «chartes fondatrices» et les formes communautaires garantes d'une certaine permanence sociale et culturelle. Toutefols, sa discussion des effets de ces rapports sociaux dans le contexte dit « moderne » tourne court et, par la suite, il semble sous-estimer la logique proprement alfricaine de certains phénomènes politiques. Car c'est le modèle colonial mis en place entre 1896 et 1839 qui va susciter le mouvement nationaliste. Dans un style très anglo-saxen, l'auteur va nous présenter

nationalité (britannique, française, belge, por-tugaise) du colonisateur. Cette partie est pro-bablement la plus réussie de l'ouvrage,

Basil Davidson procède ensuite en trois temps: il analyse d'abord le nationalisme naissant d'avant 1940, pais la montée des indé-pendances de 1960 et enfin les intres de libération nationale et sociale des quinze der-nières années. Reprenant la célèbre distinction de l'historien T.O. Ranger entre résistance

(al.N.C.) monuse les masses en Arrage de Sua (silence total sur le mouvement de la Conscience noire). En Tanzanie, ou dans les ex-colonies portugaises, la politique officielle est la seule juste. Les révolutionnaires africains parlent maintenant de socialisme scientifique, ce qui

maintenant de socialisme scientifique, ce qui changerait tout...

Basil Davidson nous offre sa théorie politique dans les deux dernières pages: les mouvements victorieux sont ceux qui possèdent « un noyau de leaders éprouvés dont la tâche était de garantir que le mouvement resterait fidèle à ses principes, en théorie et en pratique » (page 393). Il faut éviter que la bureaucratie politique ne glisse vers la dictature en créant « un système de contrôle démocratique structuré » (page 394). L'auteur reste fidèle à une image bien traditionnelle — et bien contestée dans son application africaniste — de la révolution nationale et sociale.

Une telle conception de l'affirmation nationa-

Une telle conception de l'affirmation nationa-liste comme un progrès ne pent-elle d'ailleurs renvoyer à une profondeur historique beaucoup plus grande, qui s'enracine dans les grandes « nations » du passé afin de justifier les domi-

Par JEAN COPANS

primaire (à la conquête) et résistance secon-daire (an système colonial), l'auteur évoque le rôle des premiers intellectuels noirs, des églises syncrétiques, la stratégie du mouvement communiste international dans l'entre-deuxterres. Le lecteur français appréciera façon dont il travec la classique comparai-n entre colonisations française et britannique. la façon dont il travee la classique comparaison entre colonisations française et britannique.
Les deux autres volets (vers la nation; mais
quelle nation?) constituent à eux senis la
moitié de l'ouvrage. L'intention de Basil
Davidson est très claire mais ses raisonnements
très ambigus: seule la libération nationale
permet d'accéder à la libération sociale (d'où
force comparaisons avec l'Europe centrale et
la révolution de 1848, ce qui est bien européocentrique, tout d'un coup!). Il refuse les critiques de l'étape nationale et reconnaît
l'opportunisme mutuel des leaders et des
masses, le soubassement bourgeois (de culture
et de classe) de l'idéologie nationale. Mais cette
indépendance nationale est la seule qui puisse
mener à la révolution sociale que les masses
(et l'auteur) réclament de tous leurs vœux.
Cette vision étapiste (et réformiste) du mouvement politique anticolonial donne plus de poids
aux interprétations idéologiques qu'aux pratières autolies de l'autres de l'aux pratières de l'autres de ment point de anticonne de la composition de la composition de classe reste sommaire. Du comp, les analyses de Basil Davidson apparaissent comme de partis pris politiques qui n'esent s'avouer comme tels: seul le Congrès national africain

nations sociales et ethniques d'anjourd'hui (5) ? Le nationalisme, fût-il anticolonialiste et anti-impérialiste, semble donc une mauvaise clef pour saisir le seus de l'histoire.

HISTORIEN zaïrois Elikia M'Bokole insiste

beaucoup moins, quant à ini, sur cet aspect
des choses dans son tour d'horizon de l'Afrique
(noire et blanche) coloniale et postcoloniale (6).

Débutant un pen plus tardivement que Basil
Davidson, aux environs de la première guerre
mondiale, il organise son étude par zones
géopolitiques (Afrique septentriouale, occidentale, etc.) tout en s'attardant au sein de chacune sur les grands problèmes de la plupart des
pays. Mettant en lumière la continuité historique de l'évolution africaine et la nature des
rapports sociaux en jeu, l'historien se fait
voiontiers sociologue et politologue. Il fait
d'ailleurs implicitement référence aux problématiques nouvelles de la recherche africaniste,
et il est préférable de commencer la lecture de
cet ouvrage par le chapitre 3 sur l'Afrique politique : «Etats et idéologies». L'historiem y
disente la nature de l'Etat néocolonial (dont
on attend encore la théorle, remarque-t-il à
juste titre); le problème des nationalités et
de tribalisme (2). le contenn des idéologies inste titre); le problème des nationalités et du tribalisme (?), le contenu des idéologies de la personnalité africaine et du panafrica-nisme. Il explique pourquot les groupes au pouvoir ent conservé l'appareil colonial et comment « les idéologies du développement se

substituèrent à celles de l'Etat national » (page 242). Rejoignant B. Jewslewicki, il confirme que l'Etat national « n'a pas été le type d'organisation politique le plus répandu de l'Afrique ancienne » (page 245) et il ne lui semble pas certain que les Etats actuels finiront par créer des nations. On retiendra son analyse fine et intelligente du classique problème des coups d'Etat et des régimes militaires (pages 246-252), son appréciation positive des luttes de libération dans les ex-colonies portugaises, ses références plus socie-économiques qu'idéologiques pour comprendre la situation sud-africaine. Certes, des formulations fent question, tel ce jugement sur le retard idéologique de l'Afrique centrale (plus grande ferce du religieux comme moyen de prise de conscience « politique »). De même, l'Afrique orientale anglophone semble un peu reléguée: on aurait aimé en savoir plus sur le capitalisme kenyan, le tribalisme ougandais ou les débats et déboires du socia-lisme tanzanien.

Cela dit, le Continent convoité est, malgré

Cela dit, le Continent convolté est, malgré sa taille modeste, un ouvrage très précieux. Un petit guide (synoptique) de tous les Etats africains, des chronologies, des cartes et des bibliographies par région (ou conflit), des mises au point sur les luttes de libération pationale (Algérie, Sahara) ou certaines crises intérieures (Tchad, Zaïre, Biafra) font de cet ouvrage analytique un instrument commode de référence. On appréciera surtout l'Insistance à analyser les contradictions internes à l'Afrique, à replacer les dépendances et ingérences extérieures dans la logique d'une histoire vue à partir de l'Afrique (en ce sens le titre est assez trompeur). Car le plus grand danger, pour le moment, est de retomber dans une vision de l'histoire africaine comme épiphénomène de l'histoire occidentale où l'Afrique n'est plus que le nouveau terrain de jeu des grandes puissances. Cela dit, le Continent convoité est, malgré

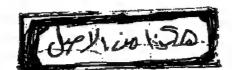
(1) « Africanista in council, the nineteenth century » (38), cité par K. Robinson, Experis. Colonielists and Africanists, colloque sur les experts en Afrique, université d'Aberdeen, 1980.

(2) Aux exceptions notables de Jean Ziegler (Main basse sur l'Afrique, le Seull, Paris, 1978, 304 pages) et Claude Meillassoux (les Derniers Blancs, Maspèro, Paris, 1979, 310 pages).

(3) On en trouvers un tableau assez critique dans l'ouvrage publié sous la direction de A. Schwartz, les Faux Prophètes de FAfrique ou l'africa-louvielle, Presses de l'université Laval, Québec, 1988. in A. Schwartz, op, cit.

(5) L'historien E. Jewsiewicki analyse ce phêno(6) Le Continent connotit, Etudes vivanta,
Montréal, 1980, 222 pages.

(7) Voir aussi son article à propos du Schara,
cEthnicité, régionalisme et nationalismes, dans
le Monds diplomatique de juillet 1978.



indépendances, la si-tuation du cinéma en Àfri que noire demeure, dans l'ensemde, bloquée. La distribution dépend toujours, pour l'essentiel, de sociétés étrongères (françaises et américaines), et les

, aux laboratoires d'Europe. Plus grave encore, le construction valles n'est point suffisamment encouragée, elors que l'aug-tation du nombre de fouteuils permettrait d'amortir et de ubiliser, sur le seul marché continental, les coûts de production. per an. Enfin, les pouvoirs en place entretiennent trop souvent, à l'égard des cinéastes, une méfience politique démosurée qui contraint fréquemment conx-cl à l'exil ou eu silence.

Done les pays francophones, les espoirs nés de la création 978 du Consertium interefricain de distribution cinémategre-

Marasme africain

phique (C.I.D.C.) et da Contre interafricain de production de films (Cipro-films) commencent à s'évanouir taut est leute la mise en route de ces deux erganismes. Là où elle a été réalisée, la nationalisation du secteur cinématographique n'a guère apporté de solution miracle au merasme actuel; conduite parfois evec un esprit réducteur et buseaucentique, la nationalisation, lain d'encourager l'expression cinématographique vernaculaire, a alors provoque un véritable étouffement. Dans ce sens, l'échec du Béniu est à méditer. Des deux réalisateurs francophones qui s'expriment ci-dessous, le cinéaste béninois Richard de Madeiros interprête les raisons de cet échec. Le réalisateur cumerouneis Daniel Kamwa, pour su part, insiste sur la difficulté de la commencation evec le public.

Es Afrique anglophone, le situation est encore plus catustrophique. Aucun organisme semblable au C.I.D.C. on au Cipro-films,
même à l'état de projet. Alors que les pays francophones comptant
une sobtentoine de réalisateurs, enteurs de quelque trois cents films,
les États anglophones (en fuit, le Nigéria et le Ghane seulement)
n'ant quère produit qu'une dizaine de films, souvent de médiocre
qualité, réalisés essentiellement par trois cinéastes : le Nigérian
Ole Balogun et les Ghanéans Neo-Ovo Kwaté et Odjidja Bernard.

Dans les pays de langue portugaise, en Angola et au Mozam-bique notemment, le décollège s'affectue fort lestement; l'Angola canalise tous ses efforts vers la télévision, qui produit régulièrement des documentaires et des reportages d'essex bosme facture, tundis

que le Mazambique (dont le télévision n'a communeé à émettre qu'en 1979) vient à peine de produire son premier long métrage (« Mueda », réalisé par Ruy Guerre), qui, malgré les bonnes inten-tions, est un échec spectoculaire.

Seul îlot bouillonnant dans cette stegnation générale : le Sénégal où, soudain, grâce à la créction du Fonds d'elde au cinéma sénégalais (qui verse aux réalisateurs une sorte d'avance sur recettes par l'intermédiaire de la Banque nationale de développement du Sénégal), s'épanouit une authentique « traisième génération » de cinéastes, dont font partie Cheikh Ngaïde Bà (auteur de « Revo Deande Mayo »), Samba Félix Ndiaye (« Geti Taye »), Mousue Bathily (« le Cartificat d'indigence »), Ousmane Mbaye (« Domi Ngase »), Maguette Diop (« la Fils de qui ? »), et Ben Diogaye Beye, auteur de « Söy Söyèti » que nous analysons ci-dessous. En même temps, leurs eînés mettent la dernière main à d'autres longs métroges : Paulin S. Vieyra termine « En résidence surveillée », Ababacar Samb-Makharam achève « Jons » (« l'Honneur »), Tierso Sow « l'Œll », et Momar Thiam, une adoptation d'un conte de Briago Diop.

Cette foises de films sénégalais, toutefois, ne seroit qu'an fugace feu de paille si les autres pays d'Afrique a entreprenaient de les diffuser sur leurs écrons : alors seulement le cinéme africain deviendrait viable et sortirait de sa langueur pour le plus grand

Richard de Madeiros (Bénin)

L'heure des bilans

E Bénin compte à peine six salles de cinéma, dont trois à Cotonou, la capitale, qui exploitent, en moyenne par an, quel-que cent cinquante films, surtout d'origine américaine et française; il y a anssi beaucoup de drames musi-caux hindous, des films karaté de Hong-Kong et quelques longs métrages soviétiques. Les films africains demeu-rent mai connus, malgré un effort (inconstant) pour les diffuser. Dans le sud-est du pays toutefois, circulent des films populaires nigérians, en langue yoruba, réalisés notamment par Ola Balogun (1).

La télévision en est à ses débuts; me petite station a été créée à Cotonou, en 1978, avec l'aide finan-cière et technique de la France; elle diffuse (pour la seule capitale et ses environs) dix heures de programmes en noir et blanc par semaine.

L'industrie cinématographique, na-tionalisée depuis 1974, dépend de l'Office béninois du cinéma (Obect). La nationalisation avait soulevé de grands espoirs et beaucoup d'enthousiasme; elle venait combler les souhaits réitérés de la majorité des cinéastes africains regroupés au sein de la Fédération panafricains de cinéastes (Fepaci), mais, très vite, il a fellu décharier a fallu déchanter.

L'administration a hérité des travers de la bureaucratie coloniale française, auxquels est venu s'ajouter l'esprit tatilion et dépourvu d'imagination d'une bureaucratie calquée sur celle des pays socialistes. Sans doute, l'échec de l'Obeci est-il dit à des raisons de politique interne. A sa tête ont été placés des gestionnaires qui n'avalent. placés des gestionnaires qui n'avalent aucune idée du cinéma, qui ne l'almaient point et le considéraient exclusivement comme un instrument de propagande. De petits fonctionnaires, souvent sans qualification, y ont pour principal sou ci d'aller conclure des marchés à l'étranger ou de participer à des conférences interde participer à des conférences inter-nationales. Il n'y a guère de cadres, parmi eux, qui aient étudié le cinéma et soient ouverts aux problèmes du septième art. Le manque de compé-tences à l'Obeci explique, en grande partie, l'échec de la nationalisation.

Il semble que le comité central du parti ait édicté des directives sur la politique cinématographique. Ces instructions sont, de manière incompréhensible, tenues secrètes par les responsables de l'Obeci. En tant que secrétaire général de l'Union des cinéastes béninois, nous-même avions demandé à en prendre connaissance afin de nous orienter; il nous fut répondu que cela ne nous concernait pas, que c'était l'affaire de l'Etat et de son mandataire exclusif, l'Obeci.

Cette curieuse situation, faite d'igno-rance arrogante et de molle répression contre les cinéastes, est une des raisons qui ont conduit Pascal Abi-kanlou, auteur d'un des deux seuls longs métrages béoinois, Sous le signe du Vaudou (1973), à s'exiler : il n'arrivalt plus à travailler.

Moi-même, je me trouve actuelle-ment, sur le plan cinématographique, dans une situation d'exil intérjeur, contraint de m'éloigner du cinéma à

(1) Ola Baiogun, le plus prolifique des cinéastes nigérians. Ses films sont souvent des mélodrames populaires comme Alpha, Amadi, Ajani Ogut, ou Muzik Man (N.D.L.S.).

(2) Richard de Médeiros, également professeur de littérature française, ensei-gne à l'université de Cotonou (N.D.L.E.)

cause de cette atmosphère d'intimidation intellectuelle et de hrimades diverses (2). Mon film, le Nouveau Venu (1976), soutenait pourtant l'action de l'administration nouvelle et critiquait l'état d'esprit et les pratiques des vieux fonctionnaires encore marquès par les défauts coloniaux. C'était un coup d'épée dans l'eau. L'effet du film a été nui, d'autant que l'Obeci a mis de la mauvaise volonté à le diffuser. Le Nouveau Venu a très peu circulé et peu de gens l'ont vu, bien qu'on l'ait jugé en haut lieu « exemplaire pour l'éducation des masses ». Sa diffusion hors du Bénin a également été paralysée.

A situation du cinéma africain est grave. Il faut de toute urgence se risquer à oser établir un bilan avec réalisme et espuit critique; voir qualles améliorations se sont réellement produites depuis 1970 et ne point se contenter de mesures en trompe l'œil. En Afrique, on a peur des bilans parce ou lls mettent à nu des vérités désaqu'ils mettent à nu des vérités désa-gréables pour les pouvoirs politiques et, parfois sussi, pour nous-mêmes qui avons souvent inspiré ces pouvoirs.

Vons souvent inspire ces pouvoirs.

'Une s'eule cinématographie se déploie à l'heure actuelle en Afrique; celle du Sénégal, grâce, en grande partie, à la personnalité du président Senghor. Saus son autorité et son gott pour la chose culturella, le cinéma sénégalais ne senait pas ce qu'il est. Si d'autres chefs d'Etat s'étalent inquiétés comma lui des problèmes culturels, le bilan africain ne serait peut-être point sussi négatif.

En général, le cinéma africain est considéré avec une extrême suspicion par les pouvoirs politiques. Lorsqu'il ne choisit pas l'obséquiosité et l'adulation plus ou moins déguisée, le cinéaste doit les contourner. La critique équivaudrait à un véritable suicide ou relèverait de l'inconscience. Raison de plus pour continuer à faire des films et à lutter pour que les choses changent.

(Propos recuellis par I.R.)

Daniel Kamwa (Cameroun)

Comme des arbres à palabres

A télévision n'existe pas au Cameroum et le cinéma en profite pour s'épanouir souverainement. Le pays possède cinquante-sept salles (une douzaine d'autres gont en construction), soit quelque cinquante mille fau teu ils pour une fréquentation moyenne annuelle de vingt-deux millions de speciateurs. Ces salles appartiennent toutes à des Camerounais qui doivent néanmoins s'approvisionner en films (essentiellement américains et français) auprès de sociétés de distribution étrangères. Sur quatre cents films nouveaux mis en exploitation chaque année, presque aucum n'est africain. L'usuvue entière de Sembene Cusmane demeure inédite su Cameroun; s'agissant du plus grand cinéaste de ce continent, c'est un véritable scandale culturel.

Par le canal du Fonds pour le déve-loppement de l'industrie cinématogra-phique (FODIC), l'Etat finance la construction de nouvelles salles et étu-die actuellement la possibilité d'encoune actuenement la possimine d'encou-rager les exploitants à diffuser des films africains en les exonérant de taxes, une mesure qui devrait être étendue à l'ensemble des pays africains pour permettre au public de voir enfin des films évoquant ses problèmes quo-tidiens. Le PODIC, d'autre part, aide financièrement la production de films camerounais tels, par exemple, ceux de Jean-Pierre Dikongué-Pipa (1), d'Alphonse Béni (2) et les miens.

Mon premier long métrage, Pousse-Pousse (1976), traitait du problème de la dot, coutume fort ancienne qui avait jadis une réelle function sociale prisqu'elle aidait un jeune couple à démarrer dans la vie. Mais cette fonction s'est dégradée, et c'est précisément cette dégradation que je critique dans Pousse-Pousse, sur le mode humoristique. Le comédie constitue en effet un excellent moyen de dire des vérités et de corriger les mœurs : elle fait partie de la tradition narrative africaine. Cependant, les cinéastes afri-cains l'abordent rarement. Quatre

cent mille spectateurs ont vu Pousse-Pousse dans quatorze pays africains, et si ce film a plu, ce n'est pas seu-lement parce qu'il a fait rire mais, surtout, parce qu'il offrait au public, dans un style familier, des références concrètes à sa vie quotidienne. Le spectateur pouvait s'identifier à des héros africains.

héros africains.

Un souci (partagé par l'ensemble des cinéastes africains) a longtemps été, pour moi, d'élaborer un discours cinématographique permettant d'éduquer politiquement les masses par le film. Mais, souvent, cels a conduit à se couper du public par hermétisme. Situation absurde, où, d'un etté, les couches populaires rejettent le film par ennui et incompréhension et, de l'autre, le pouvoir se sent visé, persécute le cinéaste et le réduit au silence. Si un auteur désire que ses films soient diffusés le plus possible, il lui faut tenir compte de ces obstacles, sans renoncer au demaurant à cles, sans renoncer au demeurant à transformer la société. Pour ma part, je vetix faire réfléchir tout en amu sant et, à cette fin, j'emprunte une démarche populiste inspirée par l'art narratif des griots.

Dans mon dernier film, Notre fille (1980), fai tenté de tourner en ridi-cule deux phénomènes communs à la plupart des pays africains; d'abord, l'acculturation des élites qui conduit à une imitation servile des modèles étrangers revenant à brader les richesses de notre sol et à déprécier nos valeurs propres. Mais le film brocarde aussi une vicille pratique familiale qui consiste à vivre aux crocheta de celui qui a réussi à trouver un emploi en ville. La famille (an sens africain du terme, c'est tout un vil-lage) exige des cadeaux et de l'argent de celui ou de celle qui a trouvé un emploi en ville. Ells impose un modèle de réussite fondé exclusivement sur la seule puissance de l'argent. Cela encourage la corruption chez les hommes, et une certaine forme de

Le rôle des cinéastes en Afrique n'est-il pas de tendre un mircir à leur société afin que le peuple se regarde dedans? Dans mes films, je voudrais que tout se passe comme sous l'arbre à palabres du village : tout le monde s'y retrouve, on se dit tout, la parole circule, on évoque le passé, on rit, on se dispute, on ne tait rien... Les films africains peuvent être semblables à ces arbres à palabres, agons centenaires, à l'ombre privilégiée desquels la discussion collèctive rapproche les hommes.

(Propos recuellis par I. R.)

(1) CI. le Monde diplomatique, sep-tembre 1978. (2) Alphonse Bini produit et réalise, souvent à Paris, des films à vocation purement commerciale où se mélent violence et écutione, gangsters et femmes nues : il est l'auteur, notamment, de Fureur su poing, Danse my Loca, Anna Malcons et Saint Voyou — (M.D.L.R.).

BIBLIOGRAPHIE

EN L'AUTRE BORD et TOUTES LES JOSE-PHINES WE SONT PAS IMPERATRICES (Ciné-Bussier Antilles). - Jérôme Kanapa * Editions L'Harmattan, Paris, 1979, 224 pages.

Des muvres bondées par les grandes chainés d'exploitation, malgré leur réelle qualité cinématographique, parviennent parfois à un large public sous forme de textes reprenant intégralement les scènes et les dialogues des films. Cette fois, on l'appréciers d'autent plus que En l'autre bord et Toutes les Joséphénes... constituent, chacun en son genre, des témolgnages extrêmement originaux sur la réalité quotidienne du vécu antillèis. Le premier film est une fiction qui traite du racisme ordinaire et des traces amquais est arposée une famille antillaise immigrée en France. Le second est un rémarqueble documentaire sur une ouvrière agricole d'une plantation de hananés en Martinique, mère de six enfants.

El Jérôme Kanapa filme avec talent les

Martinique, mère de six enfants.

Si Jérôme Kanapa illme avec talent les problèmes autilists, o'est, explique-t-fl, dans un entretien inclus dans ce livre, parus qu' e en cette période de crise, les Antilluis risquent d'être les bouss émissoires des malheurs de la nation s. L'ouvage comporte un chaptire distinct, intitule l'Anton négrier, qui est une étude très documentée (faite en collaboration avec Baphaël Comstant), sur l'émigration autiliaise en France et sur les dirincultés con citogens e entièrement à part » que l'administration nomme pariois les el Français d'Amérique ».

The same of the sa

«Sëy Sëyëti», ou l'obsession de la polygamie

un quartier populaire (la médina), lieu de croisement de plusieurs histoires sutonomes ayant toutes pour protagonistes des hommes polygames. Au centre de cette anecdote éciatée : le personnage de Nder, un cinquantenetre mu-sulman dont les deux épouses sont en tion de Fatou, une jeune fille mariée de force avec un homme qu'elle n'alme

La structure du récit n'est quère simple et Ben Diogaye Beye éprouve des difficuités à maîtriser la construction drama-tique; il ne sait éviter une certaine confusion, et, dans un premier temps, le spectateur s'égare parmi les personsages des différents statches sans pervenir à

Pour le reats, l'auteur a fait preuve d'une remarquable exigence cinématogra-phique, soignant l'ensemble de la mise en scène : cadrages et décors, dialogues et vétements, éclairages et bande-son.

A propos de la polygamie, thème cantral, le réalisateur s'en prend au code de la famille adopté au Sénégal en 1973 et qui permet à l'époux (et non à la femme), une fois pour toutes, pour la monogamie, la bigamie ou la polygamie. Nombreux sont caux qui, par commodité, choleissent le polygamie en se retusant à envisager les conséquences psychologiques (pour les temmes et les eulants, notamment) et nomiques d'un tel choix. Le film de Ben Diogaye Beys, qui illustre un certain nombre de cas de figure, voudrait être une mise en garde pour les candidate éventuels à la polygamie.

Dans te monde rural, jadis, la poly-gamie pouvait ne pas avoir que des côtés négatife ; les femmes se parlagealent le travail domestique et celui des champs, chacune d'elles travalllait moins qu'en cellule monogamique. Mais, estime Ben Diogaye Beys, - même al la polyge avait des avantages à un moment donné, dans la attuation actuelle à Dakar, je pense que ce n'est plus viable ; et al nos dirigeants continuent à nous mener dans cette voie de développement qui n'est qu'une très pâle copie des échece des sociétés occidentales, la polyganile ve se libérer d'ele-même » (1).

E thème de la polygamie n'est guère original dans le cinéma africain ; fl traverse fréquemment, à un moment ou à un autre, de nombreux récits filmés. Co qui est nouveau, dans Séy Séyéti, c'est de la question; Ben Diogaye Baye kui Impose un traitament, pour ainsi dire, monomaniaque, obsessionnel; tous les personnages apparaissent tourmentés par la polygamie et ne parlent rigoureuse-ment de rien d'autre. Si le réalisateur souhaitait que le problème posé par son film ne (ût pas escamoté, il peut se ras-surer, impossible de ne pas comprendre que c'est la polygamie qui est aur la sel-

(1) Pierre Haffner, « Entretien avec Ben. Diogaye Beye » (médit, à paraître dans Zone 3, hebdomadaire daksrois).

SOCIÉTÉ ET CINÉMA (LES ANNÉES 60 EN GRANDE-BRETAGNE). — Alain Malassinet.

Dans cet cuvrage, intéressant de bout en bout, Alain Malassinet étudie en profondeur certains grands succès cinématographiques des années 60 en Grande-Bretagus qu'il considére comme des révélateurs des sauchures et valeurs de la société britannique, et qu'il analyse en bant que tels.

en bant que tela.

S'inspirant des théories de Marx et de Freud, ainsi que des apports les plus réceuts de la socialogie des communications de inasse, l'auteur élaboue un nouveau concept opératoire : celui d'homologie de considérer toute ceuvre cinématiographique de masse comme la réduction à l'essentiel d'une réalité historique, politique ou sociale. Il démontre que les films e à succès » ant essentiellement, en Grande-Bretagne comme ailleur, des cuvres futiles, à vocation distractive : séries (qui fonctionment sur le stéréotype), grands films commérciaux américains (qui benéficiant d'une gigantaque publicité), fistions d'évasion, infanificantes. Les longues métrages originaux qui traitent une par example du c'ire discrete ») les constituent qu'une minoribe infines des expliquemit, selon l'auteur, la désaffection à l'égard du cinéma que l'on observe à l'heure actuelle ches le public britantique, et dont la seule concurrance de le bélévision n'arrive pas à rendre compét.

Le decnier chapitre esquisse les grandes

Le dernier chapitre esquisse les grandes lignes d'une politique culturalle qui, tout en sauvant du traragne le cinéma het-tambique, permettrait à une société for-tement memode par l'américanisation de retrouver son identité.

Vient de paraître

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

Nº 16 UUILLET-AOUT 1980)

MONGO BETI: LETTRE A UN COOPÉRANT... 128 pages - 25 F - Abonnement annuel (6 numéros) : 120 F (joindre un titre de paiement à la commande).

Peuples noirs - Peuples africains, la seule institution francophone africaine échappant au contrôle des coopérants, assistants techniques et autres barbouzes. Réduction - Administration - Diffusion - Vente au numéro : 3, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 Parls. Tel.: 805-26-34

Se Monde réalise chaque semaine UNE ÉDITION INTERNATIONALE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

5. rue des Italiens. 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23

rines à palabres

BIRL OGRAS FINTERN TO. Part I LE IN ILE

Une solution contestée

BEROROUGEARE

« Les Français ent accepté que l'en recherche la senle source l'énergie dispenible à l'houre actuelle », déclarait le 18 janvier darnier le président Valéry Giscard d'Estaing pour justifier l'accélération du programme électronneléaire français. La réduction de la dépendance du pays à l'égard des importations d'hydrocarbures fait en offet l'objet d'un large consensus. Repais trente ans, la consemnation électrique en France a été multipliée par buit les centrales mucléaires on foncement fournissaient déjà, en mars 1980, 20 % de la production d'électricité et elles deivent assurer 30 % de la consommatien totale d'énergie primaire à l'herizon de 1990. Tentes ces raisens, sans dissiper des craintes ravivées par l'accident de Thrae-Mile-Island, contribuent à couvaincre le public que le chaix de l'électronucléaire est inélectable.

Dans les principanx pays industrialisés, la contestation antinucléaire a méanmoins laissé des traces profendes. Elle a entravé l'esser des programmes électronncléaires allemand, suédois et américain; elle a même aborti à l'abandon total du programme autrichien lors du référendam de novembre 1978. Elle a mis en lunière les limites actualles du jou démocratique, comme en témoigne la vigourense résistance de la communanté bretonne de Plogoff à une implantation qu'EUF, et le gouvernement s'abstiment à maintenir, bien que le chef de l'Etat ait promis que « les centrales mudéaires ne seraient pas imposées aux populations qui n'en vaulent pas ».

An-delà un rufus pur et simple d'une technologie, le mouvement écologique autimocidaire, traversé de courants bétérogènes, p'est pas déponivu d'hésitations, voire d'ambiguïtés, sur ses objectifs. Mais il me

Entre le refus et la résignation

peut être réduit à una exposition passéiste en à des réactions irrationnelles de pour qui amalgament l'usage pacifique de l'atome et la hombe d'Biroshima. La diffusion internationale de la contestation autimodéaire plaide peur l'importance d'un phésognène qui s'inscrit dans les transformations structurelles récentes des sociétés développées et qui annonce partêtre des fermes nouvelles et durables de conflit social.

Le débat a déveilé la partée politique, sociale, éthique même, de cheix énergétiques que nombre de gouvernements et d'experts présentaient commo parement techniques et, de ce fait, socialement neutres.

Cartes, le chaix d'une technologie n'induit pas mécaniquement un choix de société. Le recents au aucléaire ne deune pas autematiquement naissance à l' - électrofascisme », pas plus que l'énergie solaire ne garantit l'épanouissement harmonieux des libertés. Mais il existe des liens incontestables entre le choix qui privilégie l'électronneléaire et un modèle de creissance marqué par le productivisme, par la négligence à l'égard des contraintes non marchandes (dest la préservation de l'environnement est un aspect) et par l'exploitation du tiers-monde. Les impératifs de la gestion du cycle du combestible nucléaire favorisent des systèmes centralisés de pouvoir et de décisien qui, an nom d'une prétendue rationalité technico-scientifique, penvent se soustraire toujours plus au contrôle des citoyens.

Sans prétendre épuiser le sujet, les articles réunis ici se veulent une contribution au débat. Le mucléaire ne deit-il être qu'une éaergie de transition jusqu'an moment où les énergies selaires prendront la relève, c'est-à-dire jusqu'aux premières décennies du prochain siècle? Ou hieu restera-t-il une de nos principales sources d'énergie tout au lang du vingt et unième siècle, ce qui suppose le développement des surrégénérateurs et de l'industrie de retraitement? Quelles que soient les technologies choisies, de quel penyair effectif les collectivités régianales et locales, les communautés de base, les citayens enx-mêmes disenseront-ils sur la mise en valeur de leurs ressources énergétiques Ce qui est une façon de s'interreger sur l'avenir de la démocratie.

Risques financiers incertitudes techniques et oppositions politiques

Monde a besoin d'une nouvelle source d'énergie ».

C'est en pensant à l'énergie nucléaire que Robinson et Daniel choisissent ce titre pour leur communication à la première conférence des Nations unies (Genève, 1956) sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Avec Energy in the Future (P. Putnam), commandité par la Commission américaine de l'énergie atomique et publié en 1953, les rapports de cette conférence servent de souhassement aux nombreuses études souhassement aux nombreuses études publiées depuis, sur la place du nucléaire dans les perspectives de consommation énergétique à très long terme. En Europe, la plus connue est évidemment celle qu'élaborent, en 1957, les ctrois sages » d'Euratom et qui annonce 55 GWe (1 GWe = 10° KW) dans la Communauté européenne en 1975 (1). Avec la création de l'Agence pour l'énergie nucléaire (O.C.D.E.) et de l'Agence internationale de l'énergie sur l'Agence internationale de l'énergie la contribution attendue du nucléaire à l'approvisionnement énergétique du monde sont proposées à dabes régu-lières. Quels enseignements peut-on tirer de leur comparaison?

sion du nucléaire, longtemps conte-nue par des hydrocarbures abondants et bon marché, semble enfin s'anet bon marché, semble entin s'an-noncer. Rien ne doit plus entraver la réalisation des promesses entre-vues vingt ans plus tôt. Aux Etats-Unis, les commandes de réacteurs à eau légère viennent d'atteindre des records (2). Ailleurs, les pre-mières tensions sérieuses sur les prix du nétrole heut minent des résiemieres tensions serieuses sur les prix du pétrole brut minent des résis-tances encore tenaces chez les pro-ducteurs d'électricité. Embargo et fortes hausses des prix du brut, à partir des derniers mois de 1973, balayent les derniers doutes : sur la base des prix affichés par les constructeurs, l'électricité d'origine purléable est moins chère que celle nucléaire est moins chère que celle nucieaire est moins chere que cene produite par les centrales thermiques au fuel; elle apparaît en outre comme une source sûre, à l'abri de toute fluctuation économique ou politique et mérite l'appul sans ré-

(机电子)

COLUMN TO THE LOCAL

Les perspectives que trace en 1875 l'Agence internationale de l'énergie atomique reflètent cette conjonction de facteurs favorables (cf. tableau

n° 1). La fourcheite 3 500-5 200 GWe en l'an 2000 engiobe toutes les autres perspectives élaborées depuis le début des années 70 et suppose des taux de croissance du nucléaire compris entre 15 % et 17 % par an Dans l'hypothèse basse, cent quarante réacteurs en moyenne devraient être mis en service chaque année à partis de 1975. A ce rythme, la contribution de l'étectricité d'origine nucléaire à la consommation énergétique mondiale, alors estimée à environ 20 Gtep en l'an 2000 (1 Gtep en l'an 2000 (1 Gtep en 10 tonnes d'équivalent pétrole), pourrait osciller entre 27 % et 40 %, ce qui est évidemment considérable (3), et ferait de l'énergie nucléaire l'une des principales sources mondiales vers

de l'énergle uncléaire l'une des principales sources mondiales vers la fin de ce siècle.

Les années 80 s'ouvrent sous des auspices quelque pen différents. Le capacité installée en centrales nucléaires dans le monde approche de 130 GWe, à quel s'ajoutent 200 GWe en construction et une cen-taine d'entres en commande Mais taine d'autres en commande. Mais cette croissance reste loin derrière celle qu'anticipaient les études évoquées plus haut, et les nouvelles pers-pectives à l'horizon 1985, 1990 et 2000 tradulsent d'importantes inflexions. Les évaluations qui concernent le monde non com

Bouleversement des idées reçues

D'OU vient une telle réduction des anticipations relatives à la croissance de l'énergie nucléaire? Comment peut-on l'expliquer? I est indispensable de désagréger les données globales pour y voir un peu nius clair.

En reprenant les données du tableau n° 2, on observe que presque la moitié de la capacité installée, en construction ou en commande, concerne les Etats-Unis. Les perspectives élaborées en 1975 reposalent sur l'hypothèse d'une expansion soutenue de l'énergie nucléaire dans ce pays qui aurait dû disposer de 1200 GWe vers la fin du siècle. Ellen de tel ne s'est réalisé : les capacités en service sont de moitié inférieures aux prévisions : aucune nouvelle commande n'a été passée par les compagnies électriques depuis bientôt quaire ans. Ces dernières se refusent en effet à assumer un risque économique et financier propre En reprenant les données du risque économique et financier propre

Tableau at 1. - DES PREVISIONS OPTIMISTES

. Idbiess u	I DE	3 PREVIOU	OI43 OLI	W121 E3	
Perspectives d'expansion de la capacité de production d'électricité d'origine nucléaire selon l'A.I.E.A. en 1975 (en GWe)					
	Situation fin 1975	1980	1985	1990	2000
Pays membres de l'O.C.D.E Pays en voie de dévelop-	80	206-237	513-667	983-1369	2600-3800
pement Pays communistes	2	10-12	47-66 -	126-185	368-589
(Chine excise)	10 92	38 254-287	104-117 663-850	246-290 1335-1844	\$48-1000 3600-5300

Source: Commissariat à l'énergie atomique, Energie, proissance et énergie atom Perspectives et réalités françaises et mondiales, juin 1976, annexe 12. Les comple chiltres représentent deux hypothèses considérées comme extrêmes. Note sur les unités utilisées:

Note sur les unités utilisées:

Un réacteur actuel a une puissance électrique moyenne de 1 000 MWe = 1 GWe (les tableaux en GWe donnent donc en même temps la puissance installée et le nombre approximatif de réacteurs).

Un réacteur de cette puissance, qui fonctionne 6 600 haures/an (ce qui est beaucoup), économise 1,5 Mep (10° tonnes d'équivalent pétrole) de combustible qu'il aurait failu brûter dans une centrale thermique à fuel ou à charbon. C'est cette équivalence (isvorable su nucléaire mais contestée par certain) qui à été retenue ici pour évaluer la contribution des GWe à la consommation ou à l'approvisionnement énergétique exprimé en Gtap (10° tonnes d'équivalent pétrole).

Un essor moins rapide que prévu

On prévayait voilà quelques années que le meléaire assurerait une part relativement importante de l'énergie consommée dans le monde. Depuis, tous les chiffres out été revus en baisse. Quelles sont les causes de ce réajustement ? Elles modu-lerent le rôle dévein au medéaire d'un pays à l'autre.

Par JEAN-MARIE MARTIN*

mais inférieures à 200 GWe en 1985 et à 300 en 1990, soit moins que la somme des capacités en service, en construction et en commande recensés au tableau n°2. Dès lors, même si l'on adopte des hypothèses de forte croissance du nucléaire au cours des années 90 et de croissance modérée de la consommation totale d'énergie (4), on parvient à une contribution qui ne dépasse guère 10 %, soit un pourcentage bien différent de celui envisagé en 1975 ou même de celui retenu dans certaines études plus récentes (5).

toute technique nouvelle mais accru, dans ce cas, par la forte réduction des niveaux anticipés de consommation d'électricité, par la non moins forte hansse des coltis du non moins forte naisse des couts du kWh nucléaire laquelle est en partie liée à la longueur des procédures d'autorisation et des durées de construction (dix à douze ans au total). Faut-il attribuer ce dernier obstacle à l'obligation de respecter des normes de sécurité excessives, adoptées uniquement pour complaire aux mouvements écologistes? Les compagnies d'électricité qui souterounagnies resentatie qui solte-naient cette argumentation avec viguer semblent avoir change d'attitude depuis l'accident de Three-Mile-Island en reconnaissant que tout n'est pas encore au point en matière de sécurité (6).

Mais les Etats-Unis disposent Mais les Etats-Unis disposent d'autres ressources énergétiques (charbonnières notamment), que ne détiennent ni le Japon ni l'Europe occidentale. Or, ces derniers pays ne sont pas épargnés par la forte réduction des perspectives de capacité nucléaire en 1985 : de 30 % au Canada à 90 % en Italie en passant par 35 % en Allemagne fédérale et 50 % au Japon (7). Seule la France maintient, à quelques magne fédérale et 50 % au Japon (7). Seule la France maintient, à quelques

Institut économique et juridique de l'énergie, Grenoble.

années près, son programme nucléaire, insensible au caractère insolite de sa situation dans le monde
et aux protestations des populations
condamnées à vivre à l'ombre de
centrales dont la taille ne cesse de
croître. Echapperait-on ici aux risques qui existent ailleurs? Certainement pas, mais la différence vient
du rôle qu'a décidé d'assumer l'Etat
qui prend à sa charge (donc qui
socialise) les risques techniques
(notamment en matière de retraitement et de stockage des déchets) et
les risques économiques liés, entre
autres, aux aléas des marchés extérieurs (8).

Ces derniers sont en effet consti-

rieurs (8).

Ces derniers sont en effet constitués pour l'essentiel de pays en voie
de développement qui, soit se sont
lancés très tôt sur la voie de l'énergie nucléaire (Argentine et Inde),
soit ont adopté au début des
années 70 d'importants programmes
de construction nucléaire (Brésil,
Iran, Afrique du Sud, Corée du Sud
et Taiwan). Dans ce second groupe. et Taiwan). Dans ce second groupe, une partie des capacités programmées a d'ores et déjà été annulée (Iran), tandis qu'une autre sera, au minimum, reconsidérée et étalée dans le temps (Brésil, Corée du Sud). Les raisons de ce recul ne sont pas identiques d'un pays à l'autre mals une interrogation leur sert de commun dénominateur : des instal-lations aussi sophistiquées et d'aussi grande taille que celles mises en grande taine que ceneg mises en cuvre jusqu'à présent sont-elles adaptées aux besoins énergétiques diversifiés et souvent peu denses de pays qui, en outre, maîtrisent im-parfaitement des technologies aussi complexes. Les doutes sont particusources d'énergie locales abondantes et bon marché (9).

Restent les pays communistes qui, apparemment, maintiennent mieux que les autres leurs perspectives de développement de l'énergie nucléaire. Leur part dans la capacité companyaire de content par le capacité companyaire de content par constant le capacité companyaire de content par capacité companyaire de content par capacité de la capacité mandée et surtout en construction (cf. tableau n° 2) est plus impor-tante que dans la capacité en ser-vice. Par ailleurs, la Chine populaire, jusque-là exclue de toutes les éva-luations, semble s'intéresser à l'êner-te puglésire et enviser à l'ênergie nucléaire et envisagerait la construction de quatre tranches de 900-1300 MWe au cours des prochaines années (10). On ne peut cependant pas étudier plus à fond les perspectives nucléaires de ce groupe de pays tant sont limitées les informations précises sur le sujet. est devenue l'une de nos d'énergie. Au plan mondial,

Quels que soient les sentiments qu'elle inspire. l'énergie nucléaire sance va très probablement se pour-suivre. Mais à quel rythme? La question demeurera sans doute sans

Tableau nº 2, - LES REALITES CINQ ANS PLUS TARD Capacité de production nucléaire installée, en construction et en commande

	en service	construction	en commande
Pays membres de PO.C.D.E. plus divers Europe	198,9	163,7	90,1
dont Stats-Unis - Pays en voie de développement	(53) 2,2	(99) 13,7	(54) 2,3
Pays communistes (Chine exclue)	11,9	28,4	12,6
Total	123	205.8	195

avec plus de netteté la place que le nucléaire est appelé à occuper dans l'approvisionnement énergétique : simple source de production d'une électricité limitée aux usages qui lui ont été spécifiques jusqu'à présent (au même titre que l'hydraulique, par exemple), ou principal substitut d'un stock de combustible épuisable et parfois en vole d'épuisement?

Contrairement à certaines attentes, la forte hausse des prix pétroliers n'a pas tranché définitivement la question car, tout en rendant plus

la question car, tout en rendant plus urgente l'exploitation de nouvelles sources d'énergie, elle a aussi bouleversé les idées reçues sur la caractère inéluctable d'une forte croissance de la consommation d'énergie et a ouvert la voie à d'autres tech-niques de production. Uniformisés tout au long des années 60 par l'abondance et le bas prix des hydro-carbures, les modèles d'approvisionnement en énergie pourraient bien commencer à se diversifier au cours des années 80. Massive dans quelques pays, la fourniture d'énergie nu-cléaire pourrait fort bien être absente dans d'autres.

absente dans d'autres.

(1) A cette date, 3.4 GWe sont en fonctionnement dans l'Europe des Six.
(2) Qu'ont excellemment décrits et expliqués I.C. Bupp et J.C. Derien dans Light Water - How the Nuclear Dream Dissolved. Beaic Books. New-York, 1978, 241 p.
(3) Soit des pourcentages voisins que retient, pour le monde non communiste. A Gireud, alors administrateur général du C.E.A. dans la conférence qu'il présente devant la première conférence nucléaire européenne (Paris) le 31 avril 1975.

(4) Soit 14 Gtep en l'an 2000 se répartissant entre pays membres de l'O.C.E. (6.6), pays en voie de développement (2,7) et pays socialistes (4.5).

(5) Notamment les « très officielles perspectives énergétiques de la conférence mondiale de l'énergie (1977) qui maintiennent. y compris dans leur actualisation de 1979, des contributions du nucléaire en l'an 2000 comprises entre 14 % (total du monde) et 18 % (monde occidental), pour une consommation totale identique à nelle que nous avons retenue.

mation totale identique à nells que nous avons retenue.

(6) Au dire du directeur de la recharche de la Nuclear Regulatory Commission, qui évalus le coût de l'accident (réparations et manque à gagner pendant deux ou trois ans) à 1.2 milliard de dollars.

(7) Et ce par rapport sux estimations révisées de 1978.

(8) En utilisant, par exemple, le marché intérieur pour palliter les accidents des marché extérieurs, ce qui semble être la solution adoptée après l'annulation des commandes iraniennes.

(9) Ce qui est le cas de l'Iran avec les hydrocarbures et du Brésil avec l'hydraulique. les hydrocarbures et du Brésil avec l'hydraulique. (10) Cf. « L'électricité en Chine ». Enerpresse, 7 décembre 1979.

Lire pages 14 à 18 -PAGES 14 et 15 : Rivolités de puissance et guerre commer-ciale, Dominique Finon. — L'impact de la contestation, Dorothy Nelkin et Michael Pollak. — Stratégies de rechange ; le blocage français, Louis Pui-

PAGES 16 et 17 : Suite de l'article de Louis Puisaux. — L'évolu-tion des syndicats, Victor Mat-He. - Suède : recherche d'un compromis acceptable, Mans Lonnroth.

PAGE 18 : L' excursion > nucléaire comme dérive roma-

Rivalités de puissances et guerre commerciale

E 27 février 1980 ont pris fin à Vienne les travaux de le conférence internationale d'évaluation du cycle du combustible nucléaire (I.N.F.C.E.) entamés depuis l'automne 1977 à l'insréunissant sobtents-dix pays, avait pour but de faire availser la politique amé-ricaine de contrôle de la prolifération des armements atomiques à partir des usages civits de l'atome. L'enjeu de cette entreprise était de réaffirmer le les destables des l'atomes de la proute de la proute de la proute de l'atomes de l'a leadership des Etats-Unis sur les développements de l'énergie aucléaire, leadership contasté par les pays européens et le Japon dans le domaine technique

Ces demiers, appuyés par un certain

Le cycle du combustible nucléaire

L'utilisation civile de l'énergie nucléaire, afin de produire de l'électricité, repose sur la cons-truction de centrales de puissance moyenne naguère, de grande puissance (900 à 1300 MW) aujourd'hui. Mais la construction de la centrale s'accompagne d'une industrie préparatoire, celle du

Le cycle du combustible nu-cléaire se compose d'une série de phases technologiques succes-sives : la recherche et la produc-tion de l'urantum-minerat, la tion de l'urantum-mineral, la concentration, le raffinage qui aboutit à des acydes d'urantum et au fluorure, la conversion en hexafiuorure, l'eurichissement en isotope 235, la fabrication des assemblages combustibles. A partir de là, la centrale peut jonctiones.

Mais le cycle ne s'arrête pas là. Le combustible irradié peut être retraité pour récupérer les matières utilisables (urunium, plutonium) et les recycler. En fin, il jant éliminer les déchets radioactifs. Le retraitement est une opération indispensable si l'on veut produire le plutonium nécessuire a u fonctionnement des réacteurs surrégénérateurs. Ces derniers sont censés (abriquer plus de plutonium qu'ils n'en consomment, c'est-à-dire tirer cinquante à soixante fois plus d'énergie d'ure même quantité d'uranim que les autres réacteurs.

Les centrales actuellement en construction en France sont équipées de réacteurs à eau ordinaire depuis l'abandon, en 1965, de la filière graphite-gaz à uranium naturel.

la convernement américain qui cherchaît à faire prévaloir ses thèses sur c'ast-à-dira des activités de retraitement et des surrégénérateurs. La controverse a été d'autant plus vive que les tech-nologies sur lesquelles elle porte sont au point de contact des usages civils et militaires de l'énergie nucléaire et des systèmes nucléaires d'aujourd'hui

Techniquement parlant, le nucléaire civil est un héritler direct des program-mes militaires des années 1945-1955. Les technologies ainsi développées (réac-teurs plutonigènes, réacteurs à sau légère de sous-marin, enrichissement isotopique de l'uranium, retraitement ont été reconverties à des fins civiles. Le choix des technologies civiles ne s'est donc pas fait sereinement sur la base de critères acientifiques, techniques ou même économiques, meis selon la logique d'acteurs (agences nucléalres, industries) qui avaient largement ceuvré à la réalisation des programmes ires. Par la suite, le nucléaire civil a toujours conservé des connexions potentielles avec les usages militaires.

Les armes atomiques peuvent utiliser l'uranium traité par enrich-ssement ou le plutonium provenant du retraitement. Le plutonium de la couverture radiale des surrégénérateurs est particulièrement propice aux usages militaires, contrairement au plutonium récupéré dans le retraitement du combustible des

Les risques de prolifération associés au développement du nucléaire civil sont appréciée de façon très différente selon les intérêts géopolitiques des

Développement contrôlé

l' E problème de la prolifération est complexe. Il est vrai qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser des technologies civiles pour se doter d'un armement atomique; il est aussi vrai que toute înterdiction peut encourager un pays à mettre au point lui-même la technologie proscrite. Mais jes discours des différentes parties dans la controverse ne peuvent se comprendre sans réfénations et à la volonté de leadership des Etats-Unis alors que leur domination s'est progressivement érodée.

Historiquement parlant, comme toute nouvelle force productive, le dévelop-pement du nucléaire civil a été marqué caractérisé par l'équilibre des blocs et l'hégémonie des Etats-Unis sur le bloc

Pour évitor que de tres sentreux pays no possèdent des armes meléaires, les Etats-Unis se sent effercés de faire adenter une réglementation internationale. Mais les utilisations civiles de l'énergie nucléaire sont les héritières directes des programmes militaires : comment limiter les uns sans aussi contrôler les autres? La compétition internationale n'en devient one plus intense, netamment entre l'Europe et les Etats-Bais.

Par DOMINIQUE FINON *

 d'un côté, les Etats-Unis, appuyés par l'Australie et le Canada, pour quels la prolifération peut et doit être raientle par des barrières techniques, nologies qui mettent en œuvre le plutonium ou en les développent dans un cadre très strict de contrôle interna-

- de l'autre côté. les pays européens et le Japon, pour lesquels tous les cycles d'activités nucléaires se valent du point de vue de la prolifération. dans la mesure cò les risques découleralent beaucoup plus d'une intention politique que des équipements nucléainés. En conséquence, saules des mesures politiques peuvent ralentir la prolifération avec l'aide éventuelle de

occidental. Après l'échec d'une tentative américaine d'Internationalisation des activités nucléaires civiles en 1946 (le plan Baruch-Lilienthal), les recherches furent menées sous le aceau du secret le plus total jusqu'en 1954. A cette date, les Etate-Unis prennent acte de l'échec de cette politique qui n'avait pas empêché l'entrée du Royaume-Uni et de l'U.R.S.S. dans le - club - atomique. dite - Atoms for Peace -, d'assistance

Leurs objectifs (1) étalent de renfor-cer l'image pacifique des Etats-Unis dans le cadre de la guerre froide;

* Obercheur à l'Institut économet juridique de l'énergie, Grenoble

de contrôler au piveau international la circulation des matériaux fissiles, en prenant l'initiative en ce domaine afin de prévenir toute circulation anarchique ; et enfin de soutenir le bloc occintal contre le bloc soviétique, en aldant l'Europe à combler son déficit énergétique et les régions sous-déve-

A la suite de ce revirement, fut mis en place le cadre international permettant d'asseoir le développement du nucléaire civil sous la domination américaine : Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) en 1956, Euratom en 1957, accords de coopération bilatérale entre les Etats-Unis et un grand nombre de pays. Le gouver-nement américain incitait les autres Etats à adopter la technologie des résoteurs américains en leur demandant de garantir l'utilisation pacifique des combustibles fissiles et de se soumettre au contrôle international de l'A.I.E.A. (2). Le système reposait sur l'assurance de fourniture d'uranium enrichi et de retraitement par les Etats-Unis. Euratom se vit accorder une situation privilégiée : le droit d'extraire du plutointerne de combusticie et de son utili-

Pendant vingt ans, entre 1955 et 1974, le prédominance politico-militaire, éco-nomique et technologique des Etats-Unis a permis d'oublier, derrière ce cadre de garanties, les étroites taire. En contrepartie d'un large degré de dépendance, la majorité des psys ont bénéficié d'une assistance importante qui a permis à certains d'entre enx d'assolir une industrie nucléaire solide (Allemagne, Japon Franca, Suède, entre autres).

La France abandonna à la fin de la décennie 60 sa propre filière afin de profiter des avantages commerciaux présentés par la technologie dominante des réacteurs américains. La Suède et l'Allemagne avaient commencé à dévenismes publics de recherche, mais l'industrie et les électriciens préférèrent les fillères PWR et BWR qu'ils mirent en ceuvre avec ou sans prise de

Le déclin de l'hégémonie américaine

A stabilité de ce système, qui repo-L A stabilité de ce système, qui repo-sait sur la prédominance technolo-gique des Etats-Unis, fut mise à mai par les contradictions propres aux relations entre l'Etat et l'Industrie aux Etats-Unis. L'histoire du nucléaire montre en effet que le développement de nouveaux types de réacteurs ou la m 92 en œuvre des différentes activités du cycle du combustible nécessitent une organisation comparable à celle des programmes militaires et une socialisation complète des risques financiers. Tel n'a pas été le cas aux Etats-Unis, qui, pendant les années 1965-1975, se sont trouvés dans l'impossibilité de mettra en place de nouvelles capacités sement et de retrafter mesure de satisfaire les besoins accrus nés de la percée commerciale des réacteurs nucléaires dans le bloc occidental. Un conflit important entre le gouvernement fédéral et l'Industrie privée sur le développement de nouvelles capacités d'enrichissement a abouti en 1974 au refus de prendre de nouvelles mandes étrangères d'enrichissement pendant quelques années. De la même façon les différents projets de retraitement (West Valley, Morris et Barnweil) consurent une fallilite exemplaire, traduisant la difficulté pour l'industrie privée discourse le maturation industrielle de d'assurer la maturation industrielle de

D'un autre côté, maigré l'engagement de fonds considérables dans le dévelop-pement des surrégénérateurs, les Etate-

Unis perdaient à partir de 1970 le contact avec la peloton de tête des nations développant cette technologie, considéprogrammes nucléaires actuels : en 1975, l'U.R.S.S., la France et la Royaume-Uni avaient chacun un prototype de 250 à 350 MW en fonctionnement alors que de Clinch River de 380 MW étalent régulièrement recommencées du fait d'une reauvaise gestion du projet.

Paralièlement à leur reletté déclin technologique, les Etats-Unis ont encouragé pendant la décennie 60 l'émergence des industrie aucléaires européennes et japonaises non seule-ment par le transfert de la technologie des réacteurs et de celle du retraite-ment, mais aussi par des revendications exorbitantes et des contrats véritable-

(1) K.E. Knorr, cAmerican Poreign Policy and the Peacetal of Atomic Energy and the Peacetal of Atomic Columbia University, décembre 1857, pages 111-129, cité par M. Damian, c L'origine du chotx nucléaire a dans Vers un nouvel ordre énergétique international? Moraixies Tachniques, Parts 1970 p. 18

(2) Ultérieurement, en signant le traité de non-prolifération de 1968, où les pays non dotés d'armes nucléaires y remonent et se soumettent au contrôle de l'ALEA.

Aux Etats-Unis, en Allemagne et en France

L'IMPACT DE LA CONTESTATION

Par DOROTHY NELKIN et MICHAEL POLLAK*

"INDUSTRIE nucléaire de trois pays (Etats-Unis, France et République fédérale d'Alfemagne) domine le marché inter-national. Les programmes électro-nucléaires américains et allémands connaissent de multiples blocages et retords, alors que la mise en centre du programme français se rencon-tre pas de difficultés majoures.

Comment expliquer ces différences de situation ? Un élément de réponse pout être recherché sur le plan économique. La France importe 76 % de ses ressources énergétiques, contre 24 % pour les Etats-Unis et 58 % pour l'Allemagne. Mais le dépendance énergé-tique n'est pas le principal facteur qui explique le politique nucléaire des trois gouvernements. le politique nucléaire des trois gouvernements. En effet, dans les trois pays, gouvernement et industrie ent, dès le début, collaboré de façon étroite. Aux Etats-Unis, la racherche et le dévaloppement nucléoires, autérieurs à l'exploitation industrielle, un été finencés pay l'Etat qui a donc indirectement subventionné les producteurs des centrales. Actuellement, General Electric et Wentinghouse détiennent des controls et de l'actuel et Misses de l'électric et l chacum un tiers du murché, Babcock et Wileox en Combustion Engineering se partogent le resta. De plus, l'État a accepté, en eas d'ac-cident, de partoger les fraix d'assurance avec les compagnies d'électricité. En Allemagne et en France, les gouvernements aut favorisé

Oniversité de Cornell Coauteurs d'une analyse du débat nucléaire en France et en Allemagne. The Atom Besieged, M.I.T. Press, Cambridge. 1980.

l'émergence d'un seul producteur national de contrales, capable d'entrer en concurrence avec les géants américains : K.W.U., une firme avec les géants américains: K.W.U., une firme qui dépend de Siemens, en Allemagne; Framatame en France, dans laquella l'Etat a une participation minoritaire par l'intermédieire du Commissariat à l'énergie atomique. En France et en Allemagne, le sectour de la production et de la distribution de l'électricité est, depuis le guerre, étroitement lié aux pouvoirs publics: E.D.F. est un monopole d'État, trandis qu'en Allemagne le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder défiennent des participations majoritaires et siègent dans les conseils d'administration des grandes firmes d'électricité. Pour comprendre les différences dans la mise en œuvre des programférences dans la mise en œuvre des programmes nucléoires, il faut plutôt charcher du côté de facteurs politiques : la force du mouvement auti-nucléaire et sa capacité d'influencer les décisions.

Des styles et des résultats différents

L a controverse, aux Etats-Unis, a commencé ou milieu des années 60 quand des associations locales de citayens aut, souvent evec succès, combattu la construction de centroles aucléaires dans leur voisinage. Depuis le début des aunées 70, des scientifiques sont intervenus dans les débats autour de rapports officiels (rapport Rassaussen sur la straté des réacteurs, par exemple). Quelques « figures nationales », comme l'avecut des consommateurs Relph Neder ou l'actrice Jane Fonda, procurent une large publicité à la campagne antinucléaire.

Dapuis 1974, des tentatives, encore embryonnaires, se sont feit jour pour coordon-ner nationalement les groupes antinucléaires et rechercher das alliances avec d'autres grop-pes contestatoires, les féministes ou les Indiens par exemple.

En R.F.A., le contestation entinuciée aussi démorré localement. Des « initiatives de citayens » ont va le jour, un peu partout dans le pays, pour protester contre des projets d'autoroutes ou de « rénovation arbaine », ou pour demander l'emélieration de services sociaux. Depuis le début des années 70, las « initiatives de citoyens » dons la domaine de la protoction de l'environnement se sont regroupées au niveau régional et national dans le B.B.U. (Bundasverband Bürgerinitiati-ves Unsveltschutz) et se sont engagées dans la lutre antinucléaire. Contrairement à ce qui s'est passé en France, les grandes associations allemandes de protection de la noture, avec leurs millions de membres et leurs ficisons intimes à l'establishment politique, n'ent jamais pris position contre le nucléaire. Le BUND, une essociation d'origine bavaroise et d'inspiration conservatrice, est la seule excep-

La fondation en 1970, à Paris, des Amis de la Terre préfigure l'émergence en France des écologistes politiques. En 1974, deux évé-nements marquent les débuts de la latte antidu public sur les dangers de l'énergie nucléaire est signé par plusieurs centrines de scientifiques (« Appel des 400 »). Le présentation de Reué Dumont, candidat écologiste, à l'élection présidentielle oblige les associations traditionnelles de protection de la nature à neuroles settings et sur le la contra de la nature de l'élection président et le la nature de la contra la contra de la nature de la contra la contra de la contra de la nature de la contra de la nature de la contra la contra de la contra del prendre position et renforce l'évolution de cortaines d'entre elles vers l'action politique. Parallèlement, les luttes locales contre la construction de centrales nucléaires, commen-cées à Bugey en 1970, s'amplifient; des esso-ciations antinucléaires locales et régionales connelssent une croissence spectaculaire, à partir de milieu de la décennie, surtout en Alsace, dans la région Rhône-Alpas et en Bre-france.

tagne.

D'un pays à l'autre, malgré des tectiques différentes en fonction des contextes politiques, la mobilisation autinucléaire e connu un cycle de vie comparable. Après des années d'un affort d'information, les militants autid'un affort d'information, les militants anti-nucléaires ne rencontrant leurs premiers suc-cès auprès d'un large public qu'é partir de 1974. L'éclot théâtral avec lequel tous les gouvernements out annoucé l'accélération de leur programme nucléaire, en répouse à l'aug-mentation des prix du pétrole, a provoqué la pranière grande vague de la contestation. Jusqu'en 1977, l'affrontement avec les auto-rités se fuit de plus en plus violent. Les évé-nements les plus en glus voilent. Les évétions de masse sur les sites : l'occupation penden plusieurs mois du site proposé à Whyldons le Bade-Würtemberg et les actions communes entreprises per les écologistes français, allemends et suisses à Fessenheim, en Alsoco, et à Kaiserangst, près de Bâle, en Suisse en 1974-1975; les deux grandes propinales de la construction de Suisse en 1974-1975; manifestations contre la construction de Super-Phonix à Creys-Malville en 1976 et 1977, et Panica à Creys-Malville en 1976 et 1977, et les manifestations en Allemagne avec plusieurs dizaines de milliurs de participants coutre les projets de Brokdorf, Groknde et Kalkar en 1977. Même aux Etute-Unis, où le contestation était restée très légoliste, les militants imitent l'exemple de Wyhl en occupant le site de Sanbrook (New-Hampshire) en 1977.

La réponse des pouvoirs publics est partout identique : le recours à la répression. Résultals : des arrestations parteut, des centaines de blossés à Brokdorf et à Grokade, un mort à Creys-Maiville. Il était devenu évident que le mouvement antiqueléaire de pourrait per se mouvement antinucleaire de pourrait pes survivre dans un affrontement personnent que la presse ellemende n'a pas hésité è quelifier de « quasi-guerre civile ». Au landemoin de la manifestation de Kolkar, le B.B.U. déclarait qu'il ne considérait plus les taquifestations de masse comme le moyen privi-légié de la latte authaucléaire. En France, l'approche des élections législatives de 1978 et le succès des écologistes aux élections municipales de 1977 étaient également l'occo-

Cap at a far mat w iergenebath

ge Meinie .

Silver 100

3 (3.37.4.

Am Prote-Unis, les groupes antinucléoires ont multiplié les manifestations de masse pour attirer l'attention de la presse et da le télévision et pour donner du poids à leurs actions administratives et judiciaires. En Allemagne edministratives et judiciaires. En Allemagne et en France, par contre, les militants out opté pour une tactique moins spectaculaire et plus diversifiée qui évite les confrantations violentes : participation électorale, autoréduction des factures d'électricité, pression sur les pouvoirs publics, recours devant les tribuneux civils et administratifs. Mals les résultets out

L'accès au système politico-administratif

E système politique et administratif eméricain offre de sombreuses possibilités aux groupes de premion, ce qui peut parfois profiter à des initiatives contestatrices. En principe, c'est une agence du gouvernement fédéral (Nuclear Regulatory Commission - N.R.C.) qui réglemente le technologie sucléaire. Mais les États contrôlent la réglementation en matière de pollution de l'eau par exemple. Il y a donc un conflit latent d'influence entre les autorités fédérales et celles de l'Etat lors de chaque décision d'implantation d'une conde chaque décision d'implantation d'une can-trale. Les forces antinucléaires parvant jouer trale. Les torces antinucléaires peuvant jouar sur ou controdictions et faire pression sur des représentants politiques qui ne sont pes soumis à une discipline de porti comparable à celle qui est en vigueur en Europe. Ainsi l'alliance d'une coolition de citoyess, du gouverneur et de deux membres du Congrès réorésentant le Kongrès es suffi neur este soit verneur et de deux membres du Congrès réprésentant le Kansas a suffi pour que soit abandonné le projet de construire un dépôt de déchets aucléoires dans les mines de sel de cet fitat. Sous le pression de l'électorat, plusieurs litats et communes on épocé au veto qui interdit le construction d'instelle-tione que fait le construction d'instelle-tione que soit de construire que soit acceptant de construire de c tions nucléoires sur jour territoire. En 1979, neuf États interdisoient sur leur territoire le transport de matériels radioactifs et heit États se prononçaient en faveur d'un moratoire interdinant toute n ou v el l'e construction nucléaire. Plusieurs États out organisé des référendums : les plus importants se, sont tenus en Californis et deux sept autres États de l'Ouest en 1976. Le soutien majoritaire à l'énergie nucléaire, exprimé deux ces consultations, a souvent été attribué aux moyenfimenciers que l'industrie a mobilisée condent

NUCLÉAIRE

Ben gran ift if all 1922

gende der teller

4 Sec -1 made the tree

pays européens à contracter evec ru.R.S.s., puis à développer leurs L'explosion de la bombe indienne en 1974, réalisée grâce à un réacteur civil 1974, fealisée grâce à un réacteur civil expérimental d'origine canadienne, remit en pleine lumière les implications mili-taires oubliées du développement du nucléaire civil et la faiblesse du contrôle international. Le gouvernement américain en fut d'autant plus préoccupé que son autorité aur la scène internationale était esfaiblie.

ne se satisfaisait plus des garanties précédentes d'utilisation pacifique et cherchait à réduire le risque de tentation pour les Etats non dotés d'armes nucléaires mais pouvent disposer de stocks civijs de matières fisalles. Les Etats-Unis proposalent d'interdire aux pays non nucléaires de disposer d'usi-nes d'enrichissement et de retraitement, ou tout au moins de les gérer inter-nationalement, propositions étonnament semblables à celles du plan Baruol-Lifienthal de 1946. Pour obtenir gain de cause, les Américains n'étalent pas démusie de mostre de proposition démunia de moyens de pression, puis-qu'ils possédalent, de par les accords internationaux, un droit de regard au-l'utilisation utibriques de l'uranium enri-ohi qu'ils vendalent (4), et bénéficialent de l'appui du Canada et de l'Australie, Cette volonté de restrictions commerciales entrait torcement an contin avec les stratégies d'autres pays avancés (France, Allemagna...) qui faisaient à l'époque une percés significative sur

les marchés d'exportation en offrant time gamme complète de technologies du cycle du combustible et n'avalent ni les objectifs géopolitiques des Ebsts-Unis, ni la même perception du risque militaire. Par ailleurs, le Royeums-Uni et la France offraient de retraiter, dans Hague, les combustibles irradiés des autres pays où cette activité au pouvait pas as développer du fait soit des oppositions politique es (Allemagne, Suède), soit des pressions américaines (Japon), soit encore de leur taille qui ne justifie pas l'effort technique nécessaire (Suisse, Pays-Bas...).

En 1975 et 1976, le gouvernement américain exerça des pressions sur l'Allemagne et la France qui venaient de alguer des contrats d'avecadations. Hague, les combustibles irradiés des

de algner des contrats d'exportation portant sur des technologies « sensi-bles » vers des pays en vole de déve-loppement (Brésili, Pakistan, Corés du Sud) (5) et sur le Japon pour le décourager de mettre en service une unité de retraitement achetée à la France. Parallèlement à ces pressions bilaté-raies, les Etats-Unis organisèrent, courant 1975, une concertation entre quinze p a y s exportateurs de technologies nucléaires (Club de Londres) qui abou-tit en 1976 à l'engagement de soumetire au contrôle de l'A.I.E.A. les exportations figurant sur une liste arrêtée en com-mun. L'arrivée au pouvoir du président Carter début 1977 ne fit que radicaliser les poeitions américaines : abandon officiel du retraitement et du surrégénérateur de Clinch-River (6); proposition de la Conférence I.N.F.C.E. pour faire adhérer les différents pays aux

positions américaines; nouvelle légis-lation d'avril 1978 conférant un droit de veto au retraltement aur le combuetible enrichi américain; renégociation des accords bilatéraux avec Euratom. Il va sens dire que les pays expor-tateurs, la France en tête, supportent mai les exigences américaines, et que les pays en voie de développement n'admettent pas que leur solt interdit l'accès à cartaines technologies muciéalres. Pour les premiers, derrière l'enjeu du retraltement se profile celui des aurrégénérateurs aux implications com-merciales énormes à échéance de vingt ans ; l'U.R.S.S. et la France, pays aux pouvoirs de décision les moins ouverte et les moins fragmentés, ont pu entamer depuis 1975-1976 la construction de prototypes de taille commerciale, et seralent sulvis par l'Allemagne, le Japon et le Royaums-Uni, si ces derniers ne se heurtaient pas à de fortes opposise heurtalent pas à de fortes epposi-tions internes. Quant aux autres pays, les pressions américaines vont inciter certains d'entre sux (Argentine, inde, Paldatan, Afrique du Sud) à développer des programmes hors du contrôle de l'ALEA Les uns et les autres se sont retrouvés unis lace aux Etats-Unis pour latre précateir leurs thèses à le conté-

rence LNF.C.E. Quoi qu'il en soit, le revirement américain de la période 1975-1980 a entraîné une rupture du climat de stabilité et de confiance qui avait présidé aux pre-miers développements internationaux du nucléaire civil. Il a rendu vuinérables acorolesant les crises internes et en contractant les exportations (7). La

laire prévaloir leurs thèses à la confé-

France, dont la stratégie nucléaire reposait et repose ancore sur la conquête de marchés externes (6), a

des différentes issues qui peuvent être envisagées pour sortir de la crise inter-nationale nucléaire ; mais une chose est sûre : l'ère d'Atoms for Peace est définitivement terminée; et, comme au premier temps du nucléaire, - se valeur d'usage politico-militaire surdétermine se possible valeur d'usage civil = (M. Damian). Il seralt en effet irréaliste

(3) La France, la Belgique, l'Espagne et l'Italie dans EURODIF (diffusion gazeus), l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Fays-Bas dans URENCO (centri-fugation).

(4) Ce droit, dit droit de consen-tement présiable, porte sur le retrai-tement non srulement des combustibles présiablement enrichts aux Etate-Unis. mais aussi des combustibles irradiés dans les réacteurs fabriqués aux Etate-Unis.

(5) Contrat germano-brédiem (juin 1975): vente d'une usine d'enrichissement par contrifugation et d'une usine de retraitement en sus de huit réacteurs P.W.R. de 1300 MW. Contrat franco-pakistanais (mars 1976): vente d'une usine de retraitement (suspendu). Contrat franco-coréen : vente d'une usine de retraitement (annulé en décembre 1976 sous la pression des Stats-Unis).

(6) Les Stats-Unis continuent cependant d'investir autant que la France et l'Allemagne ré un les dans la recherche-développament sur les sur-régénérateurs rapides.

(7) Sur les quarante-six G.W. expor-tés entre 1970 et 1980, guines acule-

où persisteraient leur crise interne et la mise en sommell de leur indust nucléaire (9), ne tenteront pas d'em-pâcher l'Europe ou le Japon de prendre le leadership du nucléaire civil de la semblable que les autres pays avancés. France en tête, tenteront de s'organiser pour réalster aux pressions américaines (10). Mais le regain actuel de tensions internationales les contraindre peut-être à resouder rapidement les rangs derrière les Etats-Unis en revenant sur leurs positions.

DOMINIQUE FINON.

ment ont été commandés après 1974 et cinq G.W. ont été annulés.

(8) Outre les ventes d'uisines de retraitement suspendues ou annulées, l'industrie française n's réussi à placer que deux réacteurs de 900 MW. en Afrique du Sud et un réacteur de recherche en Irak, les espoirs dans les marchés chinois, coréens, iraniens, etc., ayant été déçus.

(3) Voir M. Damian, Nucléaire : la crise dans les production et la crise dans les Acheire, IREP, Développement, Grenoble 1979. Par ailleurs, un rapport du Royal Institute of International Afriers, Inancé par la Fondation Bockefeller, évoque très sérieusement le déaintégration de l'industrie de construction des réacteurs et les perspectives ne s'amélicrent pas dans les pronhaines années. Ct. M. Lonnroth et W Walker, The Vichility of the Civil Nuclear Industry, septembre 1979.

(10) Les propos de B. Goldschmidt sur les positions françaises (dans le Complexe Atomique, Fayard, 1860) sont sans aucune ambiguité de ce point de vue.

Le refus constant d'un véritable débat démocratique

Stratégies de rechange : le blocage français

A demande ne peut excéder l'of-fre. Si l'offre memace de se rétrécir, faut-il prioritairement trouver d'autres sources d'offre on hien, au contraire, freiner la demande? Tout le débat énergé-tique occidental se résume à ce dilemme. Laisses-moi développer le nucléaire à grande échelle, disent les uns, je vous créeral une Arabie Saoudite en territoire français grâce au surrégénérateur (1), l'énergie à bon marché coulers de nouvean à flots, nous retrouverons la croisbon marché coniera de nouveau à flots, nous retrouverons la croissance rapide et facile des années 60, il suffit de « chaser le gaspi » pendant quelques années et tout reviendra comme avant pour les Occidentaux, en même temps que nous rendrons accessible au tiers-monde la technique du les effranchira à la fois du sous-développement et de l'épuisement du pétrole. Foile, répondent les autres : c'est votre nucléaire qui va nous ramener à l'âge de pierre, par la prolifération du pintoniam. Organisons au contraire dès aujourd'uni la décélération de la demande d'énergie dans les pays les plus gaspilleurs, et les énergies renouvelables deviendront à terme définitivement sui-

fisantes : c'est la scule voie de réconciliation de l'homme avec son milieu naturel, et de détente des rapports avec le tiers-monde.

Ces deux langages ne partent pas des mêmes origines : le premier se fonde sur les nécessités apparentes du court terme occidenta!

(il fast bien ranimer la croissance, résorber le chômage et améliorer notre compétitivité nationale) pour défendre une stratégie qui engage à l'évidence le très long terme. Le second langage part au contraire du long terme planétaire pour en déduire une transition acceptable, ici et maintenant. Le premier fait du retour à la baisse du prix directeur de l'énergie un im pératiféconomique prioritaire, auquel il prétend subordonner l'évolution technique et sociale (il faudra bien que nous apprenions à gèrer en sécurité les déchets radioactifs et le cycle du combustible nucléaire, quel qu'en soit le coût social et environnemental), tandis que le second accepte au contraire l'orientation à la hausse du prix de l'énergie — favorable à la rentabilité des investissements de conservation et de développement des énergies nouvelles — non pas

L'expansion économique est-elle nécessairement liée à un accroissement permasent de la consumation d'énergie ? Et, devant l'augmentation des prix des hydro-carbures, le modéaire se présente-t-il commo la voie obligée en progrès? Une autre politique est concevable, et elle fait appel, elle aussi, à des technologies de points. Par LOUIS PUISEUX *

comme une capitulation devant l'ad-versité de la nature et de l'histoire (l'épuisement du pétrole, anticipé par la pratique monopolistique de l'OPEP), mais comme le redresse-ment salutaire d'une aberration historique : les très bas prix du pétrole au cours de la décennie 60,

qui ont donné son plein essor à la société du gaspillage énergétique, n'ont été rendus possibles que par la domination impériale de l'Occident sur les pays détenteurs des réserves pétrolières majeures. Infléchissons-nous donc sans tarder, et sans retour, vers une société post - éner-gétique.

La position du souverpement fran-

gétique.

La position du gouvernement français dans cette controverse générale
se signale par son radicalisme en
faveur de la première thèse, tant
à l'égard du contenu même de la
politique énergétique qu'à l'égard
des mécanismes institutionnels d'expertise, de débat et de décision (2).
Depuis le quadruplement des prix

(2) Cf. cle France scule impavide face all mouvement antinucientre a. Punorume de Fénergie nº 21, février 1980 (S.O.M. Centre Burd, place des Reflets. 2081 Le Détense 2).

(3) Au moins ex scénarios pour les Etats-Unis (ZEG Furd, 1977; Lavins, 1977; Steinhart, 1977; CONAES, 1978; Yergin, 1979; Vince Taylor, 1979); un pour le Canada (Lovins, 1976); un pour

des pays occidentaux ont consacré des mayens d'expertise souvent consi-dérables — aux Etats-Unis, plusieurs centaines de techniciens, économistes et planificateurs, pendant plusieurs années, dans plusieurs èquipes indé-pendantes — à la définition de stra-téries alternatives (3) qui ont toutes en commun la stabhashion des mi-weaux de consommation d'énergle au cours des vingt ou trente pro-chaînes années, voire, pour certaines d'entre elles, leur régression à long terme vers des niveaux franchement moins élevés qu'aujourd'hui.

(Lire la suite page 16.)

l'Allemagne (Fitchner, 1977); un excellent pour la Grande-Breisgne (Gerald Leach, 1979); un pour la Sudde (Lon-roth, 1977); un pour les Pays-Bas (Orego, 1978); un pour le Danemark (Sorensen, 1978); un pour la Nouvelle-Zélande (Harris, 1978); un pour la O.E.R. (Umberto Colombo et Oliviero Bernardini, 1978). On trouvera les références désuillées et un résumé de ces travaux dans le n° 22 de Futurbles 2000 (avril 1979) et dans Jean Saint-Geoure : Pour une croissance économe en énergle, rapport a la C.E.R., juin 1979.

Un autre lien où des groupes autinucléaires pouvent efficacement influencer les décisions sont les « hearings » organisés par des commissions parlementuires et prévus dans les procédures pour chacun des permis que le promoteur d'une contrale doit résuir avant d'en entreprendre le construction. Les d'ende ces permis partiels varie d'un État à l'auplus d'une containe. L'utilisation babile de ces « hearings » pent conduire à des délais et, en conséquence, à des coûts supplémen-

En Allemagne, le système fédéral permet également aux militants de renforcer les contradictions et les conflits potentiels au sein même de l'administration. De plus, la

L'« Atomgesatz » répartit les compétences entre les administrations des Länder responsobles de l'octroi des permis de construire et deux commissions régulatrices du Ministère fédéral de l'intériour qui contrôlent ces décisions (Commission pour la protection contre les redictiens, S.S.K. et Commission pour la sécurité des installations nucléaires, R.S.K.). Cetta loi prévoit des auditions publiques copiées sur le modèle des « hearings » amé-ticient des la complex des ricains: tout cityen peut formuler des objections auxquelles l'administration est tenue de répondre et attaquer le décision prise devant les tribunaux administratifs. Lors de la demière modification de la loi en 1976, um paragraphe a été introduit qui donne une priorité absolue è la sécurité sur toutes considérations économiques. Le mouvement antinucléaire a bénéficié, à cette occasion, de circonstances exceptionnelles. Le parti-libéral voulait gagner les faveurs des oppo-ments a raisonnebles »; le porte-perole du S.P.D. en metière d'environnement et de technologie, M. Frank Hoenschke, menoçuit de mobiliser l'opinion publique contre les pressions conjuguées de l'industrie et du syndicet au ces où ce passage ne serait per voté, et sus homologue de la C.D.U. était alors M. Herbert Gruhl, qui quitte son parti pes après pour fonder un parti écologique.

Les « initiatives de citoyens » se sont efforcées d'influencer toutes les organisations politiques. Pratiquement tous les dirigeants du B.B.U. sont membres d'un des partis de la coalition gauvernementale. Les organisa tions de jeunesse Jusos et Judos ont épousé les positions des « initiatives de citoyens ». Les antinucléaires out des alliés jusque deux le direction des partis, comm M. Erbard Eppler, ancien ministre et mem

bre de la direction de S.P.D. Pour répondre aux écologistes qui, de plus mut Schmidt déclarait en 1976 que le R.F.A., ne construireit d'autres centrales qu'une fois résolus les problèmes du retraitement et du stockage des déchets. Le gouvernement fédéral proposait la construction d'un grand contre intégré de retraitement et de stockage à Gorleben. Les tribunaux administratifs qui, inscrealis quaient proposacé des inscreats. jusque-là, avaient prononcé des juges contradictoires, fondaient dès lors lour prétation du terme « sécurité » sur la solu-tion du retraitement et du stockage des déchets nucléaires. La mice

Bien qu'appartenant à la C.D.U., plus nt défenseur de l'expansion nucléaire en aogne, le premier ministre de Basse-M. Ernst Albrecht, acceptait la demande des écologistes de former un groupe d'exports internationaux avec mission de réexaminer tous les problèmes concernant le centre de Gorleben. Ce geste lui parmettait d'écarter la question nucléaire des débats électoroux dans un Lond où son gouverne-Après deux aus de préparations, experts cri-tiques et experts officiels se confrontèrent en séance publique. Per basard, le date de cette séance publique. Par leasurd, le date de cette réunion a coïncidé avec l'occident de Turce Mile Island. Une manifestation organisée à Hamovre courte le projet de Gorleben attirait quelque 50 000 à 100 000 personnes. Un mois plus tord, M. Erast Albrecht concleait à l'impossibilité de constraire le centre de Gorleben dovant une opposition aussi importante, bien que son gouvernement n'ait pas d'objections techniques. Pour le politique nucléaire du gouvernement fédéral, c'était l'imposse.

En France, le gouvernement e fait le sourde creille à tous les reproches formulés contre se politique aucléaire. Le France est le seul pays écombre de l'O.C.D.E. qui ne dispose pes de législation spécifique sur la technologie nucléaire. Le gouvernement n'a jamais du affronter de débat porlementaire du des continues les seules de les seu ornate des constraires, par la recourir pour l'acqui-sition des terrains, evant de poevoir deman-der un permis de constraire, permettent de formuler des objections. Mais les réponses à termuler des objections, mais les repenses et ces critiques ne sont même pas rendues publiques. Dens ces conditions, des recours judicioires ne pouvaient guère être officaces : les tribunaux refusent de juger mr les problèmes de fond posés par les dossiers techniques ; les fautes de procédure en l'« abus de pouvoir » restent les seuls points négociebles. Seule lu construction de le centrale. de Flamenville a été returdée de quelques

du Conseil d'information sur l'énergie électronucléaire composé de fonctionnaires, de représentants politiques et d'écologistes. Le président Giscard d'Estaing evuit annoncé su création après les événements senglents de Creys-Melville en 1977 et conflé su présidence à Mme Simone Veil. Mais l'action du Conseil n'e pas été très visible. C'est l'accident de Three Mile Island qui a finelement forcé

Le temps d'attendre

A UX Etats-Unic, les effets de l'accident de Three Mile Island ont favorisé le ralentissement des constructions de contrales. Pour la première fois, les grandes associations de protection de la nature ont pris clairement position. L'influent Sierra Club a demandé l'abandon du nucléaire, d'autres um moratoire. Peut-on pour outent parler de la fin du ancléaire aux Etats-Unis? Les la fin du ancléaire aux États-Unis? Les conclusions du rapport Kemeny sur l'accident de Three Mile Island sont à cet égard éclairantes. Entre les Egnes, le rapport suggère une restructuration fondamentula des procédures de réglementation et du secteur de production de l'électricité. A première vue, l'application de ces conclusions somble conduire à des critères de sécurité encore plus élevés. Mois il ne faut pas oublier que l'industrie aucléaire américaine e toujours réclamé une clarification des procédures de contrôle de façon à créer un aliment plus favorable à la plamification stratégique des grandes firmes. Avec 72 centrales nucléaires en service et 90 su construction aux Etatsen service et 90 se construire nucléaires en service et 90 se construction oux Erus-Unia, les géants de l'électronucléaire ont le temps d'attendre une reprise éventuelle des commandes avant que leurs activités ne

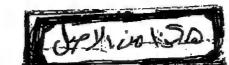
aucléaire ellement s'est montré avec force dans des manifestations de mane et au niveau électoral. Le monifestation auti-nucléaire de Bonn, en octobre 1979, a été nucléaire de Bonn, en octobre 1979, a été le plus grande démonstration de rue dans l'histoire de la République fédérale. Le système de la représentation proportionnelle a permis eux « verts » d'éliminer le partilibéral de deux parlements régionaux à Hambaurg et en Bosse-Saxe et de conquérir des sièges au parlement de Brême. Malgré des contradictions idéologiques énormes, un parti « vert » a pu être fondé en vue des élections législatives de cotte enuée. Il élections législetives de cotte année. Il comprend un ancien C.D.U., M. Herbert

visage humain = Rolf Bahro, le philosophe est-ellement Welter Harich, qui habite actuellement Vienner et qui est resté fidèle, dans ses écrits écologiques, à ses idéaux staliniers. Ce parti comprend aussi des réactionneires qui voient dans l'écologisme un reneaveau d'une vision biologiste du monde. Si les « verts » obtiennent seulement 3 ou 4 % des veits le prochain charactère allement pourrait s'appeler M. Franz Josef Strauss. De sus côté, le gouvernement fait des efforts pour lever les obstacles juridiques à l'expension nucléeire. Un accord pour créer des bassins et de grands contrez de dépêt tem-poraires des déchets est intervenu entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des Lander ou début de cette année. Mais, rien na permet de prévoir la réaction des tribuneux à ces neuvelles données. Tout indique donc que la débet nucléaire restora

Privé de réelles possibilités d'influence, le mouvement untinucléoire françois s'est vite tourné vers l'élaboration d'une doctrine écotoumé vers l'élaboration d'une doctrine explogique, d'un schéme d'interprétation du monde plus globol. Dons un pays où le polarisation politique et idéologique reste très forte, chaque groups qui lutte pour des changements, al minimes soient-ils, se voit contraint de se situer par rapport aux grandes forces politiques en place, et surtout par rapport à l'opposition de gruche. Tous les en autonomistes » des écologistes français ne peuvent pas cacher qu'ils sont plus dépen-dants de jou politique traditionnel qu'aux. Etets-Unis ou en Allemagne. En 1978, l'échec électoral de la gauche, dans luquelle beau-coup écologistes evaient placé leur espoir, même sans le dire à heute voir, a laissé le mouvement antinucléaire dans le désurrei. On ne voit pas ce qui en France pourrait actuellement conduire un gouvernement, plus que junais sûr de lui, à changer d'optique et à infléchir su politique nucléaire.

Au fond, l'analyse comparative du débat mu tona, ramaisse comparative du débat nucléaire ne permet pas de conclusions géné-rales. Dans les trois pays, les protagonistes du débat se ressemblent : d'un côté, le gou-vernement et l'industrie, unis dans leur ellent de promotion de l'énergie nucléaire ; de l'autre côté, un mouvement de contentation croissant depuis 1974 qui, tout en rancon-tront des sympothèms dans toutes les consises crosseant depais 1974 qui, tout en rencon-trant des sympathies dans toutes les couches de la population, puise le gros de ses mili-tents dans le groupe d'âge des moins de 35 ans, et parmi les étudients et le neuvelle petite-bourgeoisie intellectuelle urbaine. En définitive, la force numérique et le mobili-sation du mouvement ont mains déterminé son intente con les institutions et les appoiduses impact que les institutions et les procéd pays à l'autre,

DOROTHY NELKIN



mouvoir la recherche et le dévelop-

pement de techniques soft (fixation

de l'azote de l'air par micro-organis-

mes au lieu des engrais azotés; voie

sèche pour le ciment ; coulée conti-

nue pour le laminage ; micro-ondes

pour le séchage, etc.) en même lemps que la récupération en cas-

cade des calories perdues (les usages a chaleur à 100° au moins » repré-sentent 45 % de le consommation

industrielle d'énergie en Europe, et

Le fait est que les industriels

européens ne s'orientent dans cette direction qu'avec lenteur, requérant

pour les investissements en économ.e d'énergie des taux de rentabilité

nettement plus élevés que pour leurs

investissements stratégiques. Pour les aider à anticiper sur le prix

futur de l'énergie, une puissante incitation, suggérée par Jean Saint-Geours (7) serait de reporter une

part des charges fiscales frappant

les coûts de main-d'œuvre sur les dépenses d'énergie. En attendant, les taux de subvention et de bonifi-

cation d'intérêt de l'Agence pour

les économies d'énergie sont en France inférieurs à ceux de la plu-

36 = en France).

(Suite de la paye 15.)

En France, au contraire, de tels exercices n'ont été le fait que de minuscules équipes bénévoles (4), et sont aujourd'hui accueillis par les planticateurs officiels avec une condescendance à peine déguisée.

Tous ces scenarios soft energy se ressemblent, comme on le voit dans les trois grands domaines qu'il convient d'examiner :

1°) Le secteur domestique et ter-tiaire est généralement re con n'u comme le plus gaspilleur : c'est là que la croissance de la consomma-tion a été la plus forte depuis trente ans. La généralisation du « confort domestique » à travers le monde oc-cidéntal tout exister, y compris les résidences rurales, s'est faite sur un modèle de logements à parois légè-

res, assortis de chaufferies au fuel res, assortis de chaufferies au fuel ou au gaz largement dimensionnées: on jetait afégrement les calories par les fenêtres. Une meilleure isolation thermique (laine de verre entre les parois, double vitrage) permet sisément de réduire de moitié la consommation totale d'énergie d'un logement neuf, pour un supplément de 1 % à 2 % sur le coût de construction. Cette amélioration est évidenment plus difficile à obtenir optimistes pour économiser du pétrole à 12 dollars le baril. Le prix du pétrole est dès aujourd'hui deux fois plus élevé, alors que les logements construits entre-temps seront encore débout dans cinquante ans i

Les économies possibles

L'EAU chaude sanitaire, de son côté, se prête admirablement à l'énergie solaire : dans les territoires bien exposés en tous cas, le chauffe-cau solaire est immédiatement et définitivement compétitif à l'égard de toute autre technique, que ce soit pour la tollette, la cuisine, le lavage (avec ou sans machines) du linge ou de la valsselle.

Ces deux usages «chauffage» et «eau chaude» représentent les neuf dixièmes de la consommation domestique d'énergie. Le reste (éclairage, radio, télévision et électroménager) ne pèse pas lourd au total. Sans doute doit-on améliorer la construction des encercies mais sur construction des appareils, mais nui ne songe à en limiter l'usage — d'autant que, dans un logement bien isolé, les consommations correspon-dantes, se dissipant finalement en chalcur, viennent en deduction des besoins de chauffage. C'est dire l'ou-trance des polémiques du style : « Accepter le nucléaire ou revenir « Accepter le n à la bougie! »;

2°) Dans le secteur des transports, de même, on peut gagner heaucoup par l'amélioration du rendement des véhicules (poids, aérodynamisme, dessin des moteurs et des pneus, régulation électronique de la com-bustion, etc.), male la question décisive est évidemment celle de l'arbitrage rail-route pour le transport des marchandises, et automobile-trans-port collectif pour celul des personnes (question qu'élude solgneusement le rapport Guillaumat (6) : choisir l'ex-grand patron du pétrole fran-çais pour animer la prospective du evidenment plus difficile à obtenir sur un logement ancien : raison de plus pour relever dès aujourd'hui les normes d'isolation thermique des logements, qui ont été arrêtées en France en 1974, et calculées comme

système de transport, c'est s'assurer à l'avance d'une conclusion favora-ble à l'automobile). Or les transports collectifs urbains consomment trois fois moins d'énergie que les transports individuels par volture. Les transports de marchandises sur lon-gue distance consomment trois fois moins d'énergie par rail que par route. Tout report de trafic du

second mode vers le premier écono-mise donc beaucoup d'énergie. L'automobile a été à la fois le symbole et le « moteur » de la crois-sance économique européenne depuis la fin de la seconde guerre mon-diale, à l'imitation du style de déve-loppement américain. L'essor de la soppement americain. L'essor de la route a été favorisé par la gratuité de l'occupation de l'espace dans les rues des villes, par le financement collectif des infrastructures, etc. Ces faveurs, dérogeant aux règles de saine concurrence, ont certes fait l'objet d'un puissant consensus social dans les années 50 et 60 Elles pries dans les années 50 et 60 Elles pries dans les années 50 et 60. Elles n'en ont pas moins engage nos pays dans une dépendance pétrolière d'autant plus lourde à réduire qu'efie est désormais inscrite dans le béton et l'asphalte. Il ne s'agit donc pas seu-lement d'élèver progressivement le prix de l'essence et de la vignette pour faire èquitablement ressentir à l'automobiliste les charges qu'il fait et fera peser sur la collectivité, mais aussi de développer nos villes selon un dessin qui ne rende pas l'automobile indispensable. Surprenante est la faveur exclusive dont continue à jouir en France l'habitat indivi-duel, incompatible evec le développement des transports collectifs (la gare ou la station d'autobus est trop loin du domicile), à l'heure où de nombreux urbanistes étrangers aux Etais-Unis en particulier remettent en question leurs plans de développement pour mieux pren-dre en comple le contrainte énergétique (6), donc favoriser l'habitat semi-collectif (pour l'extension de Boston par exemple).

Notons enfin que la mobilité des personnes n'est pas le bien suprème, mais seulement l'un des moyens pour accroître leur liberté de choix : c'est l'accessibilité des blens et services qu'il importe de développer. Or transmettre les informations est une solution blen moins gaspilleuse que déplacer les personnes elles-mê A long terme, cette substitution (du transport vers l'informatique) est sans doute la plus prometteuse.

3°) Dans le secteur industriel enfin, il s'agit d'infléchir le rôle de l'Europe dens la division internationale du travail vers des activités à moindre contenu énergétique (la crise de la sidérurgie, par exemple, était prévisible depuis longtemps); de favoriser le recyclage et la durabilité des produits; enfin de pro-

part des autres pays d'Europe (8). Jacobinisme et technocratie

U NE telle politique, visant non pas à « l'austérité » mais à dissocier la croissance energétique de la croissance économique générale, sert évidemment l'environnement : les techniques gaspilleuses sont les plus polluentes et les plus destructrices (la vitesse automobile est meurtrière : un Martien débarquant aujourd'hui sur la Terre serait sidéré d'apprendre que l'on continue de construire des voitures capables de rouler à 200 km-h alors que la limitation de vitesse est à l'évidence irréversible). Elle sert également l'emplo!, créant devantage de postes de travail qu'elle n'en supprime. Elle est éminemment favorable à la décentralisation, à la décongestion des grandes concentrations industrielles et des agglomérations urbaines gigantesques (cf. en particulier les scénarios Colombo et Steinhart). Elle joue enfin dans le sens de la détente des rapports Nord-Sud : « Une croissance de l'économie mondiale satisfaisant à la jois les besoins

du développement du tiers-monde et des pays industrialisés n'est possible que si la demande energétique est sensiblement réduite chez ces derniers » (rapport Saint-Geours) (7). Bref. elle constitue pour l'Occident. dans le monde dangereux, incertain et déchiré où cette fin de siècle l'a placé, la seule stratégie de minimisation des risques, alors que le dèveloppement prioritaire du nucléaire ne semble maximiser les avantages économiques qu'au prix d'une vulnérabilité croissante, tant à l'inté-rieur de ses frontières qu'à l'égard du reste du monde : « Le choix d'une énergie centralisée se révélera à très long terme plus lourd encore de conséquences économiques et sociales qu'aujourd'hui (Colombo, cité par Saint-Geours).

La centralisation bien connue du système de décision en France est particulièrement sensible dans le domaine de l'énergie, où se conjuguent le scientisme du calcul éco-nomique et le jacobinisme des natio-

nalisations. L'esprit de la planification française, instauré par Pierre Massé, repose entièrement aur la démarche d'optimisation : pour un système de priz donné (supposé pariaitement connu et transparent), il y a une solution maximisant l'avantage collectif, et une seule. Mais que le système prix se révèle instable (accessibilité du petrole, acceptabilité du nucléaire, etc.), la recherche de l'optimum devient elle-même aléatoire. Ce n'est évidemment pas au planificateur de décider quel est le « bon » apatème de prix à retenir pour arbitrer entre les diverses solutions. Le véritable rôle du planificateur est de proposer des variantes, afin de faire apparaitre les conditions de cohés interne de chaque hypothèse. Confisquer an contraire tous les mogens d'études au profit d'une solution apparaît ici comme une forme ma-

jeurs de monopolisation du pousoir. Le condition préslable à toute démocratisation du débat énergé-tique réside donc dans la pluralisation de l'expertise : que les diver-ses voies possibles de la politique ènergétique soient étudiées à éga-lité d'information et de moyens de calcul, par des instances indépendentes les unes des autres, avant tout vote parlementaire ou par référendum Les Français n'en prennent pas le chemin

LOUIS PUISEUX.

(4) Groupe de Bellavus: Projet Alter (Syros, 1978); Michel Bosquet: Au soleil de l'an 2008, numéro spécial « Energie » de la revue Que citotair? (février 1978). De son côté, l'Agencs pour les économies d'énuces à long terme; cela n'entre pas dans le cadre de sa mission.

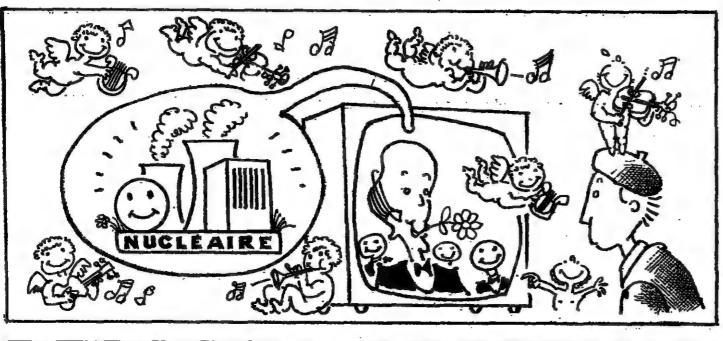
dans le cadre de sa mission.

(5) Orientations pour les transports terrestres, rapport de la commission d'étude présidée per Pietre Guillaumat (Documentation française, février 1978).

(6) Cf. Le conférence internationale Energy and Community Decelopment, Albènes, 10-15 juillet 1978, et l'étude du Centre de recherche d'urbenisme (CRU) adoptation urbaine et mutations énergétiques (ministère de l'environnement, mai 1978).

(7) Commission des Communautés su-

(7) Commission des Communautés su-ropéannés: Four time éroissants son-nome en énèrgie (juin 1979) (200, me de la Loi, à Brutelles, ou 61, rus des Belles-Feuilles, à Fatte). (8) OL le Monde du 9 mai 1979 : «Les panomiles dans l'industrie ».





De l'antagonisme

à la convergence?

L'ÉVOLUTION DES SYNDICATS

Par VICTOR MATTIOT*

« Le développement rapide de l'éner-gie nucléaire est une nécessité indispensable pour éviter la faillite de économie nationale. » (Conférence de l'AFL-CIO, américaine sur les problèmes énergétiques, mai 1976.)
« La crainte de l'atome est souvent

le fruit d'un curioux mariage entre le tabou de la radio-activité et des préoccupations qui n'ont rien à voir avec l'énergie ni avec les rudio-éléments, » (le Peuple, organe de la C.G.T., mai 1975.)

« Rapide achèvement des centrales en construction. Développement de la recherche nucléaire pour assurer la sécurité des emplois menacés par les tentatives de freiner le programme et pour maintenir nos capacités d'expor-tation dans cette technologie.» (Dé-claration de l'exécutif du D.G.B. alle-

'A.F.L.-C.I,O, s'est trouvée directement

railleurs du nucléaire est de 5 rems par on, soit dix fois plus que la dose maximale admise pour l'ensemble de la population; elle est justifiés par la théorie du « seuil », qui postule qu'en dessous d'un certain niveas l'exposition que la dessous d'un certain inveas l'exposition aux redictions serait sans conséquences. Lors-que la Commission de l'énergie atomique caupa les crédits d'un chercheur, M. T. F. Mancuse, dont les études révélaient un toux enormalenent élevé de cancers chez les travailleurs soumis à des dosses inférieures à la norme de 5 rems, le syndicat prit fuit et cause pour cu dernier et l'embaucha comme axpert médical. En France, le C.G.T. et la C.F.D.T. ent dernièrement appelé les personnels des cen-trales du Tricastin et de Gravelines à « s'opposer par tous les moyens » au chargement des réacteurs où des fissures avaient été déce-lées (1). Mieux, des syndicalistes ont parfois été aux

Mieux, des syndicalistes ont parfois été aux origines de la contestation autinucléaire. Responsable syndical C.I.O. de grand laboratoire nucléaire d'Oak-Ridge, Les Goodman commence par se préoccuper de la sécurité du personnel travaillant en milieu radioactif. En 1956, il canvaina le syndicat de l'automobile (United Auto Workers) de refuser la countrate de l'automobile de la countrate de l'automobile de l'autom tion, près de Detroit, du réacteur expérimental Fermi. L'U.A.W. intente le premier procès contre une implantation sucléaire civile aux Exts-Unis, qu'elle finit per perdre, en 1961, devant la Cour suprême.

Plus récemment, la publication en 1975 de l'ouvrage l'Electronucléaire en France, rédigé par le syndicat C.F.D.T. de l'énergie atamique, a fourni à la contestation une argumentation technique et scientifique précieuse face aux

Enfit, c'est une militante syndicale qui s founti au mouvement estinucione americain son premier = martyr =. Technicienne dans la centrale de Cimarron-River (Oklahoma), qui apportient à la compagnie Kerr-McGee, Mme Koren Silkwood s'apprétait à faire des révélations sur la violation des normes de sécurité. En novembre 1974, elle fut contosecurité. En novembre 1974, elle un couro-minée par du plutonium dissimulé dans son réfrigérateur; qualques jours plus tard, elle trouvoit la mort dans un accident d'automo-bile dont les circonstances n'ent pu être éclair-cies. Après une batalile de cinq ans, menée

par son syndicut, l'Oil Chemical and Atomic Workers, une cour fédérale e reconpu la res-ponsabilité de la compagnie dans la contami-uation de Mme Silletroud et accordé 1 500 000 dollars de dommages-intérêts à se famille. Il n'en reste pas moins que, dans leur ensemble, les syndicats ouvriers contentent seu-

lement cartaines produlités d'utilisation du nucléaire et jamais son principe. Dans le cas de la C.G.T. ou de l'A.F.L.-C.I.O., ce soutien s'étend même à la technique des surgénéra-teurs, pourtant considérée avec réticence par certains gouvernants occide

La C.F.D.T. fait exception par son oppositio radicale au programme françois (2). Mais sa position ne va pas jusqu'au refus pur et simple du aucléaire. Elle réclame un moratoire de trais ens minimum avec interdiction de toute nouvelle commande et mise en service d'installation, ciasi qu'une réorientation de la politique énergétique « dans le sens d'une limitation de la place du nucléoire ».

Une partie des écologistes en viennent à considérer les trayailleurs comme des adversaires, responsables au même titre que leurs em-playeurs des métaits de la société industrielle. Y a-t-il donc une limite intrinsèque à la reprise en charge par les travailleurs du com-bat pour la défense de l'anvironnement? Ou hien. bien, une convergence est-elle envisageable entre la lutte antinucléaire et le mouvement ouvrier à condition de faire santer les blocages qui la rendent si difficila aujourd'hui?

Blocages politiques ?

ES liens entre des syndicats et des partis favorables au nucléaire ne sont un secret pour personne. Mais les syndicats affichent

pour personne. Mais les syndicats affichent sauvent plus d'intransigeance que cas partis dans la défense de l'atome civil.

La C.G.T. a maintenu son hostilité à la force de frappe française après que la direction du parti communiste se fut ralliée à son principe, peu avant les élections de mars 1978. Par contre, elle s'est catégoriquement opposée à toute idée de moratoire au moment où le groupe communiste de l'Assemblée notionale, en juillet 1977, demandait que le réacteur

de l'essenheim fonctionne à titre expérimental avant que la série des LWR soit poursuivie. Au congrès du parti social-démacrete alle-mand de novembre 1977, une majorité sem-blait devoir se dégager en faveur d'un mora-toire de deux ans. Un mois auparavant, easrunte mille syndicalistes, travailleurs de l'in-dustrie nucléaire on d'entraprises engagées dans la construction des controles (Krupp, Hachtief, Mannesmon) participalent, e Derf Hochtier, Mounessen) participatent, e per-mund, à un moeting pronucléaire organisé par l'Aktionskred Engrije (Groupe d'action paur l'énorgie) evec l'aide d'upa câlèbra agence de publicité de Munich. Cédant à satte pression, le S.P.D. renouçuit à son projet

Peu de temps oprès cet épisode, un dirigeant syndical, M. Heinz Brandt, fit scondale et faillit être exclu du D.G.B. pour evoir dénoncé publiquement l'e Atomfüz », la « meffie nucleure », compasée, disait-il de « ces bu-renucrates syndicoux bien poyés qui siggent à la direction des grandes compagnies et qui, en compun avec elles, ont organisé une campague de publicité pranucléaire pour influen-

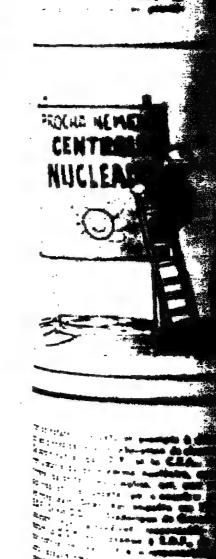
cer le mouvement ouvrier » (3). Les protiques de cogestion qui existent en Allemagne ou la tradition américaine du « bargaining » (négociation collective) pegyant inciter les dirigeants syndicaux à assimiler les intérêts des travailleurs à ceux de leur entreprise et à faire alliance avec le patronat pour garantir la prospérité d'une branche écono-mique. Une telle alliance s'est révélée dans l'industrie nucléaire i manifestation de cinq mille traveilleurs allemands, en novembre 1976, sur le site de la centrale de Müllheim, aux cris de « Pas de centrales, pas de progrès »; manifestation des syndicats américains de bâtiment en faveur de la centrale de Seabpook (New-Hampshire), cible privilégiée en la

ntestation... Mais, objectera-t-ou, les syndicats français

(1) Par la suite, la C.F.D.T. a maintenu con opposition alors que la C.G.T. se déclarait satisfaite des contrôles techniques effectels par H.D.P.

(2) Avec les syndicats australiens qui s'opposent à la vente à l'étranger du mineral d'uranjum de leur pays.

(3) Discours prononce à la manifestation antinuclèsire de Brokdorf le 19 février 1976.



2-- Sept 1

. or the 1000 Miles

-

12 De

are the same

MICLEAIRE

-1.13₄₃₂

 $v = v = v v^{\frac{1}{2}}$

and the second

-

UNE SOLUTION CONTESTÉE : L'ÉLECTRONUCLÉAIRE

Un prudent rejet de toute expansion des programmes en cours

N 1970, le gouvernement suédois, alors social-démocrate, proposait au

Parlement un programme électro-nuclésire qui devait atteindre 50 ou

70 GW en l'an 2000. Dix ans plus tard,

gramme nucléaire. Les aix centrales

actuellement en service fournissent à la Suède 25 % de son électricité et ? %

de sa consommation énergétique totale.

Rapporté au nombre d'habitants, le programme électronucléaire suédois ast

la plus important du monde. L'antière

en cours de construction) doublerait la part du nucléaire Le principal point

tions soumises à référendum, le 28 mars demier, portait en réalité aur la date à

laquelle le pays entemeralt l'abendon de l'énergie nucléaire : 1990 ou 2010. Alnei l'énergie nucléaire, conçue à

l'origine pour être une pierre angulaire du développement industriel auédois, est

désormais considérés comme une simple

ënergie de transition en attendant la mise en place des systèmes d'énergie pays du monde qui importe les plus grandes quantités de pétrole (en tonnes par habitant); elle possède 80 % des

réserves européennes d'uranium et le seul type de réacteur nucléaire à eau

légère mis au point sans aucune aide des Etats-Unis ou de l'U.R.S.S. Que s'est-il donc passé ? Tout d'abord, à la différence d'autres

pays, le problème a été introduit très tôt dans le débat politique. En 1972-1973, le principal parti d'opposition (alors le

parti centriste), prenait des positions anti-

nucléaires. Le débat a largement contribué à la chute du gouvernement social-démocrate, en 1976, et à la démission,

en 1978, du premier gouvernement non socialiste que la Suède alt connu en

ont été soumises aux électeurs. Le

quarante-quatre ans.

Isation du programme en cours de 12 réacteurs (4 des 6 centrales supplémentaires sont déjà prêtes et 2 sont

SUEDE: recherche d'un compromis acceptable

noment, demandait, conjointament avec le parti communiste et les groupes écode 1990, des six centrales déjà en ser-vice. Le parti libéral, également su gouvice. Le parti libéral, égatement au gou-vernement, ainsi que le parti social-démocrate, dans l'opposition, soutenaient en commun la poursuite de l'actuel pro-gramme nucléaire et donc la mise en service de six réacteurs supplémentaires. Mais, ils s'engageelent à abandonner l'énergie nucléaire une fois exploitée cette génération de réacteurs. La troi-sième proposition, émanant du parti conservateur, talsealt la porte ouverte à une expansion uitérieurs du nucléaire au-delà du présent programme, De plus, des études approfondies ont récemment démontré que la Suède dis-pose d'atouts considérables en matière quatre des cinq grands partis politiques du pays se sont engagés, de fait, en faveur d'un abandon progressif du pro-

pose d'atoute considérables en matière d'énergies renouvelables. Avec sa popu-lation dispersée et son degré d'ensoleillement à poine inférieur à celui de la France, le pays offre de multiples possibilités pour l'énergie écilenne, les possibilités pour l'énergie écilenne, les systèmes de chauffage solaires et la biomasse. Les fortes traditions des collectivités locales suédoises, dans le domaine de la distribution d'énergie, peuvent également faciliter l'essor de l'énergie solaire et des techniques de conservation de la challeur.

Enfin, le caractère fortament indusficillés de la société auédoise a suscité des inquiétudes croissantes. En Suède comme allieurs, les partisans du nucléaire evancent souvent l'argument selon lequel de nombreuses autres activités industrielles (comme les productions chimiques) présentent des risques beau-

chimiques) présentent des risques beauici, les opposants ont trouvé dans cetts argumentation une justification supplé-mentaire de leur méfiance à l'égard de la société industrielle.

de clivage entre la gauche et la drorte. Il bouleverse la jeu politique. De ce d'exceptionnel. Des tendances similaires es sont manifestées, en 1972, lors du référendum en Norvège sur l'entrée dans le Marché commun, et, en 1978, lors

Alers one, dans divers pays, on France entamment, les grandes décisions concermant la politique énergétique sont prises par voie technocratique, la Soède a ponssé très loin le respect des normes lémocratiques. Beux attitudes qui engagent non sexiement l'avenir économique l'ime seciété, mais aussi l'avenir de sa pratique politique. L'exemple suédeis mentre comment pervent devenir compatibles efficacité et liberté.

Per MANS LONNROTH *

du référendum en Autriche sur le nucléaire : dans les deux cas, l'establishment politique et industriel, pourtant

Mais, en Suède, le débat nucléaire a, plus encore qu'allieurs, affecté le jeu politique. Le parti social-démocrate s'est trouvé particulièrement touché : coha-bitent en son sein une importante minorité (sans doute restreinte) fermement pronuciéaire. La direction du perti a été obligée de choisir entre son soutien initial à une expansion continue du nucléaire et le risque d'une hémorragie de retourner au pouvoir à brève

monde à s'engager dans un vaste pro-gramme nucléaire comme en témoignent les premières prévisions, extrêmement ambitieuses, de 1970. Elle est ausai le premier pays où l'opposition au nucléaire a su devenir une sorce politique capable de décider du résultat des élections et de la formation des gouverner

Lors du référendum, 58 % des votants se sont prononcés pour la poursuite de l'actuel programme nucléaire, suivie de son abandon progressif sur une période da 80 % a votá contre toute expansion ultérieure du nucléaire au-delà de l'actuel programme (1). Il semble donc que la Suède solt aussi le premier pays où un compromis ait pu être atteint sur le développement de l'énergle aucléaire :

ce compromis s'établit à mi-chemin entre la paralysie américaine ou ouestallemande et la volonté technocratique qui triomohe en France.

(1) L'option I du parti conservateur a recusiili 18.9% des voix. L'option 2 des sociaux-démocrates et des libéraux arrivs en tête avec 39.3 % des voix. Elle est talognée par les tenants de la ligne 3 (centristes, communistes et écologistes) avec 38.5 % des suffrages.

BIBLIOGRAPHIE-

Ministère de l'industrie. Le cycle du combustible nucléaire, La Documentation française, Paris, 1979.
 Syndicat C.F.D.T. de l'énergie atomique, Lo dossier électronuclésire, Ed. du Seuil, coll e Founts s. Paris 1989 Récemment réédité. le dossier technico-économique le plus complet et le plus accessible sur le cycle du combustible nuclésire.

a. F. Fagnani et a Nicolon (sous la direction de), Nucléopolis : matériaux pour l'analyse d'uns société nucléaire, Presses universitaires de Grenobis, 1979, Une analyse des mécanismes institutionnels de la politique électronucléaire, des réactions de l'opinion publique et des populatio concernées par l'implantation des centrales.

Institut des relations internationales de Dijon (ouvrage sous la direction de P. Rahn). De l'énergie nucléaire aux nouvelles sources d'énergie : vers un nouvel ordre énergétique international, Librairies techniques, Paris, 1973.

Dans la revue Que choisir ? « Nucléaire : le face à face », numéro spécial 1977, et « Spécial énergie », numéro spécial 1978. Une confrontation entre ED.P. et ses opposants.

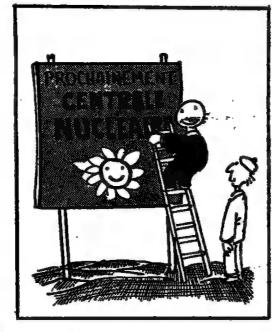
1977. et « Spécial énergie a, numéro spécial 1972. Une controntation entre ED.F. et ses opposants.

Le point de vue des promoteurs du programme électronucléaire français :

L. Thiriet, L'Energie aucléaire (quelles politiques pour quel aveair?), Ed. Dunod, Paris, 1976. Par le chargé des études économiques générales au Commissariat à l'énergie atomique. — B. Goldechmidt, Le comptere atomique : histoire politique de l'énergie nucléaire, Ed. Fayard, Paris, 1989. Par l'un des fondateurs du C.E.A., actuellement représentant de la França au conseil de l'Agence internationale de l'énergie atomique. — Revue générale nucléaire (42, rue de la Procession, 75724 Paris Cedex 15). éditée par la Société française d'énergie nucléaire.

Le point de vue des opposants : Les Annis de la Terre, L'escroquerie nucléaire, Ed. Stock, Paris, 1972. — J.-Ph. Colson. Le nucléaire sans les Français, Ed. Maspero, Paris, 1977. — B. Jungk, L'Etat atomique (les retombées politiques du développement nucléaire). Ed. E. Latfont, Paris, 1977. Traduit de l'allemand. la plus célèbre dénonciation de la csociété du plutonium s. — La Gazette nucléaire (2, rue Fr.-Villon, 94100 Orsay). Publication du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.

Sur l'interprétation du mouvement antinucléaire : M. Tubiana (sons la direction de) : Colleque sur les implications psychosociologiques du développement de l'industrie nucléaire, Société française de radio-protection, Paris, 1977. — J.-Ph. Faivret, J.-L. Massika et D. Wolton, L'illusion écologique, Ed. du Seuil, Paris, 1980. Un pamphiet qui souligne les ambiguités du mouvement antinucléaire — A. Touraine, E. Hegedus, P. Dubet et M. Wisvioria, La prophétic antinucléaire, Ed. du Seuil, Paris, 1980. Une recherche pour laquelle la lutte des classes de l'avenir est censée opposer la population à la technocratie.





sont de nature différente et prompts à dénon-cer les pièges de la « collaboration de classes ». Ce serait oublier qu'E.D.F. et le C.E.A., maitres d'œuvre du programme nucléaire, appar-tiennent ou secteur nationalisé, qui, oux youx des syndicats, représente un « acquis » pour les travailleurs. Dans leur enquête sur l'État-E.D.F., Sylvie O'Dy et Frédérique de Gravelaine indiquent que, « syndicat responsable par nature, la C.G.T. est devenue à E.D.F., de par son histoire, un syndicat à « responsabilit sons l'acquiescement duquel importante n'est prise » (4).

La C.F.D.T.-E.D.F. insiste de son côté sur la nécessité pour le syndicat de « donner une certaine image d'indépendance auvers les intérêts corporatistes, se démorquer de la rationalité de son entreprise et se dégager de tout exprit-maison ». Lors des premières dis-cussions sur le nacléaire (novembre 1949), la C.F.D.T.-E.D.F. n'avait-elle pas, justement, en troj, tendance à épouser le point de vue de le direction d'E.D.F. en se déclarent favorable à l'abandon de la filière française au profit de la technologie américaine?

Emploi et sécurité

N ne sourait relever le niveau de via et amélierer les conditions d'existence des milliers de François qui viveat actuellament dans un état de pauvreté sans développer laur consom action d'énergie » (Communiqué de la C.G.T., 19 juillet 1977.)

« Energie équivout à emploi, l'un se vu pes sens l'autre. » (J.D. Keenen, vice-prési-dent de l'A.F.L.-C.I.O., novembre 1977.) Avec des nuonces, le dénominateur commun de l'attitude pronuciónire des syndicats me trouve dans cette équation : eraissance de le consemmetion d'énorgie = amélioration du niveau de via. Après le crise du pétrole de 1973-1974, qui vint justifier le mise en chômoge partiel de centuines de milliers de travailleurs, les syndicats conclurent que la

vement le développement aucléaire (5). En France, le nombre de travailleurs impli-

nucléaire avoisine cent mille personnes réporties dans des secteurs d'activités très divers. ties dans des secteurs d'activites tres divers.

Aux Etats-Unis, l'industrie sucléaire prétendait, en 1974, que les quarante-treis mille travailleurs employés dans la construction des contreles deviendroient sept cent vingt-quetre mille en l'an 2000. En Allemagne, l'inquiétude syndicale fut à son comble après la publication d'une étude de l'Institut für Wirtscheftsfordens qui prépare de profésiere. chung, qui prévoyait, en l'absence du nucléaire, une pénurie énergétique vers 1985 et un chômage frappant 13 % de la population

Ce chantage collectif à l'emploi est aujour Ce chantage collectif à l'emploi est aujour-d'hui contesté par certains syndicalistes. Ils font remarquer que les entreprises qui consam-ment le plus d'énergie sont les moins créa-trices d'emplois. « L'industrie » substitué histo-riquement l'énergie ou travail, faisant ainsi décroître le nombre total de travailleurs indis-pensables à la production », affirme M. Wil-liem Winspinger, président du syndices améri-cuin des travailleurs de l'aérospatiale (6). Des écologistes s'efforcent d'entamer les convictions pronucléaires des syndicats en

Des écologistes s'efforcent d'entener les convictions pronucléaires des syndicats au mettant l'accent sur les perspectives de création d'emplois que recèle l'énergie solaire et en proposant de garantir la reconversion des travailleurs du nucléaire. Un rapport quesi officiel reconneit qu'un moratoire nucléaire aux Etats-Unis a provoquerait le mise è pied de cinquante mille travailleurs et n'exigenait des industries américaines qu'une adaptation minance por rapport à celles qu'elles ent mointes fois réussien dans le passé. L'impact d'un tel moratoire serait assurément foible par rapport aux trois cent cinquants mille personnes qui ont perdu leur emploi dans l'industrie aérospatiele entre 1968 at 1970 » (7).

Créée en 1975 eux États-Unis pour favoriser

Créée en 1975 eux États-Unis pour favorise la coopération entre syndicalistes et défenseurs de l'environnement, l'association Environmentalists for Full Employment reconnaît cependant que, « jusqu'à présent, il est quesiment impossible d'aborder le problé ... nucléaire avec les syndicets, même les plus prosoleires

d'entre eux ».
En fait, la défense des intérêts économiques immédiats des travailleurs peut suscitor des interprétations syndicules diverses. Préoccupé le seuvagarde de l'industrie charbounière,

le syndicat américain des mineurs (United Mine Workers) a très tôt exprimé son hostilité au nucléaire. Son homologue allemand (1.G. Bergban and Energie) a, au controire, opté pour le charbon et le sucléaire, « moyens complémentaires », selon lui, pour l'indépendance énergétique de la R.F.A.

Quant à la base syndicale, aux travailleurs eax-mêmes, sont-ils copables de dépasser une vision étroitement corporatiste de leurs intérêts? Tous les sondages d'opinion réalisés en rets? lous les sondages d'opmon realises en France constatent que les ouvriers sont la catégorie socio-professionnelle où l'on recensa le plus grand nombre de réponses défavorables un nucléaire (8). Un sondage Harris réalisé aux Etats-Unis en avril 1979, après Three-Mile-Island, signale que 42 % des syndiqués se déclarent opposés à la construction de toute nouvelle centrale nucléaire.

Les protegonistes du débet nucléaire, écologistes compris, ent trop tendance à ne pas écouter les propos des travailleurs dans leurs aspects controdictoires. Par exemple ces techaspects controlleres. For example con rela-niciona C.F.D.T. du centre de Marcoule : « Commont réclamer l'arrêt du aucléaire et la stabilité de l'emploi quand , n en vit ? » Ou bien ce travaillaur ur le chantier de la centrale de Seabrook : « Construire cette centrale veut dire du travail pour les gens du bâtiment. C'est pour cela que nous sommes ici, pas parce que nons simons ça. Nous ne sommes pas en état de choisir les projets où nous aimerions travailler. Pensez-vous que les travailleurs allemands aimaient construire les fours où on faisait rôtir les juifs ? » Ou ene ce responsable syndical du chantier naval de Portsmouth qui, devant un taux de leucémie six fois supériour à la moyenne chez les tra-vaillours qui construisent les sous-marins ato-miques, s'exclame : « Mes gars mourraient bien plus vite de foim que des effets des radio-

Tous expriment crûment comment leur condition de s producteurs » met les travailleurs réagissent souvent par la valorisation de leur rôle et l'affirmation de leur fierté profession-nelle. Cet orgueil de « producteurs » peut faire coexister l'hostilité à l'égard du patronat et l'identification sux velours dominentes du système industriel. Le productivisme et le

scientisme qui, sous la forme d'un marxisme soviétisé ou du fétichisme du progrès, dominent encore le mouvement ouvrier trouvent là leurs racines profondes.

Mais leur situation fournit à d'autres catégories de travailleurs l'occasion d'une critique radicale, parce qu'immédiatement pratique, du mode de production dont ils sont les agents. La grève des travailleurs de La Hague, en 1976, était dirigée contre la « filialisation » des activités industrielles du C.E.A., qui représentait l'autre définition du carteur archégie sentoit l'entrée définitive du secteur nucléaire dans le monde de la rentabilité et de la concurrence internationale. À partir de cette défense de l'outil de travail les militants C.F.D.T. out remis en couse la finalité même de lour travail et du nucléaire.

Les écologistes commencent à reconnaître que les travailleurs sont les premières victimes de la pollution, « bien avant que le problème devienne sérieux pour toute la population », précise Clamshell Alliance, une des deux prin-cipales organisations américaines engagées dans la lutte antinucléaire. Mais combien de ceux qui stigmatisent le risque nucléaire sout-ils prâts à se mobiliser, avec autant de contre les accidents du travail et pour l'amé lioration de la sécurité dans toutes les branches industrielles? Quant au monvement ouvrier, jusqu'à quel point est-il prêt à s'ongager au-delà des réactions de défanse immédiate des trevoilleurs pour s'inte. .ger sur les fine-lités mêmes de la production et de la crois-

VICTOR MATTIOT.

(4) F. de Gravelaine et S. O'Dy, **Etat-E.D.F.,
A. Morear, 1978.

(5) En février 1974, le couseil exécutif de
PAFL-G.I.O réclaine un vaste programme de
20 milliards de dollars, étalé sur dix ans, pour
développer les énergies alternatives existantes,
en l'occurrence le charcon et le nucléaire.
(6) W Winspinger, président de l'International
Association of Machinists and Aerospace Workers,
e Hearings before the Subrommittee on Energy »,
Washington, mars 1978.

(7) c Repercussions économiques et écologiques
d'un moratoire nucléaire aux Etats-Unis : 19852000 », Institute for Energy Analysis, Oak Bidge
Associated Universities, 1979.

(8) Voir G. Dimménil, «Energie nucléaire sé
opinion publique », dans Nucléopoiés, FU. de
Grenoble, 1979.

(9) Sources : M.-A. Macciocchi, De la France,

(9) Sources : M.-A. Macclocchi, De la France, Seuil, Paris, 1977, et Sepen Daws, 2001 1978.

L'«excursion» nucléaire comme dérive romanesque

Par JEAN CHESNEAUX

A science - fiction, depuis quelques années, fait « retour à la terre» (titre d'une série d'Andrevon). Abandonnant les grandes machineries intergalactiques et les hyperespaces, elle est fascinée par tout ce qui fait dériver progressivement notre propre réalité sociale vers des modèles proches des siens : l'ordinature les tachniques nolicières les dinateur. les techniques policières, les effets de la pollution... et, bien sur, les centrales nucléaires, ces systèmes d'ordre absolu d'où peut pourtant jail-lir à chaque instant l'incontrôlable excursion » nucléaire.

Crise, écrit en 1942 aux Etats-Unis, alors qu'aucune centrale de ce type n'était en service dans le monde (1), fait figure de précurseur. Un ingé-nieur, qui fait des essais sur un isotope neur, qui fait des essais sur un isotope superiourd, provoque un accident ma-jeur et reste prisonnier du magma radio-actif ainsi ilhéré. Protégé par sa combinaison étanche, il est cependant sauvé à temps. L'accent est mis, ici, sur la défaillance humaine, et aussi sur les impératifs de rentabilité qui intendicent d'ausètes la centrale reninterdisent d'arrêter la centrale pen-dant ces essais. La crise est vécue à travers Doc Ferrell, le médecin de la centrale : effet de recui qui dispense d'une critique plus directe.

Egalement américain, l'Enjer atomique (2) est un « thriller » fastueux, d'une technique achevée. Par l'entè-tement de la Western Co et les ma-nœuvres des politiciens de Washington, la centrale géante Prométhée est mise en service malgré les incitations à la prudence de son directeur : le président des Etats-Unis parle le même jour. L'accident survient, aggravé par des vois commis dans l'usine et par la proximité d'une zone de stockage des déchets, dans des grottes côtières. La fusion du cœur de la centrale dégage un nuage radio-actif qui détruit tout Los Angeles. Mais l'enquête officielle attribue la responsabilité de la cata-strophe à un sabotage, œuvre d'un

Dans le roman allemand l'Explo sion (3), un attentat politique détruit la centrale Hellos le jour de son insu-guration. La suffisance des techniciens, leur accoutumance à une sur-veillance de routine ont créé la faille. Les autorités ouest-allemandes sont impuissantes devant la catastrophe, les barrières de décontamination dériles parrières de décontamination deri-soires. Il faut finalement bombarder Darmstadt (140 000 habitants) pour créer dans l'air un courant ascendant et sauver des gaz radio-actifs Franc-fort et son million d'habitants.

Les Jours de cendres (4) sont encore ceux d'une « excursion » nucléaire, cette fois dans les Pyrénées : un conduit s'est rompu dans le système de refroidissement d'un surrégénéra-teur, et le sodium liquide provoque un incendie géant. L'état d'alerte numultiplie les rafles, l'exode massif des populations dépasse la confusion de juin 1940.

Le choc nucléaire que subissent les Compagnons de la Marcillague (5) est plus subtil. Un canton aquitain se trouve soudain isolé par un champ de forces magnétiques, créé par un accident « futur » dans une centrale nucléaire en projet. L'Etat central a disparu; une milice fasciste terrorise la ville, finalement vaincue par une communauté gauchisante.

La nouvelle, Je ne peux plus jamais tre un enjunt (8), inspirée de l'accident de Seveso, évoque les effets tératogènes d'un accident nucléaire dans
l'arrière-pays niçois. Les hommes sont
impuissants, les femmes donnent naissance à des enfants normaux mais
qui ne peuvent procréer que des
monstres. Le village, totalement pris
en charge par EDJF., survit sans raison de vivre.

Le sort des Enjants de Pisauride (7) est plus maléfique. Cette araignée contaminée par une centrale nucléaire pond des insectes mutants. Les gens piquées par eux non seulement deviennent radio-actifs, mais sont victimes d'une dégradation totale de leur édifice estilulaire qui les transforme en fice cellulaire qui les transforme en plasmiques dignes des horreurs love-craftiennes.

Poney-Drugon (8), c'est un dicta-teur des temps futurs qui tire son pouvoir d'une mystérieuse «tache bleue» produite par l'explosion du plus grand surrégénérateur du monde, situé sur l'Angara sibérien. Son empire se dissout en 2025, quand la tache cesse de croître.

Avec les Otages du président (9), on retrouve un horizon plus familier. Un président de la République française, écologise élu par surprise, veut imposer à une conférence des chefs d'Etat, réunie à Paris, la renonciation aux armes atomiques et aux centrales nucléaires : deux objectifs pour lui inséparables, puisque la délinquance dans les centrales et le retrattement de leux déchets suffisent à multiplier les détenteurs de bombes atomiques. Atteint d'un cancer généralisé, sa vie ne compte plus. En pleine salle de conférence, il a installé une bombe nucléaire dont il connaît seul le code et remonte la mécanisme chaque demi-heure. Soutenu par des manifestations antinucléaires dans le monde entier, il est sur le point de réussir ; mais tout rebondit quand des attentats terroristes à coups d'explosifs nucléaires artisanaux font des millions de morts à Paris et à New-York.

Dans leur facture littéraire, ces neuf livres sont fort divers. Certains auteurs sont des maîtres, comme Jeury

ou Del Rey; d'autres des amateurs confirmés, comme Brusch ou Mari-son; les uns prétendent à l'objecti-vité, comme Scortia; d'autres ne ca-chent pas leur engagement militant,

La trame romanesque est parfoit riche, parfois naïve. Certains de ces romans semblent de simples illustraromans semblent de simples illustra-tions des «scénarios» que préparent volontiers les sociologues : tel calui, d'une fascinants sécheresse, qui figure en appendice de Crise sous la signa-ture d'A.-C. Decoufié, directeur de l'Institut français de prospective. L'effet de « matériaux » semi-bruts est

DANS son vocabulaire, déjà, qui fascine : « seuil d'irradiation », « dosimètre », « perte accidentelle de liquide refroidissant », « modérateur d'excursion », « magma libéré », « fusion du cœur », « retombées du nuage », « barrières de décontamination »... Comme si ces formules faussement anodines suffisaient à conjurer la malédiction latente.

Car le thème fondamental de ces romans, c'est hien l'insécurité vis-à-vis du nucléaire, plus ou moins avouée, plus ou moins refoulée. Depuis la nervosité que maîtrisent mai les responsables le jour de la mise en aervica jusqu'aux paniques géantes et aux exodes massifs provoqués par les grandes « excursions ». « On avait ouvert la boîte de Pandore et personne ne savait comment la refermer » (les Otages du président, p. 165).

Une crise, blen souvent, crie la vérité d'un mécanisme, d'un système social, d'un caractère, beaucoup plus crûment qu'une situation « normale ». Ces romans, chacun à sa façon, mettent à nu un certain nombre de thèmes « cri-

 L'idéologie de progrès à tout prix et d'infallibilité technologique dont sont imbus techniciens et managers des centrales Helios ou Prométhée.
Même s'ils sont étroitement soumis
aux impératifs politico-financiers, aux
aléas, aussi, de la sous-traitance
(thème qu'évoquait déjà le film Syndrome chinois);

— Les risques de délinquance dans les centrales, par fanatisme politique (les Otages du président, l'Explosion), par vengeance (l'Enfer atomique), par simple appétit de lucre. Même si ces risques entraînent un renforcement des contrôles répressifs et des polices nucléaires (Jours de candres);

genieurs (Crise);

pasudo-officials, sinsi ches Scortia ou Ziemann. Certains personnages ne sont guère que des silhouettes, d'autres vivent fortement de leur vie propre : Doc Ferrell, la jeune écologiste alle-mande amoureuse du directeur de la centrale Helios, le président qui lutte contre la mort pour convaincre ses otages. On est parfois transporté dans un univers de « vraie » science-fiction comme celui de *Poney-Dragon*, parfois on reste dans la réalité quotidienne apparemment banale. Mais le nu-

Insécurité viscérale

Car le thème fondamental de ces

tiques » du nucléaire :

Les risques, aussi, de défaillance humaine, tant dans les services de sécurité (PExplosion) que chez les in-

- Et, surtout, la gestion même des cercuraions ». Que dire, et fusqu'où donner l'information correcte sur la gravité de la situation, au risque de provoquer émeutes et paniques?

Le contrôle rigeureux des moyens de communication de massa, à travers tous ces romans, se révèle un rouage essentiel de toute politique nucléaire. La gestion des aocidents, c'est aussi la décision. Dans FExplosion, le gouvernement ouest-allemand est totalement démuni devant les choix qui s'imposent ; à quelle distance placer les barrières de contamination? Quels effectifs de population sacrifier délibérément (ici, Darmstadt) pour sanver le plus grand nombre (Francfort et Dortmund)?

L'édition, d'ordinaire, est friande

L'édition, d'ordinaire, est friande d'actualité. A peine quelques semaines après l'élection de M. James Carter, les raids d'Entebbe ou de Kolwezi, la chute du chah, des professionnels avi-sés jetaient un nouveau produit sur le marché du livre, Mais l' « excursion » nucléaire de Three-Mile Island, man-quée d'un infinitésimal cheveu, n'a encore provoqué aucune opération de librairie. Le non-dit du nucléaire est-il

(1) Lester del Rey, Crise. Laffont, Paris, 1976 (traduit de l'américain). (2) Th. Scortia et P. Robinson, FEnjer stomique, Presses de la Cité, Paris, 1975 (traduit de l'américain). (3) Hans H. Ziamann, FErplosion, J.-C. Lattia, Paris, 1977 (traduit de l'Allemand). J.- C. Lattès, Paris, 1977 (traduit de l'allemand).

(4) G. Bianchi, Jours de cendrez, Editions du Ciron halincinogène, Baismes, 1979.

(5) P. Marison, les Compagnons de la Merciliague, Encres, Paris, 1979.

(6) Piarre Marquer, Je ne veux plus jameis être un enjent, dans Ciel lourd, béton proid, pp. 192-205, Kesselring, Paris, 1977.

(7) A. Brusch, les Enjents de Piscuride, Pieuve Noir, Paris, 1976.

(8) Michel Jeury, Poney-Dragon, Kesselrin, Paris, 1978.

(9) Philippe Giscon, les Otages du président, la Seuil, Paris, 1980.

Deux films sur la pollution aux Etats-Unis

ARMÉE, INDUSTRIE: SOUILLURES OUBLIÉES

PRESENTES comme la rancon Inévitable et honteuse du progrès, les métalts de la pollution l'homme et l'environnement furent longtemps ignorés du public, sous les louanges des provesses de la science at de la technologie. Depuls le sursaut écologique de la fin des années 60, il en va tout autrement. Mais les nom-breuses infractions aux règles antipol-lution montrent qu'il faut rester vigilant, tant à l'égard des pouvoirs publics que des patrons de l'industrie. Pour mieux maintenir en alerte. des militants écologistes et radicaux américains rappellent, dans deux films convaincants (1), certains excès commis par l'armée et l'industrie il y a à peine trante ans, au temps de la poliution « sauvage ».

Dans Paul Jacobs et le Gang nucléaire, les cinéastes Jack Wallis et Saul Landau révèlent que, durant les années 50, l'armée des Etats-Unis effectus secrètement des essais atomiques dans le Nevada, où des hommes de troupe avalent été disposés dans les zones d'explosion aux conditions réelles d'une guerre stomique ». Leucémie et cancer décimèrent ces malheureux et le journaliste Paul Jacobs, qui entreprit quelque temps après une enquête sur les conséquences de ces expériences lui-même contaminé par la radioactivité persistante sur les lieux. A la veille de sa mort. Il témoigne, de son lit d'hôpital, eur les responsabilités conjointes de l'état-major américain et des industriels de l'atome, ginsi que sur les dangers l'atome mai maîtrisée ferait courir au monde. L'industrie nucléaire américaine a tenté, sans euccès,

Une « peste chimique »

TOM PRIESTLEY, dans The Killing Ground (le Terrain meuritrier), dévoile quant à lui l'existence aux Etats-Unis d'Immenses dépôts de déchets pétrochimiques entassés au cours des années 40 et 50. Des poisons d'une très haute toxiché suintent de milliere de fûts rouillée et pénètrent les terrains, souttient parfois les nappes phréatiques et poliuant de vastes zones habitées où l'on constate alors une forte augmentation des maladies nerveuses, de fausses cou-ches, de suicides... Selon les auteurs de ce document, il existeralt, sur tout le territoire des Etats-Unis, six cent trente sites de ce genre et l'on ne saurait comment circonsclire l'écoulement continu de cette

abominable - peste chimique - (2). Parfois, des dépôts oubliés manifestent soudain, comme des engins à relardement ou des volcans assoupis, feur charge de mort : en 1978, les chutes du Niagara, lieu de américaines, furent déclarées zone sinistrée, des venins chimiques s'étant échappés d'une ancienne décharge industrieile depuis longtemps abandonnée.

(1) Cas films ont été présentés au XI° Pertival international de cinéma (documentaires et films d'enquête), en octobre 1979, à Nyon (Suisse). (2) Cf. Ls Monde du 29 décembre 1979, page 20.

Des mécanismes inhérents à l'organisation de la société

LES MENSONGES DE L'ETAT

I semble de plus en plus évident, en ce XX° siècle finissant, que l'Etat est devenu le centre prin-cipal d'ordonnancement de la société. Une connaissance minima de la réa-lité sociale contemporaine suppose, en Une connaissance minima de la reaité sociale contemporaine suppose, en
effet, le dévoilement des pratiques étatiques, c'est-à-dire des mécanismes par
lesquels l'Etat constitue les rapports
sociaux, jugule les oppositions, étouffe
les contradictions et produit, autour de
lui-même, le consensus socio-idéoloricus

Le paradore, c'est que, ce faisant, l'Etat monopolise, contrôle et disiribue le savoir de la société pour organiser sa propre méconnaissance en tant qu'Etat. Il réuseit par là — curieux tour de passe-passe — à invener les effets et les causes, à conforter une réalité déjà sens-dessus-dessous : il prétend socialiser les rapports sociaux, mais il « désocialise » les rapports humains ; il clame son attachement à la volonté concrète, pratique et empinumains; il clame son attachement à la volonté concrète, pratique et empiriquement vérifiable des citoyens, mais il rend abstraits la loi, les institutions et le pouvoir; il n'est pas seulement ce réceptacle où les « grands monopoles » se nichent en maîtres par la grâce de leur puissance, mais aussi et surtout le lieu où se condensent toutes les contradictions d'une société fondée sur l'inégalité. l'exploitation et l'oples contradictions d'une société fondés sur l'inégalité, l'exploitation et l'op-pression — bref, effet et cause, il se donne toujours pour ce qu'il n'est pas (l'Etat de tous) et par là érige le mensonge politique comme règle de la vie tout court.

Au-delà des redécouvertes, parfois légitimes, de l'Etat de droit et des libertés formelles que certains proposent aujourd'hui comme antidotes du totalitarisme, Jean-Marie Vincent, dans les Mensonges de l'Etat (1), s'interroge sur la réalité même du phénomène étatique dans les sociétés décolomées. Interrogation qui a le nomène étatique dans les sociétés développées. Interrogation qui a le mérite de se situér tant au niveau de dévelopées. Interrogation qui a le mérite de se situer tant au niveau de la conjoncture politique (giscardisme, programme commun, etc.) qu'au plan de la réflexion théorique approfondie (Etat: et accumulation, classe et parti, etc.). Analysant aussi bien l'après-mai 1968 et les travaux de Micos Poulantzes que les textes et programmes des partis de gauche, J.-M. Vincent invite à un rapport plus nuaneé, et donc plus complexe, à la réalité politique contemporaine. Au lieu de raisonner en termes d'ainstances », de « monopoles », d'anti et de pro-étatisme primaire, il importe de saistr la structure spécifique du capitalisme (division horizontale entre détenteurs des moyens de production et producteurs, atomisation subséquente des producteurs, opposition sociale du travail manuel et intellectuel, — à quel correspond la division verticale entre dirigeants et citoyens, dominants-dominés, etc.), constituée par des jormes sociales qui reproducent à leur propre échelon la structure du capital.

Dans le rapport Etat-économie, l'Etat est-il de l'économie poli-tisée, ou bien seulement l'arbitre, neutre parce qu'extérieur, des luttes

Par SAMI NAIR+

économiques que se livrent les capi-taux multiples? En fait, « comme Marz l'a fait observer, les rapports sociaux de production prennent une consistance indépendante de ceux qui en constituent la matière première ou le terrain nourricler (les hommes) (...). le terrain nourricler (les hommes) (...).
Le politique (...) ne peut être conque autrement que comme une sphère de l'organisation sociale surimposée aux rapports sociaux de production qui sont ses présupposés et ses limites à la fois(...). Dans ce cadre (...) le rapport Etal-économie n'est pas à comprendre comme un rapport de deux entités distinctes, mais comme une articulation spécifique de deux modalités des pratiques sociales — la spécificité de l'articulation étant ici constitution de ces deux modalités de la réalité sociale ».

De là nésulte ce qu'on pourrait appe-

De la résulte ce qu'on pourrait appe-ler des articulations complémentaires des diverses formes sociales : ainsi, il est possible de voir comment les méca-nismes de formation de l'opinion « publique » (c'est-à-dire de l'opinion privée sur les affaires publiques), de même que les tactiques de manipula-tion du sens commun par les appendes tion du sens commun par les moyens de communication de masse, ren-voient en vérité — sans s'y réduire — aux sphères de la production écono-mique et de la circulation de la monnaie, dans la mesure où les idées politiques et les stéréotypes idéolo-giques sont fonction de leur apport à la crégularisation et à la stabili-

Que l'Etat, en outre, apparaisse comme réalité séparée, extérieure aux pratiques sociales, n'est pes la manifestation de sa véritable séparation d'avec la société, car l'Etat est bel et bien un élément primordial dans la constitution du repropri codel de sus le constitution du repropri codel de sus les constitutions du repropri codel de sus la constitution de sus la constitución de sus la constitution de sus blen un élément primordial dans la constitution du rapport social de production; cette autonomisation de l'Etat par rapport à la société est plutôt le résultat de la non-maîtrise des relations de production (c'est-à-dire du rapport social par excellence : le tra-vail) par les agents de la production eux-mêmes. A l'économie fétichisée décrite par Marx correspond l'Etat fétiche, abstrait, hors la vie privée. Les mensonges de l'Etat, ce ne sont pas, dès lors, des attitudes toujours préméditées à l'égard de la société, mais des mécanismes qui constituent le type d'Etat capitaliste dans la réalité économique bourgeoise, c'est-à-dire des formes sociales de représentation qui traduisent à la fois le rôle du politique comme moment constitutif du rapport social de travail et sa foncdu rapport social de travail et sa fonction comme moment de cohésion de la totalité sociale. L'Etat vise donc à produire de l'abstrait, de la sépara-tion.

Carences de la gauche

CETTE analyse débouche, ches J.-M. Vincent, sur une double réfiexion. D'une part, il est patent que la politique de l'opposition, en France, ne rompt en aucime manière avec les postulats de l'Etat fétiche. Les partis de gauche reproduisent, mutatis mutandis, juaque dans leurs projets de société, les mécanismes propres à l'Etat capitaliste : conception manipulatrice des masses, acceptation de l'atomisation des sujets sociaux, tactiques politiciennes, etc. La critique que l'auteur fait du programme commun. dans un texte écrit en mars 1977, est à bien des égards prémonitoire. Non qu'il y prévoyait le lamentable échec que l'on connaît, mais il montrait déjà, avec beaucoup de lucidité, derrière les compromis boîteux, des logiques d'appareils, irréductibles. D'autre part, et plus profondément, la politique des partis de gauche n'est pas en rupture originale d'avec le capitalisme parce qu'elle refuse — et on devrait pouvoir qu'elle refuse - et on devrait pouvoir montrer les raisons sociologiques de ce refus, ce que J.-M. Vincent ne fait pas - de se constituer comme nouvelle politique.

La désaffection et la crise de confiance des masses à l'égard des partis politiques traduit la conviction morose selon laquelle, somme toute, les opposés sont relativement identiques. En quoi, suggère J.-M. Vincent, les masses ne se trompent pas. Car ce * Chargé de cours à l'université de

que la crise générale révèle, aujour-d'hui, c'est l'inanité de politiques oppo-sées dans leurs projets mais identiques dans leurs postulats. Alors qu'une stratégie nouvelle, porteuse d'une réelle émancipation des sujets sociaux, devrait opposer à l'Etat abstrait et fétiche la politique concrète et vivante de l'auto-organisation des travailleurs, et, plus précisément, à Porganisation capitaliste une réorganisation socials du travail et de l'ensemble des activités matérielles. On respetters accordant matérielles. On regretters cependant. sur ce dernier point, que J.-M. Vincent n'ait pas fourni d'indications théoriques sur ce que pourrait être, outre les mensonges de l'Etat, une politique radicale élaborée à partir d'une conception nouvelle de l'organisation

100

(1) Jean-Marie Vincent, les Mensonges de l'Etat, édit, Le Sycomore, Paris, 1978, 262 pages,

(Publicité) Ambassadeur recommande dame 50 ans pour fonction gouvernante Paris. Ecrire Havas nº 8666 B.P. 304-79009 NIORT Cedex

CLINIQUE LA MÉTAIRIE CH-1260 NYON près GENÉVE

SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux Lac Léman - Tél.: 1941/22/61 15-81 Dacteur G. W Semadeni, médecin-directeur Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies Désintoxications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique Physiothérapie - Sports.

LA CORSE EN DEUX FAMILLES

Par YVES FLORENNE

D'UISSANCE de l'atopie des Lumières et des réveries du Promeneur solitairé! Rousseau rêva donc de trouver enfin sa pairie dans cette démocratie naturelle, ce paradis du législateur, qu'était à ses yeux la Couse : pour l'ultime égalité. Il y reposerait dans un toubeau au bord du chemin, il dut se contenter de l'He d'un étang, mais il avait communiqué su foi à un jeune Suisse qui, lui, s'embarqua, le c Contrat social » contre son etcur, et revint pour nourrir le rève chez les siens. De sorte qu'une des plus illustres familles de la Corse contemporaine est née d'une semence helvétique : les Landry. Chaesun, n'esti-il été qu'un enfant vers la fin de la III République, a recueilli l'écho de la guerre politique des landristes et des pôtristes, qui fit autant de bruit que celle des Montaigns et des Capulets, voire des gueifes et des gibelins.

Ce livre n'est pourtant pas l'histoire de deux familles

1541 174

1901 Aug 1885 (18**4**) 李海 电 A 19 0

WINE STATE

British Same

1.4

10 .00

दू ५ **वर** समित्रकः ।

intention de la società

ONCES DE L'ETAT

10

MOUTH

ce livre n'est pourtant pas l'histoire de deux familles enneurles : étrettement et longuement liées an contraire, bien que « jamais unies ». « Aux deux bouts » de ces familles-là, Bernard Raffalli et Jacqueline Sanvageot les racoutent : le nom du premier signe le Corse d'erigine ; celui de la secende n'est pas plus corse que le nom des Landry, éteint hier ; mais leurs femmes furent des Bonaccorai : c'est presque un symbole ; et, couse, leur âme l'était bien devenue. Symbole encore : un Benaccorai, prêtre marié, parlait avec nostalgie de « Florence, alors département de l'Arne, retombée depuis sous une domination étrangère ». Mot admirable. Mais que considérait-il comme niens, comme na patrie : la France, en l'empire de Bonaparte ?

A travers cette histoire privée, dans ce lien si fort, mais aussi dans cette distance fièrement, jalousement revendiquée, ce qui nous apparaît c'est, pendant deux siècles, risquans-nous à dire : les deux siècles français, l'histoire même de la Corse prolonge celle d'un peuple, notait Boswell, « élevé dans l'anarchie [qui] s'est fait une vertu de la résistance à toute autorité...». Celle aussi — c'est la même — des princes-paysans (ici, les landry, les Bonaccorsi) et des paysans-princes (les Paolini-Raffalli), étrange égalité inégalitaire marquée de préséances révérées et d'autorités indiscutées; hiérarchies comme naturelles, subtilement liées à la ville ou à la vigne, à la mer qui apporte plus de mal que de hien à commencer par l'étranger, mais surtout à la montagne eù, hier

encure, Pierre Raffalli conviait supersoment son fils à respirer « l'air de la vraie Corse, l'air des faucons..., », Quant à l'anarchie, elle s'arrête au senil des familles. ment son fils à

Respirer e l'amarchie, elle s'arrête au seuil des familles.

La correspondance de Thimotée Landry, républicain, socialiste et athée sous l'Empire (le Second) et qui rompt aussitôt avec la République, règne sur ses fils, pour la gioire de la dynastie et la prospérité du royaume russique. Mais le fruit, aussi solgneusement cuttivé que la vigne, c'est le malheur des femmes. Tout tient eu un mot : « développer sur nos filles la moralité antisexuelle ». Il vient nous rappeler crêment que la société patriarcale a partout pratiqué une espèce d'excision morale. Ce tableau plein de lumière et de venit a donc aussi ses ombres étouffantes. L'air de la liberté, « l'air des faucons », n'est que pour les hommes. Et l'en voit iel comment les femmes échappent : par la folie. On par la passion et la transgression. Payées de mort. En aménageant une très digne maison, un' met à jour deux aquelettes murés. Adultère ? Inceste ? Le récit est traversé de ces drames très noirs. Hors de nos familles, s'entend. Passion légitime, en n'en saurait douter (la psychamalyse était à peine inventée), et douleur sauvage, celles à quel refuse de s'arracher un Paelini de ce siècle, longtemps après la mort de sa fille ainée. A l'une des cadettes, îl impose de faire sa presulère communion, seule dans toute octte blancheur, couverte de volles noirs. Le noir, toujours le noir. C'est la Corse de Colomba.

L'E mot de la fin, laissons le encore au vieux Timethée. Il parie à son fils, celui qui sera mi-nistre: « La politique! Tu iras done jusqu'au men-songe. Il s'ouvre dans ta tête une blessure qui ne so fermera jamais. » (Il faudrait l'écrire en corse.)

Un beau livre : reman véridique (tout vient des archives, des registres, des correspondances, mais ranimés par le don de vie et de poésie), histoire, épopée famílière, familiale, où les deux voix alternent et se répondent. Et ce sont des voix justes, chaleureuses, allègres ou mékmooliques, de bon accent et de belle saveur, résonnant pariois d'une gravité qui vient de loin.

* B. Raffalii et Jacqueliné Sauvageot, « Une vigne sur la mer. Deux siècles en Corse», Grasset, Paris, 1980, 233 pages.

AMÉRIQUES

Le Mexique, ou la révolution trahie

REMARQUABLE par la densité de son information et par ses nombreuses références, ce libre représente un effort collectif de cinq ans de recherches (1). Dans un premier chapitre, les relations entre le Mezique et les Etats-Units sont rapidement exposées; ce sont elles, cependant, qui forment la toile de fond de l'ouvrage tant leur rôle a été déterminant dans l'évolution interne du Mezique.

Autours'hui ce naus a une des

Aujourd'hui, ce pays a une des dettes extérieures les plus élevées du monde, moins de la moitié de sa jorce de travail est employée à temps complet, 45 % de sa population vit complet, 45 % de sa population vit dans les zones rurales et gagne 6 % du revenu national, 3,5 millions de paysans et pécheurs vivent avec moins de 80 centimes j'rançais par jour et la malnutrition tue mille enfants par jour, tandis que de nombreuses grèves témoignent de ces conditions sociales déalombles.

Les auteurs s'appliquent à analyser les raisons pouvant expliquer une telle situation, soixunte-dix ans après la révolution. Ils montrent d'une manière particulière ment remarquable comment les buts de cette révolution ont été progressivement déjormés par une succession de gouvernements qui représenteront de plus en plus les intérêts des suirevreneurs nationaux intérêts des entrepreneurs nationaux modernistes » : consolidation d'une a modernistes » : consolidation d'une agriculture d'exportation au détriment de la production vivrière nationale, réforme agraire rendue inopérants principalement par la corruption et la lenteur administrative. C'est alors l'occasion d'évoquer, en particulier, la vie misérable des ouvriers agricoles itinérants, et surexploités, du Nord-Ouest mexicain et l'émergence de nouvelles organisations syndicales sans cesse menacées de récupération par les gouvernements. Ce livre restilue

sa portée réelle aux résormes agraires et aux nationalisations (moyennant compensations) entreprises par le plus populaire des présidents, Lazaro Car-denas. Non seulement les terres dis-tribuées nécessitaient d'énormes investissements pour devenir aptes à la culture, mais encore un grand nombre de superficies ne furent distribuées aux paysans que sur le papeir. Les présidents qui succèdérent à Carde-nas firent tout, en effet, pour freiner ou détruire le système des ejidos.

L'INDUSTRIE de la production d'énergie électrique est choisie comme exemple, depuis ses débuts au dir-neuvième siècle. Peter Baird et Ed. McCaugham montrent comment son expansion a contribué à la croissance énorme et continue de la dette extérieure, avec le concours de sociétés américaines telles que General Electric et Westinghouse qui jouèrent un rôle important dans l'aggravation du déjicit commercial et la dénationalisation de l'économie mexicaine.

Le problème des entreprises fron-talières est, hut aussi, étudié en détail. L'ouvrage se termine par une série de notes très complètes et par des annexes, dont l'une consacrée aux investissements étrangers dans le pays.

E. R. F.

(1) Peter Baird et Ed. McCaugham, Beyond the Border — Mexico and the U.S. Today, North American Congress on Latin America, Now-York, 1979, 205 pages.

ASIE

ISSUES IN HEALTH AND NUTRITION IN RURAL RANGLABESH. — Louis-François Fleri.

★ Institut de développement des Na-tions unles pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok, 1980, 196 pages.

Rangkok, 1980, 186 pages.

«Le meilleur système de sonté possible ne peut contribuer que de japon manyimale au problème de la santé elle-même.» Cette réflexion est la pierre angulaire de ce livre sur la question sanitaire et alimentaire su Bangladesh, dans lequel maladies et mainutrition ne sont jamais «choses en soi » mais effets d'une organisation sociale et de ses «produits». S'appuyant d'abord sur les chiffres et les faits, Louis-François Fieri brosse un taineau de la propriété foncière, de la classe dominante et du pouvoir, des orientations économiques qui jabriquent pénuris de terres et mainutrition, comme l'aide alimentaire entretient la dépendanca. Il n'y a pour lui sucune fatalité : l'état sanitaire est un symptème dont l'étiologie est politique. (Du même auteur, et dans la même édition, un bref recuell oritique sur le point de vue des sciences sociales per rapport au sous-développement : Research es a faoi jor Social Change.). — J.-P. A.

PROCHE-ORIENT

SCIENCE AND SCIENCE POLICY IN THE ARAB WORLD. — A.-B. Zahian

Depuis le début des années 50, le nom bre des diplômés de l'université doubl tous les cinq ans dans le monde arabe 760 000 en 1975, 1,5 million prévus en 1984 à ce sythme, sis seront 12 millions en l'a 2000. Parmi eux, les diplômés en science cractes et appliquées représentent l pourcentage le plus élevé.

Le développement de la science et de la politique scientifique des pays concer-nés a-t-il suivi une progression compa-rable au cours des trois dernières décon-nies? L'enquête du professeur Zahlan (anteur de plusieurs autres ouvrages sur des sujets parallèles ou complémentaires : fuits des cerveaux, éducation supérieure, etc.) aborde ce thème en quelques pages documentées aux sources les mieux informées.

informées.

L'auteur évoque l'historique, puis les orientations et la situation actuellement réservée à la recherche scientifique dans certains des pays du Proche-Orient (Esypte, Koweit, Liban, Irak, Arabis Baoudite, Syrie) avant d'étudier les problèmes de fond. Ceux-ci lui permettent ensuite de cerner les limites imposées au développement et à l'épanouissement de la discipline, comme de la communauté scientifique. Limites intérieures, structuralles et psychologiques (science et technologie sont perquez comme des produit qu'il jeut importer... non comme le produit d'une activité de recherche locale »), limites extérieures héritées du passé ou découlant du climat d'insécurité perpetuellement imposé, sans oublier le rôle des experts ou des nouveaux gaégets comme les transferts de technologie

Et l'anteur de conclure que, quelles que soient ses potentialités régionales vir-tuelles, la recherche scientifique reste avant tout tributaire d'implications polile récent échec de la conférence des Nations unles sur la science et la techno-logie au service du développement

M.-C. A.



ABONNEMENT: 1 on 30E, 2 ons 60F. association culturelle 9. Rue Victor Considérant, 75014 Paris

POLITIQUE

POURQUOI? COMMENT? POUR QUOI?... LE MALL — Philippe Decraene. CONTRIBUTION A LA CONCEPTION COM-MUNISTE DU MONDE — Camille Broux

★ Edition & Les imprimeries libres », Paris, 1978, 191 pages.

S'il est un mérite à catte étude menée par Camille Broux, c'est de fonder l'analize du marxisme sur les points fondamentaux de la théorie et de citer des textes. Volonté de retour aux sources et tentative pour échapper sux écoles partisanes... et, comme elles, souoi de l'authenticité.

Une présentation claire pour une pre-mière approche du marxisme, telle appa-rait cette Contribution d la conseption communiste du monde qui situe le maté-rialisme dialectique dans l'histoire de la pensée (un peu brièvement) et dans l'his-ioire du monde, interrogeant des notions de base comme la convergence des rap-ports de production et des forces pro-ductives, la théorie de la connaissance et calle de la matière, on la dialectique et la métaphysique. La seconde partie, politique, étudie plus précisément le pou-voir et la lutte des classes.

Il fant souligner dans cet ouveaux une

Il fant souigner dans est ouvrage uns rigueur intellectuells for dée sur la conviction que le marxisme forme un tout qu'on ne saurait amputer de ses aboutissements, telle la dictature du pro-létariat, sous peine de le vider de son

SOCIÉTÉ

52 MILLIONS D'ENFANTS AU TRAVAIL -Christiane Rimbaud

* Plon, Paris, 1980, 284 pages.

Ce livre décrit avec force une situation intolérable et pourtant tolérée. Et même déclarée, puisqu'il s'agit d'un chiffre officiel dont le détail est fourni par les pays concernés. Le nombre réel de ces « enfants sans enfance » est deux ou trois fois plus élevé. Cette exploitation. de loin le plus scandaleuse, est dénonc de sualysée dans un texte très infoi…é et illustrée par des photographies « objectives » d'où toute dramatisation sensationnalle est écartée. Regardez ces garçons de dix aus, rampant en halant des charges, au fond des mines. C'est en des charges, au fond des mines. C'est en Colombie. Mais d'autres, à peine plus âgés, travaillent à l'équipement d'autres mines, également au fond. Et c'est en Allemagne. Il n'est pas précisé laquelle. Mais en indique ailleurs qu' e aucune donnée n'existe pour les pays du bloc communiste ». Pour ceux d'Asia, on manufait tradeurs ferbrature de Europe. eproduit quelques évaluations du Bureau

L'ESPIONNAGE ET LE CONTRE-ESPIONNAGE. - J.P. Alent

 \pm PUF, oil. c Que Sais-je ? », Paris, 1980, 128 pages.

L'auteur avait déj àécrit une Histoire de Fespionnage à transre les âges. Ce petit livre an est l'abrégé, anecolotes et exemples en moins. Le sécheresse voloncampies en moins. La semeressa vont-taire de l'exposé correspond parfattement au parti de démythification qui nous est annones. Il déurit, après un brei rappei historique, les objectifs de l'espionnage, ses méthodes, son développement consi-dérable depuis le début du siècle, en liaison avec cette de la technologie. Une vue précise de l'organisation des « services una dens les principaux pays y est

★ PUF, coll. « Que sais-je? », Paris, 1988, 128 pages.

Héritier du prestigieux empire médiéval dont il a conservé le nom, le Mail apparais aujourd'hui lourdement hypothéqué par toute une série de handicaps résultant a u s s i blen de sa situation géographique que des graves difficultés économiques et politiques engendrées par les événements des vingt dernières années. Spécialiste de l'Afrique noire au Monde, Philippe Decraene lui conserre aujourd'hui un petit ouvrage qui contribue à éclairer la situation actuelle.

Entièrement enclavé à l'intérieur du

bus à éclairer la situation actuelle.

Entièrement enclavé à l'intérisur du continent africain, ce pays ast, en effet, intégralement tributaire de ses voisins pour son commèrce extérieur. La population compte 90 % de ruraux, et les acquelles de la grande sécheraeze des années 1972-1974 ont eu des conséquences désastreuses sur uns économie essentiellement agricole. A ces difficultés naturelles sont venues s'ajouter les vicissitudes d'une vie politique passablement perturbée depuis le coup d'Eist militaire du 19 novembre 1963 qui a évincé l'un des plus grands leaders charismatiques des indépendances africaines, le président Modèles Porte.

Incapable de surmonter ses divisions internes, la junte militaire, conduite par le général Moussa Traoré, semble impoissante à sortir du marasma un peys que les fautes de gention et les maivensations de ses dirigeants ont amené au bord de la ruine. Dans l'attente probable d'un retour su régime civil (outre le président Traoré, le gouvernement malien ne compte plus désormais que deux militaires), les Maliens vivent dans la nostaigle du passé et se considérent volontiers comme les orphelins de Modibo Kelta, disparu récemment dans des

HISTOIRE

LA GUERRE DE 39 A COMMENCE QUATRE ANS PLUS TOT. — Léon Noël

* Editions France-Empire, Paris, 1979.

L'ancien président du Conseil consti-tutionnel et ambassadeur en Pologna mesure la chute incroyable de la France en vingt-deux ans : de Rethondes à Rathondes. Ce n'est pas filtler qui nous a mené là, c'est nous qui l'y avons conduit. Ce livre sat l'histoire de quatre années d'inertie, d'abandon, de peur, de fascination inavouables. Quatre, selon lui, station inavouables. Quality, seion int, et nom pas trois comme on compte d'habitude. Le ? mars 1936 — réoccupation de la Rhénania — a été capital en ce que ce fut l'ultime occasion de l'arrêt certain et immédiat du processus. Mais, pour Léon Noël, la date déterminante, c'art le 1 de cett 1935 et la fait l'éthem c'est le 14 soût 1935 ; et le fait : l'éche

Secrétaire général de cette conférence l'auteur est particulièrement qualifié pour en analyser le contenu, ou plutôt le vide, et les conséquences. Devenu aussile vide, et les conséquences. Devenu aussi-tôt ambassadeur à Varsovie, c'est de cet observatoire exceptionnel que, rétrospec-tivement, il décrit, dans un irremplaçable témoignage, une suite devenue trop comune, mais jamais assez dans aes ressorts, tous brisés, du côté franco-angiais. Il ne manque pas de mattre en évidence les fléchisements, manquements divers, manœuvres déplorables, astuces dérisoires, erreurs fitales de jugement; à commencer par ceux de son propre ministre. Et, bien entendu, du haut

BJAMAA VILLAGES IN TANZANIA : AKALYSIS OF A SOCIAL EXPERIMENT. — Michaela von Freyhold

AFRIQUE

we be treyfold when the control of t

4 J.-P. A.

INSTITUTIONS ET RELATIONS INTERNATIO-NALES, - Paul Reuter et Jean Combacau. ★ PUF, coll. « Thémis », Paris, 1980,

DROIT

La collection et la qualité des auteurs indiquent tout de suite que este étude ne se place pas dans l'ordre historique et événementiel. Mais les deux juristes n'ent pae vouin non plus la fixer, comme d'habitude, dans un cadre qui soit trop rigidement ou juridique, ou de science politique. Leur propos a été d'apporter un ouvrage qui élargisse, et en qualque sorte e totalise » les perspectives en domant « de le vie internationale la vision la plus générale et dont le lecture permette aux étudiante de comprendre les mécatismes des relections internationales dans leur ensemble ». Aux étudiants, et à quiconque a le besoin ou le souci de prendre estte vus à la fois générale, précise et vivante.

CULTURE

OUESTIONS, OBJECTIONS. — François Chatelet

* Denoël-Gonthler, Bibliothèque « Mé-

diations a, Paris, 1979, 352 pages. Figure très populaire de l'université de Vincennes, philosophe singulier, et qui volontiers quitte ce qu'il était courageux d'affirmer, mais qui est devenu objet de mode, François Chatelet réunit ini les tartes anciens et nouveaux des mome textes anciens et nouveaux dans leur attrème diversité et leur évolution même. Histoire des idées philosophiques; puis un « Plaisir de la définition », qui est aussi une allégresse de la polémique; à cette seconde partie, on rattachera la quatrième, « Disputes », où on se plaira à voir le « De l'amour » du philosophe et qui volsine avec cela qui lui tient an cœur: la philosophié populaire. Si je garde pour la fin la troisième partie, c'est que le marxisme qui en fait l'objet est également présent dans celles qui est également présent dans celles qu' l'encadrent, Son titre : « Marx, encore » pout s'entendre de deux façons : l'excuse agacée ou la volonté d'insister. Il y a paut-être des deux.

Le livre est une petite somme de la pensée, de l'enseignement et de l'écriture 'un philosophe original. Y, F.

LE NABFRAGE BES CARAVELLES. — René Pélissier.

★ Editions Pélissier, 78-Orgeval, 1979, 297 pages.

Bené Pélissier, auteur d'une histoire de l'Angola qui fait autorité, examine loi les dernières années du colonialisme portugais en Afrique. L'abondance et l'érudition de la documentation font de est ouvrage une source d'information précieuse pour les spécialistes de ces Etsta. Les articles réunis ont tous été publiés avant le « révolution des œillets » et les indépendances qui l'unt suivie : l'analyse s'en trouve souvent dépassée, quand elle n'est pas franchement démentie par un bouleversement que personne, il est vrai, n'avait prévu si soudain.

C. B.

FOREIGN COMPANIES AND INTERNATIONAL INVESTMENT IN ZIMBABWE. — D.-G. Clarke

★ Catholic Institute for International Relations, Mambo Frees, Londres, 1980, 275 pages.

Le Zimbabwe nouvellement indépendant dispose, certes, de l'économie la plus diversifiée de toute l'Afrique subsaharieune à l'exception de l'Afrique du Sud; mais une économie presque entièrement aux mains de l'étranger, notamment des sociétés britanniques, américaines et sud-atricaines. Dans une étude bien documentée, D. G. Clarke remonte su début de l'ètre colonisie pour expliquer la pénétration des capitaux occidentaux dans tous les secteurs. Seion l'auteux, économiste blanc lui-même originaire du Zimbabwe, 70 % de l'économie serait actuellement sous contrôle étranger, ce qui l'incite à conclure que la gouvernement sera obligé, bon pré mai gré, de composer avec estre situation pour de ment sera obligé, bon gré mal gré, de composer avec cette situation pour de longues années encore. Son livre aide à comprendre pourquoi le premier ministre M. Mugabe a, d'ores et déjà, dû choistr la

LA TRAITE NÉGRIERE DU XY" AU XIX" SIÈCLE ★ UNESCO, Paris, 1979, 341 pages.

Dans is perspective de la publication de son Histoire générale de l'Afrique, l'UNESCO a organisé en 1978 une réunion d'experts sur le thème de la traite des Noirs. Documents de travall et compte rendu des débats font l'objet de ce livre.

L'ouvrage insiste sur les diverses formes que le commerce des esolaves a pu prendre selon les époques et les régions, et sur as fonction économique. Les interventions font apparaître le différence entre le marché des peuples musulmans à travère le Sahara, tel que le décrit IR. Rake, celul de l'octan Indian, analysé par Hubert Gerbesu, et la grande traite transstiantique mensée par les Européens à partir du quinsième siècle dout rend compte José Luciano Prance. Et estre différence est clairement établie par Mbaye Guege : l'intervention de l'Europe transforme la natura du commerce des esclaves par l'ampleur d'un prélèvement qui, contrairement aux précédents, conduit à eun naulruge de le société safricaine. La traite, d'autre part, n'est pius alors une activité secondaire pour les pays négriers, mais l'un des fondements du développement économique : Joseph E. Inlitori montre comment elle a contribué à l'essor des grands chantiers, bes échanges interustionaux, des banques, bref du capitalisme moderne.

Reste, malgré la précision de ces études fragmentaires, la difficulté de connaître le contenu réel de la traite : mais epeu-on joire l'histoire du situe par Beste, majure de les traite : mais epeu-on joire l'histoire du situe en la president sur les institutions officielles, se sont toujours déchargés de leur responsabilité sur les institutions officielles, se sont toujours déchargés de leur responsabilité sur les institutions officielles, se sont toujours déchargés de leur responsabilité sur les institutions officielles, se sont toujours déchargés de leur responsabilité sur les institutions officielles, se sont toujours déchargés de leur responsabilité sur les institutions officielles, se sont toujours dechargés de leur responsabilité sur les institutions officielles, se sont toujo

TERRORISMES «NOIR» ET «ROUGE» L'AVENTURISME

(Suite de la première page.) (Suite de la première page.)

Du point de vue politique et historique, la question est beaucoup plus
complexe. En réalité, les deux « années
rouges », 1968-1969 (celle des étudiants
et celle des ouvriers dont la phase
culminante a été le fameux « automne
chand »), out marqué une véritable
période de rupture dans l'histoire italienne des trente dernières années. Au
cours de cette période, on a commencé
à percevoir l'existence d'une profonde
« crise de système » à tous les
niveaux : dans les rapports de production, dans les institutions et dans
la réflexion idéologique.

Si le terrorisme de droite, ou « stratégle de la tension », dominant dans les années 1969-1974, représenta une tes années 1969-1974, représenta une tentative systèmatique pour donner une réponse réactionnaire à cette crise de système, le terrorisme de gauche qui, lui, s'imposa dans les années 1975-1980, a joué un rôle déstabilisateur. Mais au lieu de déciencher un présendu processus d'insurrection révolutendu processus d'insurrection révolu-tionnaire, il a, de fait, stimulé et légitime une forte tendance à la transformation de la société et de l'Etat dans un sens autoritaire; ce qui a entraîné la mise en place d'ine sorte de « démocratie protégée » ou d' « Etat

autoritaire de droit «, suivant les dif-férentes définitions des juristes et des politologues. Si les pratiques de la « stratégie de la tension » de droite sont désormais bien connues, on ne peut peut-être pas en dire autant des différentes phases historiques et de ce qui peut être défini comme « géo-graphie politique » du terrorisme de gauche.

Au cours des mois qui ont suivi le massacre de Milan du 12 dé-cembre 1969 — que la presse a fini par cataloguer comme « massacre d'Etat », — l'Italie a subi un lourd contrecoup social et institutionnel. En marge des

grands mouvements de masse et des forces politiques de la nouvelle gau-che historique, on voit alors naître les premières tentatives de théorisation idéologique et d'élaboration pratique d'une riposte e politico-militaire » à l'inquiétant virage à droite et aux ris-ques de conp d'Etat comme il advint en Grèce en avril 1967.

Les deux premières formations a agir en ce sens sont les GAP (Groupes d'action partisane) et les Brigades rou-ges qui commencent leurs activités clandestines à la fin de 1970. Les GAP, fondés par l'éditeur Giangia-como Feitrinelli, s'inspirent d'une idéologie de la Résistance, comme l'indique le nom qu'elles se sont donné, mais aussi des expériences des luttes armées guévaristes et tiera-mondistes. Leur objectif principal — bien qu'il se situe dans le cadre d'une idéologie e révolutionnaire » — consiste à se préparer à répondre « militairement » à un éventuel coup d'Etat fasciste.

Les Brigades rouges — formées à partir d'un groupe politique appelé d'abord Gauche prolétarienne puis Nouvelle résistance — ont, elles aussi Nouvelle résistance — ont, elles aussi à l'origine, une forte accentuation antifasciste, mais elles se définissent surtout comme groupe « marxiste-léniniste » qui entend faire de la lutte
armée non seulement un instrument
de défense contre les pièges réactionnaires mais aussi, et surtout, le moment culminant d'une hypothétique
résolution communiste.

révolution communiste.

En 1979, des reconstitutions judiciaires importantes ont eu lieu à la suite de l'opération « 7 swil » effectuée par les magistrats de Padoue. Elles furent confirmées le 21 décembre suivant par le fameux « mémoire Floroni » (Floroni étant le premier d'une longue liste de « terroristes repentis », détenu depuis 1975 pour complicité d'assassinat). D'après ces reconstitutions, une autre organisation clandestine de gauche se serait formée vers 1971-1972 : une sorte de cellule souterraine du groupe Potere Operaio dirigé par Antonio Negri, Franco Piperno et Oreste Scalsone.

Cependant, il existe une différence

Cependant, il existe une différence profonde entre Potere Operato, d'une part, les Groupes d'action partisane part, les Groupes d'action partisane et les Brigades rouges, de l'autre. Le premier ne se présente pes comme une formation terroriste clandestine, il se contente de théoriser publiquement un projet révolutionnaire de type «insurrectionnel». Tandis que les secondes sont, depuis le début, des groupes armés clandestins qui non seulement théorisent, mais sussi pratiquent le lutte armée, même al, les premières années. Ils l'ont fait sans premières années, ils l'ont fait sans effusion de sang (les Brigades rouges parlent précisément de propagande armée > : phase préliminaire d'une guerre civile proprement dite).

L'explosion de Segrate, où l'éditeur Feitrinelli a trouvé la mort le 14 mars restrinessi a trouve la mort le 14 mars 1972, marque le premier temps d'un changement radical dans l'histoire du terrorisme de gauche. Quelques jours avant, le 3 mars, les Brigades rouges ont effectué leur premier enlèvement à des fins politiques (les années suivantes, elles en effectueront d'autres, toujours dans le but d'extorquer de considérables sommes d'argent) en séquestrant Hidaleo Macchisrini, l'un des dirigeants de Sit-Siemens à Milan Toujours à Milan, le 11 mars, on voit descendre dans la me l'ensemon voit descendre dans la me rensem-ble de la ganche « légale » pour mani-fester contre le fascisme ; de violents affrontements ont lieu avec les forces de police ; il s'ensuit une imposante répression policière, avec de nombreuses arrestations et un procès reten-

Tous ces événements surviennent à l'approche des élections générales, après dissolution anticipée du Parle-ment, qui seront une grande victoire pour les forces politiques centristes et de droite. La mort de Feitrinelli en-

Pouvoir ouvrier et refus du travail

Antonio Negri au-delà de Marx

DES Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie, ensemble de cahiers rédigés par Marx en 1857 et 1858 (1), il est commun de ne retenir, dans la traduction marxiste dominante, qu'un ensemble relativement hétéroclite de matériaux accumulés par l'auteur au cours de la préparation du Capital. Les Grundrisse seraient ainsi, dix ans avant de l'auteur que manualité shauche de l'œuvre d Les Grundrisse sersient sinsi, dix ans avant sa publication, une première ébauche de l'œuvre maîtresse de Marz. Les travaux menés autour de Louis Althusser et publiés îl y a presque quinze ans, ont renforcé ce point de vue, en faisant du Capital l'œuvre à « lire » pour comprendre les formes supérieures du développement de la méthode marxienne.

Antonio Negri prend cette thèse à contre-pied (2). Pour lui, il s'agit ici moins de plaider « pour Marx », ou pour un « retour à Marx », que d'indiquer les pistes d'un dépassement possible : « Marx an-delà de Marx », et à partir des Grundrisse. Le Capital ne serait qu'une partie de la thématique marxienne et non sa forme achevée. Les Grundrisse, au contraire, représenteraient « le sommet de la pensée révolutionnaire marxienne », « le centre du développement théorique (...), le moment où le système en formation, loin de se fermer, s'ouvre, au contraire, sur le tout de la pra-tique ». (Page 45.)

Sensible dès le début de l'ouvrage, cette mise en éclairage du texte du côté de la politique, des aspects subjectifs des concepts, apparaît encore plus nettement dans la présentation de la méthode marxieume. Les chapitres suivants reconsidérent la théorie de la plus-value, en soulignant que le travail ne peut seulement se interpreter comme la mattere sommaire dont se constitue la valeur à travers le procès de l'exploitation, mais que le travail est d'abord subjectivité, et que la loi de l'exploitation ne peut se comprendre, dans ses formes mêmes d'existence, qu'en référence à cette subjectivité.

L'A tendance à l'expansion du capital dans L'espace, à travers le marché mondial, est elle-même à rapporter à cet antagonisme des subjectivités. Lorsque, dans leurs formes mêmes d'existence, le capital social et le travail social se confondent, alors même que le développement présuppose la séparation, il n'y a plus de place pour le concept de capital que comme concept d'une stratégie, d'un projet subjectivé

de domination. Face auquel se dresse le travail comme sujet autre, sujet en permanence modifié par son rapport au capital comme

Mais le débat marxologique risque de trouver matière, surtout, à propos du chapire ?, consacré à la théorie du salaire. Contre la thèse classique, développée notamment par Rosdolsky, et selon laquelle Marx aurait renoncé à écrire son livre sur le salaire, Antonio Negri soutient que les Grundrisse contiennent des éléments de

JEAN-PAUL DE GAUDEMAR *

au-delà du contenu de la sixième section du Capital et que, loin d'être des développements subalternes par rapport au oœur de la théorie, il s'agit là de la « trame même du développe-ment de la théorie marxienne du capital ».

Le commentaire sur le « chapitre des machines » permet à Antonio Negri de pro-longer l'argument et de tenter de fonder théoriquement les thèses politiques les plus connues de l'« autonomie » italienne. C'est, en effet, la compression du travail nécessaire individuel et la corrélative expansion du travail précessaire collectif modifiés ave le décelonne. individuel et la corrélative expansion du travall nécessaire collectif, produites par le développement même du capital, qui font émerger un individus social capable non seulement de produire, mais de jouir de la richesse produite. S'opère alors, en un certain sens, un renversement de la théorie de la plus-value : des modes selon lesquels le capital organise le travail aux fins de l'extorsion du sur-travail aux modes selon lesquels le prolétariat révolutionnaire peut, à partir de ses propres besoins, se réapproprier le sur-travail. Ces modes sont annoncés, dit l'auteur, par les formes de nontravail, de refus du travail. Ils sont essentiels parce que c'est à partir d'eux que le point de vue ouvrier opère une inversion de la loi de la valeur au point d'en faire, sinon une formalité, du moins une pure formulation politique.

Professeur à l'université d'Aix-Marsellie - II.

Il ne saurait donc y avoir de pouvoir ouvrier dans la seule inversion du commandement du capital mais dans cette négation du rapport capitaliste et de la loi de la valeur.

Les deux derniers chapitres, consacrés au communisme et à la reproduction élargie, fournissent des développements complémentaires sur l'analyse théorique du refus du travail comme autovalorisation ou vrière. Faute d'être formes nouvelles du commandement capitaliste, le communisme, et la planification comme son moyen, n'out de sens qu'à être suppression, abolition du travail. L'autovalorisation ouvrière, dont le refus du travail est une des formes, est, en ce sens, ce mode par lequel la classe ouvrière planific déjà l'abolition du travail.

Le refus de considérer le communisme comme un « agrès », et cette volonté d'en indiquer les formes contemporaines à travers le procès constitutif des antagonismes de classes, butent naturellement sur des difficultés tenant au caractère encore très confus et balbutiant des mouvements sociaux ainsi désignés, de l'enchevétrement complexe des différentes intitutions tratiques une l'entreur considère de l'enchevêtrement complexe des différentes initiatives tactiques que l'auteur considère comme la trame de l'« autovalorisation ». Ce sont là pages brûlantes, au regard de l'actualité italienne et de la récente détention d'Antonio Negri. Celles, précisément, qui laissent le lecteur le plus insatisfait, tant le fossé est grand entre l'altitude de la pensée et la réalité que vise le propos interprétatif.

Mais ces pages ont l'immense intérêt, d'une manière plus systématique encore que dans les précédents écrits d'Antonio Negri — du moins ceux pares en français (3), — de tenter une réflexion tuédite à partir de la théorie de Marx sur une situation politique face à laquelle le marxisme est plus que déchiré.

Quinze ans après Pour Marx et Lire le capital, Marx au-delà de Marx est un ouvrage qui devrait relancer le débat théorique et politique autour et au sein d'un marxisme mis à mai par 1968, par 1978, comme par l'évolution dra-matique des pays « socialistes ».

(1) Publiés en 1853 par l'Institut Marx-Engels-Lénins de Moscou, ces cahlem existent en version française dans la traduction qu'en a donnée R. Dangeville sous le titre Fondements de la politique de l'économie politique (deux tomes, édit. Anthropos, Paris).

(2) Antonio Negri, Marz au-delé de Marx, édit. C. Bourgeois, coll. « Cibies», Paria, 1979.

(3) Cf. La classe ouvrière contre l'Etat, édit. Gelilée, Paris, 1972.

Dans les revues...

El la crise polonaise donne toute son actualité à ce numéro du COURRIER DES PAYS DE L'EST, entièrement consacré aux efforts pour surmonter les difficultés économiques en Europe de l'Est et en U.B.S. Une longue analyse de la réforme de 1979 en Union soviétique est assortie du texte complet du décret du 12 juillet. Et Wilfred Jampel, auteur d'une importante étude sur l'économie polonaise parue en mars — et depuis lors abondamment consuitée, — traite, cette fois, plus généralement de la « orise des mécanismes économiques » dans les démocraties populaires européennes. (N° 242, juillet-2021, mensate, 24,55 F. — La Documentation française, 29, quai Veitaire, 75346 Paris.)

TEMP Paris.)

El la politique étrangère soviétique et les relations de l'Occident avec le bloc de l'Est font l'objet de plusieurs articles dans POLITIQUE INTERNATIONALE. Notamment, un tarte de Richard Pipes, soviétologue de Harvard d'ont les conceptions inspirent désormais le camp républicain aux Etsts-Unis (voir page 4 l'article de Marc Ferro) et un entretien avec le général Grigorenico. Maria Lavigne, pour sa part, g'interroge sur « Coopération internationale et système socialiste ». (N° \$, été, trimestriel, 50 F. - 4, rue Cambon, 75001 Paris.)

Dans FOREIGN POLICY, Stanley

Fig. Dans FOREIGN POLICY, Stanley P. Reed s'interrogs avec inquistude sur uns éventuelle « fin du régime » en Syrie et redoute qu'uns éventuelle élimination du préaident Assad n'introduise une plus grande instabilité au Proche-Orient. Le même numéro comporte un ensemble de quatre articles sur la stratégie nucléaire et le grand débat qui a resurgi à ce propos. (N° 29, été, trimestriel, 4 dellars. – Box 384, Fargaingdale, New-York 11737.) El Trois auteurs — Amory B. Lovins, L. Hunter Lovins et Leonard Ross — examinent dans Forrigen affrants un autre aspect de la stratégie nucléaire : peut-on trouver des moyens plus efficaces d'assurer la non-proliferation des armes atomiques ? Béponse sceptique. Plus pessimiste encore est le point de vue de Walter J. Levy dans un article inti-tulé « le pétrole et le déclin de l'Occident »; tout en souhaitant une « modernisation politique » des systèmes politiques et économiques du Proche-Orient, et cela dans le respect de leurs « valsurs traditionnelles », il considère qu'une série de crises est inévitable, menagant la « cohésion » du monde et freinant son progrès. (Vol. St. n° 5, été, ciaq munéros par an, 3,75 dollars. — P. O. Bez. 2615, Boulder, Colorade, 68321.)

El RELATIONS INTERNATIONALES poussuit son études « Du système européen au système mondial ». Cette fois sur l'U.R.S.S. (H. Carrère d'Encausse), les Etats-Unis (T. H. Noualinat, P. Melandri), le Japon (M. Vée), la Chine (P. Joyaur). (Eté, trimestriel, 28 P. – Université Paris-I, 17, rue de la Sorbonne, Paris-) Trois auteurs - Amory B. Lovins,

MALERTE ATOMIQUE apporte son point de vue sur les stratégies nouvelles, lea euromissiles, et, surtout, sur les emanipulations » de la «menace soviétique». Claude Bourdet s'attache à justifiar ces derniers guillemets, tout en notant que l'URAS, est « une grande puissance aussi cynique que les autres », mais que les mêmes circonstances qui amènent l'Occident à « soutenir les régimes les plus pourris » la conduisant, elle, à sontenir « par nécessité », sans sucun motif idéologique ou moral « des éléments plus honnètes et plus valables ». 2º trimestre, trimestriei, 4 F. – 8, villa du Fatt-Moutsouris, Paris.)

El Seion l'anaisse du groupe de recherche qui publie ses conclusions dans STRATEGIS, le refus du « concept occidental de dissussion » par l'Union soviétique marque le caractère offensif de sa stratègie condamnée, d'autre part, à tenir compte de la « sanctuarisation » de fait des pulsaances nucléaires. Ce qui lui interdirait de déclencher un conflit avec l'Europe on la Chine, (N° S, Printemps, trimestriel, 30 F. – Hôtel national des lavalides, 75007 Paris.)

Invalides, 75007 Paris.)

El A propos des négociations sur le droit de la mer. Julio Fuandes rappelle, dans THIRD WOBLD QUARTERLY, les positions respectives des pays en voie de développement et des pays industrialisés, les premiers favorables à la création d'une e autorité intarnationale des fonds marins a dotée d'un réel pouvoir, les seconds soucieux d'éviter un contrôle sur des ressources que leur technologie leur permet d'exploiter librament. (Vol. II, n° 3, juillet, trimestriel, I livres. - Taird World Foundation, New-Zealand Bouse, 88, Haymarket, Londres SWIY 4TS.)

El LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE ouvre, dans son dernier numéro, un inépuisable dossisr : ceiui d'un « nouvel ordre mondisl », monde « multipolairs », nouvelles relations économiques, ratour à l'or, etc. Un témoignage de J. Leguern sur le Vietnam « cinq ans après », (N° 48, dix numéros par au, 15 F. - 7 bis, place du Palais-Bourbon, Paris.)

il Dans les ETUDES, J. Ducruet étudie une nouvelle migration : celle due à l'e or noir », brassages de populations provoqués par les revenus pétroliers qui drainent de plus en plus loin les travailleurs satatiques, avec les conséquences de tous ordres que cels comporte. (Acûtseptembre, mensuel, 14 F. - 15, rue Monsieur, Paris, ?*.)

sieur, Paris, 7°.)

É Dans POLITIQUE AUJOURD'HUI, una étude émanant de la Confédération internationale syndicale arabe sur l'utilisation des revanus pétrollers arabes. Les auteurs plaidant, en particulier, pour une diversification des économies des pays producteurs de pétrole. D'autre part, un dostier sur le « modèle » scandinave de social-démocratis. (N° 7-8, juillet-août, mensuel, 25 f. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 78018 Paris.)

M La devnière livraison des TENOPS MODERNES — 380 pages — est antière-ment consacrée à l'Afghanistan : au conflit actuel, à l'intervention soviétique, mais aussi aux structures de la société, aux particularismes de l'islam, etc. (N° 408-409, fulliet-août, mensuel, 40 P. – 26, rue de Condé, Paris, 62.)

Es ujet de controverse depuis plus de trente ans : les causes de l'emde palestinien en 1948. Stevan Glazer s'emplois, dans le JOURNAL OF PALESTINE STUDIES, à faire la part des réalités et des arguments de propagande pour clarifler les responsabilités des protagonistes du conflit israèle-arabe. D'autre part, deux articles tentent d'expliquer les raisons du niveau d'instruction élevé des Palestiniens de l'exil. (Vol. IX, n° 6, été, trimastriel, 7 livres lip. - P. O. Box 11-7184, Beyrouth.)

El Deux points de vus israéliens oppo-sées dans L'ARCHE, sur « Les grands choix qui déchirent Israél » : Yuvai Neeman, ancien ministre de la défense, fustige les « stratégies de la défaite », tandis que l'un des partisans de la paix, Matti Peled, prèche la voie du réa-lisme qui est celle de la discussion avec l'OLP, à certaines conditions minimales. (N° 281, août, mensuel, 7 F. - 14, rue Georges-Berger, Paris, 17°.)

Georges-Berger, Paris, 174.)

El Bartre n'était-il pro-ismédien que
a par devoir » ? Robert Misrahl épronre,
à la lecture de certains écrits du philosophe, récemment disparu, le bescin de
poser la question dans un article sur
c Sartre et les julits » que publient LES
NOUVEAUX CAHIERS. (N° 61, été, trimestriel, 25 F. – 45, rue La Bruyère,
Paris, 92.)

Paris, 9c.)

El Le parti révolutionnaire du peuple éthiopiem a désormais sa revue : ETHIOPla MARXIST REVIEW. Qui devait servi de tremplin théorique aux révolutionnaires africaina. La politique des dirigeants
actuels en Ethiopie y fera l'objet d'analyses critiques. Les modes de production
en Ethiopie, le lutte pour la démocratie
en Afrique et le rôle dévolu au parti prolétarien dans la révolution soviétique sont
les principaux thêmes du premier numés
(N° 1, août, périodicité non précisée, 25 F

- En France: SPIC, 46, rue de Vaugirard,
75006 Paris.)

Signature d'un voyage d'étude sur l'environnement en Chine, les participants
rendent compte dans AUJOURD'HUI LA
CHINE de leurs observations : amémagemant de la pizine du fleuve Jaune par
l'utilisation du limon, prospérité relative
de l'agriculture villageouse et lutte des
paysans coutre les parasites des outubres
avec des produits chimiques, mais aussi
des moyens biologiques dont la mise au
point et l'utilisation ne se heurtent pas
à « l'obstacle que constituent chez nous
les exigences économiques de l'industrie
phyto-sanitaires. A noter attesi un article
de Paul Beauchamp sur la chrétienté en
Chine, (N° 18, juin, trimestriel, 10 F Association des amitiés franco-chimoises,
32, rue Maurice-Ripoche, 75014 Faris.)

El BICEPHALE EUROPE - AMERIQUE
LA TINE s'annones, dans ce premier
numéro, comme une revus différente. Différente par le soin de la présentation, le
choix des thèmes et des autrum, et cette
allianes de la littérature et de la politique
qui caractèries tant d'œuvres latinoaméricaines. Des poèmes (en espagnol et
en français), de courts essais, un petit
récit du Chillen Carlos Droguett et ansai
des études sur le cinéma et la musique.
(N° 1, antomne, périodicité non précisée,
60 F - 97, rus du Bac, 75007 Paria.)
E « De quoi l'avenir intellectuel serat-il fait ? »: d'est la question qu'a posée
LE DEBAT à des personnalités de différentes tandances et à laquelle vingt-six
d'entre elles ont accepté de répondre. Une
gageure : beaucoup d'interrogations sur le
présent, de nombreux états d'âme devant
la criss. A signaler, d'autre part : des
articles sur l'histoire (« Retour au rêcit »,
par Lawrence Stone) et sur la pensée
actentifique (par Gérard Holton) repris
de périodiques étrangers. (N° 4, septembre, mensuel, abennement : 248 F - Edit.
Gallimard, Paris.)

Gallimard, Paris.)

El Dans NON I ERPERES POUR LE SOCIALISME, les « Aspects contemporains
du travail ». Une occasion, pour la revue
du CERES, d'axposar de façon pédagogique, en quelques articles, la problèmatique de la nouvelle division internationale du travail. Danièle Linhardt s'efforse
de réhabiliter la notion de travail dans la
société dite « postindustrielle ». JesuPierre Gernier prend le contrepied des
plus récentes idées d'André Gorx sur la
disparition du prolétariat. (N° 2, juilletaoût, himestriel, 27 F. - Ed. Jesques Mandrin, 5, rue Payanne, 75003 Paris.)

El « Dilemmes de la communication »

drin, 5, rue Payenne, 75003 Paris.)

El « Dilemmes de la communication : technologie contre communicaté », thême de la REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES, publiée par l'UNESCO. Entre sutres communications, celles de V.S. Korobeinikov sur le « définit de communication» provoqué par l'excédent d'informations de Majid Tehranian sur la primauté des langues cognitifs, ou l'analyse d'Yves Stourdzé sur la désintégration des liens sociaux et l'avenement d'une « logique artificielle » dans les sociétés modernes. (Vol. 22, n° 2, trimestriel, 22 F. UNESCO, 7, placé de Fontenoy, 75700 Paris.)

UNESCO, I, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

E Un dossier, dans TRIMEDIA, sur « Rgisse, catholiques et médias » met en évidence le rôle du journaliste traitant l'information raligieuse comme intermédiaire entre les lecteurs et l'Eglise.

J.-F. Six, à ce propos, met en parallèle les « choses cachées » au Vatican et uns « certains forme de sacret » au P.C.F. Dans le même numéro, Jean-Claude Guilleband dit comment il conçoit le grand reportage dans un souci de renouveler le journalisme. (N° 11. été, trimestrial, 25 F. Ecole supérieure de journalisme, 67, boulevard Vauben, 5944 Lille Cedex.)

E Dans CONTREPOINT, Philippe Bac-con s'attaque au empile marxiste de la paupérisation ». Mais, implicitement, il semble contester l'inégalitarisme croissant.

Trop stiant, mesuré entre le tiers-monde et nos sociétés développées, celles-ci témol-gnent d'une certaine égalité dans leur masse moyenne, mais d'une inégalité évi-dante entre ce « juste milieu » et les extrêmes, et intolérable entre les extrêmes opposés. (Eté, trimestriel, 30 F – 4, rue Cassette, 75066 Paxis.)

Cassetta, 75006 Paris.)

E Sur le thème « l'espace discursif de la marginalité», IMPREVUE, rèvue du Centre d'études et de recherches sociocritiques de Montpeller, présente una série d'analyses sociociques, en français ou en espagnol, sur le rôle des groupes marginaux dans la cohésion d'une société : dans le passé (par exemple, « Pauvreté et marginalité dens l'Espagne du seixième su dix-luitième siècle », par Jacques Soubeyroux), et dans le monde contemporain (« L'extil chillen en France », par Bugenia Neves, ou « La marginalisation de la langue et de la culture catalance», par Plarre Gamisans). (Année 1980, nº 1, semestriel, 40 F - CERS, U.E.R. II, université Paul-Valéry, E.P. 5043, 24632 Montpellier Cedex.)

E Maissance de TUMULTE, qui se veut

sité Paul-Valéry, B.P. 5943, Mass Montpellier Cedex.)

El Maissance de TUMULTE, qui se veut un journal politique « vivant et lisible » et souhaite combler un « vide » dans la pensée de gauche. Parmi de courts récits sur des actions ponetuelles (immigrés, Université, avortement, nucléaire, armée, etc.), une interview du juge Bidslou, juge d'instance à Hayanga, et un article de Jean-Pierre Vigier sur « La stratégie de tension du blou occidental », (N° 1, juin, mensuel, 10 F - 51, rue Olivier-Métra, 75029 Paris.)

El «L'espace judiciaire européem au service de la dégradation des libertés », tel est la thème développé par Henri Leclere dans LEVIATHAN : in dectrine de la sécurité individuelle défendue par M. Ponistowait vient, asion l'auteur, mas que r'insécurité économique dans un « Etatgardien » soudeux de morceller les centres de pouvoir. (N° 4-5, printemps-été, trimestriel, 15 F - Roland Houver, 4, rue de la Mésange, 67900 Strasbourg.) nge, 67908 Strasbourg.)

E Mesange, 67806 Strasbourg.)

El Au sommaire de la REVUE JURIDIQUE ET POLITIQUE: M. - E. Cousin,
sur la condition première du développement qui est la satisfaction des besoins
essentiels. M. Sim s'interroge sur la possible afficacité du droit international pour
régier la crise libanaise. (2º trimestre,
trimestriel, 79 F - Ediena, 57, avenue
d'idna, 75016 Paria.)

Gina, 75016 Paria.)

E Dans la REVUE DU DROIT PUBLIC
ET DE LA SCIENCE ECONOMIQUE, le
professeur Cocatre-Zilgien traite, dans un
véritable petit essai, des rapports du socislisme avec les sciences. Peut-être faudratili mettre « socialisme » également au piuriei: l'auteur lui-même évoque, d'entrée
de jen, ses nombreuses « versions » — ou
inversions. (N° 3. Librairie générale de
droit et de jurisprudence, 20, rue Soufflet,
75065 Paris.)

E SEPRIT rend un hommage critique à Sartre, Publication d'un inédit de Meriesu-Fonty. D'autre part, des spoints de vue sur l'action culturelle a. (Juillet-actt, mensuel, 20 F - 13. rue Jacob, 75000 Paris.)

Une

4.77

T (C) 8 16 -

de

1 1 A 1 A 1

1 80 g.

de dete

堂-

Charles of the same of the sam

DE LA LUTTE ARMÉE EN ITALIE

totale des GAP, leur dissolution et leur fusion partielle avec les Brigades rouges. Mais ces dernières subissent au début de mai, une première et très lourde répression judiciaire (pin-sieurs repaires sont découverts et de nombreux militants arrêtés); elles pas-sent alors définitivement d'une furme de demi-clandestinité à la clandesti-nité totale. Elles demeurent pendant presque deux ans la seule formation terroriste d'un certain relief, dont l'ac-tivité culmine en 1974 avec le passage terroriste d'un certain Tener, dont l'ac-tivité culmine en 1974 avec le passage de la phase de « propagande armée » à celle qui consistera désormals, sans jamais plus changer d'objectif, à « frapper FEtat au cours ».

Le 18 avril 1974 — juste avant le référendum du 12 mai sur le divorce qui allait prendre le caractère d'un affrontement politique et institution-nel plus général — les Brigades rouges enlèvent à Génes le juge Sossi, magistrat célèbre pour sa dureté particulière dans les procès qu'il dirige contre la gauche et contre un petit groupe clandestin génois nommé 22 - Octobre qui s'était associé aux GAP en 1971-1972.

L'enlèvement de Sossi, qui se termine par la remise en liberté du juge, relance l'image de marque des Brigades rouges comme « Robin des Bois du prolétarlet », justiclers armés, certes, mais « chevaleresques » et jamais cruels. Tout cela ne dure pas longtemps : le 17 mars, après le massacre fasciste de Brescia, du 28 mai 1974, les Brigades rouges, pour la première fois, ouvrent le feu et tuent, frappant deux fascistes au siège du M.S.I. (partideux fascistes au siège du M.S.I.)

l'ANNEE 1974 marque donc un virage décisif. Le référendum sur le divorce a été une victoire de l'alliance démocratique et progressiste. Paral-lèlement, les massacres fascistes, mais aussi les projets de coups d'Eist mil-taire s'intensifient. Le plus redouta-ble de ces projets — surnommé « Rosa dei venti » — rèvèle l'existence d'une forte pénétration fasciste à l'intérieur des unités de l'armée et des services

En automne 1974, les spéculations sur le risque d'un coup d'Etat redoublent d'intensité parmi les forces de gauche et au sein du mouvement ouvrier, et inspirent d'innomhrables enquêtes journalistiques à la suite de l'arrestation — sous l'inculpation de « conspiration politique » — de l'ancien chef du SID, le général Vito Miceli. Cette arrestation est l'œuvre des juges de Padoue, qui soupponnent Miceli d'être le chef de « Rosa dei venti ». Même le président de la Chambre des députés d'alors, M. Sandro Pertini, aujourd'hni président de la République, parie explicitement, dans une interview à l'Europeo, des possibilités de coup d'Etat de droite et de la nécessité éventuelle de s'y opposer par les areventuelle de s'y opposer par les armes, comme à l'époque de la résistance antifasciste des années 1943-1945. Au début du mois de novembre 1974, de nombreux dirigeants politiques et syndicaux de gauche prennent la précaution élémentaire de ne pas dormir chez eux. Où s'arrête le danger réel, où commence la psychose? On en discute encore aujourd'hui,

d'extrème droite) à Padotte. Ce double homicide de Padotte inaugure une nouvelle phase, d'autant qu'en septem-bre de la même année le principal fondateur des Brigades rouges, Renato Curolo, est arrêté par les carabiniers (grâce à un ancien moine et ancien sufellate Charles moine et ancien guérillero, Girotto, qui s'était inflitré dans les BR.).

Au cours de la même période, fin 1973-début 1974, un nouveau groupe, les NAP (Noyaux aimés prolétariens), fait son apparition sur la seène de la lutte armée terroriste. Il s'agit d'une formation clandestine composée easentiellement de détenus et d'anciens détenus formée à la suite de l'échec des mouvements de luttes dans les prisons italiement de composée easentiellement de l'échec des mouvements de luttes dans les prisons italiemes. Ces mouvements prisons italiennes. Ces mouvements, qui s'appelaient Dannés de la terre (allusion à Franz Fanon), étalent en étroits contacts avec Lotts Continus, l'une des organisations de l'extrême

gauche.

Refusant la ligne politique de Lotta Continua, qu'ils trouvent trop légalistes, les NAP se manifestent par de multiples incidents et provocations qui font des blessés et des morts aussi bien dans leurs rangs que dans ceux de leurs adversaires. De toute façon, les fusiliades, les attentats et les homicides redoublent, mettant définitivement fin à la phase sans effusion de sang du terrorisme de gauche, tandis que le terrorisme de droite — après le massacre de Brescla — se livre à un nouveau crime épouvantable, l'attentat contre le train fedicus près de Bologne, le 4 août 1974.

Dans un tel climat, le débat sur la lutte armée — et plus généralement sur ce qu'on appelle la « question de la force » — accapare toute l'extrême gauche italienne, tandis que les B.R. et les NAP continuent à toucher leurs chiles. Ces derniers finiront par se démanteler, vers 1978-1977 (comme cela est déjà arxivé aux GAP), et par se fondre partiellement, encure une fots, avec les B.R. En même temps, des groupes de militants quittent les principales organisations de la nouvelle gauche et, selon le principe de la priorité domnée à la c lutte armée », constituent d'autres formations elanconstituent d'autres formations clan-

Il faut tenir compte du fait que, sur la scène internationale, les an-nées 1974 et 1975 avaient vu la chute du fascisme en Grèce, au Portugal, puis en Espagne ; la défaite des Etats-Unis au Vietnam et au Cambodge ; la fin de la domination coloniale en Angola, en Guinée et au Mozamhique; l'affaire du Watergate aux Etats-Unis avec pour conséquence la chute du président Nixon. A la fin de 1973, les coups d'Etat militaires en Uruguay d'abord, puis surtout au Chili, n'avalent d'ailleurs pas eu moins d'influence sur la situation en Italie.

e Jamais plus sans justl » : tel est le mot d'ordre qui se propage dans les groupes italiens prèts à entrer dans la clandestinité pour affronter la clutte armée ». Le plus important de ces groupes — en dehors des Bri-gades rouges qui existent déjà — est

Prima Linea; idéologiquement plus proche du groupe Potere Operaio (se démanquant du rigide marxisme-léminisme, teinté de stalinisme, des B.R.) et qui se voue à une sorte d' « opéraisme armé ».

Au même moment naît également le seul groupe armé italien de matrice « anarchiste » : Azlone Rivoluzionaria qui se serait formé, consolidé et enfin démantelé en l'espace de deux à trois ans. à trois ans.

Le 16 mars 1978, le matin de la pré-sentation au Parlement du nouveau gouvernement d'unité nationale pré-sidé par M. Giulio Andreotti, Aldo Moro, président de la démocratie chré-tienne, est enlevé. Le 9 mai, on re-trouve son cadavre via Caetani, à Rome, à quelques mêtres des sièges du P.C.I et de la D.C. Les cinquante-cinq jours les plus longs, les plus dif-ficiles et les plus déchirants de toute l'histoire de la République haltenne s'achèvent. Cependant, l'affaire Moro pèse aujourd'hui encore sur la vie poli-tique et institutionnelle du pays, à la

L'ANNEE 1977 est très importante car elle correspond au moment où le fossè creusé entre le P.C.I. — entre au gouvernement sous le signe de la politique d'« émergence » et d'« unité nationale » — et les nouveaux mouvements de masse de la jeunesse, formés à se geuche, a été le plus profond ; au moment où l'opposition entre eux a été la plus violente. Cette opposition atteignit son point culminant avec le grand rassemblement « contre la répression » à Bologne, en septembre 1977, avec plus de trente mille participants. Ce n'est pas un hasard si, en fiaile, on s'interroge encore aujour-d'hui pour savoir ai le « Mouvement 77 » a constitué l'arrière-plan idéal du terrorisme de gauche, comme le soutient la gauche historique et, surtout, le P.C.I., ou bien si ce n'est pas, en revanche, la « barrière institution-nelle » et le « cordon sanitaire » dressés contre le Mouvement par les forces rollitiques tretitutionelles et ner les forces sés contre le Mouvement par les forces politiques institutionnelles et par les forces syndicales qui, en le condam-nant à l'étonfferment, ont entraîné le renforcement du fameux « parti armé » ainsi que l'affirme souvent la nouvelle

Bu tout cas, il est certain que, après 1977, — année au cours de laquelle furent tués trots militants du «Mouvement»: Francesco Lorusso à Bologne, Giorgiana Masi et Walter Rossi à Rome — on assiste à la fois à un important renforcement politique et militaire des principales organisations terroristes déjà existantes, comme les B.R. et Prims Linea; et à la naissance d'un phénomène presque entièrement nouveau, le «terrorisme diffus», qui se manifeste dans les principales villes italiennes, mais aurout à Padoue.

A l'occasion de l'enlèvement d'Aldo

A l'occasion de l'enlèvement d'Aldo Moro, alors que presque toute la nouvelle ganche « légale » est piongée dans de grandes difficultés politiques et se met sur la défensive, retranchée derrière le slogan « ni avec l'Etat ni avec les B.R. / » (non sans dissensions internes), l'aire de consensus et de recrutement de la lutte armée s'étand assez largement chez les jeunes et

fois comme un gigantesque trauma-tisme et comme une sorte d'inextri-cable mœud de vipères.

L'affaire Moro marque le début d'un véritable « boom » du terrorisme de gauche en Italie, tandis que, du côté de l'extrême droite, commencent à entrer en scène de nouvelles organi-sations terroristes clandestines, la, principale étant le NAR (Noyau d'ac-tion révolutionnaire).

Les procès-verbaux d'interrogatoires du « terroriste repenti » Fabrisio Peci (chef da file des B.R. à Turin) ont révéié ces derniars mois qu'au moment de l'assassinat du juge Coco à Gênes, en 1976, les B.R. avaient traversé une période de fablesse extrêmement grave sur le plan de la politique et de l'organisation interne. On peut donc dire que 1977 a été, sans aucun doute, l'ammée où elles ont pu renforcer leur politique et, surtout, leur système d'organisation, en recrutant massivement de nouveaux militants et en étendant leurs aires géographiques d'interventeurs aires géographiques d'interven-Les procès-verbeux d'interrogatoires

Macabre compétition

dans les milieux ouvriers des grandes usines du Nord.

En 1978-1979 s'instaure une sorte de compétition — qui se mesure de façon asses macabre d'après la quantité et la «qualité » politique des cadavres — entre les B.R. et Prima Linea, c'est-à-dire entre le terrorisme » stalinien » et le terrorisme « opéraiste ». Mais on voit se radicaliser aussi les phénomènes de demi-clandestiné et d'armement à l'intérieur de certains secteurs de l'« aire de l'autonomie »; même si, en réalité, il n'a jamais existé d'organisation politico-militaire unique, appelée Autonomia operaia organizata (Autonomie ouvrière organisée), comme certains magistrats en

font l'hypothèse (surtout à Padoue et à Rome), allant jusqu'à assimiler la « direction stratégique » de l'Autono-mia avec celle des B.R. C'est à cause de cette énorme équivoque que Toni Negri et Franco Piperno ont été accu-sés à tort — on l'a désormais prouvé — d'avoir participé à l'affaire Moro, Piperno et Lanfranco Pace ayant été carrément extradés de France unique-

carrement extrades de France unique-ment en vertu de cette accusation. Cependant, 1979 est aussi l'année où le consensus à l'égard du terrorisme de gauche commence à baisser, surtout à la suite de l'assassinat par les B.R. de l'ouvrier communiste Guido Rossa à Cânce et peu Prime Lives du buse de l'ouvrier communiste Guido Rossa à Génes et, par Prima Lines, du juge démocrate Emilio Alessandrini à Milan, tous deux tués en janvier 1979.

L'an dernier, et davantage encore au début de 1980, la diminution progressive de la « légitimation » populaire des groupes armés, même dans les milieux populaires où ils avaient trouvé jusque-ià un certain degré de consensus, ou tout au moins de neutralité, s'accompagne d'une impressionnante « élévation » du tir (des iambes au cœur) et d'une augmentatraité, s'accompagne d'une impressionnante « élévation » du tir (des jambes au cœur) et d'une augmentation spasmodique du « volume de mitrailiage ». En outre, l'éventail des « objectifs » à atteindre s'élargit de plus en plus, avec une prédilection particulière, toujours croissante, pour des cibles qui — dans l'Etat ou dans la presse — affichent des positions non pas réactionnaires et de droite, mais de gauche. C'est dans cette optique — où le personnel démocrate à l'intérieur des organismes d'Etat apparait comme le danger le plus grave pour le projet politique révolutionnaire du terrorisme — qu'il fant situer les assassinats, au début de 1980, du vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, vittorio Bachelet, des juges Minervini et Galli (les deux premiers par les B.R. et le troisième par Prims Linea) et, tout récemment, du journaliste Walter Tobagi.

Quelle issue?

DEPUIS six ans, la principale réponse du pouvoir à la criminalité politique en général, puis, surtout, au terrorisme de gauche, a consisté
presque exclusivement à appliquer la
prétendue « législation d'exception ».

« L'État a répondu aux najales de
mitraillettes uniquement par des rajales de lois », a déciaré au Parlement
un député du parti socialiste italien,
qui, pourtant, est un parti de gouvernement. De nombreux juges démocrates ont dénoncé l'instauration d'un
véritable processus d'éversion constitutionnelle qui ne pourra vaincre le
terrorisme mais qui aura pour effet
de restreindre de plus en plus les
ilbertés démocratiques et constitutionnelles et de favoriser l'avènement d'un
Etat autoritaire de droit.

Ces derniers mois, le terrorisme a
subi de lourds échecs après une sorte
d'invuinérabilité qui avait duré plusieurs armées. Mais il a été moins touché par l'accumulation des lois d'exception que par les « confessions » d'un
nombre croissant de « terroristes
repentis » issus des Brigades rouges
aussi bien que de Prima Linea. Cependant, on a observé simultanément une
impressionnante extension de ce qu'on
appelle la « cuiture du soupçon », en
vertu de laquelle ont éte effectuées de

nombreuses arrestations arbitraires et, surtout, des milliers de perquisitions

surtout, des milliers de perquisitions systématiques dans presque tous les milieux de la nouvelle gauche ainsi que chez de nombreux militants du P.C.I et des syndicats,
Après s'être trouvée, pendant des années, emportée dans la spirale du terrorisme et de l'antiterrorisme, l'Italie entrevoit maintenant la possibilité d'un renversement de tendance. Mais l'évolution sers difficile et pleine de contrecoups, comme le laisse prévoir le nouvel attentat de Bologne, commis par l'extrême droite au mois d'août.
Néanmoins, il semble qu'une Néanmoins, il semble qu'une conviction est en train de se frayer un chemin aussi bien parmi les forces politiques d'opposition que dans les milieux gouvernementaux et même dans la magistrature : le problème du terroriteme et us sans arquin doute une dans la magistrature : le problème du terrorisme exige sans aucun doute une violente riposte répresaive : mais il ne peut être résolu exclusivement par une radicalisation de l'affrontement mili-taire entre l'appareil clandestin du ter-rorisme et l'appareil policier de l'Etat. La question centrale dans tous les débats en Italie est désormais de savoir comment sortir politiquement du terrorisme.

MARCO BOATO.

DÉLICATES NÉGOCIATIONS ENTRE LONDRES ET MADRID

Une solution pour Gibraltar?

députés espagnole a approuvé une proposition présentée par le P.S.O.E. relative à la revendication espagnole sur Gibraltar, invitant le gouvernement à négocier avec le Royaume-Uni, à rétablir les communications terrestres, à ouvrir à nouveau la grille qui sépare Gibraltar du reste de l'isthme, et à établir des projets sur l'avenir économique de la région qui avoisine Gibraltar. Le 10 avril, le gouvernement britannique a accepté d'ouvrir des négociations pour trouver une solution sur la base des résolutions pertinentes des Nations unies. Ainsi s'offrent enfin des possibilités de résolution et problème vieux de phusieurs siècles.

Ce n'est gu'en 1462 que les Espagnols

de plusieurs siècles.

Ce n'est-qu'en 1462 que les Espagnols prirent aux Maures le rocher de Gibraltar qui portait le nom de Gebel El Tarik depuis la conquête arabe en 711. En 1704, profitant de la guerre civile espagnole à propos de la succession au trône, une flotte anglo-néerlandaise s'empara du rocher. En 1713, par le traité d'Utrecht, l'Espagne devait le céder à la Grande-Bretagne, mais dans des conditions telles que l'Espagne en contesta toujours les termes. A partir de 1960, les Nations unies réclamèrent la décolonisation de Gibraltar, mais ce devait être une décolonisation bien particulière.

Par l'article X du traité d'Utrecht,

décolonisation bien particulière.

Par Farticle X du traité d'Utrecht, l'Espagne cédait à la Grande-Bretagne « la pleine et entière propriété de la ville et du château de Gibraltar, evec le port, les fortifications et les forts qui en dépendent. (mais) sans aucune juridiction territoriale, et sans aucune communication ouverte par terre, avec les pays d'alentour ». Le résidence à Gibraltar était interdite aux juifs et aux Maures, la religion catholique était admiss dans la ville. Enfin, un droit de préférence était accordé à la Couronne d'Espagne au cas où la Grande-Bretagne jugerait à propos de donner, vendre ou aliéner la propriété de la ville de Gibraltar. de la ville de Gibraltar.

Quoique ce traité est été confirmé ensuite par diverses conventions (Soville, 1725; Vienne, 1731; Aix-la-

Chapelle, 1756; Paris, 1763; Versailles, 1763), l'Espagne ne cessa d'essayer de récupérer Chiroltar et maintint que la cession n'était pas une cession entraînant la perte de la souveraineté territoriale. L'Espagne se plaignit anssi que la Grande-Bretagne avait unilatéralement étendu ses possessions en occupant une portion de territorie (dite sone neutre) de l'istème (jusque La Linea), en établissant une clôture (la perja) en 1909 et en construisant, en 1938, un aérodrome dans la zone neutre.

En 1830, la Grande-Bretagne a

En 1830, la Grande-Bretagne a donné à Gibraltar le statut de colonie de la Couronne. En conséquence, ce territoires non autonomes à propos desqueis elle devait — aux termes de l'article 72 e de la charte de l'ONU. — Serveis des maneilles montes de l'Article 72 e de la charte de l'ONU. rarticie 73e de la charte de l'ONU, — fournir des renseignements comme puissance administrative. De ce fait, Gibraltar devait tomber dans la caté-gorie juridique des territoires non autonomes. Le statut, de ces derniers a évolué considérablement en trente a evolue consideraniement en trente ans, et en particulier du fait de la résolution 1514 (XV) sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peu-ples coloniaux du 14 décembre 1960.

ples coloniaux du 14 décembre 1960.

Dans la pratique des Nations unles, les peuples des territoires non autonomes peuvent exercer leur droit à l'autodétermination d'une triple manière : soit par l'indépendance, soit par l'association avec un Etat indépendant, soit par l'intégration dans un Etat indépendant. En tout état de cause, le choix de la population doit être libre et informé. Toutefois, le paragraphe 6 de la résolution 1514 (XV) déclare que « toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et principes de la charte des Nations unies ».

C'est ainsi que, dès l'origine, l'Espa-

C'est ainsi que, dès l'origine, l'Espa-gne a contesté que la population de Gibraltar (base militaire comptant vingt-cinq mille habitants environ) pusse être assimilée à un « peuple » auquel appartient le droit à l'auto-détermination et a revendiqué Gibral-

Par JEAN J.-A. SALMON'*

tar comme une partie de son territoire national aux termes du paragraphe 6 précité.

précité.

A partir de 1964, l'Assemblée générale de l'ONU, par l'intermédiaire de son comité de décolonisation, s'est engagée dans cette voie en recommendant au Royaume-Uni et à l'Espagne d'entamer des pourpariers en ayant à l'esprit « les intérêts de la population du territoire » (consensus du 16 octobre 1964). Cette demande fut réitérée par les résolutions 2070 (XX) et 2231 (XXI).

La Grande-Breisgne, passant outre aux objurgations de l'Assemblée générale, organisa le 10 septembre 1967, sur le rocher, un référendum proposant aux résidents qui bénéficialent du droit de vote l'alternative suivante : ou bien passer sous souveraineté espagnole avec le statut particulier proposé par l'Espagne, ou bien maintenir les liens avec le Royaume-Uni. Par 12 138 voix contre 44, les habitants de Gibraltar votérent en faveur du maintien des liens avec la Grande-Bretagna.

Cette fois, l'Assemblée générale, par sa résolution 2353 (XXII) du 15 dé-cembre 1967, condamna ce référendum et fit référence au paragraphe 6 de la résolution 1514 (XV). L'année sui-

Bretagne

La portée d'un choix

DANS la Constitution de Gibraltar de 1969, le préambule affirme que a Gibraltar jait partie des dominions de Sa Majesté et le gouvernement de Sa Majesté a donné l'assurance à la population de Gibraltar que Gibraltar continuera de jaire partie des possessions de Sa Majesté tant qu'un acte du Portement n'en aven que disposé de Portement n'en aven que disposé du Parlement n'en aura pas disposé autrement et que, en outre, le gouver-nement de Sa Majesté ne conclura ucun accord aux termes duquel la

" Doyen de la faculté de droit de l'uni-varsité libre de Bruxalles.

vante, elle pria la puissance adminis-trante de mettre fin, avant le les octo-bre 1969, à la situation de type colonial existant à Gibraitar. Expressement, l'Assemblée générale rangeait Gibrai-tar dans la catégorie des petits terri-toires auxquels elle dénie le droit des toires auxquels elle dénie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et n'offre le choix que des modalités de réintégration dans le territoire auquel ils avaient été originairement arra-chés. Cette position a été adoptée par l'Assemblée générale, notamment pour Goa, Ifni, les fles Falkland, Hong-kong, Macao, etc. (1), et encore récemment pour Walvis-Bay.

A la suite de ce référendum, l'Espa-gne devait établir un blocus de Ghraitar qui, de 1967 à 1970, a été en s'accentuant : interdiction de survoi du territoire espagnol et, en particu-lier, de la baie d'Algesiras ; restric-tions de passage, puis fermeture totale du poste « frontière » de La Linea ; suspension des communications maridu poste « frontière » de La Linea; suspension des communications maritimes, télégraphiques et téléphoniques entre le rocher et l'Espagne. Ces mesures eurent cependant pour affet de frapper aussi les quelque cinq mile ouvriers espagnols qui se rendalent journellement à Gibraltar et que les autorités britanniques rempiacèrent graduellement par de la main-d'œuvre marocaine (estimée actuellement à quelque trois mille cinq cents personnes).

population de Gibraltar passerait sous la souveraineté d'un autre Etat contre les vœux librement et démocratique-ment exprimés de ses habitants ».

Le point de vue des Nations unies n'ayant pas varié depuis 1967, l'accep-tation par la Grande-Bretagne de résoudre le problème en accord avec les résolutions pertinentes des Nations mies, mais en respectant les désirs librement et démocratiquement expri-més par la population de Gibraliar, pose une contradiction qui semble ne pouvoir se résondre qu'en limitant les vœux de la population à une forme d'autonomie qui rétablisse l'intégrité territoriale de l'Espagne.

Un certain nombre de conditions Un certain nombre de conditions politiques facilitent certainement une solution de ce type : du côté de l'Espagne, la démocratisation du régime et l'adoption d'une Constitution prévoyant spécifiquement des possibilités de large autonomie pour les régions ; du côté de la Grande-Bretagne, le souhait du gouvernement britannique de se débarrasser d'une colonie qui lui coûte plus cher qu'elle ne lui rapporte. ne lui rapporte.

Les problèmes de réintégration de Gibraltar seront, cependant, loin d'être aisés à résoudre. Il ne faut, tout d'abord, pas oublier que Cabraltar est avant tout une base militaire et, qui plus est, intégrée dans le système de défense de l'OTAN. Certains estiment que le maintien de cette base est « vital » pour la défense de l'Occident. Il n'est pas certain que l'Espagne cédera à ce chantage.

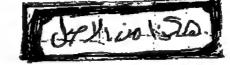
Une transformation des finalités de Gibraltar, en lieu de tourisme, par exemple, donnerait au rocher une nouvelle vitalité et une économie sans doute moins artificielle.

doute moins artificielle.

Il resterati à déterminer si l'autonomie serait limitée au rocher ou
engloberait la région de Cibraltar. Le
gouvernement britannique investit
treize fois plus à Gibraltar que le
gouvernement espagnol dans la règion.
Le développement inégal de la ville
par rapport à ses environs, acceptable
tant qu'il émanait de deux gouvernements différents, serait difficilement
supportable s'il devait être le fait du
seul gouvernement espagnol.
Nombreuses servet donc les diffi-

Nombreuses seront donc les diffi-cultés qui marqueront les négociations qui, répondant au déair répété depuis plus de dix ans par l'Assemblée des Nations unies, vont enfin s'ouvrir sur l'avenir de Gibraltar.

(1) Of. D. Mathy, «l'Autodétermination des petits territoires revendiqués par les Biais liers », Revue belge de d'ott inter-national, 1974, pp. 167-296, et 1975, pp. 129-160.



Une nouvelle d'Ana Vasquez

Vollà sept ans que la liberté était écrasée à Santiage. Aux Vasquez treuvait alors asile dans une ambassade, comme des milliers d'autres personnes traquées. Lorsqu'elle arriva en France, elle public un extraordinaire técit de ces mois passés dans un refuge que la police de Finechet menaçait de violer. Ce livre, a les Bisons, les Bouxes et le Dépotoir » (Editions Pédérop, Paris, 1977, 485 pages) n'a malhoureusement pas trouvé le vaste public qu'il méritait. Les crifés sont toujours exliés, pendant qu'au Chili une nouvelle société, comme l'avaient promis les militaires, est en train de maître. Société mai counue, dont ana Vasquez donne iel un éclairant aperçu.

A pendalson de crémaillère des Ugarteliabaca était sans aucun doute l'événement de la saison à Santiago.
L'appartement occupait tout le dernier
étage d'un immeuble au bout de l'inernue Vitacura, presque sur les pentes
de la montagne. Djipi avait engagé
un décorateur argentin qui avait fait
des merveilles en c'ravaillant le s
volumes » comme il disait. Ce garçon,
disait un juge de la Cour suprême
en parlant de Djipi, est le prototype de l'homme d'affaires
chillen. Voyez où l'esprit d'entreprise et la saine ambition peuvent mener un jeune avocat. — Il paraît, en
effet, qu'il est très jeune, trente-quatre ans, je crois.
— Et il a bâti cette énorme fortune tout seul, vraiment
extraordinaire. — Il faut dire aussi qu'il a eu de la chance,
il a su profiter du bon moment, juste quand s'installait
c'tte période de paix et de tranquillité. Et il c su s'assocler avec qu'il fallait.

Strictement habillée de noir, avec un petit tablier blanc brodé, les cheveux tirès en arrière en un chignon serré, Petronila passait en silence parmi les invités, offrant les petits canapés de caviar et de saumon. Les bavardages et la fumée l'étourdissaient un peu, sa voix n'arrivait pas à sortir de sa gorge et parfois, pour attirer l'attention des invités qui lui barraient le passage, il lui fallait leur donner un petit coup de conde. Pourtant Madame lui avait répété plus de cent fois : «Tu t'approches d'un groupe d'invités, tu souris et tu dis : Voulezvous un canapé?, ces tout petits sandwiches, tu vois, ça s'appelle des canapés. Et si tu passes les boissons, tu dis : Voulezvous un whisky? avec des glaçons? avec de l'eau? Mais, surtout, souris, ne leur lance pas ce regard têtu de paysanne dont tu as le chic. >

Qu'est-ce qu'ils me serrent, ces souliers, et avec cette fumée de malheur, c'est sûr que je vais éternuer. Et ce gros, là, il se bouge, oui?... Ça y est, maintenant, il mange tout ce que j'ai sur mon plateau. Ah! mon Dieu! qu'est-ce que je fais là, parmi ces gens habiliés comme des singes de foire... Il y en a pas un qui ressemble à mon Rogelio... Si seulement cette vieille pouvait finir tous les canapés, que je puisse revenir un peu à la cuisine... Mon Rogelio, il était drôlement mieux que tous ces types... Un homme qui se met des complets de soie et qui s'arrose de ces parfums machin-chose, non mais, où est-ce qu'on a vu ça? Mon homme, il avait pas besoin de tous ces trucs pour être bien plus... Ah! Sainte Vierge, si seulement je savais où il est... J'arrive pas à sourire comme eile me l'a recommandé, Madame. Cette fille de la campagne, bête comme ses pieds, elle ne comprendra jamais qu'il lui fant sourire. J'ai honte de la tête qu'elle fait.

Henreusement que les invités étendalent la main sans cesser de parler et sans la regarder et que personne ne remarquait son air renfrogné. On avait l'impression que les plateaux d'argent clargés de choses exquises et de boissons étrangères circulaient seuls, s'arrêtant quand il le fallait, s'approchant ou s'éloignant selon les besoins des in lités. De temps en temps, quelqu'un lui ordonnait, sans la regarder, les yeux fixes sur le contenu du plateau, apportez-moi un Chivas avec des glaçons, ou bien arrêtait le plateau pour offrir un petit four à une jolie femme (les autres, qu'elles se débrouillent), attendez un peu, ma fille; Maria-Beatriz, goûtez donc ceux-là, au saumon, ce sont les meilleurs, un vrai délice.

— C'est vrai que, ces derniers six mois, nous avons bénéficié d'un calme social extraordinaire et que le pays a pu faire un bond en avant, mais cela n'enlève rien aux mérites de Djipi. Les glaçons tintaient dans les verres... Il y a tant d'avocats de sa génération qui n'ont pas su arriver ar si loin que lui. Au loin, en sourdine, on entendait une musique disco. Oui, c'est la dernière mode aux Etats-Unis et en Europe. Tout, dans cette soirée, est parfait, rien n'a été laissé au hasard, absolument rien. — Je suis d'accord avec toi; le critère, pour juger un homme, c'est le succès et, dans le cas de Djipi...

Lis rirent en s'écartant légèrement pour laisser passer Petronila, lugubre comme un catafalque, qui offrait les petits fours. Si j'avais écouté mon père, mon Tatita, je serais repartie dans le Sud avec mon Quelito et je ne serais pas là à faire l'idiote chez madame Djini, mais je ne pouvais pas partir... Et si Rogello revenait? Il fant que je reste à l'attendre parce que vous voyez pas qu'il revienne et que je sois partie... On pourrait plus jamais se retrouver... Revenez un peu par ici, ma pauvrette ?... Tu sais bien tous les massacres qu'il y a... — Non, Tatita, non; quand on l'a emmené, il a crié: N'ale pas peur, Nilita, parce que, lui, il m'appelait Nilita et pas Petronila, je reviendrai, attends-moi et t'en fais pas... Alors, ils se sont mis à le frapper et il m'a encore crié pendant qu'on le poussait dans le camion: « Moi, ils m'auront pas, ces fils de putes. » Vous voyez bien, Tatita, qu'il faut que je reste ici à l'attendre!

Quelle fille mal stylée, je me demande où ils sont allès la chercher. — C'est sans doute parce que Djini est jalouse qu'elle a des bonnes aussi laides. — Non, Djipi, ce sont ses initiales : Ji Pé; en réalité, il s'appelle Jaime Patricio. — Mais pourquoi Djipi alors? — C'est depuis qu'il travaille avec les Américains. Vous save, dans le Nord, on est beaucoup moins formaliste qu'ici, on se tutole et on s'appelle par son prénom très vite. On n'allait pas l'appeler Jaime Patricio ni James Patrick, c'est trop long, time is money, you know. On l'a donc rebaptisé avec ses initiales, Dji Pl, et, comme c'est très original, tout le monde s'est mis à l'appeler comme ça. — Qu'est-ce que vous buvez? — Un Chivas Regal, le meilleur whisky; dépèchez-vous, un plateau vient juste de passer...

Si c'était pas que je peux apporter mon déjeuner à Quellio mon jour de sortie, je ne travaillerais plus pour cette patronne. Jamais contente, toujours à rouspéter et à trouver à redire, jamais un merci pour les nuits que je passe à veiller ses enfants quand ils sont malades, jamais rien, et pas d'horaires, toujours à sa disposition, et supporter n'importe quelle humiliation de ses sales gosses mal élevés... C'est qu'il est si content, mon Quelito, quand il voit arriver une cuisse de poulet ou une tranche de vlande; même si elle est un peu passée, ca fait rien, en la faisant réchauffer et en l'assaisonnant bien on sent pas le goût. Qu'est-ce qu'il a maigri ces temps-ci, c'est qu'il commence à regretter son papa hui aussi. Qu'est-ce qu'il dira, mon Rogelio, quand il reviendra? Il le reconnaîtra pas, tellement il a grandi... Punaise que j'ai mal aux bras avec ces plateaux si lourds! Je lui avais bien dit, à Madame, pourquoi on metisit pas les plateaux en plastique, et elle m'a demandé si j'étais pas un peu folle et qu'il fallait mettre ceux en argent; bien sûr, c'est pas elle qui les porte, Complètement dingue ce jour-là, elle m'a même pas laisse prendre une tasse de café. Petronila par-ci, Petrolina par-là, apporte-moi ça, remonte-moi ma fermeture Eclair, elle peut même pas s'habiller tout seule.

VEC un sourire radieux, Djipi et Djini guidalent lentement leurs invités vers les terrasses pour leur faire admirer le coucher de soleil sur Santiago. Le ciel devenait rouge et son reflet teignait la montagne de violet. Mais Djipi, nous ne pouvons pas faire servir le diner tant qu'oncle Eleuterio n'est pas arrivé. Et pourquoi donc le vieux a-t-il un tel retard? Est-ce que je sais, moi, il a un poste si important! Alors, je ne donne pas encore l'ordre de servir? Mais non, voyons, il faut l'attendre, je vais retenir nos invités sur les terrasses, dis aux garçons de repasser les apéritifs, et tire sur ton

soirée était le point de mire de tous les regards. Vêtue d'un pyjama de satin shocking pink, elle était mince et élégante, blen que petite. — Comment a-t-elle pu maigrir pareillement en si peu de temps? — Non mais, regarde, c'est une vraie ficelle! — Je lui trouve aussi quelque shose de changé dans le visage.

Après un long voyage en Suisse et anx Etats-Unis, Genoveva était revenue transformée et rajeunie, comme Djipi. Ils ne l'avouaient pas, mais ils avaient suivi touales deux un traitement très coûteux de chirurgie esthétique et de diète hypocalorique dans une clinique privée de Lausanne, au bord du lac. On remarquali, moins le changements chez Djipi; on lui avait bien fait une légère opération au nes pour l'affiner et le raccourcir, mais le chirurgien avait su garder à ses traits leur unité première, et la seule chose qu'on remarquait, c'était comme un air plus sympathique sur son visage, sans qu'on pût dire exactement en quoi il avait changé. On lui avait extrait des cheveux sur la nuque et derrière les oreilles qu'on lui avait réimplantés sur les tempes et sur le dessus de la tête, que menaçait la même calvitie que pour son père. Le médecin suisse lui avait proposé un programme échelouné de plusieurs petites interventions afin que le changement fût moins évident. C'est pour cela qu'il ne revint pas avec une abondante chevelure comme sur les prospectus, mais on voyait moins son crâne à présent; il n'était plus un futur chauve, simplement un homme jeune avec des cheveux un peu clairsemés. Dans six mois, il lui faudrait retourner à Lausanne pour se faire faire une autre implantation Mais ces voyages en Suisse n'étaient pas une mauvaise chose. Ils lui permettaient de verser lui-même de l'argent sur le compte en dollars qu'il avait à Zurich.

Les goûts des riches, j'te jure, faut pas chercher à comprendre, avaler ces petites chiures de sandwiches pas plus gros qu'un dé à condre... On met plus de temps à les faire qu'à les manger. Puisqu'ils ont tout ce qu'ils veulent, pourquoi ils se font pas plutôt un bon sandwich dans la baguette au lieu de vous obliger à passer des heures à couper du pain de mie... Mais, ces gens-là, ils font tout à l'envers; plus ils ont d'argent pour manger, moins ils mangent, pour pas grossir. Va-t'en comprendre. Moi, qui suis maigre comme un clou et qui ai toujours faim, j'ai jamais pu m'envoyer un vrai repas et Madame, elle, qui pourrait manger tant qu'elle veut, elle supporte la faim! Je te crois qu'il avait raison, mon Rogello, quand il disatt que les patrons, c'est une race à part.

LE VOL

veston le col est un peu froissé. Elle ini cligna de l'œil : tu es magnifique, mon amour. Cà et là s'allumaient des lumières dans les rues ; à droite, la Vierge de la colline San-Cristobal se détachait sur le ciel. On ne voyait pas la ville basse cachée sous le smog et la fumée des usines.

— C'est une vue de rêve. Mais dis-moi, Djini, pourquoi être venus si loin? — C'est qu'à présent tout se déplace vers le haut et que dans notre ancien quartier les gens bien, tu me comprends, partaient les uns après les autres. Le quartier n'était plus ce qu'il était. — Oul, mais, tout de même, c'est très haut, ici... — Tu sais, il y a tout ce qu'il faut et les meilleurs collèges sont en train de s'installer par ici. Pour les achats, aucun problème, je prends la voiture, et en deux minutes je suis au Jumbo. Tu n'y vas pas, toi? — Yes, of course, toutes ces choses importées, fromages français, c a k es anglais, c'est un rêve, on a l'impression qu'on peut acheter tout ce qui se produit aux quatre coins du monde. — Mais, ma chérie, avec deux enfants aussi petits, tu n'aurais pas préféré une maison avec un jardin? — Ah non, surtout pas, c'était une calamité! Au moins vingt fois par jour il passait des revendeurs, des mendiants, les enfants qui demandaient n'importe quoi, une vraie calamité! Et tous ces vols qu'il y a maintenant. — Oui, moi non plus, je ne supporte pas les mendiants. Ils me font une peine! Vraiment horrible. Formidable, qu'on les ait interdits!

Don Mbaldo dit que maintenant que mon Quelito est plus grand et plus dégourdi, je pourrais peut-être le mettre à vendre des bonbons dans les autobus; il aurait un petit panier avec des candies et il pourrait gagner quelques sous... Bien aimable, Don Nibaldo, et il a toujours été de bon conseil. Il ne m'a jamais dit, comme tous ces types du quartier qui me mettent tellement en rogne que Rogello, on l'a sirement tué et que je ferais mieux de chercher un autre homme tant que je suis jeune. Si vous avez confiance, madame Petronila, ça veut dire qu'il vit encore. Il y croit, lul, à ce truc de la transmission de pensée. C'est peut-être vrai, et Rogelio m'envoie des messages.

— Oul, mals il reste tous ces vendeurs ambulants qui vous agrippent dans la rue, vous voulez pas des aignilles, patroncita?, ou bien des bonbons ou des crayons de couleur, toutes ces bêtises. — Oui, ça me décourage d'aller dans les rues. Je trouve que nous devrions profiter d'avoir ton oncle Eleuterio, ce soir pour lui demander de les faire interdire, au moins sur les avenues de La Providencia et Las Condes, parce que je t'assure, moi, je ne sors plus à pled, rien qu'en voiture... — Mais là aussi ils sont effrayants: à chaque ten rouge ils viennent te nettoyer les vitres. — D'où est-ce qu'ils peuvent bien sortir, tous ces enfants? Et les mères qui les laissent vagabonder. — L'autre jour, mon oncle m'a dit qu'ils étaient en train d'étudier un projet d'internat pour y enfermer tous les enfants vagabonds. — Sensationnel! La rue est une telle école de corruption! — Cet immenble, ict, est très bien. Il y a un gardien comme à New-York, et il ne laisse pas monter n'importe qui. — Ah! et comment fait-il? — Il a un interphone. — Djini, on te demande. >

ENOVEVA s'avança en souriant pour accueillir le général-ministre, qui arrivait avec plus d'une heure de retare. Il était en civil, mais avec cet air bien perticulier qu'ont les habitués du pouvoir. Il se pencha pour embrasser sa nièce tout en enjoignant d'un air impérieux à son chauffeur et à son ordonnance, qui l'accompagnaient toulours, d'aller à la cuisine. La maîtresse de maison recevant l'invité le plus important de la

Le chirurgien de Jaime Patricio avait des mains de magicien, aucun ami ne put découvrir ce qu'on lui avait fait. Ils attribuaient son air rajeuni uniquement à la perte des kilos. Djini, elle, avait un peu exagéré. Elle se trouvait des traits sans personnalité et elle avait forcé sur la chirurgie esthétique. A l'aéroport, aucun de ses amis ne l'avait reconnue. En la voyant s'avancer toute souriante, ceux qui l'avaient connue il y a dix ans, brune, replète et courte sur pattes quand elle débarquait de son village, et qui la voyaient à présent mince et blonde, ne se privaient pas de faire der commentaires. Ils lui ont fait une autre tête, ils lui ont rétréci les nichons, disait son beau-frère, éméché par le Chivas qui coulait à flots, mais aucum chirurgien ne pourra lui étirer les guibolles. Pauvre Genoveva, elle restera baduc toute sa vie. Comment ça, on lui a rétréci les nichons? — Mais bien sûr! Tu ne te rappelles pas comment elle était après la naissance du second? On aurait dit une vache laitière, des seins énormes qui lui descendalent jusqu'à la taille... Et regarde maintenant. — Mais qu'est-ce qu'on lui a changé dans le visage? Je ne crois pas que ce soit le nez...

La patronne m'a dit qu'elle me donnerait peut-être un pourboire. Comblen est-ce qu'elle va me donner? Si c'est cent pesos, je pourrai acheter une bricole au petit...
Ou, plutôt, J'irai voir l'avocat pour savoir s'il a pas besoin d'argent pour les démarches. Peut-être qu'il a cru que j'avais oublié mon Rogelio, depuis que je suis pas allé le voir. C'est que j'avais honte de jamais le payer, avec tout le mal qu'il se donne. Ca ne fait rien, camarade, il me disait, ne vous en faites pas. Mais moi, ca me faisait quand même honte; tant de papiers et tant de timbres, et moi qui mi demandais de faire des recherches sans jamais lui donner un sou.

— Non, c'est plutôt la machoire et les denis. Avant, quand elle riait, on aurait dit un coffre-fort de banque : de l'or dans tous les coins ! Je ne sais pas comment s'appelle exactement l'opération qu'on lui a faite, je crois qu'on remplit la machoire et le menton d'un métal spécial et on vous change les dents. Tu sais que j'ai une photo d'elle avant son départ en Europe, et qu'elle est complètement différente. C'est à mourir de rire. Comme on dit ici, la guenon a beau s'habiller de soie... — Evidemment, vouloir transformer une bonne petite Chilienne en Scandinave pur sang, c'est un peu trop demander. Djini s'avançait en guidant son oncle le ministre. — Excuse-moi, ma jolie, mais les syndicats m'ont donné bien du mal; sans compter ces fils à papa qui se prement tous pour de petits rédempteurs et se mettent à déflier dans le centre. — Qui ça, mon oncle ? — Mais les étudiants, ma fille. Je crois que nous devrions les envoyer étudier à l'étranger, comme ça le pays serait plus tranquille. — Mon oncle Eleuterio. Mme Cruzat. Mon oncle, par ici s'il vous plaît...

UR les terrasses, les invités admiraient les couleurs des fleurs exotiques qui remplissaient les jardinières; bambous, hibiscus, gardénias, fuschias, violettes de Perse mélaient leurs parfums et leurs conleurs chaudes dans k-ciel du soir... Peut-être qu'elle va me dire que la fête hi est revenue très cher et qu'elle ne peut me donner que cinquante pesos. Elle en est bien capable, avec le cœur de pierre qu'elle a. Tout sourire et tout miel en surface, mais elle ne làche jamais un peso. Ce serait pas beaucoup mais ca serait toujours ça, je pourrais encore acheter quelque chose à Quellio.

— Mais, dites-moi, ces opérations pour Djini, ca doit coûter les yeux de la tête à Djipi. Ça lui reviendrait sûrement moins cher de divorcer et de se trouver une étrangère authentique. — Eh oui, mais c'est elle qui est la nièce du ministre et la filleule d'un des directeurs de la banque



hypothécaire. — Sans blague! — Djipi a ainsi ses entrées dans la maison et fait partie du pool des avocats de la banque. Ce Djipi, il a un flair incroyable pour tout ce qui touché à l'argent.

Mark

SFATA!

500.0

lette Linera

CONTRACT.

Mary

M & Stace

WA 17.5

Weiter ...

Attait.

S. E. Sales

Pendant que les invités étaient sur les terrasses, une armée d'extras installait rapidement des tables de six personnes. Quand les gens revinrent dans les salons, il y eut en murmure général d'admiration. Les tables étaient dressées et sur chacune d'elles comme un joyau de corail brillait une langouste. Les serveurs s'empressaient pour ramplir les verres d'un vin d'Alsace authentique ou maniaient délicatement des couverts d'argent pour soulever les morceaux de carapace rouge. C'est un succès de logistique, ma parole, dit le ministre, et le bon mot courut de table en table. Le ministre dit que c'est de la logistique... La logistique est un succès... a dit le ministre. — Laisse-moi mettre mes lunettes, mon petit, voyons un peu... Mais c'est un Sylvaner 1972! De l'or en bouteille! Et qu'est-ce que la logistique a à voir là-dedans? C'est que c'est une opération de logistique que d'apporter ce vin... Djipi, ta pendalson de crémaillère est un succès.

ES maîtres de maison allaient de table en table, se faisant photographier avec leurs invités. C'était la meilleure façon qu'ils avaient trouvée de manger peu ce soir-là. Genoveva révait de s'enfermer dans la cuisine avec un plat de langouste recouvert d'afoit, et Djipi aurait donné piusleurs de ses millions pour pouvoir manger à ventre déboutonné, sans avoir à se soucier de calories. L'important, c'était que personne ne remarque qu'ils étaient au régime. Dans son smoking rose pâle Pierre Cardin, Djipi évoluait de groupe en groupe, un verre de Sylvaner à la main, portant des toasts à chaque table et se bornant à tremper les lèvres dans son verre. Ils peuvent quand même pas me donner moins de cent pesos, puisque chaque bouteille de vin en vaut au moins cinq cents. C'est un des serveurs qu'i me l'a dit.

— Ça me coûte une fortune de maintenir Juan Pablo à l'université, elle est devenue hors de prix. — Oui, mais ainsi n'importe qui ne peut pas y entrer. — Ce qui me met le plus en colère, c'est que cet enfant ne nous est pas reconnaissant de tous les sacrifices qu'on fait pour hui. Souriante parmi ses invités, Djini surveillait le service comme un général les manœuvres de ses troupes. De quoi se plaignent-ils, pérorait le ministre, dans une époque de crise mondiale nous avons réussi à réduire le chômage, plus que quatorze virgule sept pour cent! — Mais personne ne se plaint de ça, Eleuterio, bien au contraire, c'est la meilleure façon de tenir la canaille à sa place. Plus de rebelles ni de contestataires...

Ecoutez Petronilla, m'a dit Madame, demain je vals envoyer les enfants chez ma belle-mère, car j'aurai besoin de vous tout le temps. Mettez ce tablier noir et voyons comme il vous va... Le tablier, encore, ça m'est égal, mais ce qui m'ennuie, c'est ce true blanc, on dirait que j'ai un bavoir. Heureusement que personne ne me regarde; pour eux, une bonne ou personne, c'est du pareil au même. Comme il me regardait, mon Rogelio, à l'usine!... Que t'es belle, Nilita, il me disait, t'es vraiment chouette!... J'aurais mieux fait de mourir le jour où on l'a emmené... C'est comme si je n'existais plus depuis le jour où il est parti... Si c'était pas pour le petit...

ES garçons servaient la viande, Djipi en avait fait venir spécialement d'Argentine pour la circonstance. On l'avait grillée à la braise, et l'odeur stimulait l'appétit. Djipi déboucha lui-même en riant la première bouteille de Château-Margaux. Tiens, il rit, Don Djipi, peut-être que pour une fois il sera pas trop radin et il me lâchere cent cinquante pesos. Comme j'aimerais acheter une boîte de bonbons à Quelo !... On peut être un livre d'images ? Je lui ai jamais apporté de livra. C'est qu'il faut tout garder pour manger, c'est seulement pour ça.

Quand j'étais en France, j'ai acheté une encyclopédie des vins, et je peux vous dire en toute connaissance de cause que ce bordeaux est un des meilleurs du monde. Dans la cuisine, Djini donnait des ordres: Garnissez de nouveau les plats et repassez-les, Petronila! où est-e-le passée, cette fille? Allez immédiatement dans ma chambre et rapportez-moi quatre boîtes de cigares! Voici la clef de mon armoire. Dépêche-tol, qu'est-ce que tu fais là à me regarder comme une idiote? — Ce qui nous relate à faire, à présent, disait le directeur de la banque, c'est d'améliorer notre image de marque à l'étranger. — Oul, cette affaire Leteller, les Etats-Unis se sont fort mal conduits envers nous. — Il faut trouver la façon d'attirer les capliaux étrangers, mon bon ami, sinon nous en resterons à la première étape de notre programme, l'assainissement de l'écomomie et.

Les crêpes flambées et le vacherin se servirent à la francaise, avec du champagne. La joie était générale, pas une
fausse note. Quand le repas prit fin, les serveurs retirèrent
les tables avec célérité; Petronila, toujours silencieuse,
passa parmi les invités pour offrir des cigares et des cigarettes. Un cousin de Djipi, spécialiste d'électronique, prépara un super équipement de spots pour les moduler avec
la musique disco. Venez, madame Petronila, Dom Djipi
a dit que le personnel peut manger maintenant. C'est
pas trop tôt, l'odeur de la viande avait fini par me faire
tourner la tête. — Prenez donc cette petite tranche. —
Merci, mais c'est que... Prenez donc, je sais bien que l'odeur
seule fait venir l'eau à la bouche. Quelle viande! Tendre

comme du beurre. Mon Disu; que je suis une mauvaise mère, je l'al toute avalée d'un coup, je n'ai même pas été capable d'en laisser un peu pour Quelo. Pourquoi j'ai fait ça? A quoi ça sert tous ces sacrifices si je ne peux pas rapporter au petit un morceau aussi bon que celui-là. Punaise, je suis une rien du tout de n'avoir pas pu me retenir.

N' entendatt en sourdine la musique de « Staying Alive » accompagnée d'une orgis de lumières colorees, com-me au Disco Hollywood, la dernière boîte à la mode. Le groupe des banquiers et des financiers entourait le ministre, des cames admiraient la nouvelle collection d'ivolres sur le étagères encastrées autour de la grande cheminée de marbre. Cela est vieux, mais pas ancien, dit entre ses dents Bernards, qui était riche depuis plusieurs générations et savait reconnaître un ivoire véritable d'une copie de Hongkong. La plupart des invités se laissaient mener par la musique. Un serveur entra avec un plateau de digestifs et s'avança vers Djini. — Madame, j'ai à vous dire quelque chose. Petronila est en train de vous voler, elle a pris un morceau de viande dans le réfrigérateur, et elle l'a caché dans son sac. — Quelle vlande? — De celle qui restait du dîner ; nous l'avions mise dans ces boîtes spéciales. Djini hésita, retenue par la fête et son envie de danser. Elle ne voulait pas avoir d'ennuis un soir aussi exceptionnel, mais elle ne pouvait pas passer non plus une chose pareille à Petronia. Allons à la cuisine. Qu'est-ce que vous faites plantée là, Petronia? Prenez un plateau et allez ramasser les verres vides au salon. Attendez qu'elle soit sortie. Bon, maintenant, ouvrez-moi son sac. Vous voyez ce paquet, madame, en bien, c'est de la viande. Bon, laissez-le là et allez la chercher. An ! mon Dieu, ces Indiennes, des ingrates allez la chercher. Ah! mon Dieu, ces Indiennes, des ingrates et des volenses! Qu'est-ce qu'll y a, madame? Veux-tu m'expliquer ce que c'est-que ça. Mais pourquoi on m'a ouvert mon... Je suis ici chez moi, et je surveille qui bon me semble. Est-ce que vous ouvrez aussi le sac de vos amies? Ne soit pas insolente, il n'y a pas de commune mesure entre mes amies et toi. Pour qui te prends-tu? Tu ferais mieux de rester à ta place! Les extras engagés pour la soirée s'approchaient d'un air curieux. Djini était appuyée à la table de la cuisine; d'un air méprisant, elle envoya le sac par terre d'un revers de main. Le paquet s'ouvrit et les morceaux de viande se répandirent sur le carrelage. Quelle honte, mon Dieu, tous ces dirent sur le carrelage. Quelle honte, mon Dieu, tous ces gens qui me regardent et qui pensent que je suis une voleuse!. — Cetet viande, on allait la jeter, madame; ce sont des restes, je les ai récupérés pour les apporter à mon petit. — Menteuse! la viande était dans le congé-lateur. Tu l'as volée. — Mais ce ne sont que des restes, madame! Regardez, comment pent-on dire que je voie une chose qu'on aurait mise à la poubelle? Les garçons entraient avec des cendriers sales et repartaient avec des plateaux pleins de verres. Chaque fois qu'on ouvrait la porte, un flot de musique envahissait la cuisine avec la voix aigué des Bee Gees. Pétronila était toute ronge, debout, au milieu de la pièce, immobile comme une petite statue noire. Faut que je tienne le coup, y a pas, je ne vais pas pleurer, je vais pas leur faire ce plaisir. Jamais on ne m'avait autant humiliée. Et elle? Qu'est-ce qu'elle se croit? D'où elle sort pour se donner ces airs? De la campagne, comme moi, et elle a peut-être pas été élevée par plus riche. — Tu vas aller continuer de servir, tout de suite, mais il n'est plus question de pourboire et à la fin du mois tu partiras. Qui sait tout ce que tu as pu me voler d'autre, ajouta Djini avec mépris. — Vous n'avez jamais rien perdu, comment est-ce que j'aurais pu vous voler quelque chose ? Mais Djini sortait déjà de la cuisine. Les serveurs regardaient Petronila. — Et alors, qu'est-ce que ça peut vous faire ? C'est pas une honte d'être pauvre, non ? Le plus âgé s'approcha d'elle : Ne criez pas, buvez ce petit café, ça vous calmera.

AITE fivar... Naîte fivaaar, chantalent les voix efféminées des Bee Gees. Quand ils trainaient sur le «a» final, les rayons de lumière se croissient en tous sens, les violets et les oranges formaient des arabesques incroyables au plafond, sur les murs, sur les gens qui dansaient. Djini traverse le salon transformé en piste de danse en balancant ses hanches au rythme du disco. Que Petronlia la vole, cela lui semblait grave. J'ai peut-être été trop faible avec elle, mais c'est qu'elle me faisait de la peine avec son air triste; et puis elle a tant de patience avec les enfants. Personne n'arrive à les faire manger comme elle. Djini bougeait les hanches et souriait, les yeux mi-clos, comme on «dolt» danser un disco, balançant la tête de droite et de gauche avec ce mouvement à la fois brusque et monotone qu'exigeait la musique. En même temps, elle essayait de découvrir Djipl; elle bougeait ses bras en faisant claquer ses doigts, tchic, tchac, tchic, toujours souriante, mais ces maudits rayons de couleur l'empêchaient de bien voir. Où s'était-il fourré? Si je l'attrape avec Nancy, je lui arrache les yeux. Tchic, tchac, tchic en suivant le rythme... Là, dans un coin, en train de parler avec son frère. Heureusement, ce n'est pas avec Nancy. Il faut que je règle cette histoire de Petronila. Tout compte fait, ce n'est pas si grave que ça... Ta fête est sensation-nelle, mais j'ai un reproche à te faire, tu me pardonneras de te le dire dès maintenant, mais en tant que frère ainé j'y ai quelque droit. — Je t'en prie, tu es le seul qui me fasse encore des reproches comme si j'étals un enfant. — Ce n'est pas ça, Djipi, mais cette fête a dû coûter une fortune, et te voir jeter l'argent par les fenêtres... Un jour, tu vas te retrouver en train de dépenser plus que tu ne gagnes et, crois-en un vieux commerçant, c'est le début de la ruine. — Ne te fais donc pas de souci, mon vieux; si tu veux, pour te rassurer tout à fait, je vais te confier une chose : ça ne m'a pas coûté un sou, pas un centime ! — A d'autres !... — Je te le jure... — Tu a gagné à la loterie ? — En un certain sens, oui, c'est un peu comme si j'avais gagné le gros lot... Après tout, pour un malheureux morceau de viande, ça ne vaut pas la peine de faire tant d'histoires... Et puis, les enfants ne s'habitueraient pas à quelqu'un d'autre. — Je vais te raconter ma bonne affaire, mais tu garderas ça pour toi, hein ? — Cela va sans dire, Djipi. — En bien, il y a des terrains sur la colline, à peu près à la même hauteur qu'ici, mais du côté de Las Condes, tu vois ? Dis un prix — Soixante à soixante-dix dollars le mètre carré ? Plus ? — Je viens d'achèter à quarante pesos. — Pesos ? Tu te fiches de moi! — Non, et avec un crédit de d'x ans! — Ce n'est pas possible! Et ils sont à ton nom V — Tu veux rire, une société que nous avons formée en vitesse. Il m'a même failu mettre l'oncle Eleuterio dans le coup, mais le résultat est génial, absolument génial, et lègalement impeccable. — Et on peut revendre à quatre-vingts ? — Plus cher encore, peut-ètre, il faudra étudier ça, mais la fin du fin, c'est que j'achète en pesos et à crédit et que je revendrai au comptant et en dollars! — Et qui as-tu plumé de cette façon ? — C'est ça le plus beau, personne! Et si Petroniia s'en va, ce sera moi la plus embêtée. Djipi éclata de rire et serra son frère dans ses bras. — Tu te rends compte! Ces terrains n'étaient à personne! Ou à tout le monde; enfin, bref; à l'Etat. C'est la plus belle affaire de ma vie, et c'est ça que je fête ce soir.

— Mon cher beau-frère, permettez-moi de vous enlever mon mari. Il danse comme Travolta lui-même, et cette musique me fascine!... Night fever, night fever... Qu'est-ce qui t'arrive? C'est au sujet de Petronila... Ils se rapprochent et ils s'éloignent l'un de l'autre en souriant. Ils dansent bien. Les invités commencent à faire cercle autour d'eux en battant des mains pour les encourager. Djipi virevolte, parfois attentif à la danse, ils forment un joli couple, parfois attentif à la danse, ils forment un joli couple, parfois attentif à la danse, ils réponses de Petronila, ce qu'elle lui avait dit, la viande dans un plastique, encourageant aussi les autres à danser, Now altogether!...— Qu'est-ce que ça veut dire? Djini, invite quelqu'un à danser pour qu'on cesse de nous regarder comme ça. Oui, je m'en occupe... Allez... tous en chœur! All together! Dansons tous!...— Si, aujourd'hul, elle emporte des restes de nourriture, demain elle peut voler tes bijoux. — Mais, Djipi, c'est que persone ne s'occupe aussi bien des enfants. Non, ma petite, un vol est un vol; elle peut faire n'importe quoi d'autre.

UAND les gens sont gentils, ca vous fait chaud au cœrr et ca vous donne envie de pleurer un bon coup. Mais il faut que je tienne, y a pas. Tous très polis, les garçons; ca oui, ils ont ramassé mon sac, nettoyé par terre et tout... Ah! mon Dieu! que j'ai honte! Qu'est-ce vous allez penser de moi, vous ne me connaissez pas!... Et Madame qui m'a traitée de voleuse devant vous. Ne vous frappez pas, madame Petronila, vous savez bien que c'est le destin des pauvres de supporter les humiliations. C'est que j'ai tellement peur qu'on me renvoie, il faut que je fasse vivre non seulement mon petit, mais la dame qui la garde, et aussi ma tante et Don Nibaldo, qui habitent avec nous. Le lèche-cul qui l'a dénoncée, il faudrait lui casser la gueule. Et vous êtes la seule à gagner quelque chose?

La porte s'ouvrit sur une nouvelle bouffée de musique. D'jipi entra d'un air décidé : Petronila, allez chercher vos affaires, et partez immédiatement! Mais pourquoi vous me renvoyez, Don Djipi ? Parce que vous étes une voleuse! Mais je ne vous ai rien volé! C'était juste un peu de viande qui restait. Suffit! Pas de discussions! Vous partez, un point c'est tout. Alors, payez-moi mon salaire, Don Djipi, parce que nous sommes à la fim du mois. Tu ne crois pas que je vais te payer maintenant, en pleine fête. Alors, moi, je ne pars pas. La voix de Petronila sonnait clair dans la cuisine; les garçons se taisaient, les yeux fixès sur les adversaires. Djipi hésita, mais il ne pouvait pas perdre la face devant tout le monde. Pour qui te prends-tu, Indienne de merde, voleuse? Oser élever la voix devant moi? C'est seulement parce que j'y ai droit, Don Djipi. Je me fous de tes droits; ici, c'est moi qui commande! Remercie-moi plutôt de ne pas appeler la police. Allez, fous le camp! Petronila le regarda bien en face. Je ne partirai pas sans être payée, j'en ai trop besoin de cet argent. Mais je me rends ridicule devant tous ces garçons à discuter avec cette minable. Bon, cette fois, ça suffit! Juan et tol, José, attrapez-moi cette femme et sortez-la par l'ascenseur de service! Regardez cette merveille! Une idée de Djipi, une baignoire toute ronde. C'est amusant, n'est-ce pas? Très relaxant, on peut y tourner comme un poisson. Lâchez-moi! Payez-moi et je partirai toute seule! Mais payez-moi d'abord! C'est vous le voleur! C'est mon tra-vail!... Allô! Gerardo, vous m'entendez? Appelez immédiatement une patrouille-radio, José vous expliquera... Une voleuse, oul. Il tira sur sa veste de smoking et, en sortant, vit des canapés de saumon qui restaient sur un plateau. Il profita de ce que Djini n'était pas là pour en avaler quatre d'un coup. Souriant, il revint au salon, Staying alive, Staying alive... Quelle merveilleuse chanson, n'est-ce pas ?

ANA VASQUEZ, Paris, 1979.

Traduit de l'espagnol (Chili) par Laure Guille-Bataillon.

Etudes en SUISSE
Etudes en Coloci
littéraires,
scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2)
Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.
école
0000
i lemania i
61166000
2US210E

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/2015 01, Tèlex 26600

	BERNARD VIGIER
	Envoi de notre builetin
i	< les livres du mois >
	contre 10 F remboursables pour une commande de 100 F
	Librairie B. Vigier 1. rus des Ecoles
	75005 Paris France
į	
į	Nogi
ļ	Premium

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES, DISQUES CASSETTES, PARTITIONS

LIBRAIRIE

LE	MONDE	DIPLOMATIQUE
----	-------	--------------

Fondateur : Hubert BEUVB-MERY Directeur de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Glaude JULIEN Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en :

France, D.M., TOM, Cantrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République maigache, Mail, Niger, Sánégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tuniste, Poste militaire, Foste navale, Andorre, Monaco

> PAR AVION (abonnement et taxes) : arquie d'Asia, Chypre, | fran frak faraët,

> > 138

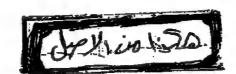
(Chèque postal : Paris n° 4207-23)

Priz de vente au numéro : 7 F.

Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARUS CEDEX (9

Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-22,

Adr. télégraphique : Journande Paris Téles : Le Monde 650-572 Paris



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité demande le retrait des missions diplomatiques établies à Jérusalem.

R EUNI à la demande des pays islamiques, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, le 20 août, per quatorze voix contre zéro et avec une abstention Gitats-Unis), une résolution dans laquelle il décide de ne pas reconnaître la « loi fondamentale » israélienne proclamant Jérusalem capitale de l'Etat. Le Conseil de sécurité demande en même temps aux Etats ayant établi leurs missions diplomatiques en cette ville de les en retirer.

Proposition d'admission du Zim-

A l'unanimité, le Conseil de sécurité a recommandé, le 30 juillet, à l'Assemblée générale d'admettre le Zimbabwe à l'Organisation des Nations unles.

La session extraordinaire de l'Assemblée sur la Palestine.

Convoquée à la demande du Sénégal, dont le représentant est le président du comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la question de la Palestine s'est réunie à New-York, du 22 au 29 juillet. Deux résolutions ont été adoptées à l'issue des travaux. La première, votée par cent douze voix conire sept (Australie, Canada, République Dominicaine, Israël, Norvège, Etats-Unis et Guatemaia) et avec vingt-quatre abstentions (dont la R.F.A., la France e; le Royaume-Uni) réaffirme les droits inaliénables des Palestiniens, y compris celui de retourner dans leurs foyers et de recouver leurs biens. Elle demande à Israël de se retirer de tous les territoires conquis depuis juin 1967, y compris Jérusalem, et réaffirme le droit de l'O.L.P. à participer sur un pied d'égalité à tous les efforts pour résoudre le problème au Proche-Orient et la question de Palestine. En ouire, l'Assemblée s'y déclere opposée à tous les plans visant à réinstaller les Palestiniens hors de leur patrie.

La deuxième résolution a été adoptée par cent douse voix contre cinq avec vingt-six ebstentions. L'Assemblée y demande notamment au comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien d'étudier à fond les raisons pour lesquelles Israél refuse de se conformer aux résolutions de l'ONU. La convocation de l'Assemblée avait été demandée conformement à la résolution « Unis pour la paix ».

Au Conseil économique et social.

La deuxième session régulière du conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) s'est tenue à Genève, du 3 au 25 juillet. L'assistance humanitaire aux réfugiés et autres

victimes de catastrophes non naturelles ont

occupé une grande partie de ses travaux.

Dans une résolution sur les efforts internationaux pour répondre à des situations d'urgence, l'ECOSOC a demandé au secrétaire général d'établir un rapport montrant concrètement comment l'ONU s'est acquittée de sa tâche de coordination des efforts au cours de la dernière décennie. D'autres textes out été votés sur l'aide aux réfugiés en Somalie, en Ethiopie, à Djibouti et au Soudan. Le conseil a, d'autre part, invité les gouvernements à augmenter leurs contributions volontaires au Fonds des Nations unies pour l'enfance, de manière qu'il dispose des 350 millions de dollars prévus

Le conseil a également adopté des mesures portant sur le problème de la faim, de la coopération en vue du développement industriel, la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et dans celui des établissements

humains, la science et la technique pour le développement, la Décennie des transports et des communications en Afrique 1978-1988, la mise en œuvre d'un programme à moyen et à long terme pour la reconstruction et le relèvement de la région soudanc-sahélienne. Concernant l'application de la déclaration sur la décolonisation et l'assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud, le conseil a lancé un appel aux institutions et organismes pour qu'ils accélèrent la mise en œuvre des résolutions relatives à la décolonisation. Quant aux sociétés transnationales, il a recommandé une série de mesures visant à mettre fin à leur collaboration avec le règime minoritaire raciste d'Afrique du Sud. Enfin, il a proposé à l'Assemblée générale de l'ONU de proclamer 1983 année mondiale des communications.

CONFERENCE MONDIALE SUR LA FEMME. — Réunis à Copenhague, du 14 au 31 juillet, à l'occasion de la conférence mondiale de la Décennie des Nations unies pour la femme, les délégués de cent quaranis-cinq pays ont adopté un Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie (1976-1985). Le teste a recueilli quatrevingit-quatorse voix, avec vingit-deux abstentions et quatre voies contre (Australie, Canada, Israël et Elais-Unis, qui entendatent ainsi manifester leur réprobation d'une s politisation » de la conférence jugée excessive et de la mention du terme « sionisme » dans l'introduction).

Le programme, qui privatt des mesurés en

jupée excessive et de la mention du termé e sionisme » dans l'introduction).

Le programme, qui prévoit des mesures en javeur de l' cégalité, du développement et de la paix », doit servir de guide aux politiques internationales, réjonales et nationales visant à promouvoir l'égalité des femmes dans tous les domaines de la vie, en particulier en natière d'éducation, de santé et d'emploi. Trois catégories ont jait l'objet d'une attention particulière : les jemmes félipiées et d'hant les jemmes d'Afrique australe et les Pelestiniennes vivant dans les territoires occupés on à l'extérieur. Les besoins des jemmes des zones rurales et des couches sociales pauvres des villes ont aussi jait l'objet d'un intérêt spécial, ainsi que la situation des jemmes émigrées. En plus du programme, la conférence a adopté quarante-huit résolutions sur une grande variété de sujets politiques, sociaux, économiques ou culturels concernant toutes les régions du monde. Elle a, en outre, recommandé à l'Assemblée générale des Nations unies de convoquer en 1985 une autre conférence mondiale sur la jemme pour apprécier les résultats obtenus au terme de la Décennie. En marge des travaux, cinquanto-sept Etats ont signé la convention internationale pour l'étimination de femmes, ce qui porte à soizante-quinze le nombre des paps signatures de cet instrument que cinq Etats seulement ont ratifié.

SESSION EXTEAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LES PROBLEMES ECONOMIQUES.

— Une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur les problèmes économiques s'est ouverts le 25 août et devait durer jusqu'au 5 septembre. On trouvers un brej résumé de ses tradaux dans le prochain numéro.

OFERATIONS HUMANITAIRES EN ASIS DU SUD-EST. — M. Eurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, s'est rendu les 2 et 3 août à Hanoi, puis les 4 et 5 août à Bangkok. Il a ou des entretiens avec les responsables des deux pays sur les problèmes de la région, notamment sur les questions humanitaires.

humanitaires.

Une rencontre avait en lieu à Bangkok, le 16 juillet, entre des officiels thallandeis et les représentants des agences internationales de secours afin de passer en revue l'état des opérations humanitaires. Une déclaration commune a été publiée à l'issue de la rencontre dans laquelle les deux pariles exprimalent leurs points de vue. Elles sont tombées d'accord pour estimer que l'opération humanitaire globale comprend deux parties, l'une exécutée à la frontière et à l'intérieur du territoire thallandais, l'autre sur le territoire du Eampuchéa. Les représentants des agences internationales ont a//traté que les programmes humanitaires servient

mis en œuvre de la même manière en Thellands et au Kampuchéa. Le 31 juillet, le secrétaire général a nommé

sentant special pour les djaires humanitaires en Asie du Sud-Est. Il remplace M. Iller Tuikmen.

PROBLEME DE CETTRE. — M. Hugo Gobbi, représentant spécial du secrétaire général à Chippre, a annoncé que les deux parties au problème chypriote s'étaient mises d'accord pour reprendre les pourparlers intercommunautaires à Nacosie. Les questions de fond seront éxaminées à partir du 15 septembre.

partir du 18 septembre.

DESARMEMENT. — L'Union soviétique, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont aunoncé, le 31 juillet, lors d'une séance plénière du comité du désarmement qui siège à Genève, qu'ils étaient parvenus à un accord sur un certain nombre de questions joudamentales sur l'interdiction de tous les essais nucléaires. Le comité a terminé su session le 3 août.

OPERATIONS DE SECOURS EN OUGANDA. —
L'ONU a annoncé, le 13 soût, la reprise des opéragions de secours dans la province de Kuranoja,
en Ouganda, où plusieurs centaines de milliers de
personnes sont frappées par la sécheresse. Un
accord est en effet intervenu entre le réprésentant
spécial du secrétaire général des Nations unies,
M. Farah, chargé le 6 soût, de prendre contact
ares les autorités ougandaises. Celles-ci se sont
engagées à améliorer la protection des convois
d'acheminement des secours.

OCEAN INDIEN — Le comité de Fooden Indien e

OCEAN INDIEN. — Le comité de l'océan Indien a tenu, du 31 juillet au 8 août, une troisième session préparatoire en vue de la conférence de 1981 sur la mise en œuvre de la déclaration de l'Assemblée générale /aisant de l'océan Indien une zone de pair. Le comité s'est séparé saus parvenir à un accord sur les recommandations qu'il doit adresser à l'Assemblée générale de l'ONU et a décidé de se résuré à avançan.

DROITS DE L'HOMME. — Le comité des droits de l'homme, qui contrôle l'application du pacte international relatif aux droits civils et politiques, a tenu sa disième session, à Genève, du 14 juillet au 1° avât. Il a examiné des rapports présentés par la Colombie, le Suriname, le Costa-Rica et la Hongrie.

Hongrie.

DROTTS DES PALESTINIÈNS. — Le comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien s'est réuni, le 1^{er} août, à New-York, pour examiner les résolutions voides par la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la Palestine. Il a aussi discuté du deuxième séminaire sur les droits inaliénables du peuple palestinien qui devait se tenir à Vienne, du 25 au 29 août, sous l'égide de l'ONU.

ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAELIEN. — Un groupe d'experts s'est réuni, du 21 fuillet au 1º noût, à New-York, en session prioée, afin d'étudier la situation de l'armement nucléaire israélien.

RACIALE. — Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu sa vingt-deuxième session, à New-York, du 4 su 22 août. Il a notamment examiné des rapports présentés par certain Stats sur la mise en œuvre de la convention su l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. L'étude du rapport soumis par Israél a élegemise à la prochaine session.

INFORMATION. — Le comité de l'information, qui étudie les activités et la politique de l'ONU en matière d'information, a tenu sa deuxième session le mois dernier, à New-York.

DEOIT INTERNATIONAL. — Le commission du droit international a achevé sa session annuelle le 25 juillet, à Genève. Elle s'est préoccupée notamment de le codification des règles juridiquement obligatoires qui régisont la responsabilité des États dans les faits internationalement illi-

DBOIT COMMERCIAL INTERNATIONAL. — La commission du droit commercial international a tenu sa treixième session, à New-York, du 14 au 25 juillet. Elle s'est préoccupée, entre autres, du

règlement des différends commerciaus per la conciliation et des incidences furidiques du nouvel ordre économique international.

ENERGIES NOUVELLES. — Le comité préparatoire de la conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui doit se tenir à Nairobl, en 1981, a siégé à Genève, du 21 juillet au 1er août.

DROIT DE LA MER. — Le troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer a repris les traveux de sa neuvième session, le 21 fuillet, à

e PONDS DES NATIONS UNIES POUR L'EN-PANCE. — Le Ponds des Nations unles pour Fanjanes (UNIGEF) a annoncé le le acût le Lencement d'un programme de secours d'urgence pour l'Angola où l'on stitus que 800 000 personnes déplacées à la suite des opérations multidires sud-ajricaines ont été njiectées par la jamine.

— Le 19 août, l'UNICEP a confirmé la reprise de ses activités de secours dans le nord-ouest de l'Ouganda, à la suite de l'accord intervenu extre les institutions des Nations unies et la gouvernement oupandale.

-- Hine Aide Gindy (Egypte) est entrée dans ses nouvelles jonctions de directeur du bursau de l'UNICEF pour l'Europe le 4 soût. Elle succède à M. James F. McDougall, admis à le retraite.

UNESCO

« Déclaration de Yaoundé » sur les politiques de communication en Afrique.

P. EUNIS à Yaquindé du 22 au 31 juillet pour R. la conférence intergouvernementale sur les politiques de la communication en Afrique, organisée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture IUNESCO), les ministres de l'information des Etats africains membres de l'organisation ont adopté par acciamation une déclaration dans laquelle ils définissent leurs objectifs.

La « déclaration de Yaoundé » souligne que, dans le domaine de la communication, la stuation qui prévaut est directement tributaire de l'héritage de la colonisation, et n'obèit ni aux besoins, ni aux aspirations des peuples africains. Les ministres s'affirment déterminés à en changer le cours. Il est urgent, dit la déclaration, de donner une plus grande priorité à l'élaboration des politiques globales et intégrées en matière de culture et de communication, à la création des infrasiructures, ainsi qu'à la production endogène de messages et de produits culturels. Elle insiste sur le fait que le recours aux techniques modernes n'est pas incompatible avec l'emploi des techniques iraditionnelles et appelle à l'utilisation des ordinateurs, à l'établissement de stations terrestres pour les satellites et à l'implantation de banques de données, en même temps qu'au développement des réseaux de communication. Toutefois, la solution aux problèmes de la communication en Afrique ne peut se ramener à un transfert de technologies ou à une simple redistribution

me monetaire i

.

L'une des recommandations adoptées par la conférence concerne l'Agence de presse panafricaine, qui devrait entrer en fonctionnement aussi rapidement que possible. D'autres demandent à l'UNESCO et à l'Union internationale des télécommunications d'aider à l'implantation d'industries des télécommunications sur le continent, ou encore concernent l'établissement en Afrique d'un Institut de la communication qui formerait des responsables de haut niveau, la création d'une maison d'édition panafricaine et de réseaux régionaux pour la production et la distribution cinématographique est envisagée.

CAMPAGNE POUR LA SAUVEGARDE DE BOROBUDUR. — Az cours d'une rétunion à Peris, les 16 et 17 juillet, le comité exécutif de la campagne internationale pour la sauvegarde de Borobudur s'indique que les travaux de restauration du grand sanctuaire bouddhique de Java seront achevée, comme prévu, à le fin de 1982. Le comité exécutif à recommendé de verser au budget une contribution de 37 000 dollars du gouvernement de l'inde.

COOPÉRATION RÉGIONALE ET ENVIRONNEMENT -

La lutte contre la pollution de la Méditerranée

E 17 mai demier à Athènes, les pays méditerranéens ont fait un grand pas en avant dans leur effort pour empêcher que ne continue à se détérorer leur mer commune, en approuvant un traîté, longuement attendu et préparé avec le plus grand soin, destiné à contrôler la pollution d'origine tellurique : déchets d'usines, égouts municipaux, pesticides et engrais agricoles. Quant on sait que ces substances constituent 85 % environ de l'ensemble de la pollution pénétrant en Méditerranée, on comprend toute l'importance que revêt la ratification de ce traîté par les Parlements

méditerranéens

« La détermination de l'écrasante
majorité des gouvernements et peuples
méditerranéens à agir ensemble et dès
maintenant dans l'Intérêt de teur mer
commune prouve qu'il est possible de
surmonter les divergences politiques
d'hier et d'aujourd'hut », estime le
le docteur Mostals K. Tolba, directeur
exécutit du Programme des Nations
unies pour l'environnement (P.N.U.E.),
sous l'égide duquel s'est organisée la
coopération des pays riverains.

A eux seuls, cas demiers ne ceraient sans doute pas parvenus à une collaboration aussi harmonieuse. Déjà handicapés par des discordes territoriales et politiques, ils se livrent encore à une apre concurrence dans le domaine du tourisme. Avec plus de 100 millions de visiteurs déferlant chaque année sur la Méditerranée, chiffre qu'on s'attend encors à voir doubler d'ici à l'an 2000. la région se place aisément au premier rang des centres touristiques mondiaux. C'est à l'invitation des pays médimanéens eux-mêmes, que le P.N.U.E. est entré en scène. - La contérence internationale aur l'environnement. réunie en 1972 à Stockholm, avait fait de

la pollution marine un domaine priori-

taire, et le P.N.U.E. a estimé que s'il

parvenait à remporter des auccès dans

une région présentant autant de difficultés politiques que la Méditerranée, Il seurait mener une action efficace dans n'importe quelle autre mer, explique M. Peter S. Thacher, directeur exécutit adjoint du P.N.U.E. Et, en effet, le P.N.U.E. a mis en couvre un programme pour les mers régionales qui s'inspire du plan d'action pour la Méditerranée et qui regroupe la participation de quatre-vingts

La première tâche du P.N.U.E. consistait à rassembler le plus grand nombre possible d'entre les dix-huit pays méditerranéens. Ils furent invités à participer une première réunion à Barcelone en 1975. Les seize pays qui répondirent à l'appei approuvèrent un plan d'action pour la Méditerranée. Ce plan appelait à élaborer et à signer une série de at de recherche sur la pollution, et à mettre au point un programme socioloppement vital et respect de l'environnement. Il convient de se rappeier, en effet, qu'à l'exception de trois ou quatre d'entre eux, les pays méditerranéens sont des pays en voie de développement, et, pour la plupart, des pays pauvres.

- Barcelone I - — ainsi nomme-t-on la conférence de 1975 — fut un succès considérable. Il suffit pour s'en convaincre de Jeter un coup d'œil sur une carte de la Méditarranée. De l'ouest à l'est: Espagne, France, Monaco, Italie, Yougo-alavie, Albanie, Grèce, Turquie, Chypre, Syrie, Liben, Israèl, Egypte, Libre, Tunisie, Malte, Algérie et Marco. Tous furent représentés, à l'exception de l'Arabie

Un an plus tard, en février 1979,

Barcelone il » rassembla à nouveau
selze Etats méditerranéens, cette fois-ci
pour approuver trois traités. D'habitude,
lors de telles conférences, les délégués
domant leur approbation avant de s'en
retourner chez eux envisager de aigner
les traités un mols ou un an plus tard,
ou peut-être jameis. Ici, au contraire, les
plénipotentiaires de la plupart des pays

Par PAUL EVAN RESS *

ont immédiatement signé les trois accords internationsux, qui sont entréa en vigueur dès tévrier 1978. A ce jour, les trois traités ont été ratifiés par seize pays méditerranéens (Jes exceptions étant la Turquie et l'Albanie) ainsi que par la Communauté économique européenne.

Par le traité principal, ou convention-

terranée s'engagent à « prendre toutes les mesures appropriées... en vue de prévenir, de réduire et de combattre la polition... et de protéger et d'améliorer l'environnement marin ». Le deuxième traité ou « protocole pour la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les déversements de navires et aéroners » Interdit tout déversement de substances dangereuses figurant sur une « liste noire » et exige un permie apécial pour le déversement de aubstances noins toxiques énumérées dans une « liste grise ». La troisième accord ou » protocole sur la coopération dans la lutte contre la pollution... par les hydrocarbures et autres substances toxiques dans les cas d'urgence » prévoit un échange d'informations, une coordination au niveau des communications et une assis-

tance en cas d'écoulements massifs d'hydrocarbures.

Certes, ces trois traités ne touchent pas au cœur du problème de la pollution, à savoir aux déchets d'usines, égouts municipaux et substances utilisées pour l'agriculture, mais, politiquement et psychologiquement, ils ont ouvert la vole au traité-cié d'Athènes, en mai 1980.

Par allieurs, les quatre années écoulées entre - Barcelone II - et Athènes n'auront pag été vaines du point de vue de la sciénce, pulsqu'elles ont été employées à l'établissement d'un réseau de quatre-vingt-quatre laboratoires marine répartis dans seize pays méditerranéens, ainsi

* Chargé de l'information du P.N.U.S. en Europe.

qu'à la création de sapt projets pilotes conçus dans ce cadre de recherche. Quatre de ces projets englobent essentiellement des activités de surveillance continue basées sur des pratiques d'échantillonnage et d'enalyse, tandis que les trois aufres sont des projets de recherche portant sur le comportement et les effets des polluants dans l'environnement marin. Les résultats de quatre à cinq années de surveillance et de recherche seront publiée en 1961 dans un livre de 600 pages intitulé l'Etat de pollution de la mer Méditerranée.

Une étude spéciale portant sur la pollution d'origine tellurique a amplement démontré le rôle majeur joué par les grands fleuves (comme le Rhône, le Pô, l'Ebre et le Nii) dans le transfert en

Méditarranée des déchets d'usines et des eaux d'égouts. Dans blen des cas, les polluants proviennent de centaines de kilomètres en amont. L'ensemble de la pollution en Méditerranée provient pour 85 % non pas de la mer, mais des terres, cette pollution est issue non des régions côtières mais des industries, de l'agriculture et des villes de l'arrière-pays.

Tout cela signifie-t-il qu'il est dangereux de se baigner en Méditerranée?
Selon le docteur Sijepan Kackes, océanologue yougoslave responsable du programme du P.N.U.E. pour les mers
régionales : « Las preuves scientifiques de
contamination à la suite de baignades
dans une sau poliuée sont minces, mais
il est certain qu'un risque existe. L'accent
doit loi être mis sur le mot « risque ».

La facture : 5 à 15 milliards de dollars...

A Méditerranée n'est pas moins poliuée aujourd'hui qu'elle l'était il y a cinq ans, à l'époque de « Barcelone I », « Avec l'urbanisation, l'Industrialisation, la crois-sance démographique et le développement rapide du tourisme, il est clair que la pollution ne va pas disparaitre. Au mieux, nous pouvons la limiter et la contrôler. Si le traîté d'Athènes sur la pollution d'origine tellurique est ratifié dans deux ens environ et appliqué de façon sérieuse, je pense que nous serons en mesure de taire refluer la marée de la pollution d'ici la fin de cette décennie, affirme le docteur Keckes. Autrement dit, quinze ens après que le pien d'action pour la Méditerranée a vu la jour, ce qui n'ast pas beaucoup. Rappelons-nous en effet que l'idée de nettoyer le Tamise est apperue dans las années 1950 ; et combien de temps faut-il pour rémettre les grands lacs dans un état convenable ? =

Nul ne sait, su juste, à combien e'élèvera la facture pour ce « nettoyage ». Les estimations varient entre 5 et 15 milliards de dollars. En cette période de crise économique, les sceptiques peuvent à

juste titre se demander si les dix-sept pays collaborant activement au plan d'action seront désireux et espables de réunir une somme aussi considérable.

Le docteur Tolba, directeur exécutif du P.N.U.E., en est pour sa part convaincu: Cet argent sera dépensé sur une période de dix à vingt ans, et aucun pays ne sera tenu de payer la note de son voisin. Les trais seront partagés entre les dixsepi pays. Si les pays méditerranéens ne réunissent pas la somme nécessaire au traitement de leurs déchets industriels et municipaux, (is se verront ensuite contraints de dépenser des sommes folles en treitements médicaux pour leurs citoyene (et pour les touristes) malades, sans compter les partes dues à une industrie des poissons et crusteoés d'imnuée et au déclin de la fréquentation touristique. Les vacanciers risquent de cholair d'autres lieux de détents de crainte de tomber malades dans une Méditerranée poliuée. Brat, les pays méditerranéens n'ont tout aimplement pae

HTERNATIONAL

UNESCO

Is .. .

Peraltqu. : diagn. TO BATTE IN .

6 00 ch.s ---

rranée

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE — MM. Ivan Jaloudes, directeur général par intérim de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.J.E.A.), et A. Eskanyi, directeur général de l'Institui libyen de l'énergie atomique, ont signé le 3 fuillet l'accord entre la Jamahiriya erabe libyenne et l'A.J.E.A. relatif à l'application de garanties en Libye dans le cadre du traité sur le non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.). La Libye et sinai le voicante-neuvième pays à conclura un accord de garanties areo l'A.J.E.A. eu titre de l'article III du T.N.P.

— A le fin de l'année 1979, pour 8 %, l'électricité produite était d'origine nucléaire, indique le rapport de l'A.I.E.A. publié le 5 moût.

D'éprès les estimations de l'ALEA, en 1985 la puissance nucléaire installée oscillera entre 290 000. et 350 000 mégasatis, soit 16 % de la capacité de production d'électricité de la planète. Vers le milieu des années 90, quand tous les projets actuellement à l'étude ou en cours de réalisation aeront devenus opérationnels, ce pourcentage atteindra près de 30 %.

En ce qui concerne les contrôles de sécurité des installations nucléaires effectués par l'Agence, il est souligné qu'aucun décalage dans les quantités de matières fissles ne permet de penser qu'un détour-nement à des fins militaires se soit produit en 1979.

nement à des fins militaires se soit produit an 1979.

• ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE — L'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) a publié au mois de fuillet, à l'intention de la vingi-troistème session de l'ausemblée de l'organisation qui se tiendra à Montréal du 16 septembre au 7 octobre, un rapport sur l'avenir de l'approvisionnement en carburant pour l'aviation civile jusqu'à l'an 2000. Le document analyse certains phénomènes comme la hausse des prix du pétrole, la demande globale d'énergie, la croissance du transport aériem et leurs chuséquences sur l'approvisionnement en carburant d'aviation. Il expose les mesures déjà prises, ou en voie de l'être, pour améliorer l'efficacité d'utilisation de ce carburant.

de ce carburant.

• OBGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.— M. Francis Blancherd, directeur général
du Bureau international du trapell (B.I.T.), a
ensoyé le 24 juillet aux autorités boliviennes un
tilégramme proposent la visite, des que possible,
d'un haut fonctionnaire de l'Organisation, à la
suite de plaintes jaisent état de violations des
droits syndicaux survenus depuis le coup d'Ent
militaire. Des plaintes avaient en sjiet été adressées
au B.I.T. par dijférentes organisations syndicales
internationales et régionales, notamment la Confédération internationale des syndica et a libres
(C.I.S.L.), le Confédération mondiale du travail
(C.M.T.), la Fédération syndicales mondiale (F.S.M.),
la Centrale latino-américaine des travailleurs
(C.L.A.T.) et le Congrès permanent de l'unité
syndicale des travailleurs de l'Amérique latine
(C.P.U.S.T.A.L.).

Ces plaintes exprimaient notamment une projonde Ces plaintes exprimaient notamment une projonde préoccupation en ce qui concerne la mort et la

Fonds monétaire international

E Fonds monetaire international (F.M.L.)

Le Fonds monétaire international (FML) a publié au début du mois d'août l'édition 1980 de son Rapport annuel sur les dispositions de change et les restrictions commerciales. Il constate, dans ce document, une accentuation des mesures protectionnistes en 1979 et au début de 1980 dans les pays industrialisés, à l'exception du Japon. Les principaux développements concernant les pratiques restrictives durant cette période font l'objet de la première partie du rapport, qui traite également de l'évolution de la situation économique en cénéral La seconde partie, beaucoup plus

en général. La seconde partie, beaucoup plus importante, comprend des études par pays sur la réglementation de change et du commerce

FORTE PROGRESSION DES APPORTS DE RES-SOURCES DU FONDS AUX PAYS MEMBRESS. — D'après le mémorandeum du F.M.I. du mois de juillet, les apports de rescources du Fonds cur pays membres su cours du premier semestre 1980 s'élèvent à 8 693,8 millions de D.I.T.S., soit approxi-matisement l'équipalent du montant total des ressources fournies eu cours de poute l'année précidente.

TIRAGES DE LA GUYANE ET DU SENEGAL. —
Dans le cadre du système de financement élargi,
le Fonde monétaire a approuvé deux accorde autorisant la Grupane et le Sénégal à effectuer au cours
des trois prochaines années les tirages suivants :

des trois prochaines années les tirages suivants :

— Guyane (25 juillet) : l'équivalent de 100 miltions de D.T.S. (fusqu'au 30 juin 1983), soit 400 %
de la quote-part de la Guyane au Fonde qui seront
financés, d'une part, à l'aide des ressources ordinaires du F.M.I. (34 millions de D.T.S.), d'autre
part, à l'aide des ressources empruptées par le
Fonds dans le cadre du mécanisme de financement
supplémentaire (68 millions de D.T.S.). Le même
jour, à la demande de ce pays, un précédent
accord consenti au même tière a été annulé;

Sénémi (11 argêt) : l'équivalent de 1848 mil-

accord consenti au même titre a été annulé;
— Sénégal (11 août): l'équivalent de 1843 millions de D.T.S. (soit 460 % de la quote-part de ce pays au Fonds) financés en partie à l'aide des ressources ordinaires du Fonds (58,8 millions de D.T.S.) et en partie à l'aide des ressources empruntées par le Fonds dans le cadre du mécanisme de financement supplémentaire (126 millions de D.T.S.). En outre, ce pays effectuers un tirage équivalant à 2,14 millions de D.T.S. (dernière tranche de crédit d'un précédent accord).

FINANCEMENT COMPENSATOIRE — Au titre du mécanisme de financement compensatoire, deux crédits ont été accordés ces dernières semaines :

crédits ont été accordet ces un mete souments.

— A la République de Corée (16 fuillet) : un crédit lui permetiant d'effectuer, au oours des douze procheins mois, des trages d'un montant équivalent à 160 millions de D.T.S. (soit 190 % de a quote-part), le montant que la Corée est tenue de rembourser au titre d'opérations ou bransactions antérieures équipaut actuellement à 251,9 millions de D.T.S.:

de D.T.S.;

— A l'Inde (11 août): un crédit hil permetiant d'éjectuer, au cours des douzs prochains mois, des tiruges d'un montant équivalent à 266 millions de D.T.S. (soit 23,2 %, de su quote-part de ce pays). L'inde utilises pour la première jois depuis cinq ans les ressources du Fonds.

CREDIT « STAND-BY » DANS LA PREMIRRE TRANCHE DE CREDIT. — Un crédit « siand-by » dans la première tranche de crédit, d'un montant équivalant à 8,5 millions de D.T.S., a été accordé le 16 juillet à Chypre pour un an.

CREDIT & STAND-BY > A LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU LAOS. — Le F.M.I. a approuvé le 4 soût un crédit « stand-by > autorisant le gousernement de la Bépublique démocratique populaire du Laos à acheter, eu cours des doude prochains mois, un montant maximum équivalant à 14 millions de D.T.S.

NOMINATION. — Le 6 août, M. Azirali F. Mohammed (Pakistan) a sité nommé directeur du bureau des relations extérieures du F.M.I.

Groupe de la Banque mondiale

Quatre prêts de la BIRD.

aux pays suivants :

L A Banque internationale pour la recons-truction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé l'octrol de prêts

- Brésil (24 puillet) : 125 millions de dollars pour la réalisation du second projet d'énergie électrique d'Sistrosul dont bénéficieront les Etats de Parana, Santa-Catarina et Bio-Grande-do-Sui ;

- Côte-d'Ivoirs : 33 millions de dollars pour le nancement d'un projet visant à électrifier les mes rurales ou à améliorer le réseau de distri-

tionnistes.

Accentuation des mesures protec-

détention de dirigeanis syndicuus, l'occupation de locaux syndicuus et la répression du mouve-ment syndicul en Bolivie. Elles exprincient égale-ment des cruintes pour la vie du dirigeant syndicul Juan Lechin.

• ORGANISATION METEOROLOGIQUE ORGANISATION METEOROLOGIQUE MON-DIALE. — La cinquième sersion du conseil de l'Orga-nisation méléorologique mondiale (O.M.M.) établi pour administrer l'accord de financement collectif des stations océaniques de l'Atlantique nord (1974) s'est tenue à Genéve du 1° au 4 fuillet. Le Conseil a décidé de poursnivre l'exploitation du réseau actuel au-delà de 1981 en procédant à quelques modifications opérationnelles qui pour-raient aussi réduire les frais actuels.

reient quest réduire les frais actuels.

• ORGANGATION MONDIAIS DE LA BANTE.

— L'Organisation mondials de la santé (O.M.S.) a réuni du 5 au 8 août à Trêves un groupe de travail sur les effets nocifs pour le santé de l'accumulation de micropolluants auns les sédiments fiuriaux. Le groupe de travail s'est intéressé essentiellement à deux groupes de substances absorbées par les sédiments fluviaux : les métaux lourds et les hydrocarbures polycycliques aromatiques.

— A l'occasion de l'ouverture, le 14 fuillet à Copenhague, de la conférence de mi-persours de la Décennie des Nations unies pour la femme, l'O.M.S. a publié une étude statistique sur les femmes dens les professions de santé (Volume 32, nº 2, du rapport trimestriel de statistiques santiaires sociales unondiales, 1979).

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR

ORGANISATION DES MATIONS UNIES FOUE
LE DEVELOPPEMENT INDUSTEUEL. — Dans le
coure d'un cours d'orientation de trois mois sur
le disjonatie muitilatique et la coopération économique internationale des hauts jonctionnaires de
huit pays des Caralbès ont sutoi à Vienne un cours
de deux jours (7-2 juillet) destiné à les jamiliarier
tace le rôle et les activités de l'Organisation des
Nations unies pour le développement industriel
(ONUDI).

Organis par l'institut des Nations unies pour le

(ONUDI).

Organisé par l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) à l'intention des pags de la région qui viennent d'acquérir leur indépendance, ou sont en voie de l'acquérir, le cours visait à familiariser les participants avec les problèmes, les méthodes et les techniques de la diplomatie et de la coopération internationale, aux niveaux régional, interrégional et mondial.

— Le rapport entre les incidences sociales et le coût de projets de développement est le thême du quatrième numéro d'une série de Guides pour l'évaluation des projets publiés le 18 fuillet par l'ONUDI.

- D'accroissement de la demande de machines apricoles dans les pays en voic de développement et l'industrialisation des collectivités rurales sont deux des thêmes des treize monographies sur les tachniques industrielles appropriées publiées le 19 juin par FONUDI. Ces monographies reprennent les débats et les documents techniques du Forum international des techniques industrielles appropriées, organisé en Inde en 1978.

ction d'électricité dans la région autour de Man ;

— Inde (24 juillet) : 30 millions de dollars stinds à financer la régénération des sols de chaq sins versants de la région du Kandi (région scollines sub-himalayennes de Shivalik) ;

— Indonésie (11 août) : 45 millions de dollars 9,25 %) pour la réalisation d'un projet de relioppement de la production de noix de coco.

Banque africaine de développement

Octroi de plusieurs prêts.

A la cent trente-quatrième réunion du conseil A d'administration de la Banque africaine de développement, le 17 juin dernier à Abidjan, deux prêts ont été attribués aux pays suivants :

— A l'Ouganda : 10 millions d'u.c. (soit 2801,7 millions de F.U.F.A., pour quinze uns) accordés à la Banque de développement de l'Ouganda pour le financement du projet de restauration des ranchs;

- Au Gabon : 5.3 millions d'u.c. (environ 1,484) mulions de P.C.F.A., pour quatorze ans) consentia à la Société d'énergie et d'eau du Gabon pour financer le coût en devises du projet d'extension des réseaux de distribution d'électricité de Libreville.

D'autres prêts décidés au cours des cent vingi et unième, cent vingi-deuxième, cent trente et unième et cent trente-deuxième sessions du conseil d'administration de la Banque ont été effectivement

unema et cent trente-deuxième sessions du conseil d'administration de la Banque ont été effectivement attribués :

— Au Botswana (20 juin) : 3 millions d'u.c. (environ 2 161 millions de F.C.F.A., pour seize ans), pour financer le projet du nouvel aéroport international de Gaberones ;

— A l'Egypte (20 juin) : 10 millions d'u.c. (environ 2 234 2 millions de F.C.F.A., pour quinze ans) accordés à la Banque de développement industriel pour le financement de sous-projets;

— A la Tunisie (22 juin) : 10 millions d'u.c. (pour douze ans) à la Banque de développement économique pour financer des sous-projets industriels;

— Au Zalre (26 juin) : 3,5 millions d'u.c. (environ 986,8 millions de F.C.F.A., pour vingt ans) pour la réalisation du projet cacayer de Bengamisa;

— Au Togo (26 juin) : 3,5 millions d'u.c. (environ 980,6 millions de F.C.F.A., pour quinze ans) accordés à la Banque togolaise de développement pour le financement du coût en devises de certains projets.

OCTROI D'UNE LIGNE DE CREDIT. — Un syn-OCTROI D'UNE LIGNE DE CREDIT. — Un syndicat de banque ayant pour chejs de jüe le Crédit commercial de France et la Caisse nationale de crédit agricole a signé, le 22 juin, arec la Banque ajricaine un accord portant sur l'octroi d'une ligne de crédit spécial de 650 millions de francs français (équivalant à 12,5 milliards de F.C.F.A.) en javeur de la BAD.

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — Le Fonds africain de développement annonce les deux prêts suivants :

— A la République fédérale islamique des Comores (24 juin) : 4,5 millions d'u.e.f. (environ 1.1198 milliand de P.C.F.A.), pour le financement d'un profet de développement de la pêche artisanale ;

— Au Soudan (25 juin) : 8,25 millions d'u.e.f. (environ 2 1239 millions de P.C.F.A.), pour la réalisation du profet de réaménagement hydro-agricole de New-Halfa;

D'autre part, à l'issue de sa soixante-huitième réunion tenue le 19 juin, le conseil d'administration a approuvé des prêts en faveur de quatre pays :

— Ouganda : 8 millions d'u.e.f. (environ 2 064,4 millions de P.C.F.A.) pour la profet de remise en état des usines de cufé;

— Malavi : 5,10 millions d'u.e.f. (environ 1574,1 millions de F.C.F.A.), pour un profet d'électrification des cones rurales ;

— Haule-Voita et Niger : 1,2 million d'u.e.f. (environ 30,956 millions de F.C.F.A.) à l'Autorité de développement intégré de la répion de Lispako-Gourma pour le financement des études techniques détaillées de la route Dori-Tera-Niamey. FONDS APRICAIN DE DEVELOPPEMENT.

Banque européenne d'investissement

> Prêts à quatre pays de la Communauté.

L A Banque européenne d'investissement (BEL) a approuvé plusieurs prêts en faveur de quaire pays membres de la Communauté économique européenne :

— Danemark (29 juillet) : 140 millions de couronnes danoises (18 millions d'u.c., pour quinze ans , à 11,10 %) pour le financement d'une unité de la centrale thermique au charbon d'Asnaes (île de Sjaelland);

— Italie (31 juillet), sept prêts d'une contrevaleur totale de 124 milliards de lires (103 millions d'u.c.) ainsi répartis : 21 millions de lires (pour quinze ans) à l'ENI (Ente Nazionale Idrocarburi), pour la construction en Tunisie du gazoduc Algérie-Italie; 10 milliards de lires (pour douze ans) à l'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL) pour le renforcement du réseau de distribution électrique en Sardaigne et et 10 autres milliards de lires (à l'ENEL, pour douze ans) pour la conversion de la centrale thermique de Brindisi : 4 milliards de lives de Brindisi : 4 milliards de lives douze ans) pour la conversion de la centrale thermique de Brindisi; 4 milliards de lires (pour huit ans) pour rationaliser l'utilisation de l'énergie dans les cimenteries de l'Unicem; deux prêts pour le développement industriel à la Cassa per il Mezzogiorno (11 milliards de lires nour quinze ans) et à une papeterie de lires, pour quinze ans) et à une papeterie de

Riva del Garda exploitée par Cartiere del Garda (9 milliards de lires); enfin, 58,7 milliards de lires (pour dix ans) pour la modernisation et le renforcement de la flotte d'Alitalia.

— Irlande (31 juillet): 3 millions de livres irlandaises (4,5 millions d'u.c., pour dix ans) pour le financement d'investissements visant à économiser l'énergie dans de petites et moyennes entreprises industrielles.

— Royaume-Uni (1" soût): 28,6 millions de livres (47,3 millions d'u.c.) ainsi répartis : 8 millions de livres (pour huit ans) à Michelin (Belfast) pour la modernisation et l'agrandissement de deux usines productrices de pneus radiaux; 3 millions de livres (pour huit ans, à 10 %) à Proprietors of Hay's Wharf, en Ecosse, pour l'extension d'une usine de coupage et

pour l'extension d'une usine de coupage et d'embouteillage de whisky; 2.5 millions de livres (pour huit ans, à 10 %) à Baker Perkins Holding (Grande-Bretagne) pour l'implantation d'une nouvelle usine de machines à conditionner; 7,1 millions de livres (pour dix ans, à 11,50%) au National Water Council qui en rétrocédera le montant à l'Anglian Water Authority pour le

financement de travaux d'adduction d'eau et de réseaux d'égouts; 5 millions de livres (pour dix ans, à 11,25%) au Shetland Islands Council pour divers investissements destinés à permettre pour divers investissements destinés à permetire le développement de l'industrie pétrolière en mor du Nord: 3 millions de livres (pour quinze ans. à 11.25%) au Thanet District Council pour la construction d'un terminal roulier pour le ser-vice des passagers et des marchandises à travers la Manche. Enfin, le 3 août, 5 millions de livres (2,2 millions d'u.c., pour dix ans. à 10,25%) ont été consentis à la Cleveland Bridge et Engineer-ing Compagny pour la construction et l'equipe-ment d'une usine de méranique lourde dans le comté de Durham.

comité de Durham.

PRETS à LA JORDANIE ET AU LIBAN. — La BEL. a aussi accordé les deux prêts autraits :

— 4 millions d'u.c. à la Jordanie (pour quince ans, à \$.15 %, compte tenu d'une banification d'intérêt de 2 % à charge de la Communuaté), le 23 juillet, pour l'extention du réseau de transport et de distribution d'électricité dans la répion de Zerga; ce prêt, consenti à l'Etat jordanien dans le cadre du protocole financier C.E.E. — Jordanie, a été rétrocédé à la Jordanian Electric Power;

— 3 millions d'u.c. au Liban, le 29 juillet : pour quatorze ans, à \$ %, compte tenu d'une banification d'intérêt de 2 % à la charge de la Communauté; pour améliorer la production de la centrale électrique de Zouk, près de Bevrouth; dans le cadre du protocole fluancier G.E.E.-Liban, ce pre a été attribute au Conseil de développement; ci de la reconstruction, qui en représentera le produit à Electricité de Liban.

OPERATIONS AU TITRE DE LA CONVENTION

à Electricité du Liban.

OPERATIONS AU TITRE DE LA CONVENTION
DE LOME. — Au titre de la convention de Lomé, la
B.E.I. a approuvé des prêts en fareur de deux pays :

— Guinée (29 juillet) : une contre-valeur de
4.4 millions d'u.c. (pour dix ans, à 8 %, compte
tenu d'une bonification d'intérêt sur les ressources
fu Fands européen de développement, pour la modernisation d'une usine d'alumine à Frio-Kimbo;

— Iles Fidji (8 août) : une contre-valeur de
11,5 millions d'u.c. (pour quinez ans, à 8 %, compte
tenu d'une bonification d'intérêt sur les ressources
du Fonds européen de développement), pour l'agranfissement d'une centrale hydro-électrique à VitiLevu.

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. —

La Banque asiatique de développement a adresse, le
29 juillet, à la Bangladesh Krisht Bank (Bangladesh
un prêt de 28,1 millions de dollars (à l'aide du
Fonds asiatique de développement, pour quarante
aus, à 1 %) pour le financement d'un programme
de crédit en facteur du secteur agricole. Ce prêt
est assorti d'un don d'assistance technique d'un
montant de 290 600 dollars. — Le conseil des directeurs de la Banque asiatique
a décidé le 1º août de relever de 8,30 % à 9 % par
an le taux d'intrêtt des prêts accordés à l'aide des
ressources ordinaires, et cela à dater du 1º juillet
— Dans un mémoire publié récemment, la Banque
asiatique annonce son intention de jouer un rôle
plus actif dans les efforts déployés pour freiner
l'accroissement de la population dans ses pays
membres.

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION BCONOMIQUE. — La Banque centramérique d'intégration économique (B.C.I.E.) a annoncé l'octro de plusieurs prêts en fuillet et en août (le montant des prêts est exprimé dans la monnaie nationale de chacun des pays bénéficiaires):

— Au Costa-Rica (18 juillet): 26 800 000 colones à Hoteles Restaurantes y Cafeterias de Iberoamerica pour la construction, à San-José, d'un hôtel de tourisme;

— Au Gustenala (22 juillet): deux prêts d'un montant total de 5 millions de quetzales consentis à la Banque des travailleurs pour jimancer la construction de maisons à loyer modèré. Un prêt de 4500 000 quetzales arait aussi été accordé, le 20 juillet, pour le financement d'un projet de dételoppement de vingt-six communes particulierement pauvres; . BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION

— Au Nicaragua : un prêt de 40 millions de cordobas (30 juillet) pour le jinancement de constructions en javeur des couches sociales les plus déjavorisées à Batahola ; un prêt de 132 millions de cordobas (4 août) pour la reconstruction de routes départementales ; enjin un prêt de 53 millions de cordobas (7 août) pour jinancer un projet d'irrigation ; de corboous (* avar, controlle de corboous (* avar, controlle de cordobas (* avat) pour financer un projet d'irrigation;

— Au Honduras (I* avat) : un prêt destiné à financer les travaux de construction de la route regucigales-Blo-del-Hombre;

— A El Salvador (4 avat) : un prêt de 12,5 millions de colones consenit au Fonds social pour l'habitat, pour la construction d'habitations à loyer modéré;

— Au Guatemala et à El Salvador (* et 8 avat) :

modéré;

— Au Guatemala et à El Salvador (? et 8 août):
deux prêts (dont l'un de 10 400 000 queixales) à
l'Institut national de l'électricité du Guatemala et
l'autre (17 mûlions de colones) à la Commission
ezécutive hydro-électrique du Rio Lempa d'El
Salvador. Tous deux contribueront à la réalisation
d'un projet tendant à réduire les colts de production de l'énergie électrique dans les deux pays.

• BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARAIBES. BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARAINES.

La cinquante-neuvième session du conseil des directeurs de la Banque de dévelopment des Caraïbes s'est tenue à Wildey, St-Michael (Barbade), les J et 4 juillet. A cette occasion, le conseil a recommandé l'adoption par l'assemblée des gouverneurs de l'accord de coopération conclu entre la Banque et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) afin de faciliter la réalisation des programmes en javeur des pays membres. Le conseil a aussi agréé un accord de jinancement avec la C.E., portant sur un programme de jormation du personnel administratif des pays membres et il a approuvé le jinancement des travaux de misc au point de deux projets techniques en Guyana et à Sainte-Lucie.

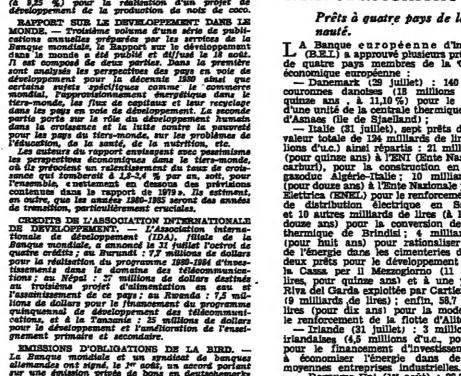
Sainte-Lucie.

Plusieurs prêts ont, en outre, êté consentis à l'Antiqua and Barbuda Development Bank : 800 000 dollars pour la souscription d'actions de cet organisme : 800 000 dollars pour le financement d'un programme de crédits à l'agriculture et à l'industrie et deux prêts d'un montant de 1 million de dollars pour financer un programme de crédit en jareur de l'habitat. Enfin, deux prêts d'un montant total de 174 000 dollars ont été attribués à la Corporation pour le développement de Saint-Vincent afin de jinancer la dernière phase des travaux de construction d'une usine.

BRAQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPE-

tion d'une usine.

BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — La Banque interaméricaine de développement a annoncé l'octroi de deux prêts : au Guatemala (3½ juillet), où 51 millions de dollars (attribués
à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 %) financeront un programme de
développement des services de santé en conc urbaine
dans les Etats de Guatemala et de Sacatepeques;
au Brésil (7 aoû1), où deux prêts d'un montant
total de 60 millions de dollars financeront la
construction ou l'amélioration de certains tronçons



gnement primaire et secondaire.

EMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BIRD. —
La Banque monidale et un syndicat de banques
allemandes ont signé, le 1ª août, un accord porient
sur une émission privée de bons en deutschemarks
d'un montant de 200 millions de deutschemarks.
Ces obligations, vendues à 99.75 % du pair, portent
intérêt à 7,75 % payable annuellement le 1ª août,
et seront remboursées au pair le 1ª août 1988.

D'autre part, le 11 août, deux autres accords ont
été conclus sace la BIRD pour deux emprunts
directs en Allemagne de l'Ouest : d'une part,
200 millions de deutschemarks sont accordés à la
Banque mondiale par la Badische Kommunale
Landesbank Girozentrale et la Würtembergische
Kommunale Landesbank Girozentrale; d'autre part,
200 millions de deutschemarks lui sont grétés par
un groupe de cinq «Landesbanken» ayant pour
chej de file la Landesbank Riviland-Pfalz Girozentrale. Ces deux prêts sont assortis d'un intérêt
annuel de 8.10 % payable annuellement et arriveront à échèance en août 1992.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — La

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — La Société financière internationale (S.F.J.) a annoncé plusieure opérations:

— Prêt de 32 millions de dollars (15 juillet) à un groupe de huit banques yousoslaves pour les cider à financer un programme d'aide aux petites entreprises: entreprises :
— Prêt à long terme de 54 millions de dollars (16 juillet) consenti à la société Celulosicos Centauro (16 paines) consents a la sociale certaine de marier et de pâte à papier;

— Investissement de 30 millions de dollars

(Mexique) pour accroître sa production de papier et de pâte à papier;

— Investissement de 30 millions de dollars (18 juillet) pour la construction près du Caire d'une cimenterie, projet réalisé par la Société des ciments de Suez. La S.F.I. a également décidé de participer, de consurrence de 9,7 millions de dollars, à un prêt consenti le 24 juillet à l'Ismalia Fish Company (pour la réalisation d'une station d'aquaculture réalisée avec l'essistance technique d'experts chinois) par dipers investisseurs égyptiens;

— Contribution de 8 millions de dollars assortie d'une participation de 3 millions de dollars (30 juillet) pour l'exploitation, en Grèce, d'un gissement d'amiante;

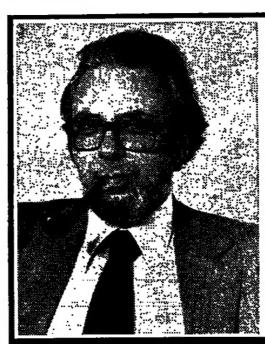
— Création d'une société de crédit-ball à Sri-Lanka (4 soût) mise en place par l'Orient Leasing Company of Japan et la S.F.I.; la contribution de la S.F.I. au capital social de cette société s'élève à 223 500 dollars;

— Contribution de 7 300 000 dollars (7 août) dans la Kajue Textiles of Zambia (Zambie) pour l'agrandissement de cette usine de textiles afin de réduire la pénurie nationale de tissus.

Le 24 juillet, les les Salomon sont decenues le cent quatoralème pays, membre de la S.F.I.

NOMINATIONS. — M. Robert S. McNamara a

NOMINATIONS. — M. Robert S. McNamara a annoncé, le 1st août, la nomination de M. Georg Gabriel (République fédérale d'Allemagne) su poste de vioe-président des départements « Programmes et budget » et « Fonds de pension » de la Banque mondiale. Il a aussi nommé, le 8 août, MM. Moen A. Qureshi (Pakistan) et Ernest Stern (Elats-Unis) aux postes de premiers vioe-présidents de la Banque mondiale et M. A. David Knox (Grande-Bretagne) à celus de vioe-président pour la région Afrique de l'Ouest.



LES NOUVELLES RELATIONS **ÉCONOMIQUES** INTERNATIONALES

par Eustache Paléologue

"Ce livre puissant renouvelle la problèmatique du nouvel ordre économique international. Négligeant le détail, centré sur l'essentiel, il dit avec force et clarté ce qui peut rendre l'ordre nouveau équitable, fonctionnel, efficace. Un tel programme devrait avoir sur les débats à venir une influence déterminante,"

G. Destanne de Bernis

Collection "Tiers-Monde"



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

— La Banque interaméticaine a, d'autre part, procédé à une émission d'obligations sur le marché des Etats-Unis le 30 fuillet. D'un montant de 100 millions de dollers, cette émission à 10 3/4 %, intituide « Obligations 1980 à sept ans », viendra à échéance le 1^{er} août: 1987. En outre, le 7 août, la Banque interaméticaine a conclu avec un syndicat de banque sulasses un accord portant sur l'emission de banque suisses un accord portant sur d'obligations pour un montant de 100 : france suisses. Cette émission, intitulés

tions 1980 en francs suisses à 5 3/4 % 3, a été placée ou pair à 5/15 % et viendra à échéance oprès le 6 août 1983.

LUTRIST ORIGINIZATORS ROLLINGUES

Association latino-américaine de libre-commerce

Signature du traité de Montevideo instituant l'Association latino-américaine d'intégration.

REUNIS le 12 août à Montevideo, les ministres des affaires étrangères des onze pays membres de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) ont signé le traité de Montevideo 1980 portant création de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI). Le traité stipule que la nouvelle institution sucrède à l'ALALC, qui avait été mise en place par le traité de Montevideo de 1961, et répond à la volonté des pays membres (Argentine, Bolivie, Brésil, Chill, Colombie, Equateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela) de poursuivre dans la voie de l'intégration économique régionale avec pour objectif l'étazueta) de poinsitive dans as voir de l'integration économique régionale avec pour objectif l'éta-blissement progressif d'un marché commun. L'ALADI aura les mêmes prérogatives juri-diques que l'ALAIC, et son siège est également fixé à Montevideo.

Concrètement, l'Aladi devis promotivoir et réglementer les échanges commerciaux entre les pays membres et favoriser les actions de complémentarité industrielle et de coopération économique qui contribueront à l'élargissement des marchés. Le traité étabilt une aire de préférences économiques qui se substitue à la zone de ilbre-commerce, avec mise en place d'un tarif régional préférentiel, d'accords de portée régionale (souscrits par la totalité des pays membres et ayant pour but de renforcer le processus d'intégration) et de portée partielle (entre deux ou plus des pays membres, sur l'industrie, l'agriculture, etc., selon des règles spécifiques). Il est fondé sur les principes de la non-réciprocité et de la coopération communautaire. Il prévoit des traitements préférentiels entre les Etats membres désormais classés, selon leur degré de développement, en Concrètement, l'ALADI devra promouvoir et classés, selon leur degré de développement, en trois catégories : 1) pays de moindre développement (Bolivie, Equateur, Paraguay) ; 2) pays de développement intermédiaire (Colombie, Chili Pérre Tristray Venezale) : 2) pays Chil. Perou. Uruguay, Venesueia); 3) pays développés (Argentine, Brésil, Mexique). Les organes politiques de l'ALADI seront les suivents: un conseil des ministres des affaires étrangères: une conférence, qui se réunira tous les trois ans, et un comité des représentants, organe permanent. Les tâches techniques sont du domaine du secrétariat général.

du domaine du secrétariat général.

Le conseil des ministres des affaires étrangères s'est saist du projet de renégociation de l'alaic qui comporte trois volets: concessions négociées dans le cadre du programme de libération des échanges sur des listes nationales; listes des avantages non généralisées et accords de complémentarité. Il a adopté, à l'assue de sa session, le 14 soût, quatorze résolutions ayant trait, principalement, à la mise en œuvre des dispositions du nouveau traité. Nommé le 12 août secrétaire exécutif de l'ALAIC, M. Julio César Schuiff deviendra secrétaire général de l'ALADI dès l'entrée en vigueur du traité.

Groupe andin

Condamnation du coup d'Etat militaire à La Pax.

L ES quaire pays — Colombie, Equateur, Péron et Venezuela — qui, avec la Bolivie, forment le Groupe andin, out condamné le 30 juillet le

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Alle au prestige de ses monuments anciens l'énergie sourients d'une jeune cité qui, dans un élan sant relôche, construit son avenir.



- Le Paisis des Papes; les Remparts; le Pont Saint-Bénézet, popularisé à travers le monde par la légeode et la chanson, ses combreux édifices civils et religioux;

 Les trésons de ses musées : musée Caivet, musée du Petit Palais (collection de primitifs (talians) dotamment;

 To Contro travarities) de Controle primitifs
- Un Centre international de Congrès aménagé dans le Palais des Papes;
- e Son Festival (15 juillet-15 acût) l'hétère, Charégraphie, Cinéma, Musiqua; Des services régullers de trains a antos-conchettes saller et retour en départ de Paris, Etaples (Le Touquet), Boulegne, Liege, Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karigruhe;
- Sun important Marche d'Intérêt national ;
- o Do magnifiques exemptions à travers la
- Son tulkiore (dances et vielles traditions);
 Le Pare des Expositions de Châteautiane;
 La Poire et Expositions du Grand Delts;
- Des satisfactions gastropomiques et des vins de grands crus (Châteatneuf-du-Pape, Côtea du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.):
 Visiter AVIGNON a La Souneus de Joie I... a.

Renseignements : Syndioni d'Initiative, cours Jean-Jaurès

e BANQUE DES RECLEMENTS INTERNATIO-NAUX. — Selon un document de la Banque des réglements internationaux (B.R.I.) consacré à l'Evo-lution de l'activité bancaire internationale au pre-mier trimesire 1980, et diffusé le 29 juillet, trois jeits ont marqué l'activité bancaire internationale pen-dant cette période : l'importance inhebituelle des opérations en monnaies autres que le dollar, le net raientissement des octrois de nouveaux crédite aux pays extérieurs à la mone déclarante, et, dans le même temps, la progression des prêts à l'intérieur de cette zone.

coup d'Etat militaire du 17 juillet à La Paz. Les présidents de la Colomble, du Pérou et du Venezuela, ainsi que le représentant de l'Equateur, out signé à cet effet une déclaration à laquelle se sont associés le premier ministre espagnol, le président du Costa-Rica et un membre de la junte de reconstruction du Micaragua qui participaient en tant qu'observateurs à la réunion organisée à Lima, siège du Groupe andir.

andin. Les participants ont aussi lancé un appel pour le rétablissement des institutions démocra-tiques et le respect des droits de l'homme en

NEGOCIATIONS AVEC LES ETATS-UNIS. — La première session de la commission du commerce, établie dans le cudre de l'accord de coopération entre le Groupe andin et les Etats-Unis, a eu lieu les 11 et 12 juillet à Lima.

NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATE-RALES. — Le groupe d'experts chargé d'examine; MESCOLATIONS COMMERCIALES MULTILATE-HALES. — Le groupe d'experts chargé d'examiner les résultats des négociations commerciales musi-laiérales au sein du GATT s'est réuni à Lima du 7 au 10 juillet. Après l'examen de divers problèmes touchant à la libération du commerce, a s'est esforcé dévaluer les esfets des négociations sur le commerce international et les conséquences pos-sibles pour l'intégration de la sous-région.

Marché commun centraméricain

Vingt-troisième session des ministres de l'économie.

TES 4 et 5 juillet s'est tenue à Managua L (Nicaragua) la vingt-troisième session des ministres de l'économie des cinq pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.). Parmi les résultats les plus importants de cette réunion : a) l'établissement d'un groupe de réunion : a) l'établissement d'un groupe de la mise au point des projets de restructuration du M.C.C.A.; b) des mesures destinées à réduire le solde déficitaire des balances commerciales du Honduras et d'El Salvador avec à réduire le solde déficitaire des balances commerciales du Honduras et d'El Salvador avec
leurs partenaires, ainsi que la convocation d'une
essemblée extraordinaire des gouverneurs de la
Banque centraméricaime d'intégration économique (B.C.I.E.) pour étudier les moyens de
nouvelles sources de financement régionales et
internationales au profit de ces pays : c) des
initiatives tendant à accélérer les traveux de la
réunion des coordonnateurs sur la révision de la
politique tarifaire ; d) des directives aux missions diplomatiques auprès de la Commission de
la C.E.E. concernant les perspectives d'accroissement des rélations commerciales avec les
Neuf ; e) la création d'une commission centraméricaine des transports maritimes
(COCATRAN), qui se substituera à la commission centraméricaine des autorités portuaires
(COCAAP), etc.

DEVELOPPERGENT SCHENTIFIQUE ET TECHNO-

DEVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNO-DEVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNO-LOCIQUE. — La commission pour le développement scientifique et technologique de l'Amérique centrals et de Panama a tenu à Guademala, du 5 su 8 août, sa deuxième session extraordinaire. Etablie en jan-vier 1975 par le Conseil interaméricain pour l'édu-cation, la science et la culture de l'O.E.A., la com-mission a procédé à une évaluation de ses trapaux ainsi qu'à l'examen d'une série d'initiatives tendant à accellèrer le développement de son programme d'action régionale.

O.C.D.E.

Accord pour le réaménagement de la dette turque.

Le groupe de travail ouvert à tous les Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), établi dans le cadre du consortium de l'O.C.D.E. pour la Turquie, s'est réuni une nouvelle fois à Paris les 22 et 23 juillet, afin d'examiner la dette extérieure de ce pays. Le gouvernament de la Turquie demandait un allégement du service de la dette, compte tanu des perspectives de balance des palements pour les prochaînes années.

années.

Les représentant de la Turquie ont exposé en détail le programme économique et financier de leur gouvernement, appuyé par un accord de confirmation conclu pour une durée de trois ans avec le Fonds monétaire international et approuvé le 18 juin. Après quoi, les représentants des pays participants ont décidé de prévoir un nouveau refinancement ou rééche-lonnement de la dette de la Turquie, qui sera réorganisée à l'aide de prêts gouvernementanx ou d'organismes publics, ou de crédits garantis ou assurés par ces organismes.

OU ASSURÉS PAR CES OFGANISMES.

TOURISMES, — Le conseil de l'O.C.D.E. a autorié le 29 juillet la publication du rapport annuel du comité du tourisme, qui doit paraître en septembre sous le titre Politique du tourisme et tourisme international dans les pays membres de l'O.C.D.E., 1980. Le rapport montre que, avec un taux de croissance de 19 % en 1979 (contre 25 % en 1978), les récettes su titre du tourisme international des viupt-quaire pays membres de l'O.C.D.E. ont atteint 62,3 milliards. de dollars, tantés que les dépenses, quec une sugmentation de 22 % (contre 25 %), ont totalisé 68,3 milliards.

Toutstois, ces tour élende priétent succeptiellement

totalisé 68,3 militards.

Toutojois, ces taux élevés rejlètent essentiellement l'incidence de l'inflation qui a continué d'augmenter dans la plupart des pays membres (9 % pour l'eusemble de la zone) ainsi que l'ejfat comptable de la dépréciation relative du doller, pris comme monnais de compts commune. En effet, en termes réels, la croissance n'a été que de trorare de 3 % contre 7 % en 1978 et 13 % en 1971. Ainsi au refressement progressif qui avait jait suite à la baisse enrégistrée en 1914 en raison de la orise pétrolière a succèdé, depuis 1978, une déclération assez sensible.

NGUVEAU SECRETAIRE GENERAL ADICINT. — Le conseil de l'O.C.D.E. a nommé, le 18 fuillet, M. Jacob M. Myerson (Elats-Unis) en poste de secrétaire général adjoint de l'Organisation, à daire du 1s septembre, en remplacement de M. Charles G. Wootton, sur le point d'entrer à Guif Oil Corpo-vetton.

RECENTES PUBLICATIONS

• ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE. — Le groupe consultatif des Dir-Huit a lenu sa douziens réunion le
15 juillet à Genèva, sous la présidence de M. Olivier
Long, directeur général de GATT (Accord général
sur les tarifs douaniers et le commerce).

Le groupe a procédé à un échange de vues sur les
tendances et les perspectives actuelles de l'économie mondiale, et en particulier de la production
et du commerce: à a repris le début sur le rôle du
GATT dans le domaine des ofustements de stractures vus sous l'angle des politiques commerciales
qu'il avoit entanté lors de sa onsième réunion en
nars dernier. Enjin, il a poursuini l'excumen de
la manière dont le GATT pourruit contribuer à
la solution des problèmes commerciales des
moins avancès à écalue les avantages résultant
des négociations commerciales multilatérales du
a Tokyo Round sa réuni du 28 juilles au 15 août,
à Genève, trente participants venus de vingt-quatre
pags en vole de développement et d'une organisation
régionale.

• CONFERENUE DES NATIONS UNIES SUE LE

• CONFERENCE DES NATIONS UNES SUE LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Au cours

Oconference des nations unles sur la commerce de la première partie de sa neuvième session, qui s'est tenue à Genève du 3 au 11 fuillet, la commission des invisibles et du financement lié au commerce de la Conjérence des Nations unies sur le commerce de la Conjérence des Nations unies sur le commerce de la Conjérence des Nations unies sur le commerce de la Conjérence des Nations unies sur le commerce de la Conjérence des Nations unies sur le commerce de la Conjérence des Nations unies sur le commerce de la Conjérence des Nations unies sur le commerce de la condition de la consultat de garantie du rédit d'l'expertation qu'il est envisagé de crèer. Un groupe intergouvernemental d'experts se réunira en 1981 pour étudier le projet.

— à l'issue des travaux de sa neuvième session qui s'est déroulée à Genève du 14 au 25 juillet, la commission des articles manufacturés de la CNUCED a noté que, en dépit d'une certaine amélioration de la situation, la croissance générale des exportations des articles manufacturés des pays en dépeloppement e demeurait blen loin d'être axissalsement, ce qui mettait en évidence la nécessité d'une progression plus rapide des exportations de ces pays dans ce secteur s. La commission a cusai noté qu' e il fallait d'unence entreprendre des efforts concertés pour augmenter les capacités tant de production que d'exportation des pays en développement dans le secteur des articles manufactures.

turés ». S'agissant du protectionnisme et des aménagements de structure — deux thèmes qui ont été au centre des travaux de la commission, comme ils l'avaient été daus le débat sur les articles manufacturés à la cinquième session de la CNUCED à Manille, l'année passée — la commission a réalismé les dispositions d'une résolution adoptée à cette session et dans laquelle la CNUCED demandait notamment que la résistance opposée à la pression du protectionnisme se pouraive et réalfirmait l'importance des aménagements de structure pour la limitation du protectionisme.

— Les producteurs et les consommateurs de cacao

Les producteurs et les consommateurs de cacao se sont réunie, du 28 pillet au 1° soût, à Genève, pour tenter de trouver les moyens de poursuivre la coopération internationale concernant ce produit, dans le oadre du programme intégré pour les produits de base. Le secrétaire général de la CNUOED a été chargé de poursuivre ses consultations en vue de la réunion d'une conférence de

prochain.

— La cinquiène réunion préparatoire sur les bois tropiceux a eu tieu du 7 au 13 juillet, à Genéve. Elle est partenue à un accord sur les matures à prendre pour mettre définitivement au point les ciéments qui pourraient servir de bass à un arrangement international sur les bois tropiceux dans les domaines de la récherche et du développement, de l'information commerciale aiuni que du reboisoment et de la gestion des jorêts.

— Le groupe intergouvernemental péciel d'experts de haut niveau chargé d'expaniner l'évolution du système monétaire international s'est réuni à Genève, du 28 fuillet au 5 soût.

— COMPAUNAITÉ DES CARAIDES. — Le conseil

système monétaire international s'est rétin à Genève, du 23 juillet au 5 soût.

• COMMEURAUTÉ DES CARABEER. — Le conseil des ministres du Marché commun des Carelbes a tenu sa dix-septième session à Georgetome (Gugane) les 25 et 25 fuillet. Il a pris des dispositions pour accèdrer la mise en application des nouvelles régles d'origine, après avoir jernement rejeté, dès le début de la réunion, la nouvelle méthode proposée par la CEE, pour établir le programme réglonse l'aide du Fonds européen de développement (FRD). Le conseil s'est ensuite peuché sur deux questions d'orige commercial : l'acoès au marché de la CEE, des exportations de sucre des Etats AGP, et les mopens d'assurer l'approvisionnement de ce produit aux pays importateurs de la zone des Carabes, et les perspectives d'organisation de marchés réglonaux pour une série de deprése dont il a confél l'étude au secrébariat de la Communauté. Le conseil a, en outre, recommandé aux gouvernements des pays membres la création d'un jondes d'assistance ischnique du Communamenth des Carabes, qui serait dott d'un apport intital de 250 000 dollars. Il denait dott d'un apport intital de 250 000 dollars. Il denait caussi fixer eu 21 octobre prochain la date de la réunion inaugurule de la commission mixe Communauté des Carabes-Mexique.

• CONSERL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. —

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. —
La dix-neurième session du conseil international
de l'étain s'est déroulée à Londres les 15 et 16 juillet.
Elle a procédé à la modification des poursentages
et des votes attribués à chaque pays producteur
avec effet au 1º octobre prochain. Le conseil a
aussi évoqué les consersations en cours entre le
président de la conférence des Nations unles sur
l'étain et les participants à cette même conférence,
en vue d'une nouvelle consocation, avant la fit de l'année, de la conférence de négociation pour
un strieme accord international.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS
DE PETROLE. — Le comité de stratégis à long terme
de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole
(OPEP) s'est réunt à Taif (Arable Saoudité), du
27 juillet au 1º août, pour tenier une nouvelle
jois de mettre au point une jornule de révision
des prix du pétrole.

e UNION DES PAYS EXPORTATEURS DE BANANES. — Réunis du 23 au 25 juin dernier, des experts gouvernementaux venus des pays membres de l'Union des pays exportateurs de bounanes ont réajfirmé la nécessité de renjorcer la taxe à l'exportation de la banane, et d'inciter les pays qui ne le font pas encore à appliquer cette charpe fiscale. Les apécialistes estiment en effet qu'elle aide à corriger les prix sur le marché de la banane et à empécher que ce ne soient les consommateurs et les sociétés transmationales qui accaparent les bénéfices de l'automatation de la montartoit de la fraumantation de la montartoit les bénéfices de l'automatation de la montartoit de la fraumantation de la fraumantation de la fraumantation de la montartoit de la fraumanta

Marché commun

Au Conseil des ministres : délai dans les négociations sur l'adhésion de l'Espagne...

REUNI à Bruxelles le 21 juillet, le conseil des ministres des Neuf a informé officiellement l'Espagne que les négociations sur les principaux problèmes posés par sa demande d'adhésion ne pourront commencer qu'après d'e importants travaux préparatoires > entre les neuf partenaires Pour les autres proles neuf partenaires. Pour les autres pro-blèmes déjà abordés, « des travaux en projon-deur » sont nécessaires. Une déclaration à ce sujet a été lue par M. Gaston Thorn, ministre luxembourgeois des affaires étrangères et pré-

super a ce me par al. Gaston Thorn, ministre super a ce président en exercice du conseil, à M. Leopold Calvo Sotelo, ministre espagnol chargé des relations avec la C.E.E., venn à Bruxelles à la tête d'une importante délégation. La déclaration des Neuf — silencieuse ou imprérise sur les dates et délais — rejoint en fait la position exprimée en juin par le président de la République française qui avait fait demander que la Communauté actuelle se perfectionne avant de songer à s'élargir.

La déclaration des Neuf ne mentionne à aucun moment la date du le janvier 1983 arrêtée pour l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté. Elle affirme que si l'étude de plusieurs problèmes a été abordée depuis septembre 1979 pour l'agriculture et la pêche « deux chapitres essentiels de nos négociations..., des difficultée objectives existent et l'établissement de la position de la Communauté nécessite d'importants travaux préparatiores. » ratoires. »

. « Pour ces deux chapitres, comme pour les e Pour ces deux chaptires, comme pour les autres, il conviendra que les travaux sojent menés en profondeur, de façon à faciliter les recherches des solutions », affirme encore le texte du conseil. M. Thorn a ajouté que, « après les vacances d'été, la Communauté poursuiure les travaux subant le rythme prévu de compoléter Pidentification des compolétes pour les compolétes pridentification des compolétes pour les compolétes pour les compolétes pour les components de compolétes pour les compolétes pour les components de compolétes pour les components de les

poursuirra les travaux suivant le rythme prévu en me de compléter l'identification des problèmes sur les deux chaptires non abordés; agriculture et pêche. Pour les autres notre ferme intention est de dégager les grandes lignes des solutions que la C.E.E. vous proposera dans les négociations au fur et à mesure que cela sera possible ».

Selon la même procédure, le Portugal a été informé le 22 juillet, à Bruxelles, qu'il devra attendre que les Neul aient procéde à d'« importants travaux préparatoires » avant d'entamer les négociations sur les principaux problèmes posés par sa demande d'adhésion à la C.E.E. La Communauté s'est toutefois engagée à accorder « avant la fin de l'année » plusieurs prêts au Portugal pour a i de r son économie « à s'intégrer dans l'Europe d'une façon d d'a s'intégrer dans l'Europe d'une façon harmonieuse ». Les montants seront fixés plus

Le conseil des ministres s'était mis d'accord également sur le texte d'une lettre au gouver-nement grec protestant contre la mise en place de restrictions quantificatives aux importations venant de la Communauté.

...et les exportations japonaises. Autre sujet abordé : les exportations japo-naises. La majorité des neuf Etats membres s'est prononcée en faveur de mesures volondès à présent ses exportations vers l'Europe.

La Grande - Bretagne, la France et l'Italie avaient été les cheis de file des critiques à l'égard d'un document présenté par la commission pour suggérer une nouvelle stratégie commerciale avec le Japon en même temps qu'une restructuration des industries européennes les plus menacées par la concurrence japonaise. Les Neuf y étaient invités à supprimer les différentes restrictues partiers les différentes partiers les différentes partiers partiers les différentes partiers les différentes partiers partiers les différentes partiers partiers les différentes partiers les différentes partiers les différentes partiers partiers les différentes partiers les différentes partiers les différentes partiers partiers les différentes partiers les primer les différentes restrictions nationales qu'ils appliquent aux importations japonaises. En échange, le Japon, selon le document, devrait s'engager à faciliter l'accès de son marché pour les produits européens et à pro-céder à des autolimitations de ses exportations vers les Neuf dans les secteurs sensibles (électronique et automobile).

Les ministres des affaires étrangères ont. Les ministres des affaires étrangères ont, d'autre part, réaffirmé les principes arrêtés à Venise par les chefs d'Etat et de gouvernement pour rechercher une solution au Proche-Crient. Ils out conflé à leur président, M. Caston Thorn, la mission des contacts sur place qui devrait permettre aux Neuf de déterminer la forme que pourrait prendre une initiative de leur part » pour aider à ramener la paix dans cette région.

ramener la paix dans cette région.

Enfin, il a été précisé à l'issue de la session, le 23 juillet, que M. Filinn Olav Gundelsch, commissaire chargé des questions agricoles, se rendrait à Bangkok après les vacances, avec de nouvelles instructions, en vue de rechercher un accord d'autolimitation avec la Thallande sur le manioc Le manioc et le soja sont, en effet, employés par les fleveurs comme aliments du bétail et se substituent donc à la poudre de lait encore excédentaire dans le Marché commun. Le conseil a estimé à 500 millions d'unités de compte (1 n.c. = 5,9 FF. on 1,40 dollar des États-Unis environ) le coût au budget de la C.E.E. des importations de manioc.

Le plan de la Commission pour une Europe de la télématique.

Un plan visant à ratizaper le retard de la C.E.E. dans le domaine de le micro-électro-nique et à constituer un marché européen des télécommunications a été proposé le 17 juillet par la Commission européenne de Bruxelles au conseil des ministres des Neuf.

M. Etienne Davignon, commissaire européen charge des affaires industrielles, a rappelé à chargé des affaires industrielles, a rappelé à cette occasion que la C.E.E. importe chaque année 65 % des circuits intégrés dont elle a besoin, ce qui iui a coûté en 1979, par exemple, 270 millions d'unités de compte européennes. En outre, elle a conservé des tarifs douaniers élevés sur ces produits (contre des concessions commerciales en d'autres domaines), tarifs qu'elle n'applique pas pour ne pas gêner les fabricants européens d'appareils électroniques qui assemblent ces systèmes importés.

Ansai la Commission descende à des malles des concessions des contre des concessions des contre des concessions des contre des concessions de contre de contr

Aussi, la Commission demande-t-elle que les Etais membres du Marché commun coordon-nent leurs programmes nationaux de soutien à la micro-électronique, favorisent la consti-tution d'une industrie européenne des équipe-

EDITIONS A. PÉDONE

13, rae Soufflot, 75005 PARIS Téléphone : 354-05-97

Société Française pour le Droit International

LA FRONTIÈRE Colloque de Poitiers

Frontières et limites — La frontière - séparation — La frontière - coopération Un volume de 304 pages 117 france, france -- CHARLE SE

- 10 10

** * ** ***

1.1

ments en ce domaine, et identifient les secteurs dans lesquels les Neuf sont en retard (notam-ment la conception et les essais assistés par ordinateurs) pour que les universités éléctrent les programmes nécessaires sons le patronage de firmes industrielles. La Commission estime que l'industrie euro-péanne doit pouvoir disposer de 100 millions d'u.c. par an au cours des quatre prochaines années pour rattraper son retard dans la micro-électronique.

.

PEENNES

. Dans le secteur des télécommunications, la Commission demande au conseil de prendre des mesures pour que les Etats membres harmonisent leurs normes et leurs standards. Elle recommande également que les administrations nationales des Neuf, qui ont le monopole des télécommunications, favorisent par leur politique d'achat la constitution d'un véritable marché communautaire. En particulier, à partir de 1983, les Etats membres devraient présenter leurs appels d'offre dans tous les pays de la C.E.E. et réserver au moins 10 % de leurs nouvelles commandes eux fabricants d'autres Etats membres.

AU COMBEIL AGRICOLE. — La France et l'Irlande ont vivement critiqué, au conseil agricole de Luxembourg, le projet d'accord sur la limitation des exportations de viande voine de la Nouvelle-Zélande vers la C.E.E. auquel étaient parvenuel, la semaine précédente, les autorités de Wellington et le commissaire européen chargé de l'égriculture.

Salon cortaines indications Wellington était prêt le commissaire européen chargé de l'agriculture.

Salon certaines indications, Wellington était prêt à limitier ces exportations de viande ovine pers la C.E.E. à 249 500 tonnes (224 600 pour les Neuj et 15 000 tonnes pour la Grèce, qui doit entrer dans le Marché commun en janvier 1921) par un. En contrepartie, les droits de douane sur la viande ovine néo-zélandales servient réduits de 20 à 10 %, et même à 8 % selon les voeux de Wellington.

M. Pierre Méhaignerie (France) a déclaré que la réduction à 10 %, des droits de douane était trop importante. Il a encore regretté que le projet d'accord ne jasse pas la dijférence entre les importations de viande fraidhe et celles de viande congelée. M. Méhaignerie a critiqué, en outre, le juit que l'accord prévoit une réduction des tratitutions (subventions à l'exportation destinées à combler la différence entre les prix dans la O.E.E. et ceux moins devés sur le marché mondial).

PECHE. — Les propositions de la Commission sur la répartition, entre les Ebsts membres de la C.E.Z., du total des prises de poisson autorisées (TAO) dans la zone communautairs de 200 milles pour 1980, ont été rojetées par les ministres de la pêche des Neuf, le 21 juillet à Lauxembourg.

le 21 fullet à Luxembourg.

Les critiques ont été particulièrement vives de la part de la France et de la RFA. à qui la Commission réservait environ 13 % chacune du total des prises. Londres s'est également opposé aux propositions arguant du fait que celle-ci lui allousit 30 % des prises alors que la Grande-Bretagne dispose de 60 % des eaux de la CEE.

Les ministres ont estimé notamment que les critères retenus par la Commission pour effectuer le partage « étalent incompréhembles et artificiels ». Ils devront donc se rencontrer une nouvelle fois à l'automne pour tenter de résouter le problème. A l'autonne pour tenter de résoudre le problème.

VERS UNE ADHESION A L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BUCRE. — Le Commission européenne a demandé le 24 juillet un mandat eu
Conseil des ministres de la C.E.E. pour négocier
une éventuelle adhésion du Marché commun à
l'accord international sur le sucre. Cet accord,
qui date de 1917, présoit des quotes d'exportation
pour les pays producteurs ajm de stabiliser le
marché mondial. De nombreux pays producteurs,
notamment en Amérique latine, reprochent à la
C.E.E. estimati, en effct, jusqu'à présent, que les
quotes qui lui étalent proposés étalent insuffisants.
Etant donnée Famélioration des cours sur le marché
mondial et la masuaise récolte prévue cette année
dans de nombreux pays, notamment à Cuba, la
Commission estime que la C.E.E. pourrait négocier
son adhésion à cet accord dans de bonnes conditions et bénéficier de quotas d'exportation
importants.

NEGOCIATIONS AVEC LE COMECON, — Les

NEGOCIATIONS AVEC LE COMECON. — Les experts du Marché commun (C.E.) et ceux du COMECON (Conseil. d'assistance économique mutuelle) se sont séparés le 18 juillet- à Genève sans avoir entregètré de progrès dans les négociations entamées il y a cinq aus, à l'initiative des pays de l'Est, pour conclure un accord de coopération.

ration.
Les discussions ont achoppé sur l'obtention de la clause de la nation la plus favorisée, que les pays de l'Est demandant avec une insistance de plus en plus marqués et que la C.E.E. estime n'avoir aucun intérêt à accorder.

Réduction concertée de la production d'acier.

CEST finalement à une réduction de quel-que 10 % de la production d'acier qu'ont consenti les sidérurgistes de la Communauté consenti les siderurgistes de la Communaute européenne à la demande de M. Davignon, commissaire européen à l'industrie. Il n'avait été question, au départ, que d'une diminution de l'activité des forges de la CECA de 5,6 % par rapport au troisième trimestre de l'an passé (voir notre numéro de juillet). Mais la conjoncture devenant de pins en plus maussade — du fait de le cris decrement de prins en plus maussade — du fait de le cris decrement de prins en l'autre de l'activité de la cristation de ture devenant de pins en pius manssade — du fait de la crise économique générale en Europe et aux États-Unia; en particulier des difficultés de l'industrie automobile, — les prix de l'acier ont commencé à chuter. Du coup. M. Davignon a demandé, non pas seulement la prorogation du plan européen anticrise (voir noire numéro d'août) mais encore un tour de vis supplémentaire eur les productions. mentaire sur les productions.

Le commissaire européen n'a pas choisi seul cette orientation. Elle a été convenue au cours d'entretiens entre M. Davignon et les représentants des sidérurgistes européens — groupés sentants des sidérurgistes européens — groupés au sein de l'organisation Eurofer — et entérinée par la Commission européenne. Simultanèment, la Commission européenne a accepté
de lever pour le second semestre les prix
minima sur les larges bandes jaminées à chaud
(dites coils). C'était le dernier type de prix
minima, les autres ayant déjà été levés pour
ce semestre : mais ils peuvent être établis sur
simple décision de la Commission en cas
d'urgence.

d'urgence.

L'objectif de M. Davignon, nous l'avions indiqué il y a un mois, était de boucher les trous du dispositif précédent, en étendant les limitations volontaires de production à tous les aciers et non plus seulement aux six catégorles régiementées : poutrelles, laminés marchands, fil machine, tôles quarto et tôles minces laminées à froid. Le paironat européen de l'acier a approuvé ce choix et l'accord s'est fait sur le niveau d'une diminution volontaire d'environ 10 % de la production par rapport à celle du second semestre 1979.

Le pa s'acit là que d'une movenne, car il se

Il ne s'agit là que d'une moyenne, car il a été décidé que la réduction serait de : 13 % pour les six catégories d'acler précédemment réglementées (voir ci-dessus);

— 8 % seulement pour les autres aciers : tubes, ronds à béton, tôles galvanisées, aciers spéciaux...

Le résultat de cette différenciation varie évidemment selon les pays de la CECA, en raison de la proportion d'acter qu'ils conient dans chacune des catégories. Pour la France, par exemple, qui produit environ 50 % de produits réglementés, la réduction globale sera de l'acter de 11%, par rapport au second semestre. nuns regiementes, la reduction globale sella de l'ordre de 11 % par rapport au second semestre 1979. Pour la R.F.A., en revanche, qui n'a que 40 % d'aciers réglementés, la diminution totale ne sera que de 9 %. Le cas de l'Italie est, une fois encore, spécifique. Les producteurs transalpins n'ont pas accepté l'accord convenu entre Bruxelles et les patronats des autres parties de la patronats des autres parties de la patronats des autres parties et les patronats des autres parties de la patronats de pays; M. Davignon n's pas pour autant renonce à les convaincre de se joindre à l'action concertée d'autolimitation.

Une réunion spéciale du groupement patronal suropéen Eurofer permettra de faire le point des engagements respecials des uns et des autres et de leur application. D'ores et déjà des réactions hostiles ont été enregistrées dans la Communauté. De la part des syndicats, qui redoutent que le raientissement important de redoutent que le ralentissement important de production n'entraîne des licenciements supplémentaires. De la part d'hommes politiques aussi. Au nom du parti socialiste français, notamment, M. Jean Laurain, député de Moselle, à demandé un débat sur le sujet dès la prochaine session du Parlement européen. Il fait remarquer que la production française d'acter reste, pour l'instant, légèrement supérisure à celle de l'an dernier (à cause de la grève de la sidérungle britannique, l'avance est même de 14,3 % sur celle de 1979 pour l'ensemble des sept premiers mois de 1980).

La situation de la sidérurgie des Neuf reste en tout cas globalement manssade. Durant le dernier mois connu avec précision (mai), les commandes reçues par les aciéries ont été inférieures de 14 % à celles de la période cor-respondante de 1979, le récul concernant aussi bien les marchés nationaux des Neuf que ceux des nava tiers.

La production a commencé à fléchir, à la suite de cette tendance dépressive. Alors qu'au début de l'année l'acier coulé par les Neuf début de l'année l'acier coulé par les Neuf dépassait les tonnages des mois correspondants de 1979, en juin la production de métal des Neuf a été à peine égale à celle de l'année précédente, et en juillet le recul a été de 7 %. Pour l'ensemble du premier semestre, la production de la sidériugie de la CECA a été inférieure de 1,9 % à celle des six premiers mois de 1979. Les pays les plus touchés sont, outre la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas, la France (et le Danemark dont l'activité sidérurgique reste symbolique).

rurgique reste symbolique).

L'Italie constitue un cas à part, dont la consommation demeure importante. Au point que, malgré une sugmentation de la production (7,6 % au premier semestre par rapport aux six premiers mois de 1979), l'Italie à dû augmenter sensiblement ses achats à ses partenaires de la CECA mais aussi aux pays tiera. En France, les opérations chirurgicales d'assainissement réalisées depuis un an ont petunis à Usinor d'équilibrer ses comptes au premier semestre et d'envisager un déficit réduit pour l'ensemble de l'année. En revanche, la situation de Sacilor reste périlleuse : des a allégements gérables a d'effectifs y sont de nouveau envisagés. A moins que l'Etat ne ralionge l'aide publique accordée il y a un an.

Difficultés financières dans les charbonnages.

La situation des charbonnages des Neuf est, elle aussi, préoccipante sur le plan financier, en dépit de l'effort fait dans les divers pays pour protéger ou soutenir les houillères. Après

Organisation des Etats

la nouvelle détérioration financière de 1979, l'année en cours devrait être marquée par une stabilisation de l'utilisation du charbon dans les centrales électriques (après plusieurs années de croissance rapide), une augmentation de la consommation dans le secteur des «autres industries » (où le consommation devrait passer à quelque 20 millions de tonnes de charbon et de coke, soit une hausse de 11,5 %), et une stagnation, voire une diminution de l'enfournement dans les hauts fourneaux de ia sidérurgie. Les importations des Neuf, qui avaient augmenté d'un tilers l'an dernier (59 millions de tonnes au lieu de 45,3 en 1978), devraient de nouveau progresser (mais de 10 % seulement cette fois), pour atteindre près de 66 millions

12,3 en Grande-Bretagne, mais 48,7 en Belgique), devra continuer à progresser.

CONCENTRATION AUTORISER. — La Commission européanne a autorisé l'Arbed at Cockerill

AIDE A LA READAPTATION. - La CECA versera

PRETS DE CONVERSION. — Un prêt de conversion industrielle a été octroyé par la Commission européenns: 210 millions de francs pour la construction d'une usine de boites de vitesses à Trith-Saint-Léger, prês de Valenciennes (Nord), afin de réemployer les mineurs ou des métallos chômeurs du Nord-Pas-de-Calais.

CONTINGENT TARIPAIRE A DROIT NUL. — Le conseil des ministres des Neul a fixé les contin-gents tarifaires d'importation pour le fit machine spécial destiné à la l'abrication de ressoris d'aiguilles et pour le fu dit « corde à piano » à 1350 tonnes pour cette année au Beneluz, 1500 tonnes pour la R.F.A. et 1400 tonnes pour la France.

BURATOM. — L'Espagne et la Communauté curopéenne de l'énergie atonique (Buratom) ont signé le 14 juillet à Madrid un accord de coopé-ration dans le domaine de la jusion thermonucléaire

L'aide publique, qui était passée l'an dernier de 7,63 à 8,70 u.c.e. par tonne, en moyenne

à créer en commun une entreprise chargée de produire 100 000 tonnes de galvalum (tôlez revêtues d'un alliage zinc-aluminium) par an. Les fondateurs participent à égalité au capital de la nouvelle firme Galvalange.

5,7 millions d'unités de compte européennes à l'Allemagne et 2,5 autres millions à la Grande-Bretagne au titre de la réadaptation sociale.

L'ABBED A DEMANDE UNE SUBVENTION de 13.5 milliards de francs luxembourgeois (900 millions de francs français) au gouvernement du Luxembourg, afin de faire face aux charges de son programme de restructuration. L'Arbed a décidé l'arrêt provisoire d'un haut fourneau à Differdange, la réduction de l'exploitation de mines de fer, la fermeture définitive d'un laminoir, la fermetur d'une centrale thermique à Schiffange, vu le renchérissement du prix du gaz naturel.

américains Condamnation du coup d'Etat militaire en Bolivie.

militaire en Bolivie.

R EUNI en séance extraordinaire, le 25 juillet, pour examiner la situation en Bolivie à la suite du coup d'Etat militaire du 17 juillet, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a adopté une résolution présentée par la Colomble, l'Equateur, le Bénin et le Venezuela — les quaire partenaires de la Bolivie au sein du Groupe andin — condamnant formellement le soulèvement du général Meza. Dans le texte de la résolution, le conseil permanent déplore l'interruption du processus de normalisation du l'interruption du processus de normalisation du fonctionnement des institutions démocratiques qui devait culminer avec la nomination par le Congrès, le 4 soût, du nouveau chef de l'Etat. de resolution e recueita seize voix, dont celles de tous les pays de la Communauté des Caralles. Le représentant de la Bolivie, après une intervention embarrassée, a voté contre, ainsi que ceux du Chili et du Paraguay. Quatre pays se sont abstenus : l'Argentine, le Brésil, le Guatemala et l'Uruguay.

temala et l'Uruguay.

LA HAURSE DES COURS DU SUCEE. — Réunie à Washington le 15 fuillet, la Commission spéciale de consultation et de négociation (CECON) a constaté la nette amélioration de la balance commerciale des pays letino-américains producteurs de sucre à la suite de l'évolution du marché mondial. En effet, à la Bourse de New-York, les cours du sucre cru sont passés en moins d'un an de 8 cents à plus de 30 cents la libre. Cette forte hausse a permis aux pays producteurs du sous-continent de compenser lurgement les effets de la diminution de la production. Dans l'ensemble, celle-ci a cependant atteint en 1979 le nineau de 1978, la diminution de la production de misse en République Dominicaine. Cette évolution du marché du sucre a mis fin à l'une des doléances les plus rigoureusement exprimées auprès du gouvernement des Elats-Unis par les pays producteurs du sous-continent.

KOUVEAU CODE DE LA VALEUR. — Les repré-

par les pays producteurs du sous-continent.

NOUVEAU CODE DE LA VALEUR. — Les représentants des pays participant au programme pour le commerce international et le développement des exportations de l'O.E.A. se sont réunis à Washington la 15 juillet. Ils ont notamment pris acte de l'annonce de l'application, par les services des douanes des Etats-Unis et à partir du 1er juillet, du nouveux Code de la valeur adopté au cours des négociations commerciales muitilatérales du GATT, et dont les partenaires commercianx des Etats-Unis tireront avaitage. Les participants ont cependant rappelé que le Congrès américain n'avoit pas encore approuvé le protocole à ce Code de la valeur, dont les dispositions seraient javorables aux pays en voie de développement. On sait que ce nouveau Code de la valeur se substituera eu système institué pai la Convention de Bruxelles de 1850, souvent interprété très différenment selon les pays.

LA CONTRIBUTION DES PAYS INDUSTRIELS

prété très différenment selon les pays.

LA CONTRIBUTION DES PAYS INDUSTRIBLE AU PINANCEMENT DES PROGRAMMES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT. — Selon un repport diffusé le 17 fuillet par le secrétariat général de 10 EA à la suite de la visite en Europe de M. Orfila, secrétairs général, le contribution des pays secrédités en qualité d'observateurs auprès de 10 EA, au financement de ses programmes régionaux de développement s'est électés en 1379 à 2579 600 doillars. La part des pays de la C.E.E., a été de 1102 000 doillars. La ventilation par pays place les 1102 000 doillars. La ventilation par pays place les pays-Bas (401 400 doillars), rivité par Israel (425 500 doillars), le Canada (406 500 doillars), les Pays-Bas (401 400 doillars), Titalis (225 500 doillars) de la Brunce, en diminution par rapport à 1578, s'est élepée à 99 000 doillars.

RAPPORT SUR LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT. — Le groupe d'experts présidé par M. Hertera, ancien président de la Banque interaméricaine de développement, a publié le 14 juillet, le rapport sur le coopération pour le développement qu'il avait été chargé de préparer. Ce rapport définit une nouvelle stratégie pour le développement économique et 30 c'al du sous-continent ; il sera soumis à l'Assemblés générale extraordinaire de l'O.E.A. qui sura lieu en Uruguay au cours du premier semestre de 1981.

Comité international de la Croix-Rouge

Les difficultés de l'action en faveur des réfugiés cambodgiens. DES entretiens de haut niveau ont eu lieu en DES entretiens de haut niveau ont eu lieu en Thallande, du 16 au 25 juillet, entre les représentants du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) et de l'UNICEF, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et les autorités intéressées sur la création de conditions favorables à la poursuite de l'effort humanitaire, tant le long de la frontière thal qu'au Kampuchés. Les discussions ont notamment permis de définir une nouvelle répartition des tâches en ce qui concerne le sud d'Aranyaprathet : le C.I.C.-R. limite désormais son intervention aux actions médicales et traditionnelles de protection, l'UNICEF organisant les distributions de nourriture destinée aux groupes de civils les plus vulnérables avec l'aide du Programme alimentaire mondial (PAM) et de quelques agences volontaires.

DEMARCHES AUPRES DU GOUVERNEMENT AFGHAN. — Le goudernement afghan a fait savoir, le 28 juillet, au C.I.C.-R., qu'il n'était pas dispose à recevoir la mission de haut niveau proposée par le Comité à la mi-fuin pour envisager une action en faveur des victimes du conjitt. Dans un message auressé au chef de l'Etat, le 1se août, le C.I.C.-R., a demandé aux autorités afghanes de réexaminer leur position. Des démarches ont aussi été entreprises auprès du gouvernement d'Union soviétique.

MISSION AU TCHAD. — L'enroyé spécial du président du C.I.C.-R. s'est rendu, le 26 fuillet au Cameroun et au Tehad pour tenter de débloquer la situation du C.I.C.-R. su Tehad. Depuis le 29 fuin en effet, les délégués du C.J.C.-R. araient dû quitter N'Diamena pour des raisons de sécurité et s'étaient temporairement établis à Houssen, sur la rive camerounaise du Chari.

EN BOLIVIE. — A la suite du coup d'Etat sur-venu le 17 fuillet en Bolivie, le délègué régional du G.I.C.-R. pour les pays andins et un délégué médecin sont arrivés à La Paz, le 25 juillet. Ils ont immédiatement entrepris des démarches auprès des autorités en vue de développer les activités de protection et d'assistance en javeur des viettmes.

• ASSOCIATION DU TRANSPORT AERIEN INTERNATIONAL. — Les tarils aériens derraient de nouveau augmenter en moyenne de 2 à 4 °, à partir du 1º octobre prochain. La décision aurait été prise lors d'une réunion organisée dans la semaine du 7 au 11 juillet à Genève par une solvanizaine de compagnies membres de l'Association du transport aérien international (IATA).

Cette réunion n'a pas fait l'objet de communique officiel, mais un porte-parole de l'Association aurait précisé que la hausse prévue est de l'ordre de 2 à 4 %. Ce relècement des tarifs serait une conséquence des dernières augmentations des carburants.

e CONSEIL DE L'EUROPE. — Au cours de sa cent querente-quarième session à Strasbourg, du 7 au 18 fuillet, la commission européenns des droits de Phomme a examiné cent vingt requêtes individuelles. Neuj ont été déclarées recerables et vont jaire l'objet d'un examen au jond : sept requêtes concernant les arrêts disciplinaires dans l'armée en Suisse, l'affaire Arrondelle contre le Royaume-Uni (la requérante, propriétaire d'une maison près de l'aéroport de Galwick, se plaint de l'altération de sa santé par le bruit, de n'actoir pas été en mesure de vendre sa propriété à un priz raisonnable et de na disposer en droit anglais d'aucun recours efficace), et l'affaire X contre la Belgique (le requérant se plaint de sa condamnation par un tribune) présidé par le premier substitut du parquet, lequel avait participé à l'instruction de l'affaire. La commission a décidé de porter devant la Cour européenne des droits de l'homme l'affaire J. Dudgeon contre le Boyaume-Uni (qui concerne lu législation en vigueur en Irlande du Nord interdisant les relations homosexuelles entre personnes du sete masculin).

OBGANISATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE. — Béuni du 16 au 18 août à Caspinara,
le « comité Al-Qode », organe de Porganisation de
la conférence islamique chargé de suime Pérolution
du problème de Jérusalem, a adopté à l'ananimité
une résolution invitant les « Eints arabes et musulmans à faire usage de toutes les armes et polentialités dans leurs relations avec les Etats qui
souscrivent à la décision isrédienne frelative à
l'annexion de Jérusalem], l'appuient, l'encouragent,
y participent ou contribuent à sa mise en œuvre
directement ou indirectement. », en particulier à
l'encontre des pays qui installeraient leur ambassade à Jérusalem. La résolution préconise d'autre part
la création d'un comité de chejs d'Elai chargé de
prendre contact avec certains pays pour obtenir le
restrait d'Israèl des territoires occupés.

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANe ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLAN-TIQUE NORD. — Les représentants permanents du Royaume-Uni et des Etat-Unis ont injormé le 15 juillet le conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) des décisions unnoncées le four même par leurs gouvernements respectifs concernant la modernisation de la contribution nucléaire stratégique du Royaume-Uni à Palliance. Ces décisions se tradutront par le remplacement des actuels systèmes Polaris de la jorce nucléaire du Royaume-Uni par le système de missile balis-tique lanot par sous-marin « Trident » au début des années 1990. Le gouvernement du Royaume-Uni a déclaré que la nouvelle jorce de « Trident » sera afjectée à l'OTAN et réservés d des objectifs du SACEUR, comme l'est actuellement la jorce de Polaris.

• UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Le conseil de l'Union de l'Europe occidentale (U.S.O.). réuni le 21 fuillet, à Londres, a décidé d'annuler le paragraphe du protocole du traité de Bruzelles modifié, qui se rapporte aux navires de guerre qua la République fédérale d'Allemagne s'était engagée à ne pas construire sur son territoire. Le conseil a adopté cet amendement à la demande du gouvernement de la République fédérale et compte tenu d'une recommandation dans le même sens du commandant suprême allié en Europe. La décision a été prise, selon le conseil, e afin d'améliorer la capacité du défense de l'alliance ». Il en résulte que les dispositions qui limitaient les constructions navales en République fédérale d'Allemagne ne sont plus en vigueur.

l'Union de l'Europe occidentale a été informé de la décision du consell (l'assemblés s'était prononcée le 2 juin pour l'allègement des contraintes imposées à l'armement naval allemand).



Mme/Mile/M

DETROMARIE REMARQUABLE • INDISPENSABLE POUR COMPRENDRE L'EUROPE

"Ouvrage remarquable par sa précision, sa clarté, la qualité et la motivation de son auteur". Louis LEPRINCE-RINGUET de l'Académie Française.

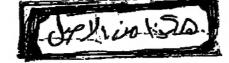
"Travail sérieux, clair, exhaustif et indispensable pour comprendre l'Europe''. Henri GUITTON

de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

BON DE COMMANDE

A adresser, accompagné du règlement, à : FONDATION DU MERITE EUROPEEN ATIN: M. F. VISINE 60, rue Chardon Lagache, 75016 Paris - FRANCE

11200001 112001 1.21		
Adresse complète		***************************************
commande de port, de 80 fra indiquée ci-dessus	exemplaire (s) du DICTIONNAIRE VISI nes français (FF) l'exemplaire, envoi recomm i.	NE, au prix, franco andé à mon adresse
Je paie à l'ordre la somme de O par chèque ban	e de M. F. VISINE, 60, rue Chardon Laga FF (cocher le cercle approprié) caire	ache, 75016 PARIS
Opar virement a	au compte bancaire de M. F. VISINE D. Paris, Compte 211.80.6332).	le
Opar versement)	Compte chèque postal de M. F. VISINE, au CCP Paris,	(signature)
Opar virement	(Compte 19.411.48 Z	



LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

L semble bien que le marxisme fonctionne, à notre époque, comme une idéologie de la politique plutôt que comme une science de la société. C'est que, comme toute commissance, il est à la fois science et idéologie. Les savoirs que les groupes humains ont d'eux-mêmes ont toujours combiné ces deux aspects que le travail théorique, inlassablement, met en rapport et distingue. Le marxisme n'échappe pas à cette règle. Mals, selon les circonstances, telle composante l'emporte sur l'autre. Aujouni'hui, de façon assez générale, l'aspect idéologique, apontanément non critique et axionnstique du marxisme, prédomine sur son aspect de raison.

Pour certains, le plus souvent hostifies au marxisme, ce demier ne serait qu'une idéologie dont l'efficacité sociale et la vigneur supposeraient l'utopie de sa réalisation. Il n'aurait de consistance que comme imaginaire, comme rère éveillé de classes et de peuples aspirant à se libérer. Sa crise proviendrait alors, selon eux, du combrecoup de ses propues succès, de ses matérialisations politiques. Car, une fois au pouvoir, le caractère irréel, voire dangereux, de ses attraits apparaîtrait clairement. C'est en ce sens que l'on a quelque-fois parié, ces demiers temps, de marxisme vietnamien » (1).

Pour d'autres, en contraire, favorables au marxisme, celui-ci ne serait qu'une science, et, d'une certaine façon, la science. Car comment qualifier autrement un système d'analyse et de pensèt ayant entraîné, dans le monde, d'aussi profonds changements? Pour ceux-à, le marxisme ne serait pas en crise.

Force est de constater, cependant, que,

dans le monde, d'aussi profonds changements? Pour ceux-lè, le marxisme ne serait pas en crise.
Force est de constater, cependant, que, jusqu'à ce jour, dans la plupart des cas où cette théorie a été revendiquée par des forces sociales accédant au pouvoir, le marxisme a souvent pris la dimension d'un principe de l'égitimité. Il est devenu une idéologie, au sens le plus péjoratif et appanvel du terme. Exemples : le marxisme du Petit Livre rouge, et ceiui, autrement tragique, de Pol-Pot (2).
On peut alors se demander si ces deux formes de la relation au marxisme, hien qu'opposées dans le discours, ne se rejoignent pas dans les faits, car les adversaires du marxisme, ceux pour lesquels ce système concepturel est de type normatif, recueillent, dans le channe de sa pratique, socialiste notamment, l'illustration du hienfondé de leurs propos. Et les partisans du marxisme pour lesquels il est la science de l'officialité, constatant le progrès des mouvements sociaux qui s'y réfèrent, sont confortés dans leur opinion initiale. Aussi, dans le même temps où ils s'estiment fondés à dire que le marxisme se porte très blen, malgré les attaques subles, sont-lis incités à reproduire leur pratique dessèchante de cette théorie.

Au total, donc, les principaux contenus donnés aux termes de s crise du marxisme » pourraient être résumés comme suit : pour les uma c'est une tééologie dont on pré-

pourraient être résumés comme suit : pour les uns, c'est une idéologie dont on pré-tendrait qu'elle est une science, mais que e : 0.0*0*0 sa crise. Pour les autres, c'est une science. Ils nient qu'elle soit une idéologie, mais ils la pratiqueraient comme telle, d'où sa

PAR rapport aux sociétés de notre époque, le marxisme est, qu'on le déplore ou s'en réjouisse, une théorie de leur révolution. Son projet, pour le présent, est donc très directement politique. Mais c'est peut-être aussi cette caractéristique essentielle qui se trouve à l'origine de sa crise, dans les deux acceptations du terme. Plongé dans la politique et fait pour elle, le marxisme n'en subit-fi pas les assauts et les déformations?

D'abord, comment les classes régnantes des sociétés capitalistes développées réagissent-elles dans la situation des années 80 ?

Il est compréhensible que ces catégories sociales combattent l'une des principales théories de leur renversement, Surtout

sociales combattent l'une des principales théories de leur renversement. Surtout quand celle-ci se révèle aussi dangereusement efficace. Et l'une des façons qu'elles ont d'intervenir dans ce but est la caractérisation insistante du marxisme comme faux savoir, comme idéologie. Un tel comportement ne date pas d'aujourd'hui, mais son observation n'en denseure res moins instructive. Car à que de l'autour res moins instructive. jourd'hul, mais son observation n'en demeure pas moins instructive. Car, à y regarder de plus près, peut-être conviendration que cette désignation, et les pratiques qui la sanctionnent, ne font qu'exprimer la sizucture intime des sociétés occidentales. On ne peut, cependant, se satisfaire d'évoquer cette cause générale et permanente de difficultés pour traiter concrècement de la crise du marxisme. Faisons alors une hypothèse. La « crise du marxisme », aujourd'hul, serait ce sysème particulier, et peut-êire muneritané. tème particulier, et peut-être momentané, de relations, dont l'impulsion du mouve-ment viendrait des classes régnantes. Celles-ci prenant pour relais, voire pour

amplificateur, l'intelligentais de gauche désorientée. Dans le cas de la France, en tout cas, cette représentation des choses paraît correcte (3). En effet, à la suite de son échec électoral,

En effet, à la suite de son échec électoral, en mans 1978, la gauche française a resenti avec découragement le caractère durable de la crise sociale actuelle, la difficulté d'en sortir. Et alors que le marxisme, dans les précédentes années, lui avait permis d'exprimer ses aspirations révolutionnaires, elle s'est mise à en douter. Elle s'est mise à douter de la capacité de cette conception à refléter et à guider la transformation du monde. Des situations qu'elle croyait impossibles, comme l'affrontement armé eutre la Chine et le Vietnam, ont ençore accentué son ébranlement.

armé entre la Chine et le Vietnam, ont encore accentué son ébranlement.
Les catégories intellectuelles qui forment l'intelligentsia de gauche, et dont Michael Löwy a finement analysé la complexité, out été prises à contrepied par les événements récents (4). Par le biais de leur désarroi, les classes régnantes enverraient leur message de mort du marxisme : c'est cela qui constituerait l'aspect concret et actuel de sa crise. Mais de quel marxisme ces catégories s'étaient-elles donc nourries?

nouries?
Si l'on met à part un certain nombre d'individualités, il semble que le marxisme

pinsieurs pays ayant inscrit dans la Consti-tution leur choix du socialisme scienti-fique du marxisme. Est-ce vraiment le marxisme en tant que système conceptuel, en tant que procédure sociale de connais-sance, qui est alors sollicité? Cette sance, qui est alors sollicité ? Cette référence n'est-elle pas plutôt de nature symbolique ?

De la même manière, le refus du marxisme, ou la relative impermésbilité à marxisme, ou la relative imperméabilité à cette conception, n'est-elle pas la manifestation de traits culturels plutôt que l'expression d'une prise de position philosophiquement raisonnée ? Cette allergie que l'islam semble avoir à son égard ne correspond-t-elle pas au rejet spoulant de la moderniste occidentale?

Peut-être convient-il de préciser que, à notre avis, l'idéologie recouvre une grande diversité de situations. L'idéologie n'est pas sans contenu, et celui-ci peut être opérasans contenu, et celul-ci peut être opératoire, scientifique. Ainsi, la désignation
qu'un pays fait explicitement du marxisme,
dans sa Constitution, peut-elle être l'indication claire, fondée, efficiente, des crigines de son sous-développement. Cependant, lorsqu'une conception est principalement vécue comme idéologie, cela veut dire
aussi qu'à travers elle ce sont des systimes de valerre et de nouvrie suit sont tèmes de valeurs et de pouvoirs qui sont désignés, et non des modalités de la

Ces procédés ne peuvent empêcher les problèmes de se poser. Il semble qu'il existe alors deux impulsions privilégiées de développement du marxisme. La première est celle du discours politique comme forme de l'avencement théorique. En effet, si le marxisme est officiel, il est comprehensible que la progression de son contenu le soit aussi. D'où le rôle théorique inévitable, et dans l'ordre, de la hiérarchie politique. La seconde, non moins importante, est celle dans l'ordre, de la hiérarchie politique. La seconde, non moins importante, est celle de la pénétration sauvege et naïve de conceptions étrangères, voire hostiles, au marxisme. Dans le domaine économique, par exemple, les modèles formalisés d'inspiration walrasienne exercent dans les pays socialistes une étrange fascination. Or, théoriquement, les choses ne vont pas de soi. Le contact devrait engendrer une formidable et passionnante discussion. Mais rien. Mais rien.

Mais rien.

Ces deux impulsions témoignent de la très grands probabilité que le marxisme fonctionne comme idéologie dès lors qu'il devient, science d'Etat. Si l'on considère son évolution depuis un siècle, on peut dire que, dans le cours même de sa banalisation politique, de son insertion dens les sociétés et les pouvoirs, il a subi les effets de deux grands facteurs de dégradation et d'érosion. D'une part, il a été mentalement pris en charge par des groupes humains nombreux, souvent dotés d'un bagage très léger de connaissances. D'autre part, l'insertion sociale du marxisme s'est effectuée sur la base de sa réduction, involontaire ou recherchée, à la seule démension d'une idéologie.

N pourrait appliquer à Marx ce que Schumpeter pensait de Keynes: il n'a pas nécessairement conquis, mais il a rendu meilleur. La question se pose alors de asvoir ai ses potentialités sont maintenant épuisées. Car, su lien d'exprimer une crise de son contenu, la « crise du marxisme » ne désigne t-elle pas plutôt, le caractère dépassé de sen rapport iraditionnel à la politique?

Jusqu'à ce jour, a généralement prévalu à l'égard du marxisme une sorte de monisme politique et culturel, tant de la part des catégories sociales qui lui sont hostiles que de celles qui lui sont favorables. La procédure sociale d'élaboration de este théorie a principalement functionné comme procédure étatique, soit de sem rejet, soit de son acceptation, en faisant de celle-c', seion les cas, une croyance officielle on une hérésie publique.

La question de la crise du marxisme se pose donc en des tennes péris être différents de ceux que l'un est accouluné d'entendre. Comment le débat pourrait-il être clos quand ici consins afficurs, il n'a pas commencé? Ce qui est en crise, ce n'est pas tant le marxisme que son rejet pas méanx à la palitique.

Ayant peut-être perçu la vanité d'eme relation imaginaire au marxisme, la gaude, en France, n'aumate-éle pas méanx à faire que caresser son anountessaise? Si son rôle est limité, il n'en est pas moins

faire que caresser son impaissance r sa son rôle est limité, il n'en est pas moins irremplaçable. En se donnant pour tâche de porter le marxisme au niveau des besoins de l'époque et de la société, n'agirait-elle pas pour le développement de le raison dans son ensemble ? N'agrait-elle raison dans son ensemble ? N'agirait-elle pas pour des valeurs intellectselles et morales qui lui sont chères et que l'on bafoue de façon si partagés ». En particuller la tolérance des idées, l'intèrrention de la société, dans son ensemble, dans le processus d'élaboration et d'experimentation théoriques ? Ne faut-il pas que cesse enfin ce regret si fréquent où l'on est, dans le domaine des libertés, celles notamment de la pensée, de raisonner à l'échelle des temps géologiques tout en vivant le temps des hommes ?

F 1 7220

4 (** 1. .

Regt to

Mist. da. 34 85 ..

7. 19 17 ...

774 3-193 ..

Man 15 --A 24. 44.

(I) On petit notamment trouver Parposé de catte conception dans le texte de Jean-Marie Bemolst : « Marx est mort de remords » (dans les Dieux dans le cuisine, vingt ens de paticophie en France; éd. Ambier-Montaigne, Paris, 1978, pp. 162-171).

(2) Of., par exemple, Soth Polin : « Le diabolique douceur de Pol Pots, le Monde Dimanche, 18 mai 1990, p. I et XX.

(3) Of. Daniel Lindenberg, le Mornieme introuvolle (en particulier, l'avertimement, pour l'édition de 1979), U.G.R., coll. « 10-183. Paris, 1979. pour l'édition de 1979), U.G.E., coll. (10-18-).
Paris, 1979.

(4) Michael Löwy, Pour une sociologie des intellectuels résolutionnaires, Pévolution posiinque de Lukaus, 1909-1929, PUF, Paris, 1976.

(5) On ne peut manquer de citer, à ce propos,
Pour Marz et Live le capital, de Louis Althusser et al. Le destin de ces ouvrages ayant été marqué tout autant par les qualités de ceux qui les cet rédigés que par les détauts de ceux qui les cet infigent, ou le Pierre Garnier, le Marzieme l'énifemt, ou le Politique bourgeoise au poste de commande, Le Broumare,
Paris, 1979.

(7) Maximilian Rubel, « La légende de Marz ou Engels fondateur », Cahiers d'étude de marzologie, 1972, p. 17 à 26.

Une science pour la société

Par JEAN-CLAUDE DELAUNAY * .

a prioritairement fonctionné ces vingt dernières années, pour l'intelligentsia de gauche, d'une part, comme un ensemble conceptuel et logique en cours d'acquisition, et, d'autre part, comme une utopie politique. L'aspect kiéologique a été dominant. Le marxisme en tant que phénomène intellectuel de masse, est, en effet, très récent en France. Il ne s'était exprimé, avant 1960, que dans certaines disciplines, à des niveaux supérieurs et de façon localisée. En histoire, sous l'infinence de Jaurès et par la filiation d'Ernest Labroussa, pour l'étude de la Révolution française. En philosophie, à l'Ecole normale supérieure, par exemple, et par la médiation lointaine de Lucien Herr. Mais tout cela était minime. Le décollage s'est produit dans les années 1965-1970 où, pour la première fois aussi, l'aspiration à mieux connaître le marxisme prenaît appui sur les textes carginaux, et quelquefois inédits, de ses concepteurs.

concepteurs. L'intelligentsia de ganche s'est donc nousne d'un marxisme récent, et de ce fait nourne d'un marxisme recent, et de ce rait fragile. D'un marxisme acquis conformément à sa pratique sociale dominante, celle de l'école et du livre (5). Son attention a été principalement centrée sur l'aspect conceptuel du travail théorique, d'autant plus que la tradition politique marxiste française est, de ce point de vue, très lacunaire.

Mais à ces défants de jeunesse qui aussi

Mais à ces défauts de jeunesse qui, aussi hien, sont autant de qualités, s'ajoute une caractéristique déjà étudiée par certains auteurs dont nous partageons l'analyse, pour une bonne part (6).

Nous croyons, en effet, que le mazzisme a fonctionné, pour l'intelligentsia de gau-che, au moins tendanciellement, comme utopie politique, comme idéologie constitu-tive de sa propie identité. Pour l'embasive affirmation d'elle-même, en quelque sorte. Dès lors s'est manifestée, semble-t-II, l'in-consciente tendance à se comporter dans le domaine théorique de façon autoritaire et dominatrice. Au lieu de contribuer à dégager les procédures sociales d'élabora-tion théorique véritablement nouvelles que devrait susciter une pensée révolution-naire, l'intelligentsia de gauche s'est roplitée sur elle-même. Son marxisme à vocation rtopie politique, comme idéologie constitu sur elle-même. Son marxisme, à vocation imaginaire, n'a pas résisté à l'événement. Il s'est même révélé potentiellement réver-

S I, en France, les classes régnantes ou l'intellégentsia de gauche entretiennent a vec le marxisme un rapport de nature principalement idéologique, elles ne sont pas les seules. Le même constat peut être fait, par exemple, pour la plupart des pays socialistes, ou pour des Étate ayant acquis récemment leur indépendance. On trouvers sans peine, en Afrique notamment,

connaissance. Et la particularité du

connaissance. Et la particularité du marxisme, qui se vent science de la société et du pouvoir, est d'être constamment solicité par certains pouvoirs, fût-ce au détriment de sa capacité de connaissance. C'est ainsi que dans les pays socialistes, le marxisme, institutionnalisé, tend à fonctionner comme idéologie.

Cette dégradation se manifeste en premier leu dans des comportements. Et d'abond dans le recours à la citation. Dans la mesure où le marxisme est défini comme une science officielle, il acquiert la dimension d'un texte sacré. La citation remplace l'argument. Elle doit, en tout cas, l'accompagner en tant que garantie de sa rectitude sociale. Bon nombre d'ouvrages soviétiques publiés en France, en économie par exemple, portent cette marque déripar exemple, portent cette marque déri-soire, totémique.

Antre comportement Autre comportement scientifiquement dégradé et découlant de l'officialisation : la mériance et l'agressivité systématiques, surtout lorsqu'il est question des « pères fondateurs ». Maximilien Rubel rapporte, par exemple, les difficultés qu'il rencontra, en 1970, en raison de ses opinions de chercheur, à l'occasion d'une conférence printifique international de conférence. acientifique internationale organisée en République démocratique allemande, pour célébrer le cent cinquantième amiversaire de la naissance d'Engels (7). Ce qu'il dit de ses homologues soviétiques et est-alle-mands conduit à penser que l'institution-nalisation du marxisme a non seulement engendré sa mythologie, mais encore la puéritisation de ses présentateurs certifiés.

ATS la dégradation concerne anssi le contenu du marxisme lui-même. En effet, un ensemble conceptuel de ce type est un instrument d'analyse et de type est un instrument d'analyse et de repérage de problèmes sociaux dunt il vise à fournir la solution avec, pour particularité, de dire que les problèmes sociaux ont toujours une origine sociale. Il y a toujours un ou plusieurs groupes humains, et la place de ces groupes dans la structure de la société est l'un des principaux éléments à l'origine des problèmes. Or, si le marxisme dépend du pouvoir politique, la tendance spontanée de ce dernier sera d'éliminer toute explication de nature à le mettre en cause; ou de n'apporter d'éliminer toute explication de nature à le mettre en cause; ou de n'apporter d'analyse que morale; ou d'éliminer a priori l'examen de certaines questions. C'est ainsi que la problématique de l'inflation socialiste est, par définition, excîne des analyses, dans la pirpart des pays socialistes. Le phénomène dit du « culte de la personnalité» fait, de son côté, l'objet d'un resard discret.

Maltre assistant à l'université des science et techniques de Lille-I (U.E.R., de science économiques et sociales).

Dans ce numéro:

PAGE 2:

LA GREVE EN QUESTION, par Lució Garson Maceda

L'Amérique latine, principal client de l'industrie d'armement israélienne, par Ignacio F. Klich. — Suite de l'article de Xavier Luccioni.

AUX ETATS-UNIS : LE GRAND DEBAT SUR LA RESISTANCE A L'URSS. par Marc Ferro.

L'idéologie et l'organisation de la résistance afghane, par Asan Balikel. * Prix clés en mains au 1-7-80 Boîte 5: 38.950 F* Automatique : 40.950 F* 16 libre. Traction avant.

HONDA ACCORD JAPAUTO Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél.: 500.14.51 Service spécial TTX - CD - K - VIP.

PAGES 6 à 8:

LA POUDRIERE KURDE, enquête de Chris Kuischera. — Recherches universitaires : Un observatoire du tiers-monde, par Charles Zorgbibe.

Le conflit américano-iranien : l'arme monéfaire, par Sélim Turquié.

Les mésaventures d'une entreprise de maraichage au Sénégal, par Christophe Batsch et Claude Reboul.

Pretoria face à l'échéance namibienne, par Howard Schissel. - Histoire, politique et nationalisme en Afrique noire, par Jean Copans.

CAMERAS POLITIQUES : Marasme africain, par

PAGES 13 à 18:

UNE SOLUTION CONTESTEE : L'ELECTRONU-CLEAIRE : Un essor moins rapide que prévu, par Jean-Marie Martin. — Rivalités de puissances et guerre commerciale, par Dominique Finon. — Stratégles de rechange : le blocage français, par Louis

Prisenz. — L'impact de la contestation, par Desethy Nelkin et Michael Pollak. — Suède : recherche d'un compromis acceptable, par Mans Lönnroth. — L'évolution des syndicats, par Victor Mattiet. — L' « excelsion > nucléaire comme dérive romanesque, par Jean aux. - « Les mensonges de l'Etat », de J.-M. Vincent, par Sami Naiz.

PAGE 19:

Les livres du mois

PAGES 20 et 21:

Suite de l'article de Marco Boato sur la lutte armée en Italie. — Antonio Negri au delà du marxisme, per Jean-Paul de Gaudemar. — Dans les revues. Une solution pour Gibraltar?, par Jean J.A. Salin

PAGES 22 et 23:

LE VOL. NOUVELLE D'ANA VASQUEZ.

PAGES 24 à 27:

L'activité des organisations internationales La lutte contre la pollution de la Méditerranté. Paul-Evan Ress.

Le numéro d'août 1980 du « Monde diplor a été tiré à 111 000 exemplaires.

Septembre